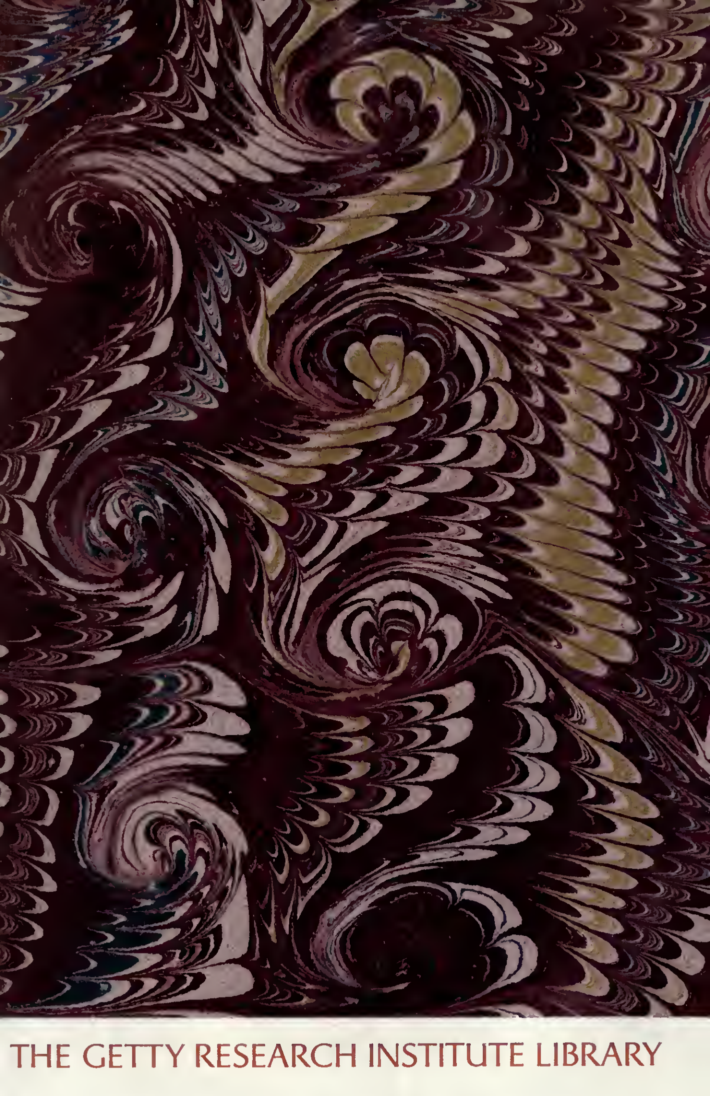



virtus in arduis



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON I[er]

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire, de M. Thiers. — Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot. — M. Proudhon. — Le rétablissement de la Pologne. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot).. 1 vol

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. — Nouvelle édition revue et corrigée.. 1 vol.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON IER

PAR

P. LANFREY

SEPTIÈME ÉDITION

TOME PREMIER

PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE, 28

1870

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

CHAPITRE PREMIER.

JEUNESSE ET COMMENCEMENTS DE NAPOLÉON.

1769-1793.

Napoléon n'a été jugé le plus souvent que par l'amour ou par la haine. Après sa mort, comme de son vivant, il lui a été donné de troubler profondément le cœur des hommes, et les combats qu'avait fait naître sa politique, on a continué à les livrer pour ou contre sa mémoire. Aux apothéoses populaires, aux glorifications intéressées de l'esprit de parti, aux complaisances d'historiens dupes ou complices des préjugés vulgaires, ont répondu d'ardentes représailles où l'on a vu trop souvent la vérité blessée avec ses propres armes. Sa gloire a trouvé toutefois beaucoup plus de courtisans que de détracteurs, car l'en-

cens qu'on n'a plus pour l'idole, on le prodigue encore à ses adorateurs. L'histoire n'est pas faite pour de tels rôles, qui ne se concilient ni avec le calme de l'équité ni avec la dignité du juge.

Aujourd'hui que la détraction et l'apologie ont, en s'épuisant elles-mêmes, préparé tous les éléments d'une complète instruction, le moment semble venu pour des appréciations plus clairvoyantes. Si j'ose, après tant d'illustres contemporains, publicistes, philosophes, historiens, poëtes, interroger à mon tour une figure que si peu d'entre eux ont pu fixer impunément, mon unique prétention est de mettre à profit le bénéfice du temps. Les renseignements abondent, les mobiles sont mieux connus, les faits mieux éclaircis, les faux prestiges se dissipent. Quant aux passions qu'éveille en nous le souvenir de la part que la mémoire de Napoléon a eue de notre temps dans les défaites de la liberté, il est maintenant assez facile de s'en défendre. Le présent, devenu moins sévère, ne permet déjà plus de désespérer de l'avenir. Je ne me sens ni les préventions de la haine ni les superstitions de l'enthousiasme, et je repousserais comme une honteuse servitude toute opinion qui pourrait m'empêcher de m'incliner devant la vraie grandeur.

Il y a, d'ailleurs, dans l'histoire une force d'apaisement qui protége l'âme contre le fanatisme de l'esprit de parti. Si elle nous offre le spectacle décourageant de défaillances, de chutes et de contradictions sans nombre, elle nous montre, par des traits plus frappants encore, qu'il y a dans la civilisation une tendance constante à reprendre et à élever son niveau. Elle nous montre surtout que nous sommes tou-

jours les artisans de nos propres destinées, et qu'il a toujours dépendu d'un peuple de ne pas se créer les nécessités sous le joug desquelles il a dû ensuite se courber. En dépit de certaines apparences mal comprises, l'histoire n'est pas une école de fatalisme, elle est un long plaidoyer en faveur de la liberté humaine.

Cet enseignement, qui est de tous les temps, ressort avec une force particulière de la marche progressive du siècle où naquit Napoléon jusqu'aux commencements de la Révolution française, et les déviations qui surviennent plus tard ne sauraient en affaiblir la portée. Jamais activité n'a été plus libre malgré ses entraînements, plus rationnelle malgré ses illusions, jamais les hommes ne se sont élancés vers la vérité avec une ardeur plus généreuse et plus sincère. Le succès de leurs efforts a pu être compromis par les passions, par les fautes, par l'empire des préjugés anciens et les obstacles inhérents à la pratique des choses, mais leurs efforts n'ont pas été perdus. Une foule de grands hommes avaient agrandi, renouvelé tous les domaines de la science et de la pensée; ils avaient fait prévaloir une idée plus élevée de la dignité humaine, une conception plus étendue des droits des peuples et des individus; ils avaient combattu tous les genres de servitude, ils avaient réconcilié la politique avec la justice et la liberté. Ils avaient adouci les mœurs, à ce point qu'on semblait vouloir faire grâce aux abus pour leur laisser le temps de mourir de leur mort naturelle.

En cela, le XVIIIe siècle était-il une exception, pour-

suivait-il une utopie? Non; il continuait ses devanciers : le XVI[e], qui avait vu naître la Réforme, le XVII[e], qui avait vu triompher les institutions anglaises; il était en communion avec tous les glorieux esprits du passé; il marchait sur la grande route du genre humain, il le savait et cette confiance donnait à son déclin une sorte de sereine majesté. Après les penseurs qui avaient illustré sa carrière, il voyait déjà apparaître les grands réalisateurs qui devaient compléter son œuvre; après les Locke, les Montesquieu, les Voltaire, les Rousseau, s'élevaient les Turgot, les Franklin, les Mirabeau, les Washington. La république américaine, cette fille de l'expérience, irréprochable comme une création de la raison pure, allait naître au delà des mers pour servir de phare aux sociétés futures. L'avenir paraissait tellement assuré, le cours des choses si irrésistible, que les esprits les plus sages ne pouvaient se défendre d'un peu d'ivresse, et, dans leur impatience trop dédaigneuse des faits, ils s'élançaient jusqu'aux dernières limites du possible. Non contents de proclamer la fin du despotisme politique et religieux, ils prédisaient la fin des superstitions, la fin de la misère, la fin de l'esclavage, la fin des conquêtes, la fin de la guerre. C'est vers ce temps-là que naquit dans une petite île obscure et presque sans histoire un enfant qui devait s'appeler Napoléon Bonaparte.

Le contraste que cet homme extraordinaire offre avec l'esprit général de son époque n'a pas besoin d'être cherché; il frappe tout d'abord les yeux. Par son caractère, par ses idées, et surtout par le but qu'il s'est proposé, Napoléon semble un homme d'un

autre âge. Cependant, plus on l'étudie, plus on s'aperçoit que les seules parties de son œuvre qui soient restées vivantes sont en définitive celles qu'il a empruntées au génie de son temps. Le reste est purement phénoménal. Le rôle de Napoléon n'a donc rien d'inexplicable pour l'histoire.

Son pays semblait être, comme la Pologne, un démenti vivant donné aux rêves des philosophes. La Corse formait, dans ce siècle du cosmopolitisme, une contrée à part en Europe, par ses malheurs comme par le caractère et les mœurs de ses habitants. Leurs relations avec le continent, qui n'avaient jamais été bien fréquentes, étaient devenues plus rares encore pendant leurs longues luttes contre Gênes. Il en résultait que, malgré un certain vernis de civilisation que la jeunesse allait chercher dans les universités d'Italie, ils avaient conservé presque intacte l'énergique et sauvage originalité de leur physionomie. « La Corse, dit Tite-Live, est une contrée âpre et montagneuse, presque impraticable. Elle nourrit une population qui lui ressemble, et presque aussi intraitable que les bêtes fauves. Faits prisonniers, les Corses ne s'adoucissent pas dans la servitude : ils se rendent insupportables à leurs maîtres ou abandonnent la vie par impatience du joug. »

Ce portrait avait gardé une part de vérité, en dépit des changements amenés par le mélange des races et par le progrès des temps. Les invasions successives, l'influence de la civilisation générale, avaient adouci le type primitif, mais ne lui avaient pas fait perdre ses traits principaux. A son indomptable âpreté s'était alliée une certaine souplesse empruntée à l'Italie, à

l'énergie du caractère, une intelligence subtile et déliée. Sobres, courageux, hospitaliers, mais dissimulés, superstitieux, vindicatifs, tels étaient, tels sont encore les Corses. Rappelant en ceci leur climat, qui est brûlant dans les plaines et glacé sur les hauteurs, ils ont le cœur violent et la tête froide. Ils sont faits pour exceller à la fois dans la diplomatie et dans la guerre. Ils ne participaient guère alors aux idées de leur temps que par les bribes d'érudition classique qu'ils rapportaient des universités italiennes. De là la simplicité antique de leurs idées politiques, que ne contrariait d'ailleurs presque aucune des institutions qui régnaient encore sur le reste de l'Europe. Paoli put songer sérieusement à jouer dans son pays le rôle d'un Solon ou d'un Lycurgue, et dans ce que les circonstances lui permirent d'entreprendre, il ne rencontra aucune des résistances qu'il eût trouvées partout ailleurs. Ce qui, en France, était du domaine des rêveurs devenait, en Corse, le fait de l'homme d'État et pouvait être sur-le-champ réalisé. C'est pour ce motif que la Corse attira l'attention de Jean-Jacques Rousseau, tout entier alors à ses réminiscences de l'antiquité, avec lesquelles il croyait faire du nouveau. Dans son *Contrat social*, il appelle la Corse « le seul pays capable de législation qu'il y ait encore en Europe, » affirmation qui détermina Paoli à lui faire demander un projet de constitution par l'entremise de Buttafuoco. Les Corses se trouvaient d'emblée dans la situation qu'on ne pouvait concevoir partout ailleurs qu'en faisant table rase de tout ce qui existait. Cet état social et l'esprit qui en était la suite expliquent dans une certaine mesure ce qu'il y a d'antique

dans l'idéal politique de Napoléon comme dans celui de Paoli, car un César n'était pas moins incompatible qu'un Lycurgue avec les délicates complications de nos sociétes modernes.

Après de longues années d'une lutte opiniâtre pendant laquelle ce petit pays étonna l'Europe par son indomptable courage, les Génois, se voyant hors d'état de le reconquérir, le vendirent à la France. Choiseul, qui s'était présenté d'abord en médiateur et qui occupait en cette qualité les principaux ports de l'île, ne rougit pas de tourner toutes les forces d'une nation puissante contre le faible peuple qui avait eu confiance en sa protection. Paoli, le héros de la guerre contre les Génois, s'efforça en vain de résister à l'invasion française; il fallut céder. Il s'éloigna, le désespoir dans le cœur, de ce pays qu'il n'avait délivré de ses anciens oppresseurs que pour le voir succomber sous un nouveau despotisme. Mais, l'année même où les patriotes furent écrasés par nos armes, la Corse vit naître celui que ses conquérants allaient bientôt recevoir pour maître. Napoléon vint au monde le 15 août 1769, deux mois après la soumission de l'île.

L'enfance et la jeunesse des plus grands hommes échappent nécessairement à l'histoire; c'est pourquoi la fiction s'en empare le plus souvent. La jeunesse est pleine de mystères psychologiques et de secrètes métamorphoses qui n'offrent à l'examen le plus attentif que très-peu de données positives. C'est un âge de formation où tout dans l'âme humaine est encore indécis et changeant. On n'y trouve ni cette contexture solide, ni ces lignes arrêtées, ni enfin ces garanties d'information qui constituent seules la réalité

historique. Il est plus rare encore d'y rencontrer des actions qui soient dignes de fixer l'attention des hommes. Aussi les efforts multipliés qu'on a faits pour soustraire la mémoire des premières années de Napoléon à cette obscurité inévitable n'ont-ils abouti qu'à la création de légendes dont la puérilité égale l'invraisemblance. Placé entre l'inconvénient d'une brièveté trop rigoureuse et celui d'une minutie qui n'a ni sérieux ni vérité, je choisirai le moindre, et, laissant de côté des récits hypothétiques, j'exposerai rapidement les faits et les observations qui, par l'universalité des témoignages, présentent seuls un caractère de certitude.

Au premier rang parmi les compagnons de Paoli, s'était distingué Charles de Bonaparte, le père de Napoléon. Sa famille était originaire d'Italie, elle y conservait encore des descendants. Elle avait acquis une certaine illustration dans la politique et dans les lettres à l'époque des républiques italiennes. Elle s'était réfugiée en Corse à la suite des discordes civiles qui déchirèrent Florence, mais elle avait toujours gardé des relations avec le pays qui avait été son berceau, et était restée italienne presque autant que corse. On pouvait encore reconnaître en elle l'empreinte de la fine et forte race d'où sortit Machiavel. Lorsque Paoli eut quitté l'île, Charles Bonaparte, qui avait épousé depuis peu Lætitia Ramolino, femme de la plus rare beauté, compagne de ses périls alors qu'elle était déjà enceinte de Napoléon, dut se soumettre comme la majorité de ses concitoyens. Il sut même gagner avec une surprenante facilité les faveurs de l'administration française; mais, pendant

plusieurs années encore, une poignée de patriotes, traquée dans les montagnes de l'intérieur, continua à soutenir la lutte, et leur supplice ensanglanta notre conquête.

C'est au sein de ce peuple, vaincu sans être dompté, au milieu de ces passions, tantôt comprimées, tantôt se déchaînant tout à coup avec la sauvage violence du tempérament corse, que grandit le jeune Napoléon. Il assista tout enfant aux dernières convulsions de l'indépendance de son pays. « Je naquis quand la patrie périssait, écrivait-il à Paoli en 1789; les cris du mourant, les gémissements de l'opprimé, les larmes du désespoir, environnèrent mon berceau dès ma naissance. » Né au sein des orages, il se familiarisa de bonne heure avec leurs agitations, et il leur dut en partie le sang-froid qu'il montra plus tard au milieu du chaos révolutionnaire. Comme Achille enfant, il avait été trempé dans le Styx.

Les souvenirs de la guerre de l'indépendance, les récits de ceux qui l'avaient faite, les imprécations du patriotisme opprimé, et surtout les exploits déjà légendaires du grand Paoli, le guerrier législateur, figure antique égarée dans le XVIII[e] siècle, tel fut le premier aliment dont se nourrit sa jeune et ardente imagination. Ces impressions se gravèrent fortement dans cette âme profonde et y dominèrent tous les sentiments de la jeunesse. Elles lui donnèrent un sérieux d'une extraordinaire précocité. Il partagea, tout enfant, de grandes et patriotiques émotions, auxquelles il s'associait par l'instinct avant de les comprendre par l'intelligence; il assista à des spectacles qui éclairèrent prématurément à ses yeux tous les extrêmes de

la vie humaine. Il connut les passions politiques à un âge où les hommes ne se passionnent d'ordinaire que pour leurs jouets, et c'est peut-être pour y avoir été initié trop tôt qu'il s'en est détaché si vite. A peine arrivé à Brienne, cet enfant de onze ans aperçoit dans une des salles de l'école le portrait de Choiseul, l'auteur des maux de son pays ; il l'apostrophe avec colère et s'indigne qu'on conserve à Brienne le portrait d'un tel homme. Un peu plus tard, parlant de son père mort, il déclare ne pouvoir lui pardonner de n'avoir pas suivi jusque dans l'exil la fortune de Paoli.

Charles Bonaparte, dont la famille était nombreuse et le patrimoine des plus médiocres, avait sollicité et obtenu, grâce à la protection du comte de Marbeuf, gouverneur de l'île, des places gratuites pour ses enfants dans les principales maisons d'éducation de France. C'est ainsi que le jeune Napoléon entra à Brienne. En écartant la foule d'anecdotes suspectes qui abondent sur cette partie de sa vie pour s'en tenir à l'impression générale de ceux qui l'ont connu à cette époque, on découvre dès lors en lui un caractère concentré, résolu, une humeur volontiers batailleuse, et, malgré des éclairs de gaieté, une disposition d'esprit singulièrement assombrie dans un si jeune enfant. La dureté du sort avait retranché en lui tout le luxe aimable de l'enfance. Il s'isolait, s'ouvrait rarement à ses camarades, en était peu aimé et ne se mêlait presque jamais à leurs jeux. Ce penchant à l'isolement, naturel chez une âme qui ne trouve pas autour d'elle les points de contact dont elle a besoin, accompagne souvent la supériorité, même à l'âge où

elle s'ignore elle-même, et les enfants ne le pardonnent pas plus que les hommes.

Du reste, écolier laborieux, appliqué, et, chose remarquable, d'une extrême docilité envers ses maîtres. C'est ce que constate expressément un certificat du chevalier de Kéralio, inspecteur des écoles militaires, qui fut frappé de la tournure d'esprit et de caractère qui s'annonçait dans cet adolescent. Napoléon Bonaparte savait dès lors plier, quand il le voulait, sa brusquerie naturelle aux circonstances, et se faire souple et insinuant par esprit de conduite. Il devint en peu de temps le premier élève de l'école dans les mathématiques, pour lesquelles il avait un goût passionné. Il porta la même ardeur dans l'étude de l'histoire, mais avec une préférence marquée pour celle des républiques de l'antiquité, dans lesquelles il retrouvait une image ennoblie des luttes dont son pays venait d'être victime. Plutarque et les *Commentaires* de César furent de bonne heure ses deux lectures de prédilection. L'un lui offrait ce mélange de positif et de romanesque qui eut toujours un si vif attrait pour son esprit; il trouvait dans l'autre un sujet de contrôle, de comparaison pour ses études militaires et en même temps le cadre le plus grandiose qu'il pût rêver. Il n'accorda qu'une attention distraite aux autres objets de l'enseignement et ne se perfectionna que très-tard dans l'étude de la langue française, dont il ne connut même jamais très-bien quelques-uns des éléments les plus essentiels, bien qu'il l'aie plus d'une fois maniée en écrivain supérieur.

A l'École militaire de Paris, où il vint compléter son instruction après sa sortie de Brienne (1785), et où il fut

soumis à une discipline beaucoup moins étroite, sa personnalité commença à se dégager plus énergiquement et se montra sous un jour nouveau. Il s'y trouva dans une sorte d'abandon relatif et comme perdu au milieu du grand nombre. Sa docilité fit place à un sentiment d'indépendance ombrageuse; il devint entier, tranchant, absolu et frondeur; ses maîtres eux-mêmes se plaignirent du changement. Son caractère prit une nuance marquée de misanthropie. L'avenir qui s'ouvrait devant lui ne lui offrait que les plus tris es perspectives. Son père venait de mourir, laissant sa famille dans une gêne pire que la pauvreté; ses frères et sœurs étaient dispersés dans des maisons d'éducation, où ils étaient élevés, comme on disait alors, aux frais du roi; il ne pouvait plus compter que sur l'appui précaire de ses protecteurs, dont il aurait bie tôt lassé la bienveillance.

Le contraste de sa situation avec celle de ses camarades, qui étaient pour la plupart des cadets de familles opulentes, lui fit sentir vivement l'amertume des privations qu'il était forcé de s'imposer et qu'il savait d'ailleurs supporter sans se plaindre. Mécontent, aigri, tourmenté déjà par une inquiète activité qui était la première fermentation de son génie, il vivait en solitaire et passait pour insociable. Il avait pris le ton et le langage, alors fort à la mode, des censeurs de l'ancien régime, et il critiquait avec toute la sévérité d'un moraliste de seize ans les abus d'une société au sein de laquelle, selon toute probabilité, il était destiné à végéter obscurément dans les grades inférieurs de l'armée. Bourrienne nous a conservé quelques fragments assez curieux d'un mémoire que

rédigea Bonaparte à l'École militaire pour signaler tous les inconvénients des habitudes dispendieuses que contractaient les élèves, grâce à des règlements trop relâchés. L'incorrection à peine croyable de ses lettres de cette époque ne permet pas de supposer que le style du mémoire soit de lui, mais les idées ont déjà l'empreinte de son esprit pratique et organisateur. Il considérait avec raison tout ce luxe comme une détestable initiation aux privations de la vie militaire, mais la rigueur du régime qu'il proposait de substituer à la licence de ces positions privilégiées décèle trop la secrète rancune qui inspirait au jeune réformateur son zèle égalitaire.

Au bout d'un an, Bonaparte quitta l'École militaire, entra en qualité de lieutenant en second au régiment de La Fère et fut envoyé en garnison à Valence (1786). Il avait alors un peu plus de seize ans. Là, sous l'influence d'une femme aimable et distinguée, qui l'accueillit et le produisit dans le monde, cette nature concentrée, qui n'avait pas encore eu son rayon de soleil, s'épanouit pour la première fois. Une transformation frappante s'opéra pour un instant dans le caractère, les mœurs et les manières du jeune sous-lieutenant. C'est alors que commença à se révéler ce charme insinuant et plein de séduction qu'il savait parfois donner à son langage, d'ordinaire brusque et direct quand il n'était pas impérieux. Son esprit s'affina et s'assouplit au contact de ce monde de l'ancien régime, fait par les femmes et pour les femmes. En même temps de nombreuses lectures étendirent dans les directions les plus variées le cercle de ses idées et de ses connaissances. Les volumineux extraits qui

restent tout entiers écrits de sa main attestent que jamais loisirs de garnison ne furent plus laborieusement employés.

Au reste ses passions de ce temps-là ne paraissent pas l'avoir longtemps ni beaucoup occupé, si l'on en croit un *Dialogue sur l'Amour* qui est resté parmi ses papiers de jeune homme, et où l'on trouve une boutade assez conforme aux opinions qu'il a toute sa vie professées sur ce sujet : « L'amour, dit-il, fait plus de mal que de bien, et ce serait un bienfait d'une divinité protectrice que de nous en défaire et d'en délivrer les hommes. » Aucune distraction ne pouvait lui faire oublier son île natale, sa pauvre Ithaque, qu'il n'avait pas revue depuis longues années, et qui était alors son seul et véritable amour. Mais dans quel état la retrouverait-il lorsqu'il lui serait permis d'y retourner? Ces pensées lui causaient une tristesse qui aurait été jusqu'à lui suggérer des pensées de suicide, si l'on devait prendre au mot là-dessus les confidences d'une jeune imagination :

« Que les hommes sont éloignés de la nature! qu'ils sont lâches, vils, rampants! Quel spectacle verrai-je dans mon pays? Mes compatriotes embrassent en tremblant la main qui les opprime. Ce ne sont plus ces braves Corses qu'un héros animait de ses vertus, ennemis des tyrans, du luxe, des vils courtisans..... Français, non contents de nous avoir ravi tout ce que nous chérissions, vous avez encore corrompu nos mœurs!

« La vie m'est à charge parce que je ne goûte aucun plaisir et que tout est peine pour moi, parce que les hommes avec qui je vis et vivrai probablement tou-

jours ont des mœurs aussi éloignées des miennes que la clarté de la lune diffère de celle du soleil. Je ne puis donc pas suivre la seule manière de vivre qui pourrait me faire supporter l'existence. D'où s'ensuit un dégoût pour tout[1]. »

C'est à Valence que, selon toute apparence, se fit en Bonaparte le premier éveil de l'ambition. C'est là du moins qu'il commença à écrire cette *Histoire de Corse* qui paraît avoir été la principale préoccupation intellectuelle de sa jeunesse, et dont il n'a été publié que des fragments[2]. Il en adressa, en 1786, les deux premiers chapitres à l'abbé Raynal avec une lettre des plus flatteuses, dans laquelle il lui demandait ses conseils et son patronage. L'abbé, alors à l'apogée de sa gloire, les lui accorda de bonne grâce. Ainsi que l'indique le choix de ce sujet et tout ce qu'on sait de Bonaparte à cette époque, son île natale était encore, à ce moment de sa vie, le principal objet de ses pensées, le but sur lequel se concentraient tous ses plans d'avenir. Elle lui semblait le plus beau théâtre qu'il pût rêver. Il n'ambitionnait un succès littéraire à Paris qu'afin de pouvoir se présenter avec plus d'éclat

1. Libri, *Souvenirs de la jeunesse de Bonaparte.* Parmi les nombreux ouvrages qui ont été écrits sur cette époque de la vie de Napoléon, ce petit opuscule est le plus fécond en renseignements exacts. Voir, sur le même sujet, les *Mémoires* de M. Nasica, sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon; l'*Histoire des premières années de Bonaparte,* du baron de Coston; les *Mémoires* de Bourrienne, ceux de la duchesse d'Abrantès, etc., ouvrages qui doivent tous être lus avec beaucoup de précaution.

2. Selon M. Libri (*Souvenirs de la jeunesse de Bonaparte*) le manuscrit de cette histoire existerait encore et ferait partie d'une collection de papiers confiés dans l'origine au cardinal Fesch par le premier consul.

et d'autorité à ses compatriotes. La Corse était un refuge pour son imagination, il s'y consolait de la mesquinerie présente de son existence et s'y créait une fortune à sa guise. Atteindre au rôle d'un Paoli et réaliser un jour dans sa patrie rendue à l'indépendance les projets que son héros avait conçus sans pouvoir les exécuter, lui paraissait alors la plus haute visée à laquelle il lui fût permis d'aspirer.

C'est dans ces dispositions que le trouvèrent les commencements de la Révolution française. Il n'hésita pas un instant à se prononcer pour elle, car il était de ceux qui lui appartenaient par situation. Mais s'il en adopta les couleurs et le langage, il n'en épousa ni les enthousiasmes ni les haines. Il vit en elle une puissance plutôt qu'un principe. Bien qu'il fût un partisan déclaré des idées nouvelles, pendant assez longtemps encore il fut beaucoup plus préoccupé des affaires de la Corse que de celles de la France, pays dans lequel il se considérait toujours un peu comme un étranger; et cette préférence patriotique était entretenue par les voyages de plus en plus fréquents qu'il faisait dans l'île. Lorsque la grande crise de 1789 éclata, la Corse subit le contre-coup des événements, mais d'une façon très-superficielle, parce qu'elle n'avait pas de classes privilégiées à détruire. Les insulaires, qui s'étaient d'abord contentés de demander la complète assimilation de leur pays aux provinces françaises, espérèrent ensuite un instant obtenir sa complète indépendance. Mais l'Assemblée nationale déclara la Corse réunie à la France avant que Paoli, qui était sur le point de se mettre en route pour venir plaider devant elle la cause de sa patrie,

fût arrivé à Paris. On l'accueillit quelques jours après avec de grands honneurs, mais le décret fut maintenu.

L'année suivante (juillet 1790), Paoli se rendit en Corse, et son retour excita un vif enthousiasme parmi ses compatriotes. Bonaparte s'y trouvait alors et s'y remuait beaucoup; il venait d'y jouer, ainsi que son frère Joseph, un rôle très-actif dans la petite révolution municipale d'Ajaccio. Il fut chargé de rédiger l'adresse de félicitations que cette ville offrit au général. Il saisit avec joie cette occasion d'être enfin admis à connaître de près son héros. Paoli accueillit avec distinction et amitié le fils de son ancien ami. Il fut frappé de l'originalité des idées de ce jeune homme de vingt et un ans, de l'énergie avec laquelle il les exprimait, du cours impétueux de son esprit, de la singulière et forte trempe de son caractère. Il n'admira pas moins ses aptitudes militaires dans les plans de fortifications qu'il lui demanda pour la défense de l'île. Il lui prédit un grand avenir.

De son côté, Bonaparte ne sentit pas diminuer son admiration pour le général dont la personne simple et digne soutenait la haute opinion qu'inspiraient ses vertus. L'ambition seule put l'éloigner de Paoli. C'est vers cette époque, c'est-à-dire en 1791, que Bonaparte fit imprimer son premier manifeste politique, sous le titre de *Lettre à Matteo Buttafuoco*. Ce pamphlet est l'expression passionnée des opinions et des sentiments qui l'occupaient alors. On y voit qu'en dépit de son éducation française, Bonaparte était resté Corse jusqu'au fond de l'âme et ne pouvait encore se consoler de la chute de son pays. On y sent la rancune d'un

patriotisme qui ne peut pardonner à la conquête française, malgré sa métamorphose de 1789.

Cet écrit avait pour but de défendre Paoli contre les injustes attaques de Buttafuoco. Il parut contre le gré de Paoli, qui écrivit à Bonaparte, avec l'abnégation et la simplicité d'une grande âme : « Je désire qu'on ne parle plus de moi que comme d'un homme qui a eu seulement de bonnes intentions. »

Buttafuoco avait été le principal instrument de Choiseul lors de la réunion de l'île à la France, et avait reçu de lui le prix de ses services. Plus tard, envoyé comme député de la noblesse de Corse à la Constituante, loin de chercher à faire oublier le rôle odieux qu'il avait rempli dans cette intrigue, il se montrait au sein de l'assemblée l'adversaire acharné des plus justes réformes. Tout ce passé politique fut dévoilé au grand jour, marqué en traits de feu par cette véhémente philippique, où l'ironie la plus acérée se joint à une éloquence ardente et déclamatoire. Bonaparte, alors orateur assidu et applaudi des réunions populaires, la fit lire au club d'Ajaccio, qui l'accueillit avec la plus vive approbation et en vota l'impression. La lettre, bien que destinée à la Corse, ne perdait pas de vue la France et contenait, à l'adresse de la puissance d'opinion qui y régnait, des hommages pleins d'une exaltation toute méridionale : « O Lameth! ô Robespierre! ô Pétion! ô Volney! ô Mirabeau! ô Barnave! ô Bailly! ô Lafayette! Voilà l'homme qui ose s'asseoir à côté de vous! Tout dégouttant du sang de ses frères, souillé par des crimes de toute espèce, il se présente avec confiance sous un habit de général, inique récompense de ses forfaits! Il ose se dire représentant

de la nation, lui qui la vendit, et vous le souffrez! Il ose lever les yeux, prêter l'oreille à vos discours, et vous le souffrez! Si c'est la voix du peuple, il n'eut jamais que celle de douze nobles! Si c'est la voix du peuple, Ajaccio, Bastia, et la plupart des cantons, ont fait à son effigie ce qu'ils eussent voulu faire à sa personne. »

La *Lettre à Buttafuoco* est de beaucoup le meilleur écrit de la jeunesse de Napoléon Bonaparte. Inspirée par une indignation sincère et patriotique, écrite sous l'empire d'une émotion spontanée, elle porte, malgré les déclamations qui la déparent, l'empreinte d'un sentiment vrai, ce qu'on ne peut dire ni du discours envoyé au concours proposé par l'Académie de Lyon, qui est à peu près de la même époque, ni du *Souper de Beaucaire,* qui est de l'année 1793.

Bonaparte était alors, comme tous les jeunes gens de sa génération, sous l'influence presque exclusive des idées de Jean-Jacques Rousseau, et, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, il imitait de prédilection les défauts de son modèle, plus faciles à reproduire que ses qualités. C'est à cette influence qu'il dut son heure de fièvre et d'exaltation. Il était en garnison à Auxonne, et sa mauvaise fortune le contraignant à faire de nécessité vertu, il y vivait avec une économie et une sobriété extrêmes. Il consacrait tous ses instants de liberté à l'éducation de son frère Louis, se faisant une loi de ne jamais paraître dans les parties de plaisir de ses camarades, affectant des dehors stoïques et une mise négligée jusqu'à paraître sordide. C'est sous l'empire de ces dispositions vertueuses qu'il écrivit son *Discours sur les vérités et les sentiments qu'il importe*

le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur, sujet mis au concours par l'Académie de Lyon.

D'après la façon dont il traita ce sujet, et malgré l'enthousiasme qu'il y dépensa, il est permis de conclure qu'il n'avait aucune vocation pour le métier de moraliste. Son style, qui devait être un jour d'une admirable précision, et qui dans son premier pamphlet est d'une rare vigueur, est ici prolixe et boursouflé, et n'a rien encore de cette espèce de laconisme à la Saint-Just, qui fut ce qu'on pourrait appeler sa seconde manière comme écrivain. Il faut lire ce discours pour concevoir à quel point un grand esprit, égaré par l'engouement dans une voie contraire à sa vraie nature, peut tomber au-dessous de lui-même. Il est impossible de douter que l'œuvre ne soit de Napoléon; il s'y dénonce en quelque sorte par plusieurs traits caractéristiques, notamment par l'apostrophe qu'il y adresse à son protecteur Raynal, et par l'éloge enthousiaste qu'il y fait de Paoli. On sait d'ailleurs que ce discours, retrouvé à Lyon grâce à une flatterie de Talleyrand qui ressemble fort à une espièglerie, fut conservé malgré Napoléon, qui en jeta au feu le manuscrit original, sans se douter qu'une copie en avait été faite par M. d'Hauterive. Mais n'étaient ces preuves d'authenticité, qui devinerait dans cette amplification d'écolier, dans cette rhétorique diffuse et sentimentale, dans ces lieux communs d'une fade philanthropie, dans ce pathos à la Florian, dans cette emphase qui touche parfois au burlesque, l'homme d'action, la grande épée qui devait avant peu accomplir une si terrible tâche? Ce n'est pas impunément qu'il fit mentir son génie à parodier des sentiments

qui ne furent jamais dans son cœur. Ce discours, au lieu d'être couronné, comme le dit à tort le *Mémorial de Sainte-Hélène*, reçut de l'examinateur du concours, M. Vasselier, cette curieuse mention : « Ce discours est peut-être l'ouvrage *d'un homme sensible,* mais il est trop mal ordonné, trop disparate, trop décousu et trop mal écrit, pour fixer l'attention. »

Cette méprise d'un esprit qui avait si peu de vocation pour les rêveries humanitaires, n'a d'ailleurs rien de surprenant à la fin du XVIII[e] siècle. C'était peu auparavant que Robespierre rimait ses madrigaux pour l'académie des *Rosati.* Le caractère de Bonaparte se montra sous un jour plus vrai dans une circonstance jusqu'ici assez généralement ignorée. Ce court épisode explique sa vie entière. Il prouve qu'aucune des qualités bonnes ou mauvaises d'un homme ne se révèle sans avoir d'abord en quelque manière trahi sa présence. Les caractères ne se forment pas par de soudaines explosions, mais quelques-uns de leurs aspects restent inaperçus jusqu'à ce que l'occasion les fasse sortir de l'ombre. Ce n'est que par la plus arbitraire des fictions que certains historiens ont prétendu nous montrer dans le même homme plusieurs caractères successifs.

La loi sur la garde nationale avait produit en Corse une fermentation plus vive que partout ailleurs, résultat facile à prévoir dans une contrée à peine soumise. En armant tous les citoyens, cette institution allait rendre aux forces locales une sorte de prépondérance sur celles de la métropole. De là l'importance que les Corses attachaient aux élections qui devaient donner des chefs à cette milice. Bonaparte, quoique

officier dans l'armée active, profitant des nombreuses irrégularités que la Révolution avait introduites dans le service, employa un de ses congés à briguer le grade de chef de bataillon dans la garde nationale d'Ajaccio, gage certain de popularité, et par suite d'avancement, la popularité étant alors la source de tout pouvoir. Ce grade, qui était le plus élevé de la milice d'Ajaccio, fut disputé à Bonaparte par plusieurs compétiteurs riches et influents, dont les chances paraissaient plus sérieuses que les siennes. Marius Peraldi et Pozzo di Borgo étaient les chefs du parti qui lui était opposé et avaient pour eux les principaux de la ville. Mais Bonaparte sut remédier à ce désavantage à force d'activité. Il déploya, pour se recruter des partisans et échauffer ceux qu'il possédait déjà, une adresse, une ardeur, une âpreté extraordinaires dans un si jeune homme. Il acheta ceux qui étaient à vendre, chercha à effrayer ceux qu'il ne pouvait acheter : argent, promesses, menaces, influences de famille et d'amitié, il mit tout en œuvre pour gagner les électeurs.

Bientôt la ville fut partagée en deux camps prêts à en venir aux mains, et le nombre des partisans du jeune Bonaparte s'accrut au point d'égaler presque celui de ses adversaires. Mais ce n'était pas tout que d'avoir gagné le peuple, il fallait encore obtenir le suffrage des commissaires chargés par la Constituante de l'organisation des bataillons. Représentants du pouvoir central, les divisions mêmes qui venaient d'éclater à Ajaccio allaient leur donner une influence décisive sur les élections, en les plaçant comme des médiateurs entre les deux partis. Si on les avait pour

ennemis, tout était perdu. De part et d'autre on semblait résolu à leur soumettre les griefs réciproques et à les choisir pour arbitres, et on les attendait avec impatience pour aller au scrutin.

Ils arrivent enfin, et Murati, le plus important d'entre eux, descend chez Marius Peraldi, le principal concurrent de Bonaparte. C'était se prononcer clairement pour sa candidature, mais sans prendre parti et sans exercer aucune pression blâmable sur l'opinion. Bonaparte n'avait pas prévu ce coup, qui renversait ses plans pour ainsi dire sans les combattre; il le ressentit avec une violence extrême. On le vit tour à tour sombre, abattu, indécis. Laisser les choses suivre leur cours, c'était donner à ses adversaires une victoire certaine; résister n'était pas moins dangereux. Il passa une grande partie de la journée en colloques avec ses plus intimes confidents, inquiet, tourmenté, n'osant prendre un parti, essayant de se faire comprendre à demi-mot, espérant qu'on lui épargnerait la responsabilité d'une résolution hasardée. Enfin, comme personne ne prenait les devants, il se décida à agir.

Vers le soir, comme les Peraldi étaient à table, on frappe brusquement à la porte de leur maison. Un serviteur ouvre; des hommes armés y pénètrent aussitôt et s'élancent au milieu des convives épouvantés. Murati avait pris la fuite. On le rejoint, on s'empare de sa personne et on le conduit de force dans la maison de Bonaparte. Celui-ci attendait avec anxiété le résultat de l'expédition. Maîtrisant son émotion et composant son visage, il reçut son prisonnier avec une affabilité affectée : « J'ai voulu, lui dit-il, que

vous fussiez libre, entièrement libre ; vous ne l'étiez pas chez Peraldi. » Frappé de stupeur devant ce coup d'audace, et tout ce qu'il annonçait en cas de résistance, le commissaire ne jugea pas à propos de protester, et encore moins de retourner à l'endroit d'où il était venu.

Le lendemain, le vote eut lieu, et Bonaparte fut nommé chef de bataillon. Pozzo di Borgo ayant voulu protester à la tribune de la section contre la violence faite au commissaire et contre les intimidations qui avaient altéré la sincérité du vote, on le saisit d'en bas par les jambes, il fut précipité, foulé aux pieds, et ne dut son salut qu'à l'intervention de Bonaparte lui-même. L'affaire fut étouffée, grâce à la rapidité vertigineuse avec laquelle marchaient à Paris les événements, et Bonaparte garda son commandement ; mais si la veille du 18 brumaire les Cinq-Cents avaient connu ce trait de sa vie, il est probable qu'ils ne se seraient pas réunis à Saint-Cloud [1].

Cependant la Révolution poursuivait son orageuse carrière. Les Girondins s'étaient saisis du gouvernail après la chute des Constitutionnels, et tout annonçait déjà qu'il échapperait avant peu à leurs mains défaillantes. Une émeute éclata à Ajaccio. Lorsque l'ordre fut rétabli, Bonaparte, qui avait été destitué par le

1. Le biographe qui a rapporté ces faits peu connus d'après des témoignages recueillis sur les lieux, est un ancien magistrat corse; il ne voit dans ce trait de jeunesse qu'un titre de gloire de plus pour Napoléon, car il ajoute en forme de conclusion : « Les sentiments d'honneur, de vertu, de liberté, étaient profondément gravés dans son cœur. »

(Nasica, *Mémoires sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon.*)

ministre de la guerre Lajard, de son grade dans l'artillerie, dont il avait fait une sinécure, se rendit à Paris pour se justifier tout à la fois de son absence prolongée, et du rôle qu'il avait joué dans la répression de ces troubles, comme chef de bataillon de la garde nationale. Il fut bientôt réintégré dans l'armée, grâce à des protecteurs influents. C'est à cette circonstance qu'il dut d'assister à quelques-unes des plus fameuses journées de la Révolution, entre autres au 20 juin, au 10 août, au 2 septembre. On devine l'effet que dut produire sur un esprit si positif le spectacle de tant de fureurs et de passions déchaînées. Sa foi aux principes, qui n'avait jamais été bien ferme, en fut pour toujours ébranlée ; mais au lieu de se rejeter brusquement dans le camp opposé, comme il arrive d'ordinaire, il resta un partisan plus décidé que jamais des idées auxquelles il ne croyait plus, et prêt à marcher au besoin avec des hommes qu'il méprisait. La contradiction n'est qu'apparente. Avec son goût inné pour l'ordre et l'autorité, il ne pouvait voir sans répulsion le tumulte et les excès de la victoire populaire, et l'on sait le regret qu'au 20 juin il exprima à son ami Bourrienne, de ne pas voir « balayer toute cette canaille. » Mais la force n'exerçait pas un moindre empire sur son esprit, et du jour où il eût reconnu la puissance invincible du mouvement, il le suivit jusqu'au bout, malgré ses répugnances, et sans en discuter la marche et les accidents.

A travers l'exagération d'opinion qu'il commença à afficher dès lors, jusqu'au moment où elle cessa de lui être utile, on sent un homme qui juge la révolution en spectateur, et la France presque en étran-

ger, qui est aussi détaché des passions de son époque que préoccupé de ses propres intérêts, qui ne se compromettra jamais pour une cause vaincue ou chancelante, qui n'aura, en un mot, pour politique que de suivre le courant et se rallier aux décisions du grand nombre, afin de tirer des événements le meilleur parti possible. Une seule fois il se trouva compromis, et ce ne fut pas pour le parti qui lui inspirait le plus de sympathies, ce fut pour celui qui avait montré le plus de force et de rigueur dans l'exercice du pouvoir, et qui semblait appelé à fixer les destinées de la Révolution.

Ce voyage à Paris dans un pareil moment était propre à le faire réfléchir, et opéra une véritable transformation dans ses idées. Rien ne pouvait lui enseigner au même degré la connaissance des hommes, la science des révolutions, l'art de se servir des passions, en affectant de les servir. Il jugea d'un coup d'œil tout le parti qu'il pourrait tirer, dans l'intérêt de son avancement, de ces changements aussi soudains qu'irrésistibles. L'émigration ayant enlevé à l'armée plus des trois quarts de ses officiers, ceux qui avaient embrassé la cause de la Révolution étaient assurés d'une fortune rapide et brillante. Il compara le champ presque illimité que la Révolution lui ouvrait à la carrière étroite et disputée qui lui était offerte dans son pays. Il s'attacha dès lors à la fortune de la France, qu'il n'avait servie jusque-là que faute de pouvoir se consacrer tout entier à sa vraie patrie. Il se lia plus étroitement à cette cause, à mesure que ses compatriotes, effrayés par les excès qui se commettaient à Paris, s'en détachèrent davantage. Et

ces dissentiments ne faisant que s'aggraver avec le temps, le jour approcha où il allait être mis en demeure de choisir entre son ancienne et sa nouvelle patrie.

Les Corses n'ayant guère connu que de nom les priviléges et les abus qui avaient si longtemps pesé sur la France, ne pouvaient voir qu'une barbarie injustifiable dans les sanglantes représailles qui en accompagnèrent la chute. Transportée dans leur pays, la législation révolutionnaire, avec ses catégories de suspects et ses immolations systématiques, n'était plus que le délire d'une cruauté sans excuse. Ils voulaient y échapper à tout prix. Déjà ils prévoyaient que leurs prêtres, dont ils n'avaient nullement eu à se plaindre, allaient être enveloppés dans la proscription qui frappait leurs collègues de France, et cette crainte produisait une inquiétude mêlée d'irritation parmi des populations attachées à leur culte.

Paoli, sous le titre modeste de président du directoire du département, gouvernait effectivement la Corse, et en était le maître absolu. Sa popularité lui avait rendu dans son pays une souveraineté déguisée, mille fois plus réelle que celle des autorités françaises. Jugeant, d'après ces circonstances, que le moment n'était pas éloigné où ses compatriotes devraient ressaisir cette indépendance, à laquelle ils avaient fait jusque-là tant d'inutiles sacrifices, il prépara peu à peu les esprits dans le sens de cette révolution, les accoutuma à juger les choses par eux-mêmes. Il laissa ouvertement éclater son indignation à la nouvelle des massacres de septembre et de la mort du roi. Bonaparte, qui était revenu en Corse tout con-

verti à l'influence française, ne s'associa ni aux sentiments ni aux projets de Paoli. Le général ne tarda pas à s'apercevoir du changement survenu dans les idées de son jeune protégé. Déjà il s'était considérablement refroidi à son égard, en raison de l'impatience d'ambition qu'il avait eu occasion de remarquer en lui. De son côté, Bonaparte en voulait à Paoli des refus persistants que celui-ci avait opposés à des exigences trop peu mesurées. Ce mouvement national, dans lequel Paoli fut suivi par l'immense majorité de ses compatriotes, acheva de les séparer.

La scission qui nous fit perdre momentanément la Corse éclata pendant une courte absence de Bonaparte. A son retour d'une expédition sur les côtes de Sardaigne, dans laquelle la flotte française, sous les ordres de l'amiral Truguet, essaya sans succès de s'emparer de cette île, Bonaparte trouva son pays en armes. La Convention avait envoyé en Corse des commissaires chargés de destituer Paoli ; elle lui avait en même temps fait signifier l'ordre de venir comparaître à sa barre. Ces mesures ayant paru d'une exécution trop difficile, on l'avait ensuite nommé général en chef de l'armée d'Italie, piége grossier, qui avait pour but de l'attirer en France ; mais l'arrêt qui venait de frapper successivement Biron, Anselme et Brunet l'avertissait trop clairement du sort qui lui était réservé ; il refusa l'honneur qu'on ne lui décernait que pour le perdre, et peu après, il fut mis hors la loi. La Corse se leva tout entière pour défendre son grand citoyen.

Forcé de chercher pour son pays un patronage puissant, Paoli invoqua la protection de l'Angleterre, dont

les flottes pouvaient facilement couper nos communications et mettre l'île à l'abri d'une descente. Les partisans de la France sentirent promptement leur impuissance en présence de l'unanimité des patriotes. Ils ne leur opposèrent nulle part une résistance sérieuse. Devant la nécessité de se prononcer entre l'indépendance de son pays natal et les avantages que lui promettait sa fidélité à la France, Bonaparte paraît avoir hésité un instant sur le parti qu'il avait à prendre; on a même retrouvé dans ses papiers de jeunesse un projet de défense en faveur de Paoli auprès de la Convention, mais ce projet est resté à l'état de brouillon. L'auteur de la *Lettre à Buttafuoco,* devenu l'adversaire de ce mouvement national qu'il avait glorifié avec tant d'ardeur, organisa secrètement à Ajaccio une sorte de conspiration, dans le but de surprendre la citadelle et de rendre cette ville à la république française. Mais, malgré l'activité et la surprenante obstination qu'il apporta dans l'exécution de ce dessein, il ne réussit qu'à envelopper les siens dans son propre danger. Il fut poursuivi, déclaré traître à la patrie, et s'échappa à grand'peine. Sa maison fut mise au pillage, sa mère, ses frères et sœurs, forcés de se cacher et de prendre la fuite, se virent réduits à se réfugier comme lui sur le continent, et bientôt après il ne restait plus dans l'île un seul partisan déclaré de la France. (Mai 1793.)

Après avoir installé sa famille à Marseille, où elle vécut pendant quelque temps dans une situation voisine de la détresse, Bonaparte rejoignit l'armée d'Italie, dans laquelle il avait le grade de capitaine d'artillerie. Il trouva la France en proie à toutes les

convulsions de l'horrible crise dans laquelle périt la Gironde et avec elle la liberté. Il prit part avec son régiment à la répression de l'insurrection dans les départements du Midi, et figura même un instant, à ce qu'on a pu conjecturer, au siége de Lyon. Ce qui est plus certain, c'est qu'il pointait lui-même les canons de Carteaux, lorsque celui-ci délogea d'Avignon les fédérés marseillais qui l'occupaient. C'est à la suite de ce fait d'armes, d'ailleurs sans importance, c'est-à-dire vers la fin de juillet 1793, qu'il écrivit et publia le *Souper de Beaucaire*.

Cet opuscule, écrit avec une impartialité affectée qui se dément à chaque page, et assez modéré dans la forme, bien qu'il ne le soit guère dans le fond, est une apologie très-nette du coup d'État de la Montagne. Il a visiblement pour but de ramener à ce parti les esprits flottants et indécis, ou plutôt de leur offrir des prétextes plausibles de se rallier. Il ne fit pas de sensation, et ne méritait pas d'en faire. Il n'a rien de la véhémence, de la vraie chaleur et de la poignante ironie de la *Lettre à Buttafuoco*. On voit bien qu'il n'a pas été écrit d'enthousiasme, qu'il est un acte intéressé et calculé. Bonaparte a en effet souvent avoué que, tant que la lutte avait duré, toutes ses sympathies avaient été pour les Girondins. N'ayant pu nier ses liaisons avec le parti montagnard, liaisons qui ont failli lui coûter la vie, il a cru les excuser suffisamment en disant qu'elles n'avaient été de sa part qu'une affaire d'ambition.

On trouve dans le *Souper de Beaucaire* des idées assez communes, exprimées dans un style qui n'a guère de remarquable que ses fréquents italianismes, mais qui

devient singulièrement ferme et précis toutes les fois que l'auteur expose ses vues militaires. On y découvre, sous un ton de rondeur apparente, une rare circonspection, qui ne laisse aucune prise contre l'écrivain, même dans le cas où les événements viendraient à changer. L'argument sur lequel il appuie avec le plus de force et celui qui avait fait le plus d'impression sur son esprit, montre clairement que ce qui lui semblait surtout trancher la question en faveur de la Montagne c'était son succès dès lors inattaquable. Cet argument n'est autre chose que l'éternel sophisme à l'aide duquel on a toujours justifié tous les coups de violence en les couvrant de l'inviolabilité de la patrie elle-même :

« Je ne cherche pas, dit-il en parlant des Girondins, si vraiment ces hommes, qui avaient bien mérité du peuple en tant d'occasions, ont conspiré contre lui : ce qu'il me suffit de savoir, c'est que la Montagne, par esprit public ou par esprit de parti, s'étant portée aux dernières extrémités contre eux, les ayant décrétés, emprisonnés, je veux même vous le passer, les ayant calomniés, les brissotins étaient perdus sans une guerre civile qui les mît dans le cas de faire la loi à leurs ennemis... S'ils avaient mérité leur réputation première, ils auraient jeté les armes à l'aspect de la Constitution, ils auraient sacrifié leurs intérêts au bien public, mais il est plus facile de citer Décius que de l'imiter; ils se sont rendus coupables du plus grand de tous les crimes, etc. »

On voit par ce passage que la théorie des faits accomplis est loin d'être une invention de notre temps. Ce qu'il y a au fond d'une telle doctrine, c'est l'ab-

sence de toute règle et de tout principe, car si les motifs invoqués ici contre les Girondins étaient légitimes, à combien plus forte raison n'avaient-ils pas dû protéger ces hommes, qui représentaient le gouvernement légal, contre un guet-apens aussi déshonorant pour la Convention que les journées du 31 mai et du 2 juin? Et si la guerre civile était un si grand crime, sur qui devait en retomber la responsabilité, si ce n'est sur les premiers agresseurs? L'argument se réduisait donc à dire que c'était un acte de civisme de se rallier à la Montagne, parce que la Montagne avait prouvé qu'elle était la plus forte. Cette pensée est retournée en cent manières dans le *Souper de Beaucaire,* et l'auteur s'efforce de lui donner toute la clarté d'un axiome; mais il parvient seulement à montrer avec quelle force elle s'est emparée de son esprit. De là l'accent de positivisme extraordinaire qui se fait sentir dans ce petit ouvrage. On devine un rare sang-froid et une précoce habileté dans la façon avec laquelle sont tournées les difficultés. L'auteur a grand soin de ne pas se compromettre complétement avec le parti dont il embrasse la cause; il donne la réplique à la partie adverse; il garde une apparence d'impartialité. Ajoutons comme un dernier trait que Bonaparte y traîne dans la boue Paoli, l'idole de sa jeunesse. Il l'accuse d'avoir « trompé le peuple, écrasé les vrais amis de la liberté, entraîné ses compatriotes dans ses projets ambitieux et criminels, pillé les magasins en vendant à bas prix tout ce qui s'y trouvait, afin d'avoir de l'argent pour soutenir sa révolte, etc. »

C'en est fait! au moment où l'histoire va prendre possession de Bonaparte, le calcul et l'ambition l'em-

portent déjà sur tous ses autres mobiles. Le voilà dégagé de tout scrupule d'opinion, à l'abri de tout entraînement politique, au mieux avec les vainqueurs sans être irréconciliable avec les vaincus, débarrassé de toutes ses généreuses illusions d'autrefois, et mesurant du regard le champ illimité qui s'ouvre devant lui. Ce prédestiné de la gloire n'a déjà plus pour conseiller que son insatiable génie, et pour règle qu'un certain idéal de grandeur et ce qu'il appelle lui-même « les circonstances, » c'est-à-dire les faits accomplis, le succès, la fortune. Vienne l'occasion, il ne la laissera pas échapper. Elle ne tarda pas à s'offrir à lui avec l'éclat le plus inespéré.

CHAPITRE II.

LE SIÉGE DE TOULON ET LE 13 VENDÉMIAIRE.

On était alors au mois de septembre 1793, et les armées de la République assiégeaient Toulon. A l'exemple de Lyon, de Marseille, de Caen, de Bordeaux, cette ville s'était soulevée contre la dictature jacobine devenue toute-puissante depuis le jour où la populace des sections avait porté la main sur les représentants de la nation. Bientôt après, épouvantés par la répression terrible qui écrasa cette insurrection sans consistance, entraînés par les passions royalistes qui ne tardèrent pas à s'emparer du mouvement commencé au nom de l'héroïque et infortunée Gironde, les Toulonnais ouvrirent à la coalition les portes de leur ville, qui devint l'arsenal et le poste avancé de l'invasion. Une garnison nombreuse, de toute origine et de toute race, formée à la hâte d'éléments empruntés à cette grande mêlée des peuples, défendait la place. Des fugitifs échappés aux tueries de Lyon et de Marseille,

des proscrits qui comptaient autant de nuances d'opinion qu'il y avait eu de partis vaincus dans la Révolution, des Français égarés qui, dans leur délire, ne s'apercevaient plus qu'ils déchiraient le sein de la patrie en croyant combattre un parti, se voyaient là à côté des soldats de tous pays que la coalition avait jetés sur nos côtes méridionales pour appuyer par cette diversion l'insurrection de la Vendée et l'attaque faite sur nos provinces du Nord. Dans son empressement de s'emparer de cette riche proie, l'escadre anglaise avait réuni précipitamment, pour les débarquer dans Toulon, toutes les troupes qu'elle avait trouvées disponibles sur les côtes méditerranéennes : des Espagnols, des Sardes, des Anglais, des Napolitains, ramassis cosmopolite dont le seul lien était une haine commune. Le pape lui-même avait voulu contribuer pour sa part, en envoyant aux coalisés des prêtres et des moines.

Les troupes de la Convention formaient deux corps d'armée séparés par le mont Pharon, barrière inaccessible; ils étaient presque sans communication entre eux. En partie accourues de Marseille après le châtiment infligé à cette ville, en partie détachées de l'armée qui opérait sur les Alpes, grossies d'heure en heure des flots de ce débordement de douze cents mille hommes que la Révolution, attaquée de toutes parts, poussait sur ses ennemis comme la lave du volcan, ces troupes offraient un mélange inouï de désordre, d'inexpérience et de sauvage grandeur. On retrouvait en elles tous les contrastes et toute la confusion du formidable chaos qui les avait enfantées, l'élan, l'enthousiasme ignorant, l'ardeur démagogique, l'extrême bravoure à côté de l'extrême

arrogance. Ces troupes, qui furent le noyau de l'armée d'Italie, mêlées de bonne heure à nos discordes civiles, n'eurent pas la pureté et le désintéressement de celles qui ne servirent jamais d'instrument aux représailles des partis, mais elles possédaient au plus haut degré le fanatisme de la Révolution. Sans chefs, sans matériel, sans organisation, sans discipline, ayant devant elle le canon ennemi, derrière elle l'échafaud, cette armée trouvait sa seule force dans la résolution sombre et inflexible qu'on avait fait passer dans toutes les âmes, mais c'était assez pour que personne ne doutât du succès. La plupart des officiers de l'ancienne armée ayant été moissonnés par la guerre ou par les proscriptions, il suffisait, pour obtenir un commandement, d'avoir montré de l'audace ou du patriotisme, et les grades les plus élevés étaient échus à des hommes pleins d'énergie, mais presque tous étrangers aux plus élémentaires notions de la science militaire.

De simples soldats avaient été improvisés généraux, des sergents d'artillerie dirigeaient le tir des batteries; un ex-artiste, le peintre Carteaux, avait le commandement en chef du principal corps d'armée, chargé d'opérer à droite de la place; il allait bientôt avoir pour successeur un médecin, le Savoyard Doppet. Un ex-marquis, échappé à la suspicion par l'exaltation de ses opinions, le général Lapoype, dirigeait l'attaque de gauche. Au-dessus d'eux, investis d'une autorité presque illimitée, les commissaires de la Convention, Salicetti, Albitte, Gasparin, Fréron et Barras, qui, malgré l'importance croissante acquise par les armées depuis leur intervention dans nos luttes inté-

rieures, représentaient encore la suprématie, trop absolue pour n'être pas bientôt menacée, des pouvoirs civils sur le pouvoir militaire.

Malgré l'ardeur des troupes républicaines, le siége traînait en longueur. Elles avaient enlevé, avec leur bravoure accoutumée, les gorges d'Ollioules et les autres défilés qui défendaient les approches de la place, mais leur élan était venu expirer au pied des remparts de Toulon, et elles ne faisaient aucun progrès sérieux contre les ouvrages formidables qu'elles avaient trouvés devant elles. C'est que, dans la conduite d'un siége la fougue ne saurait suppléer aux dispositions savantes : celles-ci seules peuvent en assurer le succès. Carteaux, le général en chef, ne connaissait pas même approximativement la portée d'une pièce d'artillerie; tous les services étaient désorganisés; l'armée manquait de l'outillage le plus indispensable à l'établissement d'une batterie, et chacun ayant son plan pour la prise de Toulon, qui avait été mise au concours parmi les sociétés populaires, les opérations flottaient au hasard, sans ensemble et sans direction. Au milieu de l'immense désarroi de ces préparatifs confus et tumultueux, Bonaparte arriva au camp.

Il se rendait en ce moment d'Avignon à Nice, où se trouvait le quartier général de l'armée d'Italie, et, passant devant Toulon, il voulut voir son compatriote Salicetti qui suivait les opérations du siége en qualité de représentant en mission[1]. Celui-ci le présenta à

1. Napoléon raconte dans ses *Mémoires*, dictés à Sainte-Hélène, qu'il fut envoyé au siége de Toulon, de Paris, par le Comité de salut public, avec mission d'y commander l'artillerie, et presque

Carteaux. Le général n'eut rien de plus pressé que de montrer au nouveau venu les batteries qu'on venait d'établir pour foudroyer la flotte anglaise. Elles étaient placées à trois portées de distance des bâtiments les plus rapprochés. Bonaparte eut quelque peine à contenir l'expression de son mépris pour tant d'ignorance et de présomption ; mais il ne lui fut pas difficile de dissiper les illusions de Carteaux : les boulets allèrent à peine jusqu'au rivage. Carteaux, confus, allégua la mauvaise qualité de la poudre. Les observations du jeune officier, les dispositions qu'il conseilla, montrèrent une telle décision et une telle entente des choses de la guerre, que les représentants qui étaient présents à l'entretien en furent frappés et le mirent aussitôt en réquisition pour le service de son arme.

Dès ce moment, le chef de bataillon Bonaparte eut le commandement effectif de l'artillerie, et par suite la principale part dans les opérations du siége. Il se

tous les historiens ont reproduit cette erreur. Napoléon est contredit ici, non-seulement par son frère Joseph et par Marmont, tous deux ses compagnons d'armes au siége de Toulon, mais par sa propre correspondance, dans laquelle il confirme leur témoignage et s'exprime ainsi : « Lorsque les représentants du peuple *m'ont retenu à l'armée devant Toulon et m'ont donné le commandement de l'artillerie...* » Il a dissimulé cette circonstance dans ses *Mémoires*, pour ne pas avouer l'obligation qu'il eut alors à Salicetti, devenu plus tard son ennemi. C'est ici le lieu de dire, une fois pour toutes, que les *Mémoires* de Napoléon fourmillent d'erreurs et d'omissions, quelquefois involontaires, le plus souvent calculées. Quant au *Mémorial* de M. de Las Cases, qui dit ici que ce furent les notes trouvées au bureau de l'artillerie sur le compte de Napoléon qui firent jeter les yeux sur lui pour le siége de Toulon, il ne donne presque jamais ni le renseignement exact, ni, ce qui est encore plus grave, la vraie couleur des événements. On y trouve le caractère et le langage de M. de Las Cases beaucoup plus que ceux de son héros.

montra digne de la faveur que venait de lui accorder la fortune, par la façon dont il sut la mettre à profit. En peu de jours les services furent réorganisés avec une incroyable activité. Il fit venir de Lyon, de Grenoble, de Marseille et des places voisines, tout ce qui manquait en officiers, en canons, en munitions de guerre; plusieurs nouvelles batteries furent établies dans des positions où elles firent beaucoup de mal à l'ennemi. Il devint l'homme indispensable. Tel était l'ascendant qu'il avait su prendre sur tout le monde, que le général Duteil, envoyé à Toulon pour y commander l'artillerie, ne songea pas un instant à lui disputer l'espèce de dictature qu'il tenait de la nécessité et dont il faisait si bon usage.

A quelque temps de là le général en chef réunit un conseil de guerre pour arrêter définitivement le plan d'attaque. On y lut les instructions envoyées de Paris par le Comité de salut public. Rédigées dans les bureaux de la guerre, si loin du théâtre des opérations, elles imposaient à l'armée toutes les conditions d'un siége en règle, qui, vu la force et le développement des défenses de la place, ne pouvait être que très-long et très-pénible. L'investissement seul, pour être complet, eût exigé 60,000 hommes, et l'on en avait à peine 25,000. Les chefs de l'armée qui possédaient quelque instruction militaire ne pouvaient se faire illusion sur les difficultés d'un pareil projet; mais de nombreux et tout récents exemples avaient démontré combien il était périlleux pour un général de discuter les plans du terrible Comité. Ils savaient aussi par la même expérience qu'il n'était pas plus permis d'échouer que de désobéir, et que le malheur avait été

plus d'une fois puni comme un crime. Partagés entre la crainte et le devoir, ils s'en tenaient à des critiques qui ne laissaient voir que leur embarras. Cependant une voix s'éleva dans le conseil pour combattre les instructions du Comité : c'était celle du jeune commandant d'artillerie.

Il soutint que le siége en règle n'était nullement nécessaire. Selon lui, toute la force de cette garnison, formée de troupes étrangères, résidait dans l'escadre, car c'était l'escadre qui lui amenait des renforts et qui assurait sa retraite. Si donc ou parvenait à forcer l'escadre à s'éloigner de Toulon, la garnison, se voyant bloquée et certaine d'être prisonnière de guerre dans un délai plus ou moins long, préférerait évacuer la ville en détruisant le matériel qu'elle contenait, que de prolonger une défense dont l'issue devenait inévitable. Pour chasser l'escadre, il suffisait de s'emparer d'un point d'où l'on pût battre la double rade au fond de laquelle Toulon est situé. Or ce point existait : il était situé à l'extrémité du promontoire de l'Éguillette, qui séparait les deux rades. Et en achevant cette démonstration saisissante, Bonaparte mettait le doigt sur le point désigné et disait : « Là est Toulon ! »

Inspiration de génie d'autant plus belle qu'elle se fondait non pas seulement sur un simple calcul de forces matérielles, mais sur une profonde intelligence des mobiles qui devaient déterminer l'ennemi. Ce fut la première conception de ce grand capitaine, et l'on possède encore le rapport détaillé dans lequel il expose au ministre de la guerre, plus d'un mois avant la chute de la place, ce plan dont les prévisions devaient se réaliser de point en point.

Les vues du commandant de l'artillerie ayant été enfin adoptées dans un second conseil de guerre tenu par le général Dugommier, militaire intrépide et éprouvé, que le Comité de salut public s'était décidé à donner pour successeur au peintre Carteaux et au médecin Doppet, les événements ne tardèrent pas à prendre une nouvelle tournure. Tous les efforts des assiégeants se tournèrent contre le fort Mulgrave, qui défendait l'accès du promontoire de l'Éguillette. Les Anglais avaient, de leur côté, compris l'importance de cette position; ils y avaient élevé plusieurs redoutes très-fortes et l'avaient surnommée le petit Gibraltar. Dans le but d'opérer une diversion, ils firent sur un autre point une sortie furieuse; elle fut d'abord couronnée de succès, puis énergiquement repoussée par Bonaparte en personne, qui fut blessé dans cette échauffourée. Le général anglais O'Hara resta parmi les prisonniers.

A la suite de cet incident, on resserra encore le cercle de feu qui étreignait la place, et pendant plusieurs jours consécutifs le fort Mulgrave fut couvert de boulets et d'obus. Le 18 décembre la brèche parut suffisante, et l'ordre fut donné d'enlever la redoute anglaise. Après plusieurs assauts inutiles, un bataillon commandé par Muiron, le futur aide de camp, pénétra dans le fort, massacra les artilleurs sur leurs pièces et retourna les canons contre l'escadre anglo-espagnole. Le fort de l'Éguillette, hors d'état de se défendre, fut évacué dans la nuit. Selon le mot de Bonaparte, Toulon était pris.

Cependant la ville était encore en pleine sécurité. Ses fortifications étaient intactes, aucune des grandes for-

teresses qui la couvraient n'était sérieusement menacée, et à voir la distance où les batteries républicaines étaient encore de leurs murailles, les habitants de Toulon pouvaient croire à la durée indéfinie du siége. Déjà pourtant se réalisait la prédiction du commandant Bonaparte, et la flotte anglaise commençait son mouvement de retraite, entraînant par là même la complète évacuation de la place. Les Toulonnais apprirent avec une inexprimable stupeur que l'escadre était sur le point de s'éloigner et qu'on allait mettre des vaisseaux à la disposition de ceux qui voudraient fuir. Une foule désespérée, éperdue d'épouvante, se précipita vers les embarcations, pour échapper aux vengeances républicaines. Plus de quinze mille habitants abandonnèrent ainsi leurs foyers. La ville se trouva bientôt presque déserte et livrée aux forçats qui brisèrent leurs chaînes. La nuit était venue et ajoutait encore à la confusion des scènes dont le port était le théâtre. Tout à coup un jet de flamme s'élança de l'arsenal et bientôt après un autre jaillit du milieu de la rade : c'étaient nos magasins et nos vaisseaux que l'ennemi incendiait avant de se retirer. De leur côté, les républicains trouvant les forts évacués les avaient occupés, et leurs boulets venaient couler les barques où étaient entassées pêle-mêle les familles des fugitifs.

Le lendemain, les troupes de la Convention entrèrent dans la ville muette et terrifiée. Les jours suivants, plusieurs centaines d'habitants qui n'avaient pas cru devoir s'enfuir, choisis en pleine place publique, sur la simple désignation de leurs concitoyens, furent mitraillés sans autre forme de procès,

et leur supplice servit de complément à une expiation qui était déjà hors de toute proportion avec le crime de cette malheureuse cité. Fouché, le futur grand dignitaire de l'Empire, accouru de Lyon pour prendre part à sa manière au triomphe de nos armées, écrivait, le 23 décembre, à Collot d'Herbois : « Nous n'avons qu'une manière de célébrer la victoire. Nous envoyons ce soir 213 rebelles sous le feu de la foudre... Adieu, mon ami, les larmes de la joie coulent de mes yeux ; elles inondent mon âme ! » Telle était cette étrange et sombre époque, où l'on trouve à la fois les témoignages de la plus basse infamie et de la plus haute vertu.

C'est à dater du siége de Toulon que le nom de Napoléon Bonaparte commença à se graver dans la mémoire des hommes. C'est entourée de ces images terribles que la figure de cet homme extraordinaire apparaît pour la première fois sur la scène de l'histoire. Quoiqu'il n'eût pas alors plus de vingt-quatre ans, il avait subi le contact de tant d'hommes et d'événements divers que son esprit avait acquis une maturité, une expérience, un aplomb peu susceptibles de se développer dans les conditions habituelles de la vie humaine. « On vieillit vite sur les champs de bataille, » a-t-il dit un jour en parlant de lui-même. Cela est encore bien plus vrai des révolutions. Les vicissitudes privées et publiques auxquelles il avait été mêlé avaient comme bronzé son cœur. Ainsi qu'il arrive souvent en pareil cas, cet arrêt subit et prématuré de la jeunesse, en donnant une vigueur extrême aux forces de l'esprit, avait tari la source de quelques-unes des meilleures et des plus nobles passions de

l'homme. Une ambition encore sans but déterminé, mais active, tenace, impatiente, irritée par les obstacles qu'elle avait rencontrés jusque-là et plus encore par les malheurs qu'elle avait attirés sur des têtes innocentes, s'était subordonné tous les autres mobiles et régnait seule sur cette âme. A quoi ne pouvait-elle aspirer au milieu d'un tel chaos et avec des armes si bien trempées : le génie d'un grand capitaine, l'art de saisir fortement les imaginations, un coup d'œil d'une pénétration merveilleuse, la connaissance et le mépris des hommes, la finesse de l'Italien, l'âpreté indomptable du Corse?

A la suite du siége de Toulon, Bonaparte fut élevé au grade de général d'artillerie et fut chargé de l'armement des côtes de Provence qui se trouvaient dans un état d'abandon et de négligence extrêmes. Il porta dans cette mission son activité ordinaire, réorganisa la défense sur un plan nouveau, qui simplifiait considérablement les anciennes méthodes, et dont il poursuivit imperturbablement l'exécution, malgré les réclamations de l'ignorance et de la routine. Une de ses opérations le fit même citer à la barre de la Convention, comme prévenu d'avoir tenté de rétablir une bastille à Marseille; mais des cautions influentes lui épargnèrent ce périlleux voyage. En peu de temps, il eut mis ces côtes à l'abri des insultes de la flotte anglaise, qui fut tenue à distance de façon à ne pouvoir plus inquiéter notre commerce de cabotage. Cela fait, il rejoignit à Nice le quartier général de l'armée d'Italie. (Mars 1794.)

Cette armée, commandée par le général Dumerbion, officier de mérite, mais vieux et impotent,

s'épuisait depuis plusieurs mois en attaques inutiles contre les positions presque inexpugnables dans lesquelles les Piémontais s'étaient retranchés au pied des Alpes, sur le versant qui regarde la Méditerranée. Le soldat, découragé par cette guerre immobile, dont il ne voyait pas les progrès et n'espérait pas le terme, montrait une nonchalance inaccoutumée, et les chefs, détournés de l'esprit d'entreprise par le châtiment qui avait puni l'insuccès de leurs prédécesseurs, n'osaient rien tenter et se bornaient à conserver leurs positions ou à poursuivre régulièrement des opérations lentes et méthodiques comme celles d'un siége, qui ne pouvaient leur attirer ni honneur ni danger.

Mais Bonaparte n'était pas homme à reculer devant la responsabilité qui les effrayait, surtout depuis que son initiative de Toulon lui avait si bien profité. Il avait su prendre, dès son arrivée, le plus grand ascendant sur l'esprit du général en chef et des représentants en mission, principalement sur celui de Robespierre le jeune, alors son ami le plus intime; il s'en servit pour les déterminer à un mouvement offensif, destiné à rejeter l'armée piémontaise au delà des Alpes. Après avoir étudié avec soin la topographie compliquée de ce pays montagneux et les positions occupées par l'ennemi, il exposa lui-même ses plans, d'abord dans un mémoire à Dumerbion, et ensuite dans un conseil de guerre où ils furent débattus et adoptés.

Le 6 avril 1794, l'armée se mit en marche. Les camps piémontais étaient solidement appuyés sur Saorgio, place très-forte défendant l'accès du col de Tende, qui est, de ce côté, la clef des Alpes. Au

lieu d'attaquer de front ces positions formidables, comme on l'avait toujours fait jusqu'alors, au prix de grands et inutiles sacrifices, Bonaparte avait résolu de les tourner. Dans ce but, une partie de l'armée, divisée en trois colonnes, remonta la Roya, la Nervia et le Taggio, et opéra sur la gauche des camps piémontais pour les investir et les tenir en respect. Pendant ce temps-là, un quatrième corps, destiné à frapper le coup décisif et commandé par Masséna, filait le long de la Corniche, battait les Austro-Piémontais à Sainte-Agathe, s'emparait d'Oneille et de Loano. De là, poursuivant cette marche hardie, Masséna franchit les Alpes à Ponte-di-Nave, non loin des sources du Tanaro, y remporta une nouvelle victoire, déboucha en Piémont, s'empara du château d'Ormea, de Garessio, puis, se rabattant tout à coup sur les Alpes, commença à menacer le col de Tende sur le versant opposé à celui qu'occupait l'armée piémontaise. Celle-ci, dont les positions avaient été ainsi tournées et qui se trouvait sur le point de perdre ses communications avec le Piémont, évacua précipitamment les camps de Saorgio et nous donna sans combat ces positions si longtemps disputées. Elle opéra sa retraite par le col de Tende, qui ne tarda pas à tomber lui-même au pouvoir de nos troupes (7 mai). Cette courte et brillante campagne d'un mois rendit l'armée française maîtresse des Alpes, dont nous occupâmes tous les défilés depuis le col de Tende jusqu'à Bardinetto.

Ce succès porta au plus haut point la faveur dont Bonaparte jouissait auprès de Robespierre le jeune. Celui-ci participait alors à la dictature de son frère

Maximilien; il était le maître de l'armée d'Italie, comme son frère l'était de la France. Ses collègues Ricord et Salicetti étaient tenus de plier devant lui ou de quitter l'armée. Il ne voyait plus que par les yeux du général de l'artillerie. On doit ici à Bonaparte la justice de reconnaître que s'il se lia par calcul avec un parti dont il n'avait pas les opinions et dont les excès ne lui inspiraient que de la répugnance, il ne se servit pas uniquement de cette influence dans l'intérêt de son ambition, mais l'employa efficacement à préserver l'armée d'Italie des proscriptions et des destitutions qui étaient à l'ordre du jour dans les armées du Nord. Il sauva même la vie à des émigrés saisis sur un navire espagnol, et auxquels on voulait appliquer la loi rendue contre les émigrés rentrés. Mais les deux Robespierre ne le considéraient pas moins comme tout dévoué à leur cause et, ainsi que le dit le rapport publié contre lui à la suite du 9 thermidor, comme « *leur homme.* » Malgré l'extrême discrétion avec laquelle il glissait habituellement sur cette époque de sa vie, il a lui-même raconté un fait qui prouve à quel point il avait su gagner leur amitié et leur confiance. A la veille d'entrer en lutte avec les comités, sentant qu'ils auraient besoin d'un officier habile et résolu, ils lui offrirent la place d'Henriot, le commandant de la force armée de Paris, dont ils avaient reconnu l'incapacité. Rappelé à Paris par son frère peu de temps avant le 9 thermidor, Robespierre le jeune s'efforça de décider le général à partir avec lui. Mais Bonaparte, malgré l'exagération d'opinion qu'il avait cru devoir afficher, n'avait que de la répulsion pour les cruautés qui avaient été commises, et se sen-

tait d'autant moins le désir d'en partager la solidarité qu'on pouvait dès lors prévoir une réaction d'humanité. Il voulait bien se servir des deux Robespierre, mais non se compromettre sans retour avec eux.

Il refusa donc les offres de son ami, pour rester dans une carrière qui lui promettait des succès plus durables; mais ce refus ne le préserva pas du danger de se trouver impliqué dans une catastrophe qu'il croyait moins prochaine. Méditant déjà une nouvelle campagne en Italie, Bonaparte se fit donner, vers le milieu de juillet 1794, une mission dont l'objet longtemps obscur a fait naître beaucoup de suppositions contradictoires. Le but ostensible de cette mission était d'aller à Gênes, afin d'y presser la livraison de divers approvisionnements de guerre payés et non livrés. Le but réel était, comme l'a écrit Marmont, qui fit partie du voyage, « d'apprécier les obstacles que pouvait rencontrer un coup de main sur cette ville. » Il entrait dans les nouveaux plans de Bonaparte de s'emparer de Gênes. La république avait fourni une sorte de prétexte à cette violence en laissant les Anglais s'emparer, malgré la neutralité, de la frégate *la Modeste;* mais son plus grand tort aux yeux des futurs conquérants de l'Italie, c'est qu'elle était faible, et qu'il était incommode d'avoir à respecter ses droits, tandis qu'il eût été si avantageux d'avoir son territoire comme base d'opérations.

Bonaparte était à peine de retour depuis quelques jours de son voyage à Gênes, qu'il fut mis en état d'arrestation et cité à comparaître à Paris, devant le Comité de salut public, ce qui était alors considéré comme un arrêt de mort. La révolution du 9 thermi-

dor venait de s'accomplir et le général portait la peine de ses relations avec les Robespierre. Son arrestation, sur laquelle plane encore un certain mystère, était signée de deux représentants jusque-là en mission à l'armée des Alpes, et envoyés depuis peu à celle d'Italie. Salicetti, qui l'avait quittée depuis quelque temps à la suite de ses dissentiments avec Robespierre le jeune, s'était hâté d'y revenir après la victoire et s'était joint à Albitte et à Laporte pour faire emprisonner son jeune compatriote.

Salicetti, d'autant plus chaud thermidorien qu'il avait à se faire pardonner l'exaltation trop connue de ses opinions, fut en cette occasion l'artisan le plus actif de la disgrâce de Bonaparte. D'abord son protecteur, il était devenu son ennemi à mesure que la fortune du général avait grandi. Cette inimitié, qui avait toute l'énergie d'une haine corse, était encore envenimée par une rivalité qui, à ce qu'on assure, n'était pas seulement une rivalité d'ambition. Ce qui est certain, c'est que tous les griefs qui figurent dans le rapport que les représentants adressèrent au Comité de salut public (à la date du 19 thermidor) furent formulés par Salicetti, qui seul avait suivi les opérations de cette armée, à laquelle Albitte et Laporte étaient étrangers.

Dans cet acte d'accusation, on n'incriminait que d'une façon accessoire les relations de Bonaparte avec les Robespierre; ce qu'on lui reprochait surtout, c'était son voyage à Gênes. Par la plus folle des suppositions, qu'on ne peut attribuer qu'à un vertige de la peur ou à une suggestion de la perfidie, ce voyage se liait dans leur esprit à un vaste plan de trahison,

concerté par Robespierre et Ricord, et ayant pour but de livrer à l'ennemi le plan de nos opérations militaires. Cette fable admise, tout s'expliquait : il n'y avait plus à chercher le motif du voyage à Gênes : « Bonaparte était *leur homme*, *leur faiseur de plans*, auquel il nous fallait obéir. » Le rapport nous apprend aussi comment cette belle idée leur est venue : c'est Salicetti qui leur a dévoilé toutes ces machinations : « Salicetti arrive, il nous apprend que Bonaparte s'est rendu à Gênes, autorisé par Ricord. Qu'allait faire ce général en pays étranger ? Tous nos soupçons *se fixent sur sa tête*. »

Cette expression, qui fait image, et qui, dans ce temps-là, n'était pas une simple figure de rhétorique, prouve combien cette tête fut un instant menacée.

Cependant la mise en arrestation de Bonaparte, et surtout l'annonce de son prochain départ pour Paris à l'effet d'être traduit devant le Comité de salut public, avait produit une vive émotion parmi les jeunes officiers de l'armée qui déjà s'étaient attachés à sa fortune. Ils formèrent le projet de le délivrer de vive force et de passer avec lui dans l'État de Gênes. De ce nombre étaient Junot et Marmont. Le général eut quelque peine à les contenir et à les calmer. « Ma conscience, écrivit-il à Junot, est calme quand je l'interroge. Ne fais donc rien, tu me compromettrais. » L'accusation de trahison n'avait en effet rien de bien redoutable pour lui auprès d'un juge impartial et clairvoyant, mais dans ce moment de trouble et d'exaltation, tout était possible.

En même temps il s'adresse à ses accusateurs, il

leur rappelle les services qu'il a rendus à la République devant Toulon et Saorgio; il leur reproche de l'avoir déclaré suspect avant d'avoir examiné les faits qui lui sont imputés. S'il va à Paris avec un arrêté qui le déclare suspect, le Comité ne le jugera qu'avec l'intérêt que mérite un homme de cette classe et son sort est décidé d'avance; ne valait-il pas mieux faire l'inverse et examiner d'abord si la suspicion était justifiée? « Salicetti, tu me connais, as-tu rien vu dans ma conduite de cinq ans qui soit suspect à la Révolution? Albitte, tu ne me connais pas; l'on n'a pu te prouver aucun fait, tu ne m'as pas entendu, tu connais cependant avec quelle adresse quelquefois la calomnie siffle...

« Entendez-moi, détruisez l'oppression qui m'environne, restituez-moi l'estime des patriotes. Une heure après, si les méchants veulent ma vie, je l'estime si peu, je l'ai si souvent méprisée.... oui, la seule idée qu'elle peut être encore utile à la patrie me fait en soutenir le fardeau avec courage[1]. »

Les papiers du général avaient été mis sous les scellés. On y trouva l'ordre relatif à sa mission de Gênes, signé du représentant Ricord, avec le détail des instructions qu'il y devait remplir, mais rien qui fût de nature à justifier les étranges soupçons dont il avait été l'objet. En conséquence, les représentants rendirent un arrêté, le 3 fructidor, en vertu duquel il fut mis en liberté *provisoirement*, et ils écrivirent en même temps au Comité que, n'ayant rien trouvé

1. Cette lettre, quoique très-authentique, n'a pas été reproduite dans la *Correspondance*, non plus que beaucoup d'autres de la même époque.

contre lui de positif, ils l'avaient élargi en considération surtout « de l'utilité dont peuvent être les talents de ce militaire, qui devient très-nécessaire dans une armée dont il a mieux que personne la connaissance, et où les hommes de ce genre sont extrêmement difficiles à trouver. »

Telle est la vérité sur cet incident, qui a été obscurci comme à plaisir, soit par Bonaparte lui-même, soit par les historiens, pour qui l'histoire n'a été que le commentaire servile des témoignages qu'il lui a plu de laisser sur sa propre vie. « Il fut, dit-il dans le *Mémorial,* mis en arrestation *pendant quelques instants par le représentant Laporte, devant lequel il ne voulait pas plier.* » D'abord, les quelques instants durèrent dix jours, qui furent, pour lui comme pour ses amis, pleins d'angoisse et d'anxiété, et ensuite le représentant Laporte fut absent pendant toute la durée de la procédure instruite contre lui, et ne joua aucun rôle dans cette affaire. On ne comprendrait pas le but d'une assertion aussi dérisoire, si l'on ne savait avec quel soin Bonaparte s'est appliqué à faire disparaître toute trace de ses relations avec les Robespierre, aujourd'hui si clairement établies. Le souvenir de ses opinions d'alors l'importuna plus tard, d'autant plus qu'il frappa ce parti avec une extrême rigueur, et il s'efforça de faire oublier ses liaisons par les mêmes raisons qui lui firent détruire l'édition du *Souper de Beaucaire,* et rejeter la responsabilité de ses discours de club sur son frère Lucien, trop jeune pour les avoir prononcés.

Au reste, Bonaparte ne tarda pas à se réconcilier avec Salicetti, car ils avaient tous deux de

sérieux motifs de garder des ménagements l'un pour l'autre, mais la réconciliation n'eut lieu que pour la forme. Ils se rendirent des services réciproques, mais sans revenir jamais à l'ancienne amitié. A l'époque du 1er prairial, Bonaparte put perdre Salicetti et s'en abstint. Son cœur était capable d'emportement, mais étranger à la haine comme à la sympathie, il n'était gouverné que par le calcul.

On a répété, d'après une assertion contenue dans les *Mémoires* de la sœur des Robespierre, que Bonaparte connut à Nice et à laquelle il fit assurer une pension sous le Consulat, qu'en apprenant le 9 thermidor, le premier mouvement du général fut de proposer aux représentants de marcher sur Paris pour renverser les thermidoriens; mais il ne faut voir dans ce récit que l'idée qu'on avait alors de son caractère et de ses opinions, et l'admettre sans autre preuve, ce serait mal connaître la force irrésistible de la réaction de thermidor et la stupeur dont elle frappa ses ennemis. On a d'ailleurs un témoignage irrécusable de l'impression que la nouvelle de la chute de Robespierre produisit sur l'esprit de Bonaparte, dans une lettre qu'il écrivit au moment où il l'apprit et la veille même de son incarcération. Dans cette lettre, qui est tout entière sur un ton où l'on ne peut voir que l'arrière-pensée évidente de se ménager un certificat d'orthodoxie républicaine, il raconte en peu de mots l'événement et ses résultats, puis, arrivant à la fin tragique de celui qui avait été son ami, il ajoute en guise d'oraison funèbre : « J'ai été *un peu affecté* de la catastrophe de Robespierre le jeune, que j'aimais et que je croyais pur; mais fût-il

mon père, je l'eusse moi-même poignardé s'il aspirait à la tyrannie[1]. »

Ainsi se dégagea Bonaparte du patronage de la démocratie extrême, lorsqu'il y trouva plus de périls que d'avantages. Il s'éloigna de ce parti comme il avait fait de celui de Paoli et pour des motifs analogues ; mais le 9 thermidor ne fut pas la dernière défaite de la démocratie terroriste ; elle garda longtemps une influence active et des espérances persistantes ; aussi ne rompit-il définitivement avec elle que beaucoup plus tard. Bien que le calcul ait été pour beaucoup dans sa liaison avec ce parti, on aurait tort de n'y pas voir aussi un effet de son goût naturel pour la force et l'autorité. Tous les systèmes de dictature se tiennent, et, de même que la sienne est historiquement la fille de celle du Comité de salut public, il est tout simple qu'il se soit d'abord porté d'instinct vers les hommes dont il devait être un jour l'héritier. C'est ainsi que Cromwell fut le plus ardent des niveleurs avant de devenir le plus absolu des maîtres.

Cependant la difficulté des communications dans les régions élevées qu'occupait la ligne française de Bardinetto au col de Tende et plus loin dans les Alpes supérieures, vaste circonférence dont l'ennemi n'avait à garder que le diamètre, avait fait désirer au Comité que l'armée reprît l'offensive : Dumerbion reçut l'ordre de recommencer les hostilités. Ce moment fut encore hâté par l'approche d'un corps con-

1. Cette lettre est du 20 thermidor an II. Elle est adressée au citoyen Tilly, ministre à Gênes. Elle manque dans la *Correspondance*.

sidérable d'Autrichiens qui se portait sur la Bormida. On apprit en même temps qu'une division anglaise devait débarquer à Vado et occuper Savone, dans le but de forcer la république de Gênes à sortir de sa neutralité. Cette fois encore, Dumerbion s'adressa à Bonaparte, dont le plan, exécuté seulement en partie, fut comme la première esquisse de celui qu'il devait bientôt mettre à exécûtion en qualité de général en chef. (20 septembre 1794.) L'armée française déboucha en Piémont par la plaine de Carcare, non loin du point de jonction des Alpes avec l'Apennin. De là elle se porta rapidement sur Cairo, où elle se trouva en vue de l'armée autrichienne, qui se mit aussitôt en retraite. On la rejoignit à Dego, où elle fut attaquée et battue. Mais, au lieu de poursuivre et d'achever ce succès par une campagne en Piémont, où ils ne pouvaient rencontrer que peu d'obstacles, les Français se rabattirent par Montenotte sur Savone et Vado et n'entreprirent plus rien cette année.

Le général Bonaparte vit avec un déplaisir facile à concevoir l'armée rétrograder au moment de réaliser les opérations dont il attendait de si grands résultats. Cette courte campagne, malgré l'amère déception qu'elle lui causa par sa brusque interruption, ne fut cependant pas aussi infructueuse pour son génie que pour sa gloire, car c'est par ce même point qu'il devait déboucher en Piémont dans son immortelle campagne de 1796, et il n'aurait peut-être pas accompli tant de prodiges sur ce même théâtre s'il n'avait pas si bien étudié à l'avance la topographie de son champ de bataille,

L'armée d'Italie ayant pris ses quartiers d'hiver

dans ses premières positions, on résolut d'occuper une partie de ses forces par une expédition maritime. Cette expédition fut organisée à Toulon en grande partie par les soins du général Bonaparte. Elle eut d'abord pour but de reprendre la Corse aux Anglais, à quoi on ne tarda pas à renoncer, puis de punir le grand-duc de Toscane de sa timide connivence avec les coalisés, châtiment attiré par sa faiblesse plutôt que par ses torts, enfin d'opérer une descente dans les États romains et d'y venger l'assassinat de Basseville. Mais notre flotte, commandée par l'amiral Martin, s'étant mesurée avec l'escadre anglaise et s'étant convaincue de sa propre infériorité, on abandonna bientôt l'idée d'une expédition dont on ne pouvait attendre que des désastres. (Janvier 1795.)

C'est peu après l'avortement de cette entreprise que Bonaparte reçut, à son grand étonnement, sa nomination au poste de général d'artillerie dans l'armée de l'Ouest. Ce changement se rattachait à une mesure générale d'un caractère plutôt politique que militaire, et qui atteignit beaucoup d'autres officiers de l'armée d'Italie. Cette armée étant considérée comme un foyer de jacobinisme, il avait paru bon d'en disperser le plus possible les éléments. La mesure avait été adoptée par le Comité de salut public sur le rapport de Dubois de Crancé. Elle enlevait Bonaparte à une armée où il avait grandi, où il avait rendu des services éclatants, où il s'était acquis un grand renom, pour l'envoyer servir parmi des troupes employées exclusivement à réprimer des troubles civils, rôle presque odieux lorsqu'il est le plus dignement rempli. Là, son nom devait être à peine connu, et, même en

se distinguant par l'éclat de ses actions, il ne trouverait pour récompense qu'une gloire équivoque et compromettante. Il fallait la patriotique abnégation d'un Hoche pour accepter sans murmurer ce poste sacrifié.

Ce coup inattendu causa à Bonaparte un mortel déplaisir. Il partit sur-le-champ pour Paris, afin d'en conjurer les effets et d'y faire entendre ses réclamations. Il était accompagné de ses aides de camp Junot et Marmont, tous deux subjugués par son ascendant, passionnément attachés à sa personne et déjà pleins d'une confiance sans bornes en son étoile. En arrivant à Paris, il apprit qu'il était envoyé dans l'armée de la Vendée, non plus en qualité de général d'artillerie, mais pour y commander une simple brigade d'infanterie.

Pendant son voyage, le député Aubry, nommé à la direction de la guerre en remplacement de Carnot, avait revu le travail de Dubois de Crancé, et y avait introduit cette nouvelle modification. Aubry, capitaine d'artillerie avant d'être député à la Convention, était plus ancien dans l'arme que Bonaparte, et il voyait avec aigreur, a-t-on dit, le rapide avancement de beaucoup d'officiers plus jeunes que lui. A ce motif d'animosité, qui paraît peu conciliable avec le poste élevé qu'Aubry occupait dans le gouvernement comme membre du Comité de salut public, s'en joignait un autre qui devait avoir beaucoup plus de prise sur son esprit, c'étaient les antécédents de Bonaparte et l'antagonisme de leurs opinions politiques. Aubry était girondin, il avait courageusement signé la protestation contre les événements du 31 mai ; il avait été

emprisonné avec les soixante-treize, et il était maintenant un des chefs les plus ardents de la réaction thermidorienne.

Pour qui connaît les passions envenimées de cette sanglante époque de notre histoire, la haine d'Aubry pour Bonaparte n'a donc pas besoin d'être expliquée par des motifs de jalousie personnelle. Les partis s'étaient signalés par de si atroces vengeances, que la mesure dont le jeune général était victime pouvait passer pour un trait de modération de la part d'un adversaire tout-puissant. Bonaparte employa pour le fléchir le zèle de ses amis les plus influents. Barras, Fréron, l'évêque Marboz intercédèrent tour à tour, mais inutilement, en sa faveur. A toutes leurs instances Aubry opposait la remuante ambition du général, son avancement prématuré, dû à ses complaisances envers la tyrannie jacobine; et, à l'un d'eux, qui le pressait plus vivement, il demanda « comment l'on pouvait épouser avec tant de chaleur les intérêts d'un terroriste. » Bonaparte voulut soutenir ses droits en personne, et se présenta chez le membre du Comité de salut public. Aubry écouta ses réclamations, mais persista dans son refus : « Vous êtes trop jeune pour commander en chef l'artillerie d'une armée, lui dit-il en forme de conclusion. — On vieillit vite sur le champ de bataille, et j'en arrive, répondit vivement Bonaparte. » Cette réponse, dans laquelle Aubry pouvait voir une critique de ses propres services militaires, qui avaient toujours été de l'ordre le plus pacifique, n'était pas de nature à le faire revenir de son parti pris : il resta inflexible. Bonaparte eut plus tard la petitesse de s'en souvenir,

lorsqu'il suffisait d'un mot de lui pour délivrer Aubry du supplice immérité qu'il subissait à Cayenne, et perdit ainsi l'occasion de se venger de la seule façon qui fût digne d'une grande âme. (Juin 1795.)

A la suite de cet échec, Bonaparte ne pouvant se résoudre à servir dans les troupes de ligne, demeura pendant quelque temps à Paris, inoccupé et irrésolu. On a remarqué non sans raison à ce propos, que les susceptibilités de l'esprit de corps, alors très-répandues parmi les officiers de l'artillerie, en raison du prix que l'ignorance générale avait donné à leurs services, lui avaient fort exagéré les effets de sa disgrâce; car, s'il est vrai que dans les grades subalternes le commandement de l'artillerie a beaucoup plus d'importance que celui des autres armes, la différence disparaît dans les grades élevés, et l'avantage s'y rétablit même au profit des autres corps. Un général d'infanterie joue très-souvent dans une bataille un rôle beaucoup plus décisif et beaucoup moins effacé qu'un général d'artillerie. Cela est si incontestable que, dans les deux premières campagnes de l'armée d'Italie, où Bonaparte avait pour ainsi dire tout fait, et où tous les plans étaient de lui, il avait été, malgré son commandement en chef de l'artillerie, beaucoup moins en évidence que tel autre général, Masséna, par exemple, dont le nom figurait en première ligne sur tous les bulletins. Cependant, on ne peut pas l'accuser d'avoir été tout à fait dupe en ceci d'une superstition de l'esprit militaire, car il tombait d'un commandement indépendant à celui d'une brigade, poste relativement subalterne, et, ainsi qu'il l'écrivait à l'ordonnateur Sucy, il pouvait croire

« que beaucoup de militaires dirigeraient mieux que lui une brigade, tandis que peu avaient commandé avec plus de succès l'artillerie. » (17 août 1795.)

Quoi qu'il en soit, le découragement et le dégoût, dispositions peu durables chez lui, s'étaient emparés momentanément de son esprit, et il allégua des raisons de santé pour ne pas se rendre au poste qui lui avait été assigné. Ce n'est pas à ce moment, mais un peu plus tard, qu'il fut rayé des cadres de l'armée pour avoir refusé de se rendre à son poste, et il est tout à fait inexact qu'il ait donné sa démission, comme le dit le *Mémorial*. Les lettres de Bonaparte à son frère Joseph ne font mention que de son intention de prendre un congé de deux ou trois mois ; il y dit même formellement et à plusieurs reprises qu'il n'a pas cessé d'être « employé comme général à l'armée de l'Ouest, mais retenu à Paris par sa maladie. » (25 juillet 1795.) Ce qui est avéré, toutefois, c'est que sa position, plus semblable à une mise en expectative qu'à un congé régulier, fut à ce moment des plus précaires. Une crise financière effroyable, produite par le discrédit croissant des assignats, désolait la France, et la famine était dans Paris avec tous les fléaux qui l'accompagnent. Le futur maître du continent fut plus d'une fois réduit à vivre d'expédients et à partager les ressources de ses amis Junot et Bourrienne. Le pain manquait pour les personnes les plus aisées comme pour le pauvre ; les louis étaient à 750 francs ; un jour vint où Bonaparte se vit dans la nécessité de vendre ses livres pour subsister. Mais ce fut là une détresse tout à fait accidentelle et passagère, et son frère Joseph, qui avait fait un riche ma-

riage et qui avait la plus vive amitié pour lui, ne l'eût jamais laissé tomber dans le dénûment qu'on a dit.

Son imagination, un moment abattue par son changement de fortune, avait repris plus d'activité, de mouvement et de feu qu'elle n'en avait jamais eu. Elle enfantait chaque jour quelque nouveau plan, où se peignait son goût pour le merveilleux et le gigantesque. Lorsque des déceptions inévitables étaient venues le refroidir, il ne rêvait plus pour un instant qu'une retraite confortable à la campagne, avec le calme de la vie bourgeoise; il s'occupait de bons placements pour les capitaux de son frère Joseph, du choix d'une carrière avantageuse pour ses plus jeunes frères. Il étudiait surtout d'un regard attentif et observateur cette société, où il cherchait à se faire sa place, cette société de Paris, alors renaissante après une longue oppression, ivre du bonheur de se sentir revivre, folle de plaisir, de luxe, de jouissances, et il en traçait des peintures qui n'étaient pas exemptes de convoitise, car s'il pensait déjà en ambitieux, il sentait encore en jeune homme.

« Les voitures, les élégants reparaissent, ou plutôt ils ne se souviennent plus que comme d'un long songe qu'ils aient jamais cessé de briller... Tout est entassé dans ce pays pour distraire et rendre la vie agréable. L'on s'arrache à ses réflexions; et quel moyen de voir en noir dans cette application de l'esprit et ce tourbillon si actif? Les femmes sont partout, aux spectacles, aux promenades, aux bibliothèques. Dans le cabinet du savant, vous voyez de très-jolies personnes. Ici seulement, de tous les lieux

de la terre, elles méritent de tenir le gouvernail; aussi les hommes en sont-ils fous, ne pensent-ils qu'à elles et ne vivent-ils que par et pour elles. Une femme a besoin de six mois de Paris pour connaître ce qui lui est dû et quel est son empire. » (Napoléon à Joseph, 12 juillet 1795.)

C'est vers cette époque qu'il conçut le projet de se faire donner par le Comité de salut public une mission en Turquie, à l'effet d'accroître les moyens militaires de ce pays, de perfectionner la défense des principales places fortes, de lui en construire de nouvelles et enfin de réorganiser son artillerie. Le motif invoqué à l'appui de la demande était l'éventualité d'une guerre prochaine de cette alliée naturelle de la France soit avec la Russie, soit avec l'Autriche, mais l'attrait que ce projet avait pour Bonaparte était dès lors dans les perspectives indéfinies qu'il ouvrait à son ambition. Il avait déjà sur ces contrées et sur leurs révolutions futures les vues grandioses et chimériques qu'il se plut à développer plus tard, lorsque, voulant éblouir à tout prix ses concitoyens, il leur jeta aux yeux la poudre d'or de l'Orient.

Mais avant même qu'il eût soumis ce projet à l'acceptation du Comité, l'armée d'Italie ayant subi des échecs sérieux, Doulcet de Pontécoulant, le successeur d'Aubry à la direction des opérations militaires était venu chercher Bonaparte pour l'attacher au comité topographique où s'élaboraient les plans de campagne qu'on adressait aux armées. Lorsque le général demanda l'autorisation de partir avec les officiers qu'il avait choisis pour l'accompagner, le Comité, sur les observations de Jean Debry, un de ses membres,

refusa de la lui accorder dans les termes les plus honorables pour lui, alléguant l'utilité que la République retirait de ses services. C'est par une fortune semblable que Cromwell, au moment de s'embarquer pour l'Amérique, fut malgré lui retenu en Angleterre.

Pendant son passage au bureau topographique, Bonaparte rédigea pour Kellermann qui commandait en chef l'armée d'Italie, et un peu plus tard pour son successeur Schérer, une série d'instructions qu'il est impossible de relire sans admiration. On y trouve en effet exposées de point en point et appuyées sur des considérations de politique aussi bien que de stratégie, toutes les principales combinaisons qui ont fait de la première campagne d'Italie la plus belle conception de son génie et le chef-d'œuvre de l'art militaire. Il y indique jusqu'à la quantité de temps nécessaire pour en exécuter les différentes parties. Il y marque le point précis où il faudra frapper le premier coup pour séparer les armées du Piémont de celles de l'Autriche. Il y prévoit avec une infaillible justesse d'esprit que ces deux armées une fois battues seront facilement amenées à se séparer l'une de l'autre par suite de la diversité des intérêts qu'elles ont à défendre, l'une ayant à couvrir le Piémont, l'autre à protéger la Lombardie, séparation qui permettra de les écraser isolément et d'imposer la paix au Piémont, mais en lui donnant des indemnités en Lombardie pour Nice et la Savoie et en gagnant ainsi son alliance au lieu de s'en faire un ennemi secret comme en 1796. Si à la suite de cette campagne l'empire ne demande pas la paix, on pénétrera par le Tyrol dans les États héréditaires et on y donnera la main aux armées du Rhin.

Tel est ce plan, qui a sur celui qui fut réalisé depuis cet inestimable avantage, que si on y trouve la première idée de la violation de la neutralité vénitienne, puisque l'Adige y est désigné comme la ligne d'opération, on n'y voit du moins ni la conquête déguisée sous le nom d'affranchissement des peuples, ni la guerre tour à tour poursuivie ou interrompue dans un intérêt d'ambition personnelle, ni les ignominies de Campo-Formio.

Il est d'ailleurs inutile de dire que cette création du génie ne pouvait être réalisée avec succès que par celui qui l'avait conçue. Ces plans, bien qu'appuyés de l'autorité du nouveau comité de la guerre, n'exercèrent aucune influence sur les opérations de Kellermann et de Schérer. Kellermann répondit que « leur auteur était à mettre aux petites maisons[1],» Schérer « que c'était à celui qui les avait conçus de venir les réaliser.» Il était facile de s'apercevoir, au peu de compte qu'on en tenait, qu'ils ne portaient plus la signature redoutée du Comité de salut public. Les armées commençaient à s'émanciper du joug avant de l'imposer à leur tour. Au reste cette méthode d'envoyer de Paris, loin du théâtre des opérations, des plans de campagne tout faits, était une pratique éminemment vicieuse, et celui qui les traçait alors avec une supériorité si mal reconnue fut le premier à s'en affranchir lorsqu'il dut en recevoir à son tour. Cette fonction, quelque conforme qu'elle fût aux aptitudes de son esprit qui donnait aux opérations militaires une précision mathématique, était toutefois une satisfaction trop

1. *Mémoires extraits des papiers et de la correspondance* de Pontécoulant.

incomplète et trop obscure pour que Bonaparte pût s'en contenter. Il n'était pas d'humeur à laisser à d'autres l'honneur des conceptions dont il avait le mérite. Il était en outre dévoré d'un besoin d'action presque fiévreux que son tempérament lui imposait non moins que son esprit. Il n'avait donc nullement renoncé à ses projets sur l'Orient, mais sa première impatience s'était calmée en présence des menaçantes éventualités qui s'annonçaient sur la scène politique. Pourquoi cette crise, que chacun sentait imminente, ne lui offrirait-elle pas, à Paris même, une occasion qu'il voulait aller chercher si loin? Au milieu de ses épreuves, il avait toujours conservé une imperturbable confiance en lui-même et en son avenir. Il y joignait le fatalisme qui est propre aux grands aventuriers, et vivant ainsi au jour le jour, à l'affût des événements, il était assez détaché de la vie pour jouer la sienne sans hésitation lorsque l'instant lui semblerait propice.

« Je suis constamment, écrivait-il à son frère Joseph, dans la situation d'âme où l'on se trouve à la veille d'une bataille, convaincu par sentiment que lorsque la mort se trouve au milieu pour tout terminer, s'inquiéter est folie. Tout me fait braver le sort et le destin, et si cela continue, mon ami, je finirai par ne plus me détourner lorsque passe une voiture. » (12 août 1795.)

Il était rayé depuis huit jours de la liste des officiers généraux *employés*, pour avoir déplu à Letourneur, le successeur de Pontécoulant[1], lorsque le 13 vendémiaire (5 octobre 1795) lui apporta l'occasion qu'il

1. L'acte de radiation est du 25 septembre 1795. Bourrienne, en nous le conservant, s'est trompé de date.

attendait. Elle s'offrit à lui plus belle et plus décisive encore qu'au siége de Toulon, avec cette opportunité et cet éclat que la fortune a pour ses seuls favoris. Elle sembla n'avoir permis sa disgrâce passagère que pour rendre son élévation plus brillante et plus soudaine.

La Convention venait de terminer sa longue et orageuse carrière en donnant à la France la constitution de l'an III. Elle avait honoré ses derniers jours par la fermeté qu'elle avait déployée contre la tyrannie de la multitude, plus difficile à abattre que celle des vaincus de thermidor. Après avoir fermé la salle des Jacobins, désarmé les faubourgs, abrogé la constitution de 93, œuvre de la fureur et du délire, dompté et muselé la populace au risque de ruiner son principal point d'appui, frappé sans pitié ses propres membres comme pour se punir elle-même d'avoir été leur complice et leur instrument, cette assemblée, grande malgré ses fautes et mutilée de ses propres mains, avait voulu préserver ses successeurs des douloureuses épreuves qu'elle avait subies. Elle avait déposé le fruit de sa longue expérience et de sa sagesse tardive dans des institutions qui restent, en dépit de leurs imperfections, les plus libérales qu'ait jamais possédées la France. Mais au moment d'abandonner son œuvre à elle-même, se trouvant compromise sans retour vis-à-vis de la démocratie extrême, et laissant la république à la merci d'une génération qui n'était au fond nullement hostile à la révolution, mais qui, étrangère à ses passions, détestant ses excès, était impatiente d'agir à son tour et ne voyait plus dans la Convention qu'un obstacle à son propre avé-

nement, cette assemblée manqua de confiance en l'avenir.

De cette défiance de la Convention envers le pays naquit le principal défaut de la constitution de l'an III, je veux dire l'antagonisme presque inévitable qu'elle créait entre les pouvoirs législatif et exécutif, en permettant au second de se soustraire au contrôle du premier et en ne laissant entre eux aucun médiateur qui pût leur épargner l'alternative d'une rupture irréparable ou d'une entière soumission. Cette crainte de voir tomber son œuvre en des mains ennemies ou inexpérimentées lui fit commettre une autre faute dont les conséquences furent beaucoup plus immédiates. Sous l'empire de ces sentiments conservateurs, d'autant plus susceptibles qu'ils étaient plus nouveaux chez elle, la Convention se souvint avec effroi du sort qu'avait éprouvé la constitution de 91, faute d'avoir été protégée par ses propres auteurs. Dupe d'un scrupule excessif et d'un désintéressement mal entendu, la Constituante s'était exclue elle-même de la législature qui devait lui succéder. Les conventionnels tombèrent dans l'excès contraire en s'imposant au choix des électeurs. Le décret du 5 fructidor décida que les deux tiers de la Convention feraient partie du Corps législatif qui allait être réuni, et celui du 13 fructidor, que les électeurs désigneraient les membres restants. Ces décrets injurieux pour la nation causèrent une irritation profonde parmi les hommes qui étaient le mieux disposés à accepter loyalement les institutions nouvelles ; ils y virent, non sans motif, une usurpation sur leurs propres droits. On passa outre malgré leurs plaintes et on soumit la constitution

de l'an III et les deux décrets à l'acceptation des assemblées primaires : ratification dérisoire, demandée à la peur, car toute nation mise en demeure par ses conducteurs de se prononcer entre le connu et l'inconnu embrasse infailliblement le connu, quel qu'il soit, comme le salut suprême.

Cependant Paris osa repousser les deux décrets tout en votant la constitution ; mais la province, suivant une routine qui semble indestructible, vota tout ce qu'on lui demandait à une très-grande majorité. Ce vote déconcerta un instant les ennemis de la Convention, qui s'étaient d'abord crus assurés du succès. Ils en contestèrent la validité, sans réussir toutefois à établir la réalité de leurs allégations. Bientôt ils passèrent de la plainte à la menace, et les tribunes des quarante-huit sections de Paris retentirent des plus véhémentes attaques. Puis, comme leurs appels à l'opinion n'amenaient pas le résultat qu'ils en attendaient, ils résolurent d'en appeler aux armes.

Le parti avec lequel venait de rompre la Convention était celui même qui lui avait servi d'auxiliaire dans sa lutte contre la démocratie extrême. C'était la portion la plus riche et la plus éclairée de la population de Paris, c'était la garde nationale et le corps électoral presque tout entier, c'était enfin cette brillante bourgeoisie, cet illustre tiers état, qui, après avoir donné à la France tant d'hommes éminents, après avoir fait 89, avait été si longtemps foulé aux pieds par le peuple des faubourgs. Au moment où il cherchait à effacer le souvenir de tant d'humiliations en ressaisissant l'influence qui lui était due, il se voyait tout à coup frappé d'une mesure de défiance, arrêté

dans sa marche, exproprié pour ainsi dire de sa plus légitime conquête. Dans la vivacité de son ressentiment, il s'exagéra outre mesure les conséquences des décrets de fructidor, et s'exagéra encore plus follement ses propres forces. Grâce à cette puissante complicité, la fermentation s'accrut rapidement dans Paris, habilement surexcitée par les agents du royalisme, devenus très-entreprenants depuis l'accueil que Pichegru avait fait à leurs ouvertures. Le 11 vendémiaire, les électeurs des diverses sections, réunis à l'Odéon, comptèrent leurs adhérents et essayèrent leurs forces. Le 12, la section Le Peletier, située au centre de Paris et la plus connue par le nombre et l'audace de ses membres, se constitua en insurrection.

Au premier bruit de la révolte, la Convention, peu troublée d'un spectacle qui n'était point nouveau pour elle, s'était déclarée en permanence. Elle avait concentré le petit nombre de troupes qui se trouvaient dans Paris; elle avait fait reprendre leurs armes à deux ou trois mille de ces mêmes patriotes qu'elle avait désarmés peu de mois auparavant. L'arrogance de ses ennemis n'ayant fait que s'accroître en présence de la faiblesse numérique de ses défenseurs, le général de Menou reçut l'ordre d'opérer de vive force le désarmement de la section Le Peletier. Menou, assez bon officier, mais tête peu solide, agissant à contre-cœur, embarrassé de trouver en face de lui comme adversaires les hommes qu'il avait eus pour alliés dans sa guerre contre les faubourgs, entassa pêle-mêle ses troupes dans un étroit espace où elles se trouvaient paralysées. Il entra ensuite, accompagné d'un représentant, dans le couvent des Filles-

Saint-Thomas, où se trouvait la salle de la section, bâtiment situé sur l'emplacement où s'élève aujourd'hui le palais de la Bourse. Là, troublé, intimidé par les interpellations qui partaient coup sur coup du sein d'une foule irritée, au lieu de commander il parlementa. Le résultat de cette entrevue, d'autant plus encourageante pour l'émeute qu'elle était moins digne de la fierté de la Convention, fut une sorte de capitulation en vertu de laquelle il fut convenu que les troupes se retireraient et que les sectionnaires évacueraient la salle de leurs séances. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les troupes seules l'exécutèrent. Quant à la section, elle se hâta de notifier à tout Paris sa victoire. Le danger devint imminent. Il était huit heures et demie du soir.

Bonaparte se trouvait ce soir-là au théâtre de Feydeau. Averti de ce qui se passait, il accourut, assista à la fin de cette scène singulière, et de là se rendit à l'Assemblée pour en observer les suites. On venait d'y décréter l'arrestation de Menou, et on y discutait les divers généraux auxquels il conviendrait de confier ce commandement. L'urgence du péril donnait à ce choix une importance exceptionnelle, et le petit nombre des officiers présents à Paris le rendait très-difficile. Bonaparte, caché parmi les auditeurs, entendit alors, assure-t-il dans ses Mémoires, mettre en avant son propre nom, et délibéra, « pendant près d'une demi-heure, » sur le parti qu'il aurait à prendre. Ce qui est plus certain, c'est que le nom qui réunit le plus de suffrages fut celui de Barras, alors en quelque sorte l'arbitre de la situation, grâce aux souvenirs qu'avait laissés son énergique conduite au 9 ther-

midor. Barras se fit adjoindre Bonaparte. Il y a de celui-ci, sur cet événement si décisif dans sa vie, jusqu'à trois versions différentes : dans toutes les trois il omet avec un soin remarquable de mentionner la recommandation de Barras, qui fut pourtant la seule efficace. La version qui nous a été conservée par Las Cases, et qui est corrigée de la main de Bonaparte, diffère par quelques variantes assez importantes de celle qui a été transcrite par Montholon, et l'on y trouve les pensées qui l'auraient fait hésiter pendant une demi-heure à prendre en main la cause de la Convention :

« Était-il sage de se déclarer ? La victoire même aura quelque chose d'odieux, tandis que la défaite voue à l'exécration des races futures. Comment se dévouer ainsi à être le bouc émissaire de tant de crimes auxquels on fut étranger ? pourquoi s'exposer bénévolement à aller grossir en peu d'heures le nombre des noms qu'on ne prononce qu'avec horreur ?

« D'un autre côté, si la Convention succombe, que deviennent les grandes vérités de notre Révolution ? Nos nombreuses victoires, notre sang si souvent versé ne sont plus que des actions honteuses. L'étranger, que nous avons tant vaincu, triomphe et nous accable de son mépris ; une race incapable, un entourage insolent et dénaturé reparaissent triomphants, nous reprochent nos crimes, exercent leur vengeance et nous gouvernent en ilotes par la main de l'étranger. Ainsi la défaite de la Convention ceindrait le front de l'étranger et scellerait la honte et l'esclavage de la patrie.

« Ces sentiments, vingt-cinq ans, la confiance en sa force, sa destinée, le décidèrent. »

Le seul point qui ressorte avec quelque certitude pour l'histoire de ces amplifications de rhétorique, évidemment faites après coup, c'est que ses sympathies personnelles ne le portaient pas plus d'un côté que de l'autre, et qu'il prit conseil d'un calcul plutôt que d'un principe. S'il éprouva des scrupules, ils lui furent inspirés moins par la cause en elle-même que par l'incertitude du succès, et il en triompha promptement. Aussitôt sa résolution prise, il se présente aux comités, et, à la recommandation de Barras, il reçoit d'eux son commandement. Barras avait connu Bonaparte au siége de Toulon et l'avait pris en grande amitié, dit-il dans ses Mémoires inédits, à cause de la ressemblance qu'il lui trouvait alors avec Marat, pour qui il avait eu un vif attachement. Les rôles sont donc ainsi distribués : Barras commandera en premier, et Bonaparte sera son lieutenant et son homme d'exécution.

L'armée de la Convention se montait à environ huit mille hommes, y compris les patriotes auxquels on avait rendu leurs armes, mais elle était bien disciplinée, pleine de calme et de confiance, et possédait quarante pièces d'artillerie qu'on fit venir du camp des Sablons, avantage précieux contre des adversaires qui comptaient moins sur leur stratégie que sur leur masse. Bonaparte employa la nuit à prendre ses dispositions. Il changea le Louvre et les Tuileries en une espèce de camp retranché dont toutes les issues furent garnies d'artillerie. Il assura ses communications de façon à pouvoir porter toutes ses forces à la fois sur le point le plus menacé; enfin, au der-

nier moment, il arma les représentants pour servir de réserve dans un cas de péril extrême, en ayant grand soin de ménager à sa petite armée une retraite sur Saint-Cloud. Cela fait, il attendit, et donna ordre à ses troupes de ne faire feu qu'après avoir été attaquées.

Le lendemain matin, 13 vendémiaire, lorsque l'armée des sectionnaires déboucha de toutes les rues environnantes dans le but d'enlever les Tuileries, elle vint se heurter partout contre les postes conventionnels et trouva toutes les issues gardées. Elle s'établit l'arme au bras en face des troupes de la Convention. Elle se composait d'environ 40,000 gardes nationaux, soldats pleins d'ardeur mais aussi d'inexpérience et surtout sans solidité. Elle s'était donné deux chefs de hasard : le général Danican, officier déclassé et peu capable, et un émigré rentré, nommé Lafond, jeune homme du plus brillant courage.

Les deux armées passèrent une grande partie de la journée postées à quinze pas l'une de l'autre, menaçantes, mais immobiles, et comme ne pouvant se résoudre à déchirer de nouveau le sein de la patrie après tant de sanglantes discordes. Un instant on espéra que cette extrémité, si fatale à la liberté, lui serait épargnée ; mais l'aveugle animosité des partis fit échouer ces tentatives de conciliation. A quatre heures et demie du soir, Danican donne le signal, et Bonaparte monte à cheval. La lutte commença sur plusieurs points à la fois. Elle n'eut ni la durée ni le tragique acharnement dont les murs de cette cité furent depuis tant de fois témoins. Les places publiques n'avaient pas encore servi de champ de bataille, et la

stratégie de la guerre des rues n'était pas devenue une science. L'issue du combat ne fut pas un instant douteuse. Lafond, qui dirigeait l'attaque du côté des quais, lança sa colonne de la rue Dauphine sur le pont Royal en suivant le quai Voltaire ; mais foudroyée à la fois de front et en écharpe par la mitraille, elle s'arrêta court et bientôt se dispersa. Il en rallie jusqu'à trois fois les débris sous le feu qui les décime, mais il ne parvient pas à enlever le pont. A l'église Saint-Roch, la résistance ne fut pas plus sérieuse. Quelques coups de mitraille suffirent pour balayer toutes les rues adjacentes. Les sectionnaires, très-vifs dans leur première attaque, semblaient n'avoir pas prévu qu'on pourrait se décider à les recevoir à coups de canon. Ils ne tinrent nulle part devant l'artillerie, qui les délogea successivement de toutes leurs positions. A six heures, tout était terminé et la Convention l'emportait sur tous les points. Elle craignit de trop triompher, car elle avait des ennemis de plus d'un genre, et en détruisant les uns elle se mettait à la merci des autres. Elle couvrit donc les vaincus d'une indulgence à la fois habile et généreuse, se contentant de dissoudre et de désarmer leurs bataillons. Lafond seul ne put être sauvé, en raison de sa qualité d'émigré, qu'il ne voulut à aucun prix désavouer. La Convention déclara que ses défenseurs avaient bien mérité de la patrie ; elle confirma Barras et Bonaparte dans leurs commandements, et, Barras n'ayant pas tardé à donner sa démission, Bonaparte se trouva seul en possession du titre de général de l'intérieur.

Cette journée, si avantageuse pour le jeune général

dont elle avançait prodigieusement la fortune, avait été funeste pour la France. Elle accrut et envenima l'antagonisme que la Convention avait créé entre l'opinion publique et le gouvernement par ses malheureux décrets. Au lieu d'apaiser cette partie si éminente de la nation qui fait l'opinion, et que ses décrets avaient mise en suspicion en lui interdisant le légitime espoir d'exercer constitutionnellement son influence sur le gouvernement du pays, elle l'avait blessée et aliénée sans retour. Il était dès lors à prévoir que toutes les élections se feraient en opposition avec l'esprit conventionnel et contre lui, et que, chassé ainsi du corps législatif, cet esprit se réfugierait dans le pouvoir exécutif pour en faire sa forteresse. C'est, en effet, ce qui arriva. Le tiers des députés élus comme complément des conventionnels conservés, fut choisi au sein d'une opinion hostile à la Convention, et celle-ci, qui formait encore la majorité des conseils, répondit à cette manifestation des vœux de la nation en appelant au Directoire cinq régicides : Barras, Carnot, Rewbell, Letourneur et Lareveillère-Lépaux. Or le Corps législatif se renouvelant par tiers tous les ans, tandis que le Directoire ne se renouvelait que par cinquième, il était évident qu'à un moment donné le gouvernement, composé de régicides, se trouverait en guerre ouverte avec les conseils composés de modérés. Et comme ces deux corps n'avaient l'un sur l'autre aucun moyen de contrainte légale, il s'ensuivait que la force resterait entre eux le seul juge. Malheureusement, le 13 vendémiaire avait montré à tout le monde de quel poids l'épée d'un soldat pouvait être dans la balance. Ainsi

cette journée néfaste habitua le pouvoir à compter sur l'armée, l'armée à disposer du pouvoir. Elle prépara de loin les voies au gouvernement militaire.

Bonaparte employa les quelques mois qui s'écoulèrent entre le 13 vendémiaire et sa nomination à l'armée d'Italie, à consolider la victoire, en achevant de détruire les éléments de trouble et de désordre, à réorganiser la garde nationale de Paris, à former la garde du Directoire et du Corps législatif, enfin à s'occuper très-activement de sa propre fortune. En véritable ambitieux, il ne vit dans sa nouvelle situation que les moyens qu'elle lui offrait d'en conquérir une plus élevée. Le rôle qu'il avait joué dans les derniers événements, l'importance du poste qu'il occupait, sa liaison avec des hommes puissants, la formation d'un gouvernement nouveau encore et incertain dans sa marche, lui fournissaient à un rare degré la facilité de se mêler de tout, d'intervenir à volonté dans les attributions de ses collègues, et d'agir à sa guise dans le ressort de son propre commandement. Il profita de cette latitude avec sa décision accoutumée, agissant sans consulter personne, et tenant fort peu de compte des représentations qui lui étaient faites. Il n'en était toutefois pas moins assidu auprès des principaux chefs du gouvernement, dont il avait intérêt à capter la bienveillance. En même temps, il protégeait des membres de l'ancienne noblesse, pour effacer de l'esprit de cette classe les souvenirs de la mitraille de vendémiaire ; il rappelait des généraux disgraciés, il remplissait les cadres de la garde du gouvernement d'hommes qui étaient ses créatures,

et qu'il fut heureux, nous assure-t-il dans ses *Mémoires,* de retrouver au 18 brumaire; il distribuait des places à ses parents et amis, qu'il allait chercher au fond de la province pour les établir à Paris; il envoyait de grosses sommes d'argent à sa famille. (Lettres à Joseph, d'octobre 1795 à février 1796.)

Un homme d'un caractère aussi remuant ne pouvait ni trouver un aliment suffisant pour son esprit dans une telle place, ni s'y maintenir longtemps sans causer beaucoup d'ombrages. S'enfermer strictement dans ses attributions, c'était s'annihiler; en sortir, c'était se lancer dans la plus téméraire des entreprises. En présence de l'action incessante des partis, il était pourtant difficile de ne pas éprouver une pareille tentation. Aussi le Directoire commença-t-il bientôt à voir Bonaparte avec une certaine inquiétude, qui ne fut pas étrangère à sa nomination au commandement de l'armée d'Italie. Au danger de l'avoir pour ennemi en le soumettant à la loi commune, on préféra l'expédient de se débarrasser de lui par une éclatante faveur, sans songer que, sous prétexte d'éloigner le péril, on le rendait plus inévitable pour l'avenir. Cette lâcheté, plusieurs fois renouvelée et finalement punie par une leçon cruelle et mémorable, fut toute la politique dont le Directoire sut jamais user pour se préserver des projets qu'il prêtait à Bonaparte. Cependant, il n'est pas certain qu'en cette première occasion la défiance qu'inspirait le général lui eût valu un semblable avancement, si son mariage avec Joséphine de Beauharnais n'était venu achever et couronner sa fortune.

Bonaparte a raconté lui-même comment il fit la connaissance de Mme de Beauharnais. Quelques jours après le désarmement des sections, un enfant de dix à douze ans se présenta à l'état-major : il réclamait l'épée de son père, ancien général de la République, mort sur l'échafaud. Cet enfant était Eugène de Beauharnais. Touché par ses larmes, le général la lui fit rendre, et reçut le lendemain la visite et les remercîments de Mme de Beauharnais, qu'il ne connaissait encore que de nom, bien qu'elle fût l'amie intime de Barras, son protecteur. Le silence que garde Bonaparte au sujet de cette liaison, et de la part que Barras a eue dans les déterminations de Mme de Beauharnais, s'explique plus facilement que son oubli du service rendu la veille de vendémiaire. Mais le fait n'en est pas moins constant, établi par tous les témoignages du temps, attesté par Joséphine elle-même, qui, dans sa nonchalance créole, ne se serait peut-être jamais décidée à ce mariage, si Barras n'avait mis dans la corbeille de noces le commandement de l'armée d'Italie. « Barras assure, écrivait-elle peu de temps avant son mariage, que si j'épouse le général, il lui fera obtenir le commandement en chef de l'armée d'Italie. Hier, Bonaparte en me parlant de cette faveur, qui fait déjà murmurer ses frères d'armes, quoiqu'elle ne soit pas encore accordée : « Croient-« ils donc, me disait-il, que j'aie besoin de pro-« tection pour parvenir? Ils seront tous trop heu-« reux un jour que je veuille bien leur accorder la « mienne. Mon épée est à mon côté, et avec elle « j'irai loin. »

Bonaparte s'était pris pour Mme de Beauharnais

d'une passion ardente et exaltée, que surexcitait encore son ambition, car il savait que ce mariage allait tout à la fois lui donner le rôle qu'il ambitionnait le plus et lui ouvrir les rangs d'une société qui n'avait jusque-là répondu à ses avances que par une défiance excessive. Il portait dans cette affection, la seule, dit-on, qui ait jamais fait battre son cœur, toute la fougue et tout le feu de son impétueuse nature. Quant à Mme de Beauharnais, elle ressentait en sa présence plus de trouble et d'étonnement que d'amour. Le génie même qu'elle voyait briller dans ce regard perçant et impérieux exerçait sur cette âme aimable et indolente une sorte de fascination qu'elle ne subissait pas sans une terreur secrète, et, avant de s'y abandonner, elle se demanda plus d'une fois si l'assurance extraordinaire dont témoignaient les moindres paroles du général n'était pas l'effet d'une présomption de jeune homme destinée à d'amers mécomptes. Ses irrésolutions augmentaient lorsqu'elle réfléchissait à la différence d'âge qui existait entre eux, car Joséphine était une beauté déjà sur le déclin, et le général était loin encore d'avoir atteint à la maturité de l'âge viril.

Cependant il réussit à vaincre ses scrupules. Le 23 février 1796, Bonaparte fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, et, le 9 mars, le mariage fut célébré. Carnot appuya sa nomination contre Rewbell le protecteur de Schérer, mais il n'en eut nullement l'initiative, comme il le prétend dans son *Mémoire sur le 18 fructidor*. Dans l'acte de mariage, le général se donna une année de plus qu'il n'avait réellement, ce qui a fait naître des doutes mal fondés au sujet de

la véritable date de sa naissance, et Joséphine se rajeunit de quatre ans ; double artifice imaginé d'une part par une petite vanité féminine, et consenti de l'autre dans le seul but de rétablir entre eux, aux yeux du public, l'égalité d'âge par cette complaisante fiction. En première ligne, parmi les noms des témoins, figurait le nom de Paul Barras.

CHAPITRE III.

SOUMISSION DU PIÉMONT ET CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE.

Peu de jours après son mariage, Bonaparte partit pour l'armée d'Italie et arriva au quartier général à Nice le 26 mars. Quelques jours avant son départ, le Directoire lui avait fait remettre des instructions détaillées sur la campagne qui allait s'ouvrir. Ces instructions n'étaient qu'en partie conformes au plan qu'avait déjà plusieurs fois proposé le général. Elles lui enjoignaient, à la vérité, de franchir l'Apennin et de séparer, dès le début de la campagne, les deux armées piémontaise et autrichienne ; mais, une fois cet objet atteint, au lieu de forcer le Piémont à la paix, comme il en avait toujours eu l'intention, le général devait se contenter de prendre Ceva et Tortone, d'obtenir Gavi des Génois, de gré ou de force, de laisser un corps d'observation devant Coni ; de là, négligeant l'armée piémontaise, il fondrait sur le Milanais pour

rejeter l'armée autrichienne au delà de l'Adige ; plan insensé qui le condamnait à laisser derrière lui le Piémont en armes, Gênes hostile, prête à rompre à la première occasion, et l'exposait inévitablement à avoir ses communications coupées. Le Directoire lui interdisait en outre le droit d'accorder des suspensions d'armes, il se réservait exclusivement celui de traiter pour la paix. Il avait d'ailleurs admis les idées du général sur la nécessité de faire vivre l'armée sur le pays ennemi. Enfin il lui recommandait de « chercher par tous les moyens en son pouvoir à exciter les mécontents du Piémont contre la cour de Turin. » Le Milanais une fois conquis, qu'en ferait-on ? Le Directoire laissait entrevoir, que cette province pourrait bien, selon le plan de Bonaparte lui-même, devenir une indemnité offerte au Piémont en dédommagement des deux provinces que la France lui avait prises, la Savoie et le comté de Nice ; mais il ne décidait pas la question, car il avait pensé aussi à le rendre à l'Autriche comme une rançon des Pays-Bas. Doute qui faisait mesurer d'un seul coup d'œil tout le terrain qu'avaient déjà perdu les généreux principes de la Révolution, car ce n'est pas la France de 92 qui eût ainsi disposé des peuples sans leur aveu !

Ces instructions, dont le Directoire n'avait sans doute pas prévu toutes les conséquences, allaient avoir pour premier effet de changer le caractère de la guerre. La lutte de la France contre l'Europe était restée jusque-là une guerre toute défensive, car notre occupation de la Savoie et de la Belgique avait été motivée non-seulement par l'identité de race et le vœu presque unanime des populations, mais encore par

l'extension démesurée de la Russie et de l'Allemagne à la suite du partage de la Pologne. Nous n'avions envahi la Hollande elle-même que contraints par la nécessité de nous défendre et sans intention d'empiéter en rien sur les droits et les possessions de ce pays. En entrant en Italie avec l'arrière-pensée de disposer, non selon le bon droit mais selon sa propre convenance, des territoires arrachés à l'ennemi, en autorisant son général à exciter les populations contre les souverains, non pour assurer leur indépendance mais pour se servir d'elles en les trompant, le Directoire ne prenait pas seulement une offensive dont les développements ultérieurs étaient impossibles à prévoir, il substituait les intérêts aux principes, la force au droit, il rentrait dans la vieille routine des guerres d'agrandissement, et par une suite inévitable il allait donner une force prépondérante dans la République à l'élément militaire.

La proclamation par laquelle Bonaparte annonça à l'armée son entrée en campagne n'était pas moins éloignée de l'esprit qui avait inspiré jusque-là les armées républicaines. Ce n'était plus à leur patriotisme qu'on s'adressait, c'était à leur ambition. La guerre que ce langage annonçait n'était pas une guerre de liberté, c'était une guerre de conquête.

« Soldats, leur disait-il, vous êtes mal nourris et presque nus. Le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien pour vous. Votre patience, votre courage vous honorent, mais ne vous procurent ni avantage ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde, vous y trouverez de grandes

villes et de riches provinces, vous y trouverez honneur, gloire et *richesses*. Soldats de l'armée d'Italie, manqueriez-vous de courage? »

Ces promesses séduisantes qui devaient revenir si souvent dans les proclamations de Bonaparte, ces magiques évocations de la fortune, de l'abondance et de la victoire non plus libératrice mais conquérante, on les entendit alors pour la première fois. On avait jusque-là souvent parlé aux soldats républicains de tyrannie à détruire, de liberté à venger, de fers à briser, — et si c'était là une phraséologie usée, du moins les vertus qu'elle consacrait n'avaient point vieilli, — mais jamais on ne leur avait parlé de richesses à acquérir, jamais on ne s'était avisé d'enflammer leur courage en allumant leurs convoitises; ils ne s'étaient fait connaître jusque-là que par leur désintéressement et leur courage. En lisant ces premières paroles adressées à la démocratie armée par ce puissant tentateur, on songe avec tristesse aux folles et gigantesques aventures où il devait l'entraîner à la poursuite d'un faux appât de grandeur. Ce n'est pas en un jour que les soldats de la République sont devenus les soldats de l'Empire, mais le commencement de la métamorphose date de cette proclamation, dans laquelle Bonaparte leur montrait l'Italie non comme une nation à délivrer, mais comme une proie à conquérir.

On conçoit sans peine quel effet de telles excitations, relevées d'ailleurs par un appel à de plus nobles passions, durent produire sur une armée impatiente, affamée, dénuée de tout, composée en grande majorité de jeunes gens ardents, aventureux, ayant tous leur fortune à faire. Elles produisirent tout d'abord chez le

soldat une soif de pillage dont la guerre moderne n'offre aucun autre exemple, chez les chefs un esprit d'ambition et de cupidité insatiable dont nous aurons trop souvent à parler. Cependant ces premières conséquences de cette transformation de notre esprit militaire ne furent ni les plus graves ni les plus dangereuses.

Bonaparte, en arrivant au quartier général, avait trouvé l'armée dans les positions qu'elle occupait depuis la bataille de Loano, victoire brillante mais inutile de Schérer; ce général étant assez habile pour gagner une bataille mais non pour en tirer les résultats. Nos troupes étaient échelonnées sur le chemin de la Corniche de Nice à Savone, occupant le col de Tende et observant à Garessio avec la division Sérurier le camp retranché de Ceva, au delà de l'Apennin.

On n'évalue d'ordinaire nos forces qu'à trente mille hommes, selon le chiffre indiqué par Napoléon, qui d'ailleurs n'est pas sur ce point toujours d'accord avec lui-même. Il est plus naturel de s'en rapporter en cela à sa correspondance écrite pour ainsi dire sous la dictée des événements, qu'à des mémoires composés après coup en vue de la postérité, et dans lesquels tant de circonstances ont été dénaturées ou passées sous silence. Les évaluations de la correspondance elle-même varient; si pourtant l'on s'en rapporte aux chiffres contenus dans une lettre à Carnot datée de Cherasco, du 29 avril, quinze jours après l'ouverture de la campagne et avant l'arrivée des renforts de l'armée des Alpes, lettre dans laquelle il demandait avec instance des secours et avait par conséquent intérêt à diminuer le nombre de ses troupes, on trouve qu'il

l'évalue à trente-cinq mille hommes[1]. Il y annonce en même temps qu'il va entrer en Lombardie avec vingt-huit mille hommes, chiffre qu'il serait impossible d'admettre dans la supposition qu'il aurait commencé la campagne avec trente mille hommes, puisque depuis lors il avait livré six batailles sanglantes et laissé des garnisons considérables dans plusieurs places fortes.

On peut donc sans crainte de se tromper, en tenant compte des exagérations dans un sens comme dans un autre, évaluer l'armée française à trente-six ou trente-huit mille hommes; mais elle était composée d'excellentes troupes, dès longtemps rompues aux fatigues de la guerre des montagnes dans les Alpes et dans les Pyrénées, dévorées d'ardeur et impatientes de quitter pour de nouveaux champs de bataille les rochers stériles où elles se consumaient dans des combats sans gloire et sans profit. A la tête de cette armée on distinguait des généraux déjà célèbres, tels que Masséna, Augereau, Sérurier, Laharpe, Cervoni, Kilmaine; dans ses rangs inférieurs elle possédait la plupart des hommes qui devaient faire la fortune de l'Empire, Junot, Murat, Marmont, Lannes, Victor, Suchet, Berthier, Rampon; d'autres qui devaient tomber avant d'avoir vu tous les fruits de la victoire confisqués au profit d'un seul homme, Joubert, Muiron, Stengel, Lanusse.

La nomination de Bonaparte au commandement en chef avait été vue d'assez mauvais œil par quelques-uns

1. Ailleurs, à trente-quatre mille d'infanterie et trois mille cinq cents de cavalerie. (Au Directoire, Carrù, 24 avril), dans la même lettre, il évalue l'ennemi à cent mille hommes, chiffre fantastique.

de ces généraux, dont les services étaient à la fois plus anciens et plus marquants, sinon plus réels que les siens; mais leurs murmures se perdirent au milieu des acclamations de leurs jeunes compagnons, qui voyaient dans la rapide élévation de Bonaparte un gage assuré de leur propre avancement. Le jeune général n'ignorait pas ces dispositions; mais, plein de confiance en lui-même, il prit dès le premier jour, avec les mécontents comme avec tout le monde, le ton d'autorité et de résolution qui lui était si naturel. Masséna et Augereau qui passaient pour les plus hostiles lui écrivirent des lettres de félicitation, et bientôt leur secrète rancune n'osa plus se montrer en présence de l'éclat de ses victoires.

L'armée piémontaise comptait environ vingt mille hommes de bonnes troupes commandées par le général Colli, homme de guerre très-estimé; l'armée autrichienne se montait à trente-huit ou quarante mille hommes. Elle était commandée par Beaulieu, officier expérimenté, mais vieux et mal secondé. Ces deux armées, destinées à opérer de concert, occupaient le versant de l'Apennin opposé à la mer; mais l'une et l'autre obéissaient à un mobile particulier, peu propre à maintenir entre elles l'unité des mouvements qui leur était si indispensable. La première avait intérêt à couvrir surtout le Piémont, la seconde à nous fermer l'accès de la Lombardie. Cette double préoccupation, peu favorable à une action commune, était compliquée d'une sourde mésintelligence et d'une défiance réciproque. Le Piémont, lié à l'Autriche par un traité d'alliance depuis 1794, était très-mécontent de la façon dont cette puissance en avait rempli les clauses, et

tout en faisant cause commune avec elle, il subissait à regret ses exigences. Le premier objet de la campagne était donc de le séparer de son alliée, ce qu'il était facile de commencer par la stratégie et d'achever par la politique.

Conformément à son premier plan de campagne, Bonaparte avait résolu de franchir les Alpes à l'endroit où elles présentent le moins d'élévation, c'est-à-dire vers le point où elles se relient à l'Apennin au-dessus de Savone. En passant par cette route, il facilitait considérablement les transports, ce qui était un grand avantage vu l'état peu avancé de la saison, et en outre au lieu d'aller se heurter aux forteresses qui défendaient l'accès du Piémont du côté du col de Tende, ou au camp retranché de Ceva, qui le protégeait du côté du col de Bardinetto, il débouchait en Piémont vers le point de jonction des deux armées et pouvait à son choix se jeter sur l'une ou sur l'autre. Il porta donc son quartier général à Albenga, à vingt lieues en avant de Nice, sur la Corniche. Il s'était flatté de surprendre les Autrichiens, mais le mouvement d'une de ses divisions sur Gênes leur avait donné l'éveil, et ce fut lui qui fut attaqué.

Beaulieu, trompé sur les intentions de Bonaparte, franchit l'Apennin à la Bochetta, au-dessus de Gênes, avec une partie de son armée afin de couvrir cette ville. D'Argenteau, son lieutenant, avait l'ordre de passer la montagne au-dessus de Savone, au col de Montenotte, c'est-à-dire par la route même que les Français avaient choisie pour déboucher en Piémont. Si ce mouvement avait réussi, toute la partie de l'armée française qui se trouvait le long de la mer entre Savone et Gênes,

aurait été coupée et faite prisonnière. Mais pendant que Beaulieu poussait devant lui la division Laharpe, qui était à nos avant-postes du côté de Gênes, d'Argenteau rencontrait sur son chemin à Montelegino un obstacle qui l'arrêta court dans son mouvement. C'était une simple redoute défendue par douze cents hommes que commandait le colonel Rampon. De cette redoute si mal gardée dépendait en ce moment le sort de la campagne ; on le comprenait des deux côtés. Les soldats jurèrent de se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de se rendre. Rampon résista à trois assauts furieux et sa résistance sauva l'armée.

Bonaparte, qui se trouvait à Savone, comprenant le danger auquel il venait d'échapper par une sorte de miracle, employa la nuit à dérober sa marche à l'ennemi, afin de frapper un de ces coups de surprise qui étaient le procédé favori de son génie militaire. Le lendemain matin 12 avril, Beaulieu qui était resté sur la route de la Corniche ne trouva plus personne devant lui, et d'Argenteau qui s'était replié de Montelegino sur Montenotte, trouvait en face de lui, en avant de la redoute, les divisions Laharpe et Augereau, et sur ses derrières la division Masséna, qui était arrivée par des chemins détournés. Ainsi enveloppé par des forces supérieures, il fut forcé de battre en retraite sur Dego, où se trouvait le reste de l'armée autrichienne, et laissa deux mille prisonniers entre les mains des Français.

Ce premier fait d'armes, connu sous le nom de bataille de Montenotte, avait non-seulement tout réparé, mais jeté la désorganisation dans l'armée autrichienne, dont les corps dispersés de Gênes à Dego ne

présentaient plus une masse et une unité suffisante pour reprendre l'offensive. Impatient d'achever la victoire, Bonaparte les attaque dès le lendemain 13 avril. Mais il se trouvait cette fois en présence des deux armées autrichienne et piémontaise, celle-ci à Millesimo, couvrant la route du Piémont, celle-là s'efforçant de se rallier à Dego sur la route d'Acqui et de Milan. Il tourne d'abord son principal effort contre les Piémontais encore intacts: Il les refoule au delà des gorges de Millesimo sur Ceva, après avoir coupé une de leurs divisions commandée par Provera. Ce général fut réduit à s'enfermer au château de Cossaria, où il fut forcé de se rendre après vingt-quatre heures de résistance. Le lendemain 14 avril, laissant Augereau seul avec sa division pour garder les gorges de Millesimo contre les Piémontais, qui ne surent pas comprendre la nécessité d'opérer à tout prix leur jonction avec Beaulieu, Bonaparte concentre tout le reste de ses forces contre l'armée autrichienne : il la chasse de Dego après plusieurs assauts, en lui faisant quatre mille prisonniers. Ce nombre se trouva presque doublé quelques heures après par la méprise d'un des corps errants de Beaulieu, qui, parti de Gênes pour rejoindre les Autrichiens, vint donner en plein dans l'armée française et ne reprit Dego que pour y être presque aussitôt pris lui-même.

Ainsi en quatre jours de combats, grâce à la rapidité de ses mouvements, à cette méthode à coups de foudre par laquelle il se trouvait toujours sur chaque champ de bataille avec des forces supérieures à celles que son adversaire pouvait lui opposer, Bonaparte avait obtenu le résultat le plus important de la cam-

pagne, la séparation des deux armées coalisées. Les Piémontais étaient en retraite sur Ceva et Mondovi, les Autrichiens sur Acqui, et l'armée française se trouvait maîtresse des deux routes, assurée désormais d'une véritable supériorité de forces sur chacun de ses ennemis, et pouvant se porter à son gré sur l'un ou sur l'autre. La grandeur de ces résultats frappa tous les esprits, et lorsque les soldats en marche sur Ceva arrivèrent sur les hauteurs de Monte Zemoto et aperçurent les belles plaines qui s'étendaient sous leurs yeux, entourées du magnifique amphithéâtre des grandes Alpes, ils s'arrêtèrent frappés d'admiration et saluèrent leur jeune chef par d'unanimes acclamations.

Une fois la séparation des coalisés opérée, les instructions du Directoire enjoignaient à Bonaparte de négliger le Piémont pour se porter sur le Milanais. Cette prescription n'était pourtant pas absolue, car on l'avait autorisé au besoin à bombarder Turin, « si les circonstances le rendaient nécessaire, » mais en s'arrêtant en Piémont le moins possible. Le général était au contraire bien résolu à ne pas s'engager en Lombardie avant d'avoir anéanti cette puissance. Il laissa donc la division Laharpe à San Benedetto pour se garantir contre un retour offensif de l'armée autrichienne, et, renforcé de la division Sérurier qui était restée jusque-là en observation à Garessio, devant Ceva, il se jeta avec toutes ses forces sur la faible armée piémontaise. Celle-ci, réduite à battre en retraite devant un ennemi si supérieur, essaya à peine de défendre le camp retranché de Ceva, et se borna à se replier pas à pas en profitant de tous les obstacles que

lui offrait le pays pour ralentir la marche des Français et donner le temps aux Autrichiens de se refaire et de lui porter secours. Le 21 avril, après une série de combats partiels, on la rejoignit à Mondovi. Elle s'y défendit bravement, mais sans succès, et perdit trois mille hommes pris ou tués. Le 23 avril, Colli demanda une amnistie pour gagner du temps; on ne voulut pas même l'écouter. Le 25, Bonaparte arriva à Cherasco; il n'était plus qu'à dix lieues de Turin.

L'épouvante régnait à la cour de Sardaigne. Le roi était d'avis de continuer la guerre, mais son entourage presque tout entier, plein de trouble et d'effroi à la pensée d'une irruption révolutionnaire triomphant dans Turin, le pressait de faire la paix. Rien cependant n'était désespéré, car la résistance en se prolongeant ne pouvait que rendre aux vaincus toutes les chances qu'elle devait ôter aux vainqueurs. Par sa constitution topographique, par ses défilés, par ses nombreuses forteresses, par sa population brave, éner gique et obstinée, le Piémont se prêtait essentiellement à une guerre de partisans. Turin à lui seul pouvait longtemps arrêter les Français, qui n'avaient ni matériel ni artillerie de siége; il n'avait qu'à consulter sa propre histoire pour y trouver l'exemple glorieux qu'il avait à suivre et qui pouvait le sauver. L'armée piémontaise avait encore des ressources précieuses- une artillerie considérable, une cavalerie excellente, bien supérieure à la nôtre; Beaulieu était déjà en marche pour se porter à son secours. Mais que peuvent de pareilles considérations sur des esprits démoralisés par la peur? Le roi céda aux supplications de son entourage, aux terreurs d'une bourgeoisie opulente,

et amollie, et se livra de lui-même à son ennemi.

Par son ordre, le maréchal de La Tour se rendit au camp de Bonaparte. Celui-ci, pour qui ces ouvertures étaient une surprise inespérée, le reçut avec ce ton de vainqueur et de maître qu'il savait si propre à imposer aux hommes; et comme le maréchal prononçait le mot de conditions : « Des conditions, s'écria Bonaparte, c'est moi qui les impose; acceptez-les sur-le-champ sans quoi Turin est à moi demain matin. » Le Directoire avait formellement interdit au général le droit d'accorder des suspensions d'armes. Il n'hésita pas à outre-passer ses instructions, certain d'être absous par la victoire. Quelle que fût toutefois l'assurance qu'il croyait devoir affecter, elle était au fond si peu sincère qu'il provoquait des démonstrations révolutionnaires à Asti, dans le but d'accélérer par cette pression des négociations trop lentes à son gré. (Lettre à l'adjoint Ballet, 26 avril.) L'armistice fut signé le 28 avril. Le Piémont se retirait de la coalition, il abandonnait, comme gages de sa docilité, jusqu'à la signature de la paix, les places fortes de Coni, Ceva, Tortone, ou à son défaut Alexandrie; il livrait aux Français toutes les routes militaires communiquant avec la France; enfin il disséminait son armée et licenciait ses milices. Bonaparte, voulant tromper les Autrichiens sur ses projets, fit ajouter une clause en vertu de laquelle on devait lui remettre la ville de Valence pour assurer son passage du Pô.

Par cet armistice, Bonaparte avait fait mieux que conquérir le Piémont, car une conquête l'eût obligé à une occupation onéreuse, prolongée et pleine de dangers; il le tenait à sa merci, avait ses communi-

cations assurées et pouvait se porter en toute sécurité sur la Lombardie.

Avant même que l'armistice fût signé, il s'était hâté de l'annoncer au Directoire, en ayant grand soin de se couvrir de l'approbation des généraux et des commissaires du gouvernement « qui, ainsi que moi, disait-il, regardent cet événement comme un des plus heureux qu'il soit possible de se figurer. » (27 avril.) Le lendemain, il communiquait aux Directeurs la suspension d'armes, et tout en se déclarant prêt à se soumettre à leur décision s'ils refusaient de signer la paix, il leur forçait en quelque sorte la main en les informant qu'il allait se mettre immédiatement à la poursuite de Beaulieu et en leur recommandant de « ne pas compter sur une révolution en Piémont, car il s'en fallait, disait-il, que l'esprit de ces peuples fût mûr, » ce qui était renverser d'avance leur chimère favorite. Il espérait être avant un mois dans le Tyrol, donnant la main aux armées du Rhin et portant la guerre dans la Bavière. « Si cependant, écrivait-il le 29 avril, vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, si votre projet est de le détrôner, il faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez de suite : je m'empare de Valence et je marche sur Turin.

« J'imposerai, ajoutait-il, quelques millions au duc de Parme, il vous fera faire des propositions de paix, ne vous pressez pas de conclure, afin que j'aie le temps de lui faire payer les frais de la campagne. »

Quant à la république de Gênes, à laquelle on continuait à réclamer la vieille indemnité au sujet de la

frégate *la Modeste,* par mesure d'intimidation, plutôt que par tout autre sentiment, Bonaparte avait écrit au début de la campagne à Faypoult, notre ministre à Gênes, qu'on devait s'estimer heureux d'en obtenir *trois millions.* Maintenant, il conseillait qu'on lui en réclamât *quinze,* tant la victoire avait enflé les prétentions!

Cet esprit de convoitise, cette ardeur de lucre qu'il avait si imprudemment éveillés dans l'armée pour lui donner le goût des grandes entreprises, s'étaient traduits par des actes de spoliation, des scènes de pillage et de violence d'un emportement si effréné, qu'il fut d'abord effrayé de son propre ouvrage. A Ceva, à Saint-Michel, à Mondovi, le soldat s'était livré à des excès qui, selon l'expression de Bonaparte lui-même, « font rougir d'être homme. » (Lettre au Directoire, Carrù, 24 avril.)

« Je vais faire des exemples terribles, ajoutait-il; je ramènerai l'ordre, ou je cesserai de commander à ces brigands. » Il avait publié, le 22 avril, à Lesegno un ordre du jour dans lequel il disait « voir avec horreur le pillage affreux auquel se livraient des hommes pervers, » chargeait les chefs de l'armée de faire leurs rapports « sur la moralité des commissaires des guerres, des adjudants généraux et officiers supérieurs, » et autorisait les généraux de division à faire fusiller les officiers et soldats qui donneraient l'exemple du pillage. Peu de jours après, un second ordre du jour prouvait que le premier avait été mal exécuté. « Si l'on continue à piller, disait-il, tout est perdu, même la gloire et l'honneur, » et il annonçait, pour calmer l'avidité, « que son intention était de lever de fortes

contributions sur le pays conquis, de façon à pouvoir payer la moitié de la solde en argent. »

Il fit en effet des exemples ; des officiers furent dégradés, des soldats fusillés ; mais avec le système d'exploitation qu'il trouvait lui-même légitime d'appliquer à des peuples que nous étions censés venir délivrer, il ne devait pas lui être donné d'obtenir une réforme radicale et profonde : tout ce qu'il pouvait faire, c'était mettre fin au désordre apparent, aux scènes de violence ; c'était, en un mot, régulariser le pillage, mais non le faire cesser ; le désintéressement était impossible dans le soldat quand il n'existait pas dans les chefs. Il était le premier à excuser ceux qu'il était obligé de punir : « Ces malheureux, disait-il, sont excusables ; après avoir soupiré trois ans du sommet des Alpes, ils arrivent à la terre promise ; ils veulent en goûter. »(Cherasco, 26 avril, au Directoire.) La terre promise ! c'était bien sous ce nom, en effet, qu'il avait désigné l'Italie à ses soldats. Quoi d'étonnant qu'ils le prissent au mot en réclamant leur part du butin ?

De quel droit prétendait-il disposer à lui tout seul d'une conquête commune ? Suffisait-il que la spoliation fût accomplie sous des formes régulières et au nom du gouvernement pour devenir un acte équitable ? Telle était évidemment son opinion ; car, dans cette même lettre où il dénonçait « des horreurs qui le faisaient frémir, » il disait : « Ce beau pays, garanti du pillage, nous offrira des avantages considérables ; la seule province de Mondovi nous donnera un million de contributions. » Du pillage à une telle exploitation la distance était sans doute immense, au point

de vue de la tenue et de la discipline de l'armée; mais, au point de vue moral, les deux faits émanaient de la même source et devaient produire les mêmes effets.

Dans une nouvelle proclamation adressée le 26 avril (Cherasco) à cette armée, qu'il saluait du nom de « *Conquérante* de l'Italie, » Bonaparte résumait les résultats de cette foudroyante campagne; il énumérait les exploits passés de ses soldats, ceux qu'ils allaient bientôt accomplir; il leur rappelait « que les cendres des vainqueurs de Tarquin étaient encore foulées par les assassins de Basseville. » Mais quelle récompense leur promettait-il donc pour les entraîner? Cette récompense, c'était encore l'Italie! « Amis, leur disait-il, je vous la promets, *cette conquête!* » et, par la plus étrange contradiction, il leur donnait le titre de « *libérateurs* des peuples. » Il s'adressait en finissant à la nation elle-même et lui disait: « Peuples d'Italie, l'armée d'Italie vient *pour rompre vos chaînes,* le peuple français est l'ami de tous les peuples; venez avec confiance au-devant d'elle. » C'était bien mal inaugurer ce rôle de rédemption que de commencer par dépouiller ceux qu'on venait sauver de l'oppression.

L'effet produit à Paris par la nouvelle de ces succès fut immense. Jamais la victoire n'avait eu des ailes si rapides, jamais triomphes n'avaient été mieux faits pour frapper l'imagination des hommes par la simplicité de l'action et par la grandeur des résultats. La France entière partagea la fièvre qui s'était emparée de l'armée. Chaque matin le *Moniteur* publiait coup sur coup les rapports de Bonaparte au Directoire, ses

proclamations à l'armée, l'évaluation des dépouilles opimes qu'il avait enlevées à l'ennemi. Les imaginations furent saisies et enflammées. Quant à ces hommes nouveaux qui formaient la majorité du Directoire, obscurs hier, aujourd'hui investis du pouvoir de disposer des royaumes conquis, ils furent éblouis des perspectives que le général découvrait à leurs yeux, et sans prévoir le terme inévitable où les conduirait bientôt l'esprit de conquête, oubliant qu'ils n'avaient de force que dans leur fidélité aux idées nouvelles, ils le suivirent avec ivresse dans la voie où il les entraînait. Ils accueillirent avec des transports de joie son aide de camp Murat, qui leur apportait les drapeaux enlevés à l'ennemi; ils prodiguèrent au général les marques d'approbation les plus flatteuses; ils firent décréter par les Conseils que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie; ils instituèrent une fête à la victoire; ils ratifièrent par un traité de paix la politique que Bonaparte avait adoptée vis-à-vis la cour de Sardaigne, qui se trouva dès lors à la complète discrétion de la France; enfin, aveuglés par l'énumération qu'il leur faisait des ressources inépuisables qu'offrait l'Italie, par les avantages qu'ils espéraient y trouver pour leurs finances obérées, ils l'encouragèrent dans le système spoliateur qu'il se proposait de suivre à l'égard des Italiens, et, comme ces souverains par la grâce de Dieu qu'ils flétrissaient si souvent dans leurs manifestes, ils ne virent bientôt plus dans l'Italie qu'une riche ferme à exploiter, et dans ses peuples que la gent imposable et corvéable à merci.

Les nouvelles instructions que les directeurs adres-

sèrent à Bonaparte à la date du 7 mai eurent sur la conduite ultérieure de la guerre une influence dominante et irréparable. Ce sont ces documents qu'il faut consulter si l'on veut connaître le véritable esprit de notre occupation de l'Italie, car il est impossible de s'en tenir là-dessus à des banalités de convention uniformément répétées par des historiens sans conscience ou sans pénétration. Le principal tort des premières instructions du Directoire était surtout dans le doute et la latitude qu'elles laissaient subsister sur certains points qui n'auraient jamais dû faire question pour un gouvernement issu de la révolution française; les secondes entrèrent sans retour dans la voie qui n'avait été jusque-là qu'indiquée et y entrèrent de la façon la plus déplorable, car il y a quelque chose de plus grave que la politique de conquête, c'est la politique de rapines et de déprédation.

Ce qui frappe, ce qui révolte tout d'abord à cette lecture, c'est l'incroyable intensité qu'a prise en si peu de temps cette soif de s'approprier les richesses d'un peuple ami, et l'impudeur avec laquelle s'étale une avidité d'ordinaire plus habile à se cacher sous les dehors de la politique. On ne renonce pas à exploiter Gênes, mais il convient de la ménager encore, parce qu'elle peut devenir dangereuse. On n'a aucun prétexte pour attaquer la Toscane, puisque la république française est en paix avec elle; néanmoins on entrera à Livourne, on y fera main basse sur les vaisseaux anglais, napolitains, etc. On confisquera les biens des étrangers et on y laissera une garnison, — pour protéger la ville. — Quant au duché de Parme, qui est entré dans la coalition, on le laissera vivre

par considération pour l'Espagne, avec qui nous avons fait la paix, en ayant soin toutefois de le rançonner fortement.

Le Milanais trouvera peut-être grâce à nos yeux, car c'est lui que nous allons délivrer du joug de la maison d'Autriche? Nullement : « C'est le Milanais surtout *qu'il ne faut pas épargner,* écrivent les directeurs à Bonaparte; levez-y des contributions en numéraire sur-le-champ, et pendant la première terreur qu'inspirera l'approche de nos armes, que l'œil de l'économie en surveille l'emploi.

« Si Rome fait des avances, la première chose à exiger est que le pape ordonne immédiatement des prières publiques pour la prospérité des armes françaises. Quelques-uns de ses beaux monuments, ses statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothèques, ses madones d'argent et même ses cloches nous dédommageront des frais que nous coûtera la visite que vous lui aurez faite, etc. »

Ce dernier genre de spoliation, inouï dans le monde depuis la fameuse prise de Corinthe par les Romains, est peut-être celui qui contribua le plus à soulever les peuples contre nous et avec justice, car leur dérober ces œuvres du génie, c'était en quelque sorte les dépouiller de leur passé et de leur gloire. Tous les conquérants avaient jusque-là laissé aux Italiens ces souvenirs de leur histoire, les seuls titres d'honneur dont ils pussent alors se parer aux yeux de l'étranger; c'était à leurs libérateurs qu'il appartenait de les leur ravir !

Que le corrompu Barras ait pu signer de telles instructions, on ne s'en étonne pas ; mais que la ri-

gide probité de Carnot ne se soit pas révoltée plutôt que d'appuyer de l'autorité de son nom une politique si éloignée des principes de la Révolution, c'est ce qui ne peut se comprendre. A quoi ne pouvait-on s'attendre, quand l'homme qui passait pour la personnification de la vertu antique n'éprouvait aucun scrupule à ratifier de semblables projets? Il est difficile de savoir au juste si l'initiative de la confiscation des tableaux et statues de l'Italie, mesure étrangère à nos mœurs modernes, et dont on avait malheureusement fait l'essai l'année précédente en Hollande et en Belgique, dans des proportions, il est vrai, infiniment plus restreintes, doit être attribuée à Bonaparte ou au Directoire; il est probable que ce honteux expédient fut discuté et admis à titre d'éventualité, et verbalement, avant le départ du général; il ne pouvait qu'être adopté et généralisé par l'homme qui contribua tant à la restauration du vieux droit de conquête et de ses abus les plus iniques, mais le Directoire en partage avec lui et le triste honneur et la responsabilité[1]. Ce qu'on doit dire, toutefois, c'est que les instructions du Directoire ne proposaient

1. Thibeaudeau, un des hommes qui personnifient le mieux cette époque, raconte avec indignation, dans ses *Mémoires sur le Directoire,* que des artistes français osèrent pétitionner auprès du Directoire pour s'opposer à ce *déplacement* des chefs-d'œuvre de l'art. Il oublie de mentionner la courageuse protestation de Quatremère de Quincy. Les adversaires de cette mesure ne sont à ses yeux que des « ennemis de notre gloire, des esprits moroses, des fanatiques. » Il cite à l'appui de son opinion ce qui se pratiquait dès lors en Grèce et en Égypte, et il s'étonne qu'on nous dispute le droit de nous faire céder « quelques tableaux que nos armées *auraient pu brûler,* quelques marbres qu'elles *auraient pu détruire.* » C'est ainsi que ce tribun comprenait le droit.

d'appliquer cette mesure qu'aux seuls États du pape, tandis que, dès le 1er mai, Bonaparte écrivait à Faypoult, notre ministre à Gênes :

« Envoyez-moi une note sur les ducs de Parme, de Plaisance, de Modène, les forces qu'ils ont sur pied, et en quoi consistent les richesses de ces pays-là. Surtout envoyez-moi une note des *tableaux, statues et objets de curiosité* qui se trouvent à Milan, Parme, Plaisance, Bologne, etc. »

Et le 6 mai, la veille du jour où les instructions devaient partir de Paris, il abordait le même sujet avec le Directoire sans aucun développement préliminaire et comme on le fait pour une chose déjà convenue : « Il serait utile que vous m'envoyassiez trois ou quatre artistes connus pour choisir ce qu'il *convient de prendre* pour envoyer à Paris. »

L'amour-propre national a le plus souvent jeté un voile sur les mobiles d'une avidité éhontée qui présidèrent à notre première occupation de l'Italie, et qui dès le début ternirent l'éclat de nos victoires et en compromirent le fruit. On préfère s'arrêter avec complaisance aux phrases à effet et aux lieux communs de rhétorique qui étaient destinés à amuser la foule ; le tableau est plus flatteur, plus agréable aux vanités populaires; mais aussi le véritable esprit des événements échappe et leurs péripéties deviennent autant d'énigmes. On s'étonne de voir tant d'héroïsme et de vertu aboutir à la transaction de Campo-Formio; on ne comprend rien à la rapidité avec laquelle notre ouvrage en Italie s'écroule; on ne s'explique pas enfin comment la République périt de la main des soldats républicains. Pour celui qui a suivi pas à pas les pro-

grès de l'esprit qui pervertit nos institutions politiques et militaires, ces événements n'ont plus rien d'imprévu; il ne s'étonne ni du sang-froid avec lequel ces apôtres de la vertu républicaine trafiquèrent des droits des peuples comme s'il s'agissait d'un vil bétail, ni du peu de solidité des vains simulacres de républiques que nous laissâmes en Italie après notre conquête; enfin il lui devient facile de comprendre comment des soldats habitués à ne reconnaître d'autre loi que le droit de la guerre, à voir dans le pouvoir le prix de la victoire, à tout tenir de leur chef, n'hésitèrent pas, au 18 brumaire, à jeter à ses pieds une dernière conquête.

En ce qui concerne les opérations militaires, le Directoire faisait part au général d'une détermination de la plus haute gravité, qui devait avoir pour conséquence de diviser le commandement et de changer tout le plan de campagne de Bonaparte. On lui annonçait que l'armée d'Italie allait être divisée en deux corps : l'un, placé sous les ordres de Kellermann, devait garder le Milanais contre les attaques ultérieures de l'Autriche; l'autre, confié à Bonaparte, devait filer le long du littoral sur Livourne, Rome et Naples. Le Directoire insistait surtout sur l'expédition contre Rome et semblait y attacher le plus grand prix, soit qu'il espérât porter un coup plus sensible à l'antique superstition en montrant à tous les yeux l'infirmité de l'idole, soit que son zèle fût stimulé par la jalouse ardeur du théophilanthrope Lareveillère, qui voyait dans le pape un ennemi personnel. Enfin le Directoire recommandait de nouveau à Bonaparte de ne rien faire sans l'avis de ses commissaires, et, ne

pouvant le blâmer d'avoir conclu l'armistice de Cherasco, le félicitait avec une affectation évidente de les avoir consultés avant de traiter : « Ces sortes de transactions, disait-il, sont particulièrement du ressort des commissaires du gouvernement auprès des armées. »

Ces instructions étaient conformes à la vieille routine des invasions françaises, qui toutes avaient successivement échoué pour s'être enfoncées dans le cœur de l'Italie avant d'en avoir occupé les avenues. Elles étaient le renversement de tous les plans de Bonaparte, qui, comprenant avec son coup d'œil si sûr que l'Autriche était le seul ennemi redoutable pour nous, voulait porter toutes ses forces contre elle et faire de la ligne de l'Adige une barrière infranchissable, certain qu'une fois ce résultat obtenu, les faibles États de l'Italie tomberaient d'eux-mêmes en nos mains les uns après les autres. La rapidité de sa marche en avant, et sa promptitude à nous engager par ses succès mêmes, le préservèrent d'avoir à opter entre une remontrance inutile ou une acceptation périlleuse, et lui donnèrent la force de faire prévaloir ses représentations.

Le jour même où le Directoire signait les dépêches qui devaient lui causer une si pénible surprise, c'est-à-dire le 7 mai, Bonaparte, qui s'était déjà remis en campagne après avoir renforcé son armée et assuré ses communications, se présentait à l'improviste devant Plaisance pour y franchir le Pô. Trompé par des bruits adroitement répandus et par de fausses manœuvres, Beaulieu l'attendait à Valence. Il y avait couvert de défenses multipliées, non-seulement les approches du Pô, mais encore celles du Tessin, qui se

présentait en seconde ligne et qui lui offrait à Pavie une position très-forte, marquée autrefois par un de nos désastres. En se portant avec quelques mille hommes sur Plaisance, à huit lieues environ au-dessous du point où le Tessin se jette dans le Pô, Bonaparte tourna à la fois Pavie et le Tessin, et en outre put opérer le passage toujours périlleux du Pô sans être inquiété sérieusement par l'ennemi. Il ne fut attaqué que le lendemain à Fombio, près de Pizzighettone, et par une seule division de l'armée autrichienne, à laquelle il fit deux mille prisonniers.

Beaulieu, trop faible pour tenir la campagne contre l'armée française, ne pouvait lutter contre elle avec avantage qu'en profitant des lignes de défense que lui offraient les nombreux affluents du Pô qui sillonnent la haute Italie du nord au sud : le Tessin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige. La ligne du Tessin étant forcée, il se replia rapidement sur l'Adda, évacuant toute la partie de la Lombardie comprise entre ces deux fleuves, après avoir toutefois laissé une garnison dans le château de Milan. Bonaparte le rejoignit à Lodi (9 mai), ville située sur l'Adda, sur la rive qu'occupait l'armée française. La ville fut facilement enlevée; mais, pour franchir le fleuve, il fallait emporter un pont garni d'artillerie et défendu par douze mille hommes. C'était là un obstacle que, d'ordinaire, on évite d'aborder de front pour épargner la vie du soldat, mais en le forçant Bonaparte avait l'espoir de couper deux divisions autrichiennes qu'il supposait être encore en deçà de l'Adda. Il n'hésita pas à tenter ce coup d'audace. Il forma en conséquence une colonne composée de l'élite de l'armée qu'il abrita derrière les

remparts de la ville, après avoir donné l'ordre à sa cavalerie de passer le fleuve à gué à quelques centaines de pas au-dessus du pont. Cela fait, il couvrit le pont de mitraille et de boulets. La ligne ennemie recula derrière un pli de terrain pour se mettre à l'abri du feu. Bientôt notre cavalerie se montre sur son flanc. Alors la colonne se démasque, s'élance sur le pont, et après avoir fléchi un instant sous un ouragan de boulets, le franchit au pas de course et tue sur leurs pièces les canonniers ennemis.

Telle fut la bataille de Lodi, moins importante par ses résultats matériels, quelque considérables qu'ils fussent, que par la profonde démoralisation qu'elle jeta dans l'armée autrichienne, en lui inspirant un sentiment exagéré de sa propre infériorité. Nous n'avions perdu que deux cents hommes et nous avions fait deux mille prisonniers. Ce coup extraordinaire nous donnait toute la Lombardie. Beaulieu était forcé de battre en retraite sur Mantoue et sur le Mincio.

C'est au quartier général de Lodi, le 14 mai, quatre jours après sa victoire, que Bonaparte reçut la lettre du Directoire qui bouleversait son plan de campagne et lui annonçait qu'il fallait désormais partager avec Kellermann le commandement de l'armée. Rien ne pouvait blesser plus profondément cette âme ardente et ambitieuse; mais, avec la décision d'un homme qui se sent nécessaire, il ne balança pas à offrir sa démission, bien convaincu au fond du cœur qu'elle ne serait pas acceptée. Il répondit sur l'heure même au Directoire, en termes respectueux mais pleins de fermeté. Il commençait par lui annoncer la conquête

de la Lombardie, ce qui était assurément l'exorde le plus propre à donner du poids à ses paroles. Discutant ensuite l'expédition projetée sur Livourne, Rome et Naples, il assurait qu'une simple démonstration militaire suffirait, mais à la condition qu'il ne serait gêné par personne. « S'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, s'ils ont le droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. » Mais ce qui était plus important que tout le reste à ses yeux, c'était de ne pas rompre l'unité de la pensée militaire : « Dans la situation des affaires, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance. Si ce n'est pas moi, je ne m'en plaindrai pas, et je redoublerai de zèle pour mériter votre estime dans le poste que vous me confierez. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi, mais, tous les deux ensemble, nous la ferions mal. »

Il adressait sa lettre à Carnot, avec qui il était en correspondance suivie, et qui s'était constitué son défenseur au sein du Directoire. Il l'autorisait à en faire l'usage que lui suggéreraient sa prudence et son attachement pour le général. « Je vous jure, lui disait-il, que je n'ai vu en cela que la patrie. Vous me trouverez toujours dans la ligne droite. Je dois à la République le sacrifice de mes idées. Si l'on cherche à me mettre mal dans votre esprit, ma réponse est dans mon cœur et dans ma conscience... Je crois qu'un mauvais général vaut mieux que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact... Je ne veux pas être entravé, disait-il en finissant.

J'ai commencé avec quelque gloire, je désire continuer à être digne de vous. »

Par ce mélange adroit de dignité et de flatterie, Bonaparte était assuré de l'appui de Carnot, mais l'adhésion du reste du Directoire était plus incertaine : plusieurs de ses membres lui étaient notoirement hostiles. La circonstance d'ailleurs était grave et valait la peine d'être mûrement méditée. Ce que le général réclamait dans sa lettre, ce n'était pas seulement le désaveu de deux idées fausses : l'expédition sur Naples et le partage du commandement, on y voyait plus encore le désir de s'affranchir de tout contrôle ; c'était là le but de ses récriminations contre les commissaires du gouvernement. Il demandait indirectement à être investi d'une sorte de dictature. Ce n'était pas tout, il fallait revenir sur une détermination prise, car Kellermann avait déjà reçu sa nomination, et c'était créer un fâcheux précédent que de retirer une mesure qu'on croyait bonne sur la réclamation d'un général déjà remarqué pour son caractère entier et absolu. C'était une faute de lui céder par ménagement ce qu'on n'accordait pas à la justesse de ses raisons. Peut-être valait-il mieux obtenir des avantages moins brillants et ne pas encourager les usurpations du pouvoir militaire sur les pouvoirs civils. On pouvait, du reste, rappeler à Bonaparte que lorsqu'il s'agissait d'un autre que lui, ses vues sur la nécessité de l'unité de commandement étaient fort différentes de celles que lui suggérait son intérêt personnel. Lorsqu'il avait été question de réunir sous un seul commandement les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, il s'était opposé à cette mesure

avec une grande vivacité, alléguant que ce serait donner trop de pouvoir à un seul général.

Ces raisons furent débattues au sein du Directoire, et l'on peut affirmer avec certitude que le gouvernement eut, au moins un instant, le secret désir d'accepter la démission de Bonaparte, et que, dans toute autre occasion, on n'eût pas hésité à le sacrifier. Mais le général avait déjà su enchaîner les Directeurs par les services de tout genre qu'il leur rendait, autant que par la popularité que son nom avait acquise. De jour en jour et pour ainsi dire d'heure en heure il leur devenait plus indispensable. Ils ne se hâtèrent ni de confirmer, ni de dissiper ses inquiétudes, car ils ne répondirent à l'offre de sa démission que le 28 mai; mais, dans l'intervalle qui s'écoula entre ce jour et celui où ils lui avaient notifié leur résolution, ils reçurent coup sur coup les nouvelles les plus éblouissantes, en sorte qu'ils eurent la main forcée.

Ce n'était pas seulement le bulletin des rapides triomphes de Bonaparte, le Pô franchi, la Lombardie conquise, nos troupes entrant dans Milan aux acclamations d'un peuple enivré, c'étaient des avantages d'un ordre plus positif et auxquels le Directoire attachait encore plus de prix, sous la pression, il faut le dire non pour sa justification mais pour son excuse, d'une détresse financière effroyable et presque sans exemple.

Dans une communication adressée au général à la date du 15 mai, les Directeurs expliquaient on ne peut plus clairement leurs intentions : « Les ressources que vous vous procurerez, écrivaient-ils au général, seront dirigées sur la France. » Et ils ajoutaient, dans

un langage dont le cynisme répondait à la pensée qui les inspirait : « Ne laissez rien en Italie de ce que notre situation politique nous permet d'emporter et qui peut nous être utile. » Bonaparte avait à la fois devancé et comblé tous leurs vœux. Avant la fin du mois, il avait fait tomber sur eux une véritable pluie d'or, ce qu'il savait être le meilleur moyen de plaider victorieusement sa cause. Par la suspension d'armes imposée au duc de Parme, il avait stipulé pour la France une somme de 2 millions, douze cents chevaux tout harnachés, vingt tableaux, parmi lesquels le *Saint Jérôme,* que le duc s'efforça en vain de dégager au prix d'un million, enfin des approvisionnements de tout genre pour son armée. Par une autre suspension d'armes imposée au duc de Modène, il avait exigé 10 millions, plus vingt autres tableaux au choix des commissaires. Par un décret publié le lendemain de son entrée à Milan, il avait frappé sur la Lombardie une contribution de 20 millions en argent, accompagnée d'une autre contribution en tableaux et objets d'art. Et ce n'étaient pas là de vaines promesses : dès le 22 mai, il leur annonçait que 6 à 8 millions en or, bijoux, lingots, étaient en route ; il leur offrait de faire passer 1 million à l'armée du Rhin, dont ils ne pouvaient payer la solde, il envoyait 1,200,000 francs à Kellermann. Et toutes ces sommes qui, vu l'état de nos finances, étaient des trésors inestimables, elles avaient été réalisées en quelques jours, par le même homme qui, moins d'un mois auparavant, avait déjà donné à la France les dépouilles du royaume de Sardaigne, désormais annihilé et soumis ; par le même homme à qui le

Directoire, lors de son départ pour l'armée d'Italie, n'avait pu donner que 300,000 francs à distribuer à ses troupes affamées. Et on se serait privé d'un homme si précieux au moment où il était le plus nécessaire, lorsque lui seul pouvait achever l'ouvrage qu'il avait commencé, lorsqu'il relevait à la fois et l'éclat de nos armes et notre prospérité intérieure!

Le 28 mai, le Directoire lui répondit : « Vous paraissez désireux, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie. Le Directoire a mûrement réfléchi sur votre proposition, et la confiance qu'il a dans vos talents et votre zèle républicain ont décidé cette question en faveur de l'affirmative. » Il cessait d'insister sur l'expédition de Rome et de Naples, lui recommandait seulement le coup de main sur Livourne, et quant aux projets du général du côté de l'Allemagne, il lui « laissait à cet égard la plus grande latitude, en lui recommandant la plus extrême prudence. »

Cette latitude, qui était en réalité un pouvoir presque discrétionnaire, le général devait la mettre à profit pour en obtenir une plus grande encore. Le Directoire venait, en effet, de lui abandonner la suprême direction de la politique et de la guerre, en échange des avantages qu'il retirait de la conquête. Bonaparte savait désormais comment il pouvait faire taire les scrupules du Directoire. Un pacte tacite existait entre eux. Ainsi les hommes deviennent peu à peu les esclaves des nécessités qu'ils ont eux-mêmes créées.

Cependant une députation, conduite par le comte

Melzi, un des hommes les plus importants et les plus estimés de l'Italie, était venue au quartier général apporter à Bonaparte la soumission de Milan. Il fit prendre possession par Masséna de cette opulente cité. Le lendemain 15 mai, il y fit lui-même son entrée sous un arc de triomphe, au milieu des cris d'enthousiasme de cette population intelligente, qui saluait en lui un fils de l'Italie et le défenseur naturel de son indépendance.

Tout le monde à Milan était fatigué du joug de l'Autriche. Les idées de liberté étaient répandues dans toutes les classes, et les Milanais ne pouvaient croire que cette Révolution française qui venait de les délivrer au nom de ces beaux principes qui devaient régénérer le monde, les laisserait un jour retomber sous l'épée de leurs ennemis. On se pressait avidement pour entrevoir les traits de ce jeune homme, qui, en une campagne de deux mois, venait de s'égaler aux plus grands capitaines. Sa petite taille, sa pâleur, la maigreur maladive de ce corps si frêle, qui semblait consumé par le feu du génie, et qui était en réalité fait de muscles d'acier, saisissaient les imaginations par le contraste qu'elles offraient avec de si éclatants faits d'armes. Son regard direct et pénétrant, son geste brusque, impérieux, son profil césarien, son parler bref, son ton tranchant, absolu, tout en lui décelait l'homme de commandement, et dès le premier jour il s'était si bien identifié avec son rôle, qu'il était impossible de démêler dans ses manières ce qui était étudié de ce qui ne l'était pas.

Envoyé à l'armée d'Italie pour commander à des généraux qui, pour la plupart, avaient plus de répu-

tation et étaient plus âgés que lui, il avait compris qu'il était tenu de leur imposer, non-seulement par l'éclat des services, mais par la tenue, par la gravité, par le caractère. De là la sévère surveillance qu'il exerçait sur lui-même, la simplicité calculée de ses habitudes, l'austérité surprenante de ses mœurs au milieu de la licence qu'il tolérait volontiers dans l'armée. Pour ceux qui connaissent le détail de sa vie intime, avant et après cette époque, cette austérité n'était ni l'effet d'un penchant naturel, ni un hommage rendu à des principes qui ne furent jamais dans son cœur. Elle était un moyen de commandement, rien de plus. Il sentait que la supériorité du génie ne lui suffisait pas encore pour dominer ses compagnons d'armes, s'il n'y joignait cette autorité morale qui est le prix d'une vie pure. Aussi encourageait-il volontiers chez les autres ce qu'il s'interdisait si soigneusement à lui-même, certain qu'il était de les tenir à sa discrétion une fois qu'ils lui avaient donné prise sur eux.

Ennemi des dilapidations, dont l'éclat fâcheux compromettait les ressources de l'armée ou ternissait sa réputation, il fermait systématiquement les yeux sur celles qui étaient faites assez habilement pour sauver les apparences, mais il avait soin de faire comprendre à leurs auteurs que s'il jugeait à propos de se taire il n'était pas leur dupe, et à partir de ce moment il était leur maître; ces hommes devenaient d'autant plus soumis qu'ils se sentaient à sa merci. Les fortunes scandaleuses que la plupart des généraux et des agents français firent en Italie étaient ainsi autant de gages de l'empire absolu qu'il voulait exercer

sur eux. Souvent il leur offrait des occasions de faire leur fortune en leur confiant des missions où de grosses sommes leur passaient par les mains sans contrôle, et, lorsqu'ils n'en profitaient pas, il le leur reprochait et se moquait de leurs scrupules. Marmont en cite, en ce qui le concerne lui seul, plusieurs traits qui ont tous les caractères de la véracité et qui sont conformes à ce qu'on en sait d'ailleurs. Quant à lui, il lui plaisait de demeurer incorruptible au milieu de tant d'âmes vénales, mais il l'était par supériorité d'orgueil et d'ambition plutôt que par vertu. On ne saurait d'ailleurs mieux définir qu'il l'a fait lui-même les mobiles qui l'inspiraient. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* assure que lorsque Bonaparte traita avec le duc de Modène, Salicetti vint le trouver dans son cabinet : « Le commandeur d'Este, frère du duc, est là, lui dit-il, avec 4 millions en or dans quatre caisses : il vient au nom de son frère vous prier de les accepter, et moi je vous le conseille. Je suis de votre pays, je connais vos affaires de famille ; le Directoire et le Corps législatif ne reconnaîtront point vos services ; ceci est bien à vous, acceptez-le sans scrupule et sans publicité. — Je vous remercie, répondit froidement Bonaparte, je n'irai pas, pour cette somme, me mettre à la disposition du duc de Modène. »

Il aurait pu dire aussi : et de Salicetti. Il n'y a ici, on le voit, ni indignation ni reproche, un simple calcul, voilà tout. Le pieux Las Cases ajoute aussitôt avec sa bonne foi si expressive et si précieuse : « L'Empereur s'arrêtait avec une certaine complaisance sur ces détails de désintéressement, *concluant néanmoins qu'il avait eu tort* et avait manqué de pré-

voyance, soit qu'il eût voulu songer à se faire chef de parti et à remuer les hommes, soit qu'il eût voulu ne rester qu'un simple particulier dans la foule; car au retour, disait-il, on l'avait laissé à peu près dans la misère, et il eût pu continuer une carrière de véritable pauvreté lorsque le dernier de ses administrateurs et de ses généraux rapportait de grosses fortunes. Mais aussi, ajoutait-il, si mon administrateur m'eût vu accepter, que n'eût-il pas fait? Mon refus l'a contenu. »

Le 15 mai, Bonaparte avait été accueilli à Milan par les acclamations des Lombards, et le surlendemain, 17 mai, il écrivait au Directoire : « Nous tirerons de ce pays-ci 20 millions de contributions. Cette contrée est une des plus riches de l'univers, mais elle est *entièrement épuisée par cinq années de guerre.* » Il constatait, du reste, que Milan était très-porté pour la liberté et beaucoup plus patriote que le Piémont, qualités qui, on le voit, n'étaient pas un préservatif plus sûr contre nos exigences que l'épuisement dont venait parler le général. Milan, qui était venu au-devant de nous, était, toute proportion gardée, traité beaucoup plus durement que Parme, dont le souverain faisait partie de la coalition, mais avait été ménagé à cause de sa parenté avec le roi d'Espagne. Bonaparte, abordant une éventualité déjà prévue, mais ne sachant si les intentions du Directoire n'avaient pas changé, disait encore : « Si ce peuple demande à s'organiser en république, doit-on le lui accorder? »

La réponse définitive du Directoire à cette question devait se faire longtemps attendre, car ces chefs de la Révolution, libérateurs des peuples, pensaient plus que

jamais à rendre la Lombardie à ses oppresseurs pour en obtenir en échange la cession des Pays-Bas, et cette arrière-pensée venait justement de les empêcher de conclure, avec le Piémont, une alliance qui nous eût donné vingt mille soldats de plus en Italie en rendant un corps à la nationalité italienne. Bonaparte organisa, en attendant, en Lombardie une administration provisoire d'un caractère presque exclusivement municipal, dirigée par un corps consultatif déjà existant sous le nom de congrès d'État et dont il se borna à renouveler le personnel. Il y forma une garde nationale destinée à concourir à la police du pays et plus encore à donner aux habitants la persuasion qu'ils allaient désormais se gouverner eux-mêmes; illusion bientôt démentie. Enfin il chercha à se rendre populaire en flattant les puissances de l'esprit, en accueillant avec distinction les artistes et les savants, idée dont on lui a toujours attribué tout l'honneur et qui lui fut non pas suggérée, mais imposée par des injonctions formelles du Directoire. Il en est ainsi même de sa belle lettre à l'astronome Oriani, qu'on a si souvent citée.

Cependant il fallait bien notifier aux Lombards, au risque de refroidir leur enthousiasme, les premiers sacrifices dont ils allaient payer leur libération. Le général les leur fit connaître le 19 mai dans une proclamation adressée au peuple de la Lombardie. Il commençait par rappeler que « la République, qui a juré haine aux tyrans, avait aussi juré la fraternité des peuples... L'armée victorieuse d'un monarque insolent devait sans doute répandre la terreur chez la nation où elle portait ses victoires; une armée répu-

blicaine, forcée de faire la guerre à mort aux rois qu'elle combat, voue amitié aux peuples que ses victoires affranchissent de la tyrannie. » Mais, ajoutait-il, « si les Français vainqueurs veulent considérer les peuples de la Lombardie comme des frères, ceux-ci leur doivent un juste retour. » Ils devaient donc soutenir de toutes leurs forces l'armée qui protégeait leur indépendance; ces secours, « le droit de la guerre les lui assure, l'amitié doit s'empresser de les leur offrir. » Il annonçait ensuite la contribution de 20 millions, « *rétribution bien faible* pour des contrées aussi fertiles, si l'on réfléchit *surtout à l'avantage qui doit en résulter pour elles.* »

Ces derniers mots, qui n'étaient guère d'accord avec ce qu'il avait écrit au sujet de l'épuisement de ce pays, contenaient une promesse formelle, et cette promesse, on sait dans quelle mesure le général et le Directoire avaient l'intention de la tenir. Mais le vague et l'obscurité, dont Bonaparte s'enveloppait à dessein dans ses conversations avec les Milanais influents, ne leur laissait que trop deviner le but de sa politique. En vue d'un bienfait très-incertain, on leur demandait donc de s'imposer le mal trop certain qui accompagne la conquête et l'occupation étrangère, et en même temps de s'exposer aux représailles de leurs anciens maîtres. Bonaparte indiquait lui-même la base d'après laquelle devait être levée la contribution. Elle devait « être frappée sur les riches, sur les gens véritablement aisés, sur les corps ecclésiastiques, » et épargner la classe indigente.

Un décret du même jour portait nomination « d'un agent à la suite de l'armée française en Italie pour

extraire et faire passer sur le territoire de la République les objets d'art, de science, etc., qui se trouvent dans les *villes conquises,* » et cela indépendamment des objets d'art accordés par les puissances d'Italie en exécution des traités et suspensions d'armes conclus avec les armées de la République. En vertu de l'article 5 de ce décret, si l'autorité française ne pouvait procurer à cet agent « les moyens d'enlèvement, » il était autorisé lui-même « à requérir des chevaux ou voitures dans la ville où se feraient les extractions. »

Les objets d'art et de science étaient en partie énumérés dans le décret; ils comprenaient non-seulement « des tableaux, des statues, des manuscrits, mais des machines, instruments de mathématiques, cartes, » et le décret ajoutait un etc., ce qui comportait une assez grande variété d'autres objets, vu surtout la bonne volonté de ceux qui étaient chargés de l'interprétation. Peu de temps après, en effet, Bonaparte annonçait lui-même au Directoire que Monge et Berthollet s'occupaient à Pavie « à enrichir notre Jardin des Plantes et notre cabinet d'Histoire naturelle, » et devaient bientôt remplir la même mission à Bologne. Les chevaux de luxe eux-mêmes ne tardèrent pas à être considérés comme objets d'art. On en enleva en Lombardie une grande quantité, parmi lesquels le général en envoya en cadeau une centaine des plus beaux aux Directeurs « pour remplacer, leur écrivait-il, les chevaux médiocres qui attellent vos voitures. » Mais cette dénomination d'objets de science et d'art, quelque large que fût l'interprétation que lui donnaient les conquérants de l'Italie, s'étendait encore plus loin dans la pensée du Directoire, car dans ce moment

même il recommandait à la sérieuse attention de Bonaparte des observations que lui avait adressées le ministre de la marine, Truguet. Dans la Romagne, dans les États de Naples, on devait, selon le ministre, trouver en abondance *des bois prêts* à être embarqués, dans d'autres parties de l'Italie *des chanvres de la plus belle qualité, de la toile à voile,* etc. Tout cela fut encore considéré comme objet d'art. « Ne convient-il pas, disait Truguet, que chacun de ces États respectifs fournisse et transporte à Toulon, dans le plus bref délai, les quantités qu'ils pourront produire et qu'ils auront déjà en magasin? *Rendons l'Italie fière d'avoir contribué à l'éclat de notre marine.* C'est, il me semble, seconder les vues des nombreux patriotes de ces contrées qui jouissent de *la noble fierté* d'avoir concouru aux approvisionnements et aux succès des armées de la République. »

Étrange époque, où telle était la confusion de toutes les idées que la rapacité parlait le langage du patriotisme et le patriotisme celui de la rapacité, en s'embrouillant si bien que parfois l'on ne saurait dire lequel de ces deux sentiments l'emporte sur l'autre. Ainsi argent, approvisionnements, monuments de la science et de l'art, produits de l'industrie et de l'agriculture, rien n'échappait à un système de spoliation jusque-là sans précédents dans l'histoire des nations modernes. Pour se rendre un compte exact de l'effet que devaient produire de telles exactions sur l'esprit d'une population intelligente et cultivée à laquelle nous nous présentions en frères, et que l'Autriche avait toujours traitée avec beaucoup de douceur et de ménagement, il convient d'y ajouter les calamités

causées par l'effroyable fièvre de vol, de pillage, d'exploitation, qui s'était emparée de l'armée et dont témoignent tant d'ordres du jour[1], des exécutions presque quotidiennes et les innombrables plaintes des officiers généraux impuissants à réprimer un mal dont le plus souvent ils donnaient les premiers l'exemple. En même temps que nos soldats, une nuée d'agioteurs, de fournisseurs, de commissaires, de spéculateurs de toute espèce s'était abattue sur ce malheureux pays pour prendre part à la curée, en sorte que cette armée dévorait tout sur son passage. Il est sans doute douloureux pour un historien jaloux de l'honneur de son pays d'avoir à placer ce sombre tableau à côté de tant de glorieux faits d'armes; mais à l'omettre il n'y a pas seulement altération de la vérité, il y a inintelligence des événements, inintelligence d'une crise décisive et funeste pour notre esprit national et pour nos libertés politiques.

En même temps parut une nouvelle proclamation de Bonaparte à ses soldats (20 mai). « Vous vous êtes précipités, leur disait-il, comme un torrent du haut de l'Apennin, » image trop juste et trop vraie de notre marche dévastatrice à travers l'Italie. Aucune barrière, aucune armée n'avait pu les arrêter, et leurs succès allaient porter la joie au sein de leur patrie, l'orgueil au sein de leurs familles. « Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais ne vous reste-t-il donc

1. Voir notamment sur ce sujet les ordres du jour du 3 mai, du 9 mai, du 11 mai; la lettre à Dommartin du 5 mai, à Kilmaine du 28 mai, à Lambert du 14 juin; les ordres du jour du 8 juin et du 11 juin, etc.; la correspondance des généraux, particulièrement celle de Joubert.

plus rien à faire? dira-t-on de nous que nous avons su vaincre mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? la postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? Mais je vous vois déjà courir aux armes, un lâche repos vous fatigue; les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien! partons, nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent! l'heure de la vengeance a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétude. Nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui se rendirent célèbres, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de vos victoires. Elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe. »

Ces proclamations, qui électrisaient le soldat, ont été depuis lors jugées emphatiques. On ne saurait cependant nier le souffle poétique qui les anime. Bonaparte, si inférieur à César par le bon sens, par l'esprit pratique, par ce sens exquis de la mesure et du possible qui fait seul les grands génies politiques, possédait à un bien plus haut degré que lui le don de saisir et de frapper les imaginations. Mais, en lui

rendant cette justice, on est forcé de reconnaître que plus on s'éloigne du temps où ces appels guerriers ont été écrits, plus ils paraissent déclamatoires, ce qui n'arrive pas pour les inspirations dictées par un sentiment sincère et profond. Si l'on en cherche la raison, on découvrira que cette impression croissante de froideur tient à ce que ces proclamations ont été, pour la plupart, l'œuvre de la seule imagination de Bonaparte au lieu d'être le produit de son émotion intime. Elles ont été faites comme une composition de rhétorique ; elles n'ont point été l'explosion des sentiments qu'il éprouvait ; il simulait un enthousiasme qu'il ne ressentait pas. Ces évocations des grandes figures de la Rome antique, il ne les employait que parce qu'il les savait propres à agir sur l'esprit de ses contemporains, et si, malgré ce qu'elles avaient d'artificiel, elles produisaient réellement un si prodigieux effet, c'est que, depuis le début de la Révolution, ses contemporains ne vivaient et ne se nourrissaient en quelque sorte que des souvenirs de l'antiquité. Mais s'il se servait de ces moyens oratoires, il n'en était pas dupe lui-même ; de là tout ce que nous y trouvons de factice et d'affecté. Cet artifice et cette recherche de l'effet que les contemporains ne voyaient pas, entraînés qu'ils étaient par leur propre émotion, nous l'apercevons derrière chaque mot. Voilà pourquoi nous restons froids. Chez les grands orateurs révolutionnaires, dans la bouche de Mirabeau, dans celle de Vergniaud, ces images, bien qu'empruntées à la même source, nous émeuvent encore et ont conservé une réelle grandeur, parce qu'elles sont la sincère et tragique expres-

sion de leurs sentiments, aussi bien que de leur situation ; dans les proclamations de Bonaparte, elles ne sont que théâtrales, parce qu'on y sent trop le procédé. Au reste, il a pris lui-même la peine de nous dire son secret à cet égard dans la recommandation si curieuse et si significative qu'il adressait à quelque temps de là à un de ses agents, le général Gentili : « Si les habitants du pays, lui disait-il (il s'agissait de Corfou), sont portés à l'indépendance, flattez leur goût, et *ne manquez pas, dans les différentes proclamations que vous ferez, de leur parler de la Grèce, d'Athènes et de Rome.* » (Lettre au général Gentili du 26 mai 1797.) L'écrivain des proclamations est tout entier dans ce mot-là.

Où il était plus sincère et exprimait des sentiments réels, c'est lorsqu'il parlait à ses soldats de la gloire, et s'efforçait de leur en inspirer l'amour. Bonaparte, en effet, aima passionnément la gloire; son ambition, quoique égoïste, s'élevait par là fort au-dessus des ambitions vulgaires. Elle était désintéressée, au moins par ce côté, et, bien qu'insatiable de pouvoir, ce n'est pas lui qui se fût jamais contenté d'un pouvoir sans grandeur. Mais la gloire qu'il proposait à ses soldats n'avait rien du sens que le monde moderne et surtout la Révolution française avaient attaché à ce mot : c'était la gloire telle que l'avaient comprise les grands conquérants de l'antiquité, celle qui consiste à vaincre, à subjuguer, à éblouir les hommes, non à les élever et à les ennoblir; celle qui a en vue les victoires de la force, non les conquêtes de la civilisation; celle enfin qui procède par la contrainte, la ruse, l'intimidation, au lieu de celle qui agit par les forces morales, par le

concours volontaire des plus nobles passions de l'âme humaine. Entre ces deux conceptions de la gloire, il y avait toute la distance qui existe entre un Bonaparte et un Washington.

L'effet des mesures fiscales annoncées aux Lombards par la proclamation du 19 mai, et celui, plus funeste encore, des déprédations et des excès de tout genre commis par notre armée, ne se fit pas attendre. Cinq jours après, le 24 mai, au moment où les troupes commençaient leur mouvement pour se remettre en marche et reprendre leurs opérations contre l'armée autrichienne, on entendit le tocsin sonner avec fureur dans tous les villages situés entre Pavie et Milan. Les paysans parcouraient les campagnes par bandes armées et se jetaient sur nos détachements. C'était l'insurrection de la détresse et non, comme on l'a ridiculement écrit, une conspiration « du parti des moines. » Le faible appui qu'elle trouva dans le clergé ne prouve que l'unanimité de la population ; et Bonaparte lui-même n'a jamais songé à lui imputer cette révolte. Dans ses proclamations, il y implique « les prêtres et les nobles, » selon la formule du temps, mais il ne put jamais se faire illusion sur les vraies causes de ce mouvement, au point de l'attribuer à une influence cléricale.

Le lendemain, Pavie s'insurgea. Le peuple y désarma les postes et cerna, dans l'hôtel de ville, la garnison française, qui fut bientôt réduite à se rendre, grâce surtout à la faiblesse de son commandant. Il n'y eut pas de révolte à Milan, mais la population y prit une attitude hostile et menaçante : elle semblait n'attendre qu'un signal pour se prononcer plus ouvertement.

Bonaparte était à Lodi, où il terminait les préparatifs de sa campagne sur le Mincio et l'Adige. Il part aussitôt pour Milan avec deux mille hommes d'infanterie, trois cents cavaliers et six pièces de canon. Milan grondait sourdement, mais n'avait commis aucun acte d'insurrection. Tout s'y était borné à une sortie de la garnison autrichienne, qui tenait encore dans le château et qui avait jugé le moment favorable pour se dégager. Bonaparte fait arrêter dans la ville, par simple mesure de précaution, plusieurs centaines de personnes, puis il se dirige sur Pavie en s'y faisant précéder par l'archevêque de Milan, vieillard de quatre-vingts ans, pacificateur improvisé par la contrainte, et dont la mission ne pouvait avoir aucun succès.

Les insurgés avaient poussé une avant-garde jusqu'à Binasco. Lannes les en chasse après une courte résistance et Bonaparte fait mettre le feu à ce bourg pour terrifier la révolte. Huit à dix mille paysans s'étaient enfermés dans Pavie et en occupaient les remparts, lorsque parut la colonne française. Les sommations du général n'ayant pas été écoutées, on balaya à coups de mitraille les remparts, qui se trouvèrent promptement dégarnis. Alors les grenadiers enfoncèrent les portes à coups de hache. Les paysans se dispersèrent précipitamment dans les campagnes, où ils périrent en grand nombre sous le sabre de nos cavaliers. Les soldats, maîtres de la ville, en demandèrent le pillage à grands cris, et Bonaparte le leur accorda, concession faite à des traditions barbares, depuis longtemps proscrites par le code des nations civilisées, et qui n'était guère propre à corriger l'armée du penchant qu'on lui reprochait avec tant d'os-

tentation. Il donna, en outre, l'ordre que la municipalité fût fusillée ; mais, heureusement pour sa mémoire, l'ordre ne fut pas exécuté sur-le-champ, et le général fut bien aise, quelques jours après, de pouvoir lui faire grâce, ce qui n'était qu'un acte de justice. Quant au commandant qui avait faibli devant l'émeute, il fut passé par les armes. Bonaparte compléta cette répression impitoyable par diverses mesures de sûreté. Quatre cents otages, choisis parmi les familles les plus importantes de la Lombardie, furent transportés en France pour y répondre de la docilité future de leurs compatriotes. Tous les hommes saisis les armes à la main furent fusillés. Le 28 mai, Bonaparte adressa aux peuples de la Lombardie une nouvelle proclamation. Combien le ton en était différent de celui de ce manifeste dans lequel, huit jours auparavant, il se présentait en invoquant la fraternité des peuples ! Il leur peignait aujourd'hui son armée « terrible comme le feu du ciel » pour les révoltés. Il leur annonçait que ses généraux allaient faire marcher contre les villages rebelles « les forces nécessaires pour les réprimer, pour y mettre le feu, pour y faire fusiller tous ceux qu'on y trouverait les armes à la main. Tous les prêtres, tous les nobles qui seraient restés dans la commune rebelle seraient arrêtés comme otages et conduits en France. Tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient sur-le-champ brûlés... Toute maison où l'on trouverait un fusil serait également brûlée, etc. »

Ainsi, grâce au système inique et spoliateur qu'on venait de pratiquer en Lombardie, huit jours avaient suffi pour changer un peuple ami, connu par la dou-

ceur de ses mœurs, dont la reconnaissance et les sympathies pour nous allaient jusqu'à l'enthousiasme avant qu'il sût à quoi s'en tenir sur la valeur réelle de nos services, en une population défiante, hostile, irritée, que la terreur seule empêchait de manifester ses véritables sentiments; et nous prétendions tout à la fois lui rendre l'orgueil de la liberté et la traiter avec plus de brutalité et de mépris que ses anciens dominateurs.

Pendant que ces choses se passaient en Lombardie, le Directoire était occupé à Paris à célébrer cette fête à la Victoire qu'il avait instituée à l'occasion des triomphes de l'armée d'Italie. Au moment où toute la Lombardie était en feu, par un de ces contrastes si fréquents où semble se jouer la main d'un hasard ironique, Carnot prononçait en plein Champ de Mars un solennel et sentimental discours, dans lequel il mêlait à l'éloge de nos armées celui de l'amour filial, de l'amour paternel, de la sensibilité, de la reconnaissance, et surtout de l'*humanité*. « O humanité! disait-il, que ta pratique est délicieuse, et qu'elle est à plaindre l'*âme avide* qui ne te connaît pas. » A la suite de ces philanthropiques effusions, venaient des danses et un banquet, puis enfin un hymne de circonstance composé par Lebrun-Pindare, et dont le refrain était ainsi conçu :

Enivrons, mes amis, la coupe de la gloire;
Sous des lauriers que Bacchus a d'attraits!
Buvons, buvons à la victoire,
Fidèle amante des Français.

(*Moniteur* des 29 mai et 2 juin 1796.)

Particularités qui sembleront peut-être indignes de la gravité de l'histoire, mais qui ont le mérite de montrer à fond le peu de sérieux de cette époque, chez une nation dont le principal défaut a toujours été le manque de sérieux.

CHAPITRE IV.

VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DE VENISE. DÉFAITE DE WURMSER.

Le 27 mai, l'armée française se remit en marche sur le Mincio. Rejeter les Autrichiens au delà de l'Adige, les chasser de l'Italie, revenir ensuite sur les États italiens pour les soumettre par la force ou par la terreur, c'était tout ce que le général Bonaparte pouvait tenter pour le moment. Quant à sa campagne projetée en Bavière, dans le but d'y donner la main aux armées du Rhin, il était forcé de l'ajourner par suite de l'armistice qui avait suspendu sur ce point les hostilités pendant les négociations pour la paix. L'armistice avait été dénoncé le 20 mai; mais comme il laissait un délai de dix jours aux armées belligérantes, les armées du Rhin étaient encore immobiles dans leurs cantonnements, et le manque d'approvisionnements de guerre et d'argent les mettait dans l'impossibilité d'utiliser le terme de ce délai pour apporter leur concours à une action commune.

Au lieu de marcher directement contre l'armée autrichienne, Bonaparte porta son quartier général à Brescia, menaçant le Tyrol au moyen d'une avant-garde jetée sur Salo, à son extrême gauche, et observant le cours du Mincio avec sa droite. C'était violer le territoire de la République de Venise, un des rares États de l'Italie qui eussent refusé de se joindre à la coalition contre la France. Cette violation était depuis longtemps arrêtée dans son esprit, puisque son plan de campagne avait toujours désigné la ligne de l'Adige comme la seule base possible des opérations contre les armées autrichiennes. Cependant ses instructions lui enjoignaient de traiter Venise, sinon en amie, du moins en puissance neutre. Mais le général savait aussi que le Directoire était mal disposé envers cette république, et ne se plaindrait pas des mauvais traitements qu'il pourrait lui faire subir, si nous devions en retirer quelque avantage; il agit en conséquence.

Venise, amollie par les loisirs d'une longue paix, à demi ruinée par les découvertes qui avaient fait passer aux mains des nations occidentales le sceptre de la navigation et du commerce, gouvernée par une aristocratie sénile, dont la politique semblait n'avoir plus d'autre but que de faire de cette cité le rendez-vous de tous les voluptueux de l'Europe, n'offrait plus, vers la fin du XVIIIe siècle, qu'une ombre effacée d'elle-même; mais imposante encore par tant de souvenirs glorieux, cette république possédait, grâce à ses traditions d'indépendance, la population la plus saine et la plus intelligente de l'Italie. Les institutions vénitiennes avaient conservé leur renom de mystère et de terreur,

mais la douceur des mœurs corrigeant l'arbitraire de la loi, jamais tyrannie n'avait été plus inoffensive, et ces formes antiques subsistaient par le patriotisme et la tolérance des sujets plutôt que par la toute-puissance des maîtres. Mais Venise avait, dans les circonstances actuelles, un tort capital, celui de ne pouvoir plus se rendre redoutable. En présence de la guerre, qui menaçait de déborder au delà de ses frontières, elle avait adopté le parti le plus conforme à sa faiblesse, mais aussi le plus dangereux pour son indépendance, celui de la neutralité désarmée. Lorsque les Français entrèrent à Brescia, elle protesta contre l'invasion de son territoire. Le général répondit par un manifeste dont les déclarations, quoique vagues, étaient en apparence des plus rassurantes : « L'armée française *passait* sur le territoire vénitien pour poursuivre l'ennemi, mais elle n'oublierait pas qu'une *longue amitié* unissait les deux républiques. » Suivaient les plus belles protestations de notre respect pour « la religion, le gouvernement, les usages, les propriétés ; » des égards dus aux puissances neutres, pas un mot. Le général invoquait les droits et les devoirs de l'*amitié*, mais c'était uniquement pour se dispenser de parler de ceux de la *neutralité* qu'il foulait aux pieds.

Les Autrichiens avaient, jusqu'à ce moment, respecté la neutralité de Venise. Ils avaient droit de passage sur son territoire et y possédaient une route militaire qui leur était indispensable pour leurs communications avec le Tyrol ; mais ils ne touchaient pas aux places de l'État vénitien et avaient un intérêt évident à ce que la neutralité fût maintenue, celui

de n'avoir à défendre qu'une ligne fort peu étendue. Quelques bandes de fugitifs avaient franchi la frontière du côté de Bergame après Lodi, mais ce fait ne constituait pas une violation du droit des neutres. En l'observant de notre côté, nous les eussions ou réduits à l'impuissance, ou mis dans la nécessité de rompre avec Venise. Le Mincio sort du lac de Garde à Peschiera, et va se jeter dans le Pô non loin de Mantoue, en suivant un courant presque direct du nord au sud. De ces deux places, la première appartenait aux Vénitiens et était laissée par eux dans le plus complet abandon, malgré la force de sa position; la seconde était le seul point du territoire lombard qui fût resté à l'Autriche, et les débris de l'armée de Beaulieu étaient massés à quelque distance, partie en deçà, partie au delà du Mincio.

Lorsque Beaulieu vit Bonaparte occuper Brescia en violation de la neutralité, il n'hésita pas à la violer à son tour et porta son aile droite à Peschiera, où il pouvait défendre avec avantage le passage du fleuve [1]. Son centre était à Borghetto et à Valeggio, deux bourgs séparés l'un de l'autre par le Mincio et reliés par un pont. Sa gauche s'appuyait sur Mantoue. Il gardait ainsi la ligne entière du fleuve. Bonaparte feignit tout à la fois de vouloir tourner le lac de Garde, dans le but de couper aux Autrichiens la route du Tyrol et de forcer le passage du Mincio à Peschiera. Par cette double feinte, il attira sur ce dernier

1. L'antériorité de l'occupation de Brescia, niée ou passée sous silence par la plupart des historiens, est établie par Bonaparte lui-même dans sa correspondance avec le Directoire : « Les Autrichiens y sont entrés lorsque je suis arrivé à Brescia. » (7 juin 1796.) La *Storia documentata di Venezia* de Romanin lève tous les doutes à cet égard.

point le gros de l'armée autrichienne, puis, à la suite d'une de ces marches de nuit rapides comme la foudre, qui étaient un de ses stratagèmes favoris, il se jeta, le 30 mai au matin, sur le centre des Autrichiens, à Borghetto. Sa cavalerie n'avait pour ainsi dire rien fait jusque-là. Elle était mal montée, peu sûre, très-inférieure à celle de l'ennemi. « Il est difficile de peindre le peu de courage de nos troupes à cheval, » écrivait Marmont à son père après Lodi. A Borghetto, Bonaparte la mit sur le premier plan, la poussa en avant, et, commandée par Murat, elle fit des prodiges. Les Autrichiens furent rejetés sur Valeggio. En se retirant, ils firent sauter le pont qui reliait les deux villages; mais les grenadiers de Gardanne s'étant élancés dans le fleuve, qui était guéable à cet endroit, l'armée autrichienne n'essaya plus de nous en disputer le passage. Elle battit en retraite sur Peschiera et de là se dirigea vers le Tyrol.

Bonaparte allait enfin pouvoir s'emparer de cette ligne de l'Adige qu'il avait tant convoitée. Mais comment s'y établir sans rompre ouvertement avec la république de Venise, à qui appartenaient toutes les places qui commandent ce fleuve, depuis Vérone jusqu'à Legnago? Quelque mépris que lui inspirât un droit qui n'était pas soutenu par la force, il avait intérêt à ménager la république tant qu'il resterait exposé à un retour offensif des armées autrichiennes; car toute désarmée qu'elle fût pour l'instant, elle pouvait mettre jusqu'à trente mille hommes sous les armes. Il fallait lui faire violence, puisque sans cela on ne pouvait occuper ses places, mais il fallait le faire avec une apparence de raison et seulement dans

la mesure où cela était nécessaire à ses projets. S'étant déjà aperçu, d'après l'attitude des provéditeurs qui étaient venus à son camp, de l'impression d'effroi qu'avait causée aux Vénitiens le bruit de ses rapides victoires, des sanglantes exécutions du Milanais et des déprédations commises par son armée, il résolut de les frapper d'épouvante pour leur ôter jusqu'à la pensée d'une résistance.

Quant au grief qui devait lui servir de prétexte, il était déjà trouvé. Bonaparte était entré à Peschiera après que les Autrichiens l'eurent évacué. Il fit aussitôt fortifier cette place par nos soldats du génie, s'y empara de l'arsenal et des magasins, en disposa comme de sa chose. Le provéditeur Foscarini vint de Vérone, au nom de la seigneurie de Venise, rappeler de nouveau au général les droits de la neutralité. Il traversa, dit-il dans son rapport au sénat, « les longues colonnes de ces farouches soldats » en recommandant son âme à Dieu. Bonaparte, voyant son trouble, se livra devant cet homme tremblant à une de ces comédies d'emportement dans lesquelles il excellait. Venise, en laissant occuper Peschiera par les Autrichiens sans la défendre, s'était faite leur alliée et leur complice, et comme le provéditeur alléguait que la place se trouvait sans garnison et n'avait été occupée que par surprise, ce qui était vrai, il se plaignit en termes pleins de violence et d'irritation, de l'asile que Vérone avait accordé au comte de Provence (depuis, Louis XVIII), quoiqu'il sût fort bien que Venise n'avait autorisé cet accueil fait au prince qu'après avoir consulté le Comité de salut public, et sur l'assurance formelle

que la France n'y verrait pas une violation de la neutralité. Il y avait d'ailleurs plus de deux mois que le prince avait reçu l'ordre de quitter les États vénitiens. Tous ces griefs exigeaient une vengeance éclatante; il allait la tirer en brûlant Vérone cette nuit même: « De là, poursuivit-il, je marche sur Venise, je vais demander compte au sénat d'une trahison aussi manifeste. » Le provéditeur, terrifié, se confondit en excuses, en supplications, et poussa la faiblesse jusqu'à lui offrir de recevoir les troupes françaises dans Vérone, à quoi le général voulut bien consentir, en ajoutant toutefois « qu'il ne savait pas la manière dont son gouvernement prendrait cela, » car il voulait se réserver un nouveau moyen de violenter les Vénitiens s'il y trouvait quelque avantage.

Avant même que l'entretien eût lieu, Masséna avait reçu l'ordre de s'emparer à tout prix de Vérone, et il était déjà aux portes de la ville, dont la population presque tout entière prit la fuite au bruit de notre approche. Quelques jours après, nous occupâmes également Legnago, qui était, avec Vérone, la clef de l'Adige. Une convention imposa en outre aux Vénitiens l'obligation onéreuse de nous fournir des vivres et des approvisionnements de guerre à crédit. Bonaparte obtint ainsi à peu de frais les résultats qu'il cherchait.

Le 7 juin, il rendait au Directoire un compte détaillé de sa conduite dans cette circonstance; puis, s'applaudissant lui-même du succès de sa ruse et faisant allusion aux paroles par lesquelles il avait pris soin de réserver la liberté d'action de son gouvernement : « Si votre projet, disait-il, est *de tirer de Venise cinq ou six millions*, je vous ai ménagé exprès cette sorte

de rupture. Si vous avez des intentions plus prononcées, je crois qu'il faudrait continuer ce sujet de brouillerie, m'instruire de ce que vous voulez faire, et attendre le moment favorable, que je saisirai suivant les circonstances, car il ne faut pas avoir affaire à tout le monde à la fois. » Et il terminait par cet incroyable aveu : « *La vérité sur l'affaire de Peschiera est que Beaulieu les a lâchement trompés :* il leur a demandé le passage pour cinquante hommes et s'est emparé de la ville. »

C'est pourtant sur ce prétexte, dont il connaissait si bien le peu de fondement, qu'il s'appuya pour prendre aux Vénitiens toutes leurs places fortes sur l'Adige. Ce fut là le point de départ de toutes nos récriminations contre Venise et de cette politique qui devait aboutir aux préliminaires de Léoben et au traité de Campo-Formio.

Une fois établi dans ces fortes positions sur la ligne de l'Adige, tenant Venise à sa discrétion, grâce à l'occupation de ses meilleures places et à la terreur dont il l'avait frappée, délivré de toute préoccupation du côté de l'Autriche, qui se trouvait hors d'état pour quelque temps de reprendre l'offensive, le général Bonaparte put se retourner librement du côté des États italiens pour achever de les soumettre. Il compléta d'abord l'investissement de Mantoue en faisant enlever les têtes de chaussée qui protégeaient les abords de cette place. Grâce à cette opération, il put, avec huit mille hommes, contenir une garnison qui en comptait plus de douze. Il s'occupa ensuite de Gênes. Des bandes armées, composées en majorité de Piémontais, d'Autrichiens fugitifs, de mécontents et de déserteurs s'étaient organisées sur le territoire

de cette république sous le nom de *Barbets*. Elles profitaient de l'éloignement de l'armée pour intercepter nos convois et assassiner les soldats isolés. Le nombre de ces bandes s'était considérablement accru à la suite de l'irritation produite par nos exactions en Lombardie; elles menaçaient d'interrompre nos communications. Le Sénat, qui avait de bonnes raisons pour ne pas voir avec plaisir nos succès, laissait faire. Le ministre d'Autriche à Gênes, Girola, secondé par certains membres de l'aristocratie génoise, encourageait les Barbets presque ouvertement.

On ne s'arrêta pas aux remèdes diplomatiques. Lannes partit avec douze cents hommes, battit les bandes, fusilla les prisonniers, brûla les maisons des fauteurs supposés de ce banditisme, qui était une véritable insurrection, et enfin rasa le village d'Arquata et le château du marquis Spinola, qui passait pour un des chefs secrets des Barbets. En même temps, Murat portait au Sénat une lettre de Bonaparte. Il y parlait le langage le plus impérieux et le plus menaçant : « Si la République ne savait pas réprimer le désordre, il viendrait le réprimer lui-même à la tête de ses soldats. Il ferait brûler les villes et les villages où serait commis l'assassinat d'un seul Français. Girola devait être arrêté ou tout au moins chassé de la ville de Gênes. » Ces satisfactions lui furent immédiatement accordées. C'était le cas de rassurer les Génois contre les arrière-pensées qu'ils nous prêtaient, et de gagner leur amitié par une politique franche et généreuse, mais ce qu'il voulait, c'était être le maître. « Qu'on chassât donc

une vingtaine de familles de l'aristocratie et qu'on y rappelât une dizaine d'autres qui avaient été bannies. Par ce moyen, écrivait-il au Directoire, le gouvernement de Gênes se trouverait composé de nos amis. » Ce qui signifiait : de nos serviteurs. Partout et toujours, son système était la conquête.

Déjà la réaction de crainte et de défaillance qu'il avait prédite avec tant de sagacité comme un effet infaillible de la défaite des armées autrichiennes, s'était produite en Italie. L'événement arrivait comme à point nommé pour confirmer la justesse de ses prévisions. Abandonnés à leurs propres forces, les souverains italiens tremblaient devant le vainqueur de l'Empire. Loin que nous eussions besoin de marcher sur Naples, il se trouva que ce fut le roi de Naples qui vint au-devant de nous avec les protestations les plus humbles, soumission honteuse après tant de bravades. Le prince Belmonte Pignatelli accourut au camp français implorer un armistice de Bonaparte. Il sut plaire au général, à qui il convenait cette fois de ne pas abuser de la victoire. L'armistice fut signé le 5 juin 1796. Il ôtait à la coalition le concours de la marine napolitaine et d'un corps de cavalerie important, et, ce qui valait mieux encore, il dispensait nos troupes d'une marche sur Naples, opération fort aventurée dans l'état actuel des choses. Il était donc habile et prudent de s'en contenter. De soldat de la République devenu en si peu de temps l'arbitre des souverains, Bonaparte, dont les prétentions vis-à-vis de son propre gouvernement grandissaient à mesure qu'il se sentait plus nécessaire, se plut à prendre dans la négociation avec Naples le ton

d'un homme qui n'agissait que d'après ses propres inspirations; il caressa dans le prince Belmonte des influences qu'il croyait dès lors devoir ménager; il se présenta à lui comme un médiateur tutélaire entre la Révolution et les intérêts anciens, comme un protecteur pour les Italiens, comme l'homme duquel ils devaient tout espérer, vu le magnifique avenir que lui promettait la fortune: « Et croyez-vous, disait-il au prince, que je me batte pour ces gredins d'avocats? »

Déjà le pape, qui savait Bonaparte beaucoup mieux disposé que le Directoire à la conciliation et aux ménagements, avait envoyé auprès de lui le ministre d'Espagne, M. d'Azara, pour sonder ses intentions. Mais les griefs du gouvernement français contre Rome ne pouvaient être satisfaits à aussi bon marché que nos rancunes contre Naples, compliqués qu'ils étaient de l'impunité assurée à l'assassin de notre ambassadeur Basseville, de la guerre religieuse allumée et entretenue chez nous par le pape, enfin des très-légitimes ressentiments de l'esprit philosophique contre l'absolutisme catholique, son implacable persécuteur pendant tant de siècles. La puissance pontificale ne pouvait donc en aucun cas espérer des conditions aussi avantageuses que celles qu'on avait accordées au roi de Naples; et, malgré sa parfaite indifférence pour les préventions justifiées que le Directoire nourrissait contre la cour de Rome, Bonaparte ne pouvait encore ne pas feindre de les partager jusqu'à un certain point.

Augereau reçut l'ordre de marcher sur Bologne et Ferrare. Il n'eut qu'à paraître dans ces deux léga-

tions pour s'en trouver le maître. Le gouvernement sacerdotal y était exécré. Bonaparte arriva lui-même à Bologne le 19 juin et y fut accueilli par une immense acclamation. Ici, en effet, quel que fût le régime apporté par nos armées, ce régime ne pouvait être qu'un bienfait pour des populations courbées sous le joug des prêtres, domination intolérable lorsqu'elle est le plus inoffensive, parce qu'elle asservit à la fois l'âme et le corps, la conscience et les intérêts, et ne laisse aucun refuge à la liberté même de l'esprit. Bonaparte tenait à effrayer le pape, mais il ne voulait pas aller à Rome. Il n'eut pas de peine à produire l'effet qu'il cherchait, et M. d'Azara, qu'il avait accepté comme négociateur, reçut bientôt les pleins pouvoirs de la cour romaine. Le diplomate s'entendit promptement avec un vainqueur qui ne demandait qu'à se laisser fléchir. Vingt et un millions, dont quinze en argent et le reste en approvisionnements, cent tableaux, cinq cents manuscrits, l'occupation provisoire d'Ancône, de Bologne et de Ferrare, enfin les bustes de Junius et de Marcus Brutus, stipulation introduite par le général avec une affectation de républicanisme devenue nécessaire pour donner le change sur ses secrètes complaisances pour la cour de Rome, telles furent les conditions de cette nouvelle suspension d'armes, qui ne devait pas être de sitôt suivie d'un traité de paix; car, du côté du Directoire comme de celui du pape, on allait travailler à gagner du temps pour reprendre ce qu'on avait donné. Bonaparte savait que les Directeurs ne seraient pas contents de son armistice; aussi eut-il soin de prévenir leurs reproches en rejetant, selon son habitude, tous

les torts sur les deux commissaires du gouvernement, qui entravaient son action, et par leurs maladresses l'avaient empêché, assurait-il, d'obtenir des conditions plus avantageuses : cette façon « de négocier à trois était absolument préjudiciable aux intérêts de la République. » Il s'efforçait ensuite de calmer les regrets du Directoire en établissant, par des comptes détaillés, qu'en définitive la campagne contre le pape ne nous rapportait pas moins de 34 millions, y compris la somme stipulée dans le traité et l'argent saisi dans les caisses des monts de piété et des contributions. (26 juin 1796.)

L'Italie pouvait être considérée comme momentanément pacifiée. Il n'y restait plus qu'un seul souverain qui n'eût pas été frappé ou rançonné par les armées françaises, c'était le grand-duc de Toscane. Ce prince n'avait fait partie de la coalition que nominalement ; le premier des souverains de l'Europe, il avait fait la paix avec la République française ; la douceur de son administration était d'ailleurs proverbiale, et il n'avait pas un ennemi parmi ses sujets. Mais depuis longtemps le Directoire convoitait le port de Livourne, entrepôt important du commerce anglais, où il espérait trouver des monceaux d'or; et Bonaparte ne tenait pas moins à s'en emparer, en vue du succès de ses projets pour reprendre la Corse. Les prétextes ne manquant jamais pour les actes les plus iniques, on résolut de changer en « attentats » contre la neutralité, des rixes entre émigrés et matelots français, auxquelles des Anglais avaient pris part. A ce grief on ajouta celui, moins sincère encore, de la saisie de quelques petits bâtiments de commerce

français, opérée par la marine anglaise, mais hors des eaux de Livourne, et dont, par conséquent, le grand-duc ne pouvait être rendu responsable. S'il y avait dans la conduite du gouvernement toscan quelques-uns de ces torts qui étaient inévitables de la part d'un État si faible placé entre deux antagonistes aussi puissants que la France et l'Angleterre, on pouvait lui en demander réparation avant d'agir. Miot, notre ministre à Florence, esprit modéré et clairvoyant, averti par Bonaparte du coup de main qui allait se faire sur Livourne, s'efforça en vain de l'en détourner dans une entrevue qu'il eut avec lui à Bologne ; il ne tarda pas à s'apercevoir que le but du Directoire était, non pas d'obtenir réparation, mais de s'emparer des richesses de Livourne : « Si je vous avais entendu plus tôt, lui dit le général, je n'aurais peut-être pas ordonné le mouvement qui se fait aujourd'hui ; mais, il est commencé, il n'est plus temps[1]. »

Ainsi la confiscation, qui avait été jusque-là l'accompagnement de la guerre, en devenait maintenant la seule cause. Dans l'affaire suscitée au grand-duc, comme dans la « querelle ouverte » contre Venise, tout était imaginaire et fictif, excepté notre cupidité. Il était très-important pour le succès de notre opération sur Livourne de ne pas donner l'éveil aux Anglais, dont on voulait non-seulement enlever les marchandises, mais surprendre les bâtiments. Pour cela, il fallait d'abord tromper le grand-duc.

Ce prince vivait dans la plus complète sécurité,

1. *Mémoires* de Miot de Mélito.

lorsqu'une division française franchit l'Apennin et se porta à Pistoïa, feignant de se rendre à Rome en passant par Florence. Bonaparte la rejoignit bientôt en personne. Le ministre du grand-duc, Manfredini, vint au quartier général, chez l'évêque de Pistoïa, s'informer des intentions du général. Celui-ci l'assura qu'elles étaient toutes pacifiques et toutes favorables; la marche si insolite de notre armée n'avait, disait-il, d'autre but que d'intimider la cour romaine. Le ministre insista pour que les troupes ne passassent pas par Florence, et il fut convenu en conséquence qu'elles poursuivraient leur mouvement sur Rome, en passant par Sienne.

Conformément à la parole donnée, la division se met en marche sous les ordres de Murat. Mais, une fois parvenue à une certaine distance, elle change brusquement de direction et s'élance sur Livourne. Les Anglais avaient déjà reçu l'éveil, et, lorsque nous entrâmes dans la ville, leurs bâtiments, au nombre de plus de quarante, prenaient le large sous les yeux de Murat et des deux commissaires, Gareau et Salicetti, accourus à la hâte pour se saisir de cette riche proie. Le coup était en partie manqué, à leur grand désappointement. Ils durent se contenter de s'emparer des marchandises anglaises pour une somme d'environ 12 millions. Le grand-duc ne reçut avis de ce guet-apens que lorsque la colonne était déjà aux portes de Livourne. Le général Bonaparte l'informait par une lettre remplie des plus respectueux égards de l'ordre qu'il avait reçu de son gouvernement d'occuper Livourne pour « maintenir la neutralité » contre les Anglais; il lui renouvelait les plus grandes assurances

d'amitié de la part du gouvernement français; enfin il lui promettait que le pavillon, la garnison, *les propriétés seraient scrupuleusement respectées,* protestations qui formaient un singulier contraste avec les instructions qu'il laissait dans le même moment au général de Vaubois qui restait à Livourne en qualité de gouverneur : « S'il y avait à Livourne des complots ou tout autre chose qui intéressât l'existence des troupes françaises, il prendrait toutes les mesures nécessaires pour y maintenir le calme et contenir les malintentionnés. Il *n'épargnerait ni les personnes ni les propriétés.* » (27 juin.)

Le 30 juin, Bonaparte eut le mauvais goût de venir à Florence demander l'hospitalité au prince qu'il venait de dépouiller. Il reçut de lui l'accueil le plus amical et le plus flatteur. Désespérant avec raison de voir ses réclamations écoutées, le grand-duc s'épargna toute plainte et garda sur ses griefs personnels un silence plein de dignité. Il traita le général comme un grand homme pour qui il n'éprouvait d'autres sentiments que ceux de la plus vive admiration. Quant au général, il témoigna sa reconnaissance à son hôte en le recommandant à l'attention des Directeurs : « Vous devez sentir, leur disait-il, qu'il ne vous convient pas de laisser le duché de Toscane à un frère de l'empereur » (20 juillet); pensée qui était en effet politique, qui l'eût été plus encore si elle avait répondu à des vœux que nous ne cherchions nullement à consulter, mais qui eût dû à tout prix lui faire éviter Florence.

Bonaparte ne resta d'ailleurs qu'un jour dans cette capitale et repartit bientôt pour la haute Italie. Il sut tirer du coup de main sur Livourne, si peu avantageux

pour sa gloire, un excellent parti pour ses intérêts d'ambition. Il était aisé de prévoir qu'avec ses immenses ressources cette malheureuse ville allait tomber sous la main des traitants avides qui suivaient l'armée à la piste, à commencer par les deux commissaires dont la réputation était faite dès lors. Bonaparte, qui était toujours très-jaloux de l'ombre d'autorité et de contrôle que ces représentants du pouvoir civil avaient gardée sur ses actions, et qui se plaignait sans relâche de leurs prétendus empiétements sur ses attributions, vit dans l'affaire de Livourne une excellente occasion de se débarrasser d'eux en les perdant par leur propre faible. Il les laissa d'abord faire dans cette ville tout ce qu'ils voulurent, et ils usèrent de cette latitude avec leur avidité accoutumée; puis, profitant d'une proclamation maladroitement publiée à leur instigation par le général Vaubois contre les émigrés, il les dénonça en les enveloppant d'une façon presque directe dans une accusation contre les dilapidateurs, ce qui acheva de les discréditer auprès du Directoire :

« *On* a substitué, disait-il, à un seul responsable des commissions où tout le monde dilapide en accusant ses voisins... *on* traite les Livournais avec plus de rigueur que vous n'avez l'intention qu'on traite les négociants anglais. Cela alarme toute l'Italie et nous fait passer à ses yeux pour des Vandales. » Ce *on,* c'étaient les deux commissaires, Gareau et Salicetti. En même temps, il écrivait à Vaubois pour lui reprocher d'avoir consenti à signer leur proclamation et à Gareau pour le prier de se restreindre désormais dans les bornes de ses fonctions, c'est à dire, bien entendu,

de renoncer à tout contrôle sur celles du général. Les deux commissaires s'étaient mis d'ailleurs par leur indignité dans l'impuissance de faire valoir leurs droits et respecter leur caractère. « Je sais bien, disait-il à Gareau, que vous répéterez le propos que je ferai comme Dumouriez. Il est clair qu'un général qui a la présomption de commander l'armée que le gouvernement lui a confiée et de donner des ordres sans un arrêté des commissaires ne peut être qu'un conspirateur. »

Depuis longtemps déjà, dans presque toutes ses lettres au Directoire, il revenait sur la nécessité de lui laisser tout faire par lui-même. Ce n'était plus seulement un commandement militaire sans contrôle qu'il lui fallait, c'était une autorité sans limites, et s'étendant à toutes les affaires, de quelque genre qu'elles fussent. Dans une lettre du 21 juin, notamment, il avait très-clairement exprimé ses prétentions à cet égard : « Il faut, écrivait-il, *une unité de pensée militaire, diplomatique et financière*. Ici il faut brûler, faire fusiller, pour établir la terreur et donner un exemple éclatant... Vous sentez que lorsque chaque puissance, chaque municipalité s'adresse indistinctement à l'un des commissaires et à moi, et que chacun y répond selon sa manière de voir, il n'est plus possible qu'il y ait une seule pensée et que l'on suive un même plan. » Ce qu'il demandait par ces paroles significatives qui étaient pour le Directoire le plus clair des avertissements, ce qu'il avait déjà presque entièrement réalisé, c'était une véritable dictature. Si les Directeurs n'eussent pas eu des yeux pour ne pas voir, ils auraient pu deviner le sort qui les attendait pour l'avenir, en com-

parant ce langage plein d'exigence au ton si différent que le général croyait encore devoir adopter moins de deux mois auparavant, lorsqu'il s'excusait auprès de Letourneur de la liberté qu'il avait prise en signant l'armistice de Cherasco, bien qu'il n'en eût pas le droit : « Si j'ai pris quelque chose sur moi, ce n'a été qu'avec la plus grande répugnance et avec l'entière persuasion que c'était là ce que vous vouliez qu'on fît. » (6 mai 1796.)

A dater de ce moment, le pouvoir des commissaires cessa de lui porter ombrage. Pendant son court séjour à Florence, le général avait reçu, en dînant chez le grand-duc, une dépêche lui annonçant la reddition du château de Milan, nouvelle qu'il s'empressa de communiquer à son hôte. Par suite de cette capitulation, il ne restait plus dans la Haute-Italie que la place de Mantoue qui tînt encore pour l'Autriche. Après avoir étouffé par une répression terrible une tentative d'insurrection qui éclata contre nous dans la province de Bologne, Bonaparte employa le reste du mois de juillet à compléter et à resserrer l'investissement de Mantoue. Les opérations du siége furent poussées avec une extrême vigueur et se trouvèrent puissamment secondées par les maladies qu'engendrent dans cette saison les exhalaisons pestiférées des marais qui entourent la ville. Nos efforts étaient sur le point d'être couronnés de succès, grâce à ce redoutable auxiliaire, lorsqu'une diversion formidable vint sauver la place et menacer l'armée française.

Loin de se laisser abattre par ses revers, la cour de Vienne donnait à la guerre une impulsion plus énergique que jamais. Rappelé de l'armée du Rhin, dans

laquelle il avait commandé avec honneur, le maréchal Würmser s'avançait à la tête d'un renfort de trente mille hommes à travers le Tyrol où il ralliait les débris de Beaulieu. Bientôt le nombre total de ses troupes s'éleva à environ soixante-dix mille hommes, en y comprenant la garnison de Mantoue. Celui de l'armée française montait à quarante-cinq mille hommes, y compris également les sept ou huit mille soldats occupés au siége [1].

La ligne française s'étendait de Brescia à Porto-Legnago, terrain accidenté, coupé de collines et de cours d'eau, admirablement fait pour une guerre de surprises et de rapides évolutions. Cette position pouvait être abordée par trois routes différentes : l'une, praticable seulement pour des troupes légères, qui du Tyrol descendait à Salo, derrière le lac de Garde, pour aboutir à Brescia ; une autre qui côtoyait la rive gauche de l'Adige jusqu'à Vérone ; une troisième enfin qui filait entre le lac et l'Adige et conduisait à Peschiera. Würmser résolut d'aborder notre armée par ces trois points à la fois, faute que les malheurs de Beaulieu auraient dû lui faire éviter ; mais ce plan de

1. Napoléon, dans ses dictées de Sainte-Hélène, copiées généralement par nos historiens, ne porte ce chiffre qu'à quarante mille. Dans sa *Correspondance*, où pourtant il atténue toujours ses forces, comme le lui faisait observer Carnot, il évalue son armée à quarante-quatre mille hommes (lettre au Directoire, du 6 juillet). Cette habitude est constante chez lui ; et mérite d'être relevée, non pour son importance en elle-même, mais parce qu'elle est un trait de caractère curieux. Ses évaluations grossissent toujours les forces de l'ennemi et diminuent les siennes propres. Les chiffres énoncés par la correspondance des généraux (entre autres par celle de Joubert) sont presque toujours différents de ceux qu'il donne lui-même, et surtout rabaissent singulièrement les forces de l'armée autrichienne.

campagne, vicieux surtout en raison du merveilleux talent de concentration que son adversaire avait déployé dans la campagne précédente, était imposé au vieux maréchal par le conseil aulique, qui de Vienne dirigeait les opérations militaires.

Son armée fut donc divisée en trois corps. Le premier devait suivre la vallée de l'Adige jusqu'à Vérone; le second devait chasser les Français des postes qu'ils occupaient entre l'Adige et le lac de Garde, puis opérer sa jonction avec le premier; quant au troisième, sous les ordres de Quasdanowich, il était dirigé moins en vue de vaincre que de profiter de la victoire; il devait descendre du Tyrol, derrière le lac de Garde, tourner l'armée française par Salo et Brescia et la couper de ses communications avec Milan.

L'attaque fut poussée avec tant de vigueur et d'impétuosité que tout d'abord elle réussit. A notre centre, Joubert et Masséna furent successivement délogés des postes de la Corona et de Rivoli, qu'ils occupaient entre le lac et l'Adige. A notre gauche, Sauret fut forcé d'évacuer Salo, où il ne resta que quelques centaines d'hommes retranchés et cernés dans un vieux château, et Quasdanowich occupa Brescia; enfin, à notre droite les corps autrichiens débouchaient sur Vérone et menaçaient l'Adige sur tous les points. Notre ligne était percée de tous côtés. (29-30 juillet.)

La situation de l'armée française était des plus critiques; mais une rapide concentration pouvait lui rendre ses avantages, car si elle était inférieure de plus d'un tiers à la totalité des troupes qui l'enveloppaient, elle était plus forte que chacun des corps d'ar-

mée de Würmser pris isolément, et pouvait les battre les uns après les autres avant qu'ils eussent complété leur jonction. Bonaparte comprit d'un coup d'œil la nécessité de ce plan, et il l'exécuta avec cette incomparable décision qui, dans ces moments difficiles étonnait les plus résolus et faisait dire qu'un Dieu était en lui. Ayant besoin de toutes ses forces, il n'hésita pas à lever le siége de Mantoue, sacrifice qui, sans doute, ne mérite pas toute l'admiration dont il a été l'objet, car il était forcé, dans tous les cas, mais que nul autre n'aurait su faire avec la même promptitude. On brûla les affûts, on noya les poudres, on encloua les canons, et cela fait, les troupes assiégeantes disparurent avec une telle célérité, que Würmser accouru à marches forcées au secours de la place, n'y trouva personne à combattre, manquant, par cette méprise, à la bataille où se décidait le sort de son principal corps d'armée.

Une fois ses troupes concentrées entre les trois corps autrichiens dans une position qui s'étendait au sud du lac de Garde de façon à empêcher leur jonction, Bonaparte se porta d'abord contre Quasdanowich qui lui coupait sa retraite sur Milan et qui était trop faible pour opérer une résistance sérieuse (31 juillet). Il le battit à Lonato, lui reprit Salo et Brescia, et après l'avoir suffisamment refoulé pour n'avoir rien à craindre pour ses communications, il revint sur ses pas vers le Mincio pour combattre les deux autres corps autrichiens, dont la jonction était encore incomplète. Ils avaient franchi non-seulement l'Adige, mais le Mincio et s'étaient avancés jusqu'à Lonato dans l'espoir d'y donner la main à

Quasdanowich que Bonaparte en avait chassé l'avant-veille. Les Autrichiens y furent de nouveau battus le 3 août, et cette fois y éprouvèrent de grandes pertes, grâce à l'inintelligente dispersion de leurs corps et à l'inutile parade de Würmser devant Mantoue. Au lieu de profiter de leur supériorité en nombre, ils n'avaient eu à Lonato que vingt-cinq mille hommes engagés et en avaient perdu près de dix mille, tant en prisonniers qu'en morts et blessés.

Le désarroi de cette armée était tel, que le lendemain de la bataille, une de ses divisions, réduite à quatre mille hommes, revint, après avoir erré toute la nuit, se heurter à tâtons sur Lonato au milieu des corps de l'armée française échelonnés de distance en distance dans les environs. Le général en chef se trouvait à Lonato avec douze cents hommes seulement et faisait ses préparatifs pour une nouvelle bataille. Il pouvait facilement être fait prisonnier ou tout au moins se trouver arrêté court au milieu de ses combinaisons. On vint le sommer de se rendre de la part du général autrichien. Bonaparte réunit son état-major; on introduit le parlementaire, on lui débande les yeux, et comme il exposait sa sommation : « Allez dire à votre chef, s'écrie Bonaparte, que je le rends responsable de l'insulte personnelle qu'il vient de me faire en osant sommer l'armée française de se rendre, et que je lui donne huit minutes pour poser les armes ! » Cette heureuse audace nous valut quatre mille prisonniers de plus[1].

1. Le fait a été révoqué en doute, bien qu'il soit raconté dans une lettre de Bonaparte au Directoire; mais il est confirmé par un

Ses dispositions étaient déjà prises pour la bataille du lendemain. Würmser, de retour de sa pointe si mal calculée sur Mantoue, après avoir ravitaillé cette place, avait recueilli le reste de ses divisions battues à Lonato et était venu prendre position en face de nous à Castiglione, appuyant sa droite au lac de Garde et l'étendant le plus possible dans cette direction, dans l'espoir d'attirer à lui les débris de Quasdanowich, qui, énergiquement contenus à une petite distance de là par une division française, n'offraient aucun danger pour notre armée (5 août). Bonaparte, disposant désormais de troupes presque égales en nombre à celles de Würmser, comprit sur le champ qu'il pouvait tirer un grand avantage de cette tendance des Autrichiens à prolonger démesurément leur droite; il résolut d'encourager un mouvement sans péril pour lui. En même temps que Sérurier, envoyé par lui sur la route de Guidizzolo, s'avançait sur les derrières des troupes autrichiennes, il leur cédait peu à peu le terrain du côté du lac, les amenant ainsi à développer outre mesure leur ligne de bataille. Bientôt on entendit gronder le canon de Sérurier. Alors le mouvement rétrograde s'arrêta et l'attaque commença sur tous les points à la fois. La ligne ennemie fut coupée au centre; la gauche, prise en tête et en flanc, plia, et après une faible résistance, toute l'armée se mit en retraite. La fatigue excessive de nos soldats la sauva seule d'une complète destruction. La ligne de l'Adige était reconquise,

grand nombre de témoignages, entre autres par celui de Marmont et de Joubert (*Correspondance*).

et Würmser rejeté dans le Tyrol italien avec une armée réduite de plus de moitié. Quinze mille prisonniers et vingt mille tués ou blessés, soixante-dix pièces de canon, tels étaient les trophées de cette courte campagne. Du grand effort qu'elle venait de faire, l'Autriche n'avait retiré qu'un seul avantage : elle avait ravitaillé Mantoue.

L'armée française ayant perdu toute son artillerie de siége, dut se borner désormais à un simple blocus. Bonaparte consacra le reste du mois d'août à reposer son armée, à presser l'arrivée de ses renforts, à rassurer les amis de la France, ébranlés un instant par le bruit de nos revers, à faire trembler ses ennemis, qui avaient partout relevé la tête. Il voulut bien faire grâce au cardinal Mattei, qui était venu au nom du pape reprendre possession de Ferrare, et se contenta de le mettre aux arrêts dans un couvent; il menaça le roi de Naples de marcher « contre sa prétendue armée de soixante-dix mille hommes, avec six mille grenadiers, quatre mille chevaux et cinquante pièces de canon. » Enfin il écrivit, mais avec de grands ménagements, au duc de Toscane pour se plaindre de sa mollesse à faire respecter la neutralité. Nous lui avions pris Livourne; par compensation, les Anglais lui avaient pris Porto-Ferrajo.

Il ne lui avait pas été plus facile de se défendre contre eux que contre nous. Bonaparte n'en eut pas moins le courage de lui reprocher de n'avoir pas empêché les Anglais de s'emparer de cette capitale de l'Ile-d'Elbe. Mais, tout en se plaignant de ce fait qu'il ne pouvait attribuer, disait-il, qu'à la *trahison* du gouverneur de Porto-Ferrajo, fidèle à son système « d'en-

dormir les gens jusqu'au moment du réveil » (lettre à Faypoult, du 11 juillet), il eut grand soin de protester, au nom de son gouvernement, de sa ferme intention « de n'altérer en aucune manière la bonne harmonie qui régnait entre lui et S. A. R. » Cependant ce même jour, 12 août, il écrivait à Miot, notre ministre à Florence, pour lui recommander de ne pas oublier de le prévenir du jour où le grand-duc partirait pour Vienne, où l'appelait sa qualité d'héritier de la couronne impériale, afin qu'il pût le faire enlever en route.

Il ajoutait : « L'intérêt du gouvernement est que l'on ne fasse rien dans la Toscane qui puisse indisposer le grand-duc : Maintenez donc la neutralité. »

Pendant ce temps, d'importants faits d'armes s'accomplissaient sur le Rhin. Nos deux armées, conduites l'une par Jourdan, l'autre par Moreau, s'avançaient jusqu'au cœur de l'Allemagne, afin de se mettre en communication avec l'armée d'Italie, poussant devant elles l'armée autrichienne, commandée par l'archiduc Charles. Mais leurs succès furent compromis par le plan défectueux que leur avait imposé Carnot. L'archiduc, pénétrant le vice d'une stratégie qui érigeait en système une disposition bonne ou mauvaise, selon les circonstances, et profitant avec habileté du peu d'unité de leurs opérations, laissa devant Moreau un simple corps d'observation, lui déroba sa marche et se porta avec toutes ses forces sur Jourdan, manœuvre qu'on eût dit empruntée à cette méthode de concentration qui venait d'assurer le triomphe de Bonaparte en Italie. Jourdan, battu chaque fois qu'il essaya de tenir ferme devant son

jeune adversaire, fut forcé de se replier sur le Rhin, pendant que Moreau exécutait en Bavière une inutile démonstration, qui devait être bientôt suivie d'une périlleuse retraite.

Ignorant encore ces événements et les suites qu'ils allaient avoir, Bonaparte écrivit le 31 août, de Brescia, à Moreau, pour lui annoncer que le moment de combiner leurs opérations était enfin venu, et lui indiqua Inspruck comme leur point commun de ralliement. Mais il ne pouvait s'engager dans le Tyrol allemand avant d'avoir achevé de détruire ou de chasser Würmser. L'armée autrichienne, mal remise de ses défaites et profondément démoralisée, mais encore presque égale en nombre à l'armée française, occupait, d'une part tous les défilés qui ferment l'accès du Tyrol sur les deux rives du lac de Garde, et, de l'autre, les postes que lui offrait le cours de la Brenta entre Trente et Vicence. Würmser était sur le point de reprendre l'offensive sur l'Adige, lorsque Bonaparte le prévint.

Son plan fut, cette fois, d'une hardiesse que la certitude de la victoire pouvait seule autoriser, mais sa supériorité avait été suffisamment constatée pour lui donner le droit de l'adopter. Laissant Sahuguet avec la division Sérurier devant Mantoue, et Kilmaine à Vérone et à Porto-Legnago, avec quatre mille hommes seulement, pour garder l'Adige, il n'hésita pas à s'engager avec tout le reste de son armée dans les gorges du Tyrol, en remontant l'Adige et les deux rives du lac de Garde. Il supposait que ce mouvement déterminerait Würmser à évacuer le Vicentin pour couvrir le Frioul et Trieste.

Cette supposition ne se réalisa pas, mais comme aucune éventualité ne le trouvait jamais en défaut, il sut tirer un parti plus avantageux encore de la résolution qu'adopta son adversaire. L'armée se mit en marche au commencement de septembre. Après une série de petits combats, ses divisions se rejoignirent au sommet du lac et culbutèrent, à Roveredo, le corps de Davidowich, qui voulait leur disputer l'entrée du Tyrol. Nos soldats emportèrent successivement tous les défilés qui ferment l'accès de cette contrée montagneuse et entrèrent à Trente, où se trouvait, peu de jours auparavant, le quartier général de Würmser (4 septembre).

Celui-ci, convaincu que l'invasion du Tyrol n'était que le prélude de notre entrée en Allemagne, au lieu de se replier sur le Frioul comme Bonaparte l'avait supposé, résolut de se porter de nouveau sur l'Adige, d'en forcer le passage, et, par ce mouvement tournant, de nous enfermer dans les montagnes que nous venions de franchir, résolution hardie, mais trop au-dessus de ses forces pour être exécutable, et qui, si elle ne réussissait pas, le condamnait à être pris ou détruit. Déjà le gros de son armée était à Bassano et une de ses divisions était en marche sur Vérone. Il découvrait ainsi le Frioul et se coupait à lui-même toute retraite si les Français avaient l'idée de le suivre. Cette idée ne pouvait échapper à l'esprit pénétrant de son ennemi, qui, renonçant à s'aventurer plus haut dans le Tyrol, et se contentant d'y laisser Vaubois avec sa division, franchit à Levico le col qui sépare Trente des sources de la Brenta et descendit à marches forcées le cours de ce fleuve sur les

derrières de Würmser. Ce général, commençant à s'apercevoir de la faute qu'il avait commise, suspendit son mouvement sur l'Adige et envoya une de ses divisions à Primolano, dans une excellente position, pour arrêter l'armée française, mais en peu d'instants elle fut enfoncée et faite presque entièrement prisonnière (7 septembre).

Le lendemain, l'armée française était devant Bassano, où se trouvait Würmser avec toutes ses troupes, à l'exception de la division qu'il avait envoyée devant Vérone. La veille, il était encore temps pour lui de se mettre en retraite sur la Piave; mais il n'avait pu se résoudre à abandonner cette division. La bataille de Bassano lui coupa définitivement la retraite de ce côté. L'armée autrichienne, comme fascinée par l'étonnante rapidité des mouvements de son ennemi, n'y fit presque aucune résistance et nous laissa encore six mille prisonniers. Würmser, désespéré, enfermé entre l'Adige et une armée qui le poursuivait l'épée dans les reins, courait le long du fleuve avec sa cavalerie encore presque intacte, cherchant partout un passage qui lui permît de gagner Mantoue; forcé, s'il ne le trouvait pas, de poser les armes avec les quinze mille hommes qui lui restaient. Par un hasard inespéré, Legnago, que Kilmaine avait été forcé de dégarnir pour défendre Vérone, se trouvait en ce moment sans garnison, et Würmser put passer l'Adige. Bonaparte, furieux de voir une telle proie lui échapper, fit de vains efforts pour le gagner de vitesse et le prévenir devant Mantoue. Une avant-garde seule arriva à temps à Cerea, sur la route de Legnago à Mantoue; mais elle n'était pas de force à l'arrêter, et Würmser lui passa

sur le corps en lui prenant quatre cents prisonniers. Les jours suivants il sabra et enleva encore deux autres détachements qui essayèrent de lui disputer le passage, et put enfin entrer dans Mantoue. Ces petits succès mirent un peu de baume sur les blessures du vieux maréchal qui, se trouvant, grâce à l'appoint que lui fournit la garnison de Mantoue, à la tête d'une armée assez importante, essaya de nouveau de tenir la campagne, mais la bataille de Saint-Georges, qu'il livra et perdit sous les murs mêmes de la ville, le força bientôt à s'enfermer dans la place. Depuis son entrée en Italie, il avait perdu 27,000 hommes; l'armée française n'en avait perdu que 7,500.

Ainsi finit cette armée qui devait nous arracher l'Italie.

CHAPITRE V.

CRÉATION DE LA CISPADANE. — ARCOLE.

Bonaparte, brusquement ramené du Tyrol dans la Lombardie par l'irruption imprévue de Würmser sur l'Adige, s'était vu forcé d'ajourner ses projets contre Trieste. La retraite que Carnot appelait « la misérable reculade de Jourdan » (lettre du 19 septembre 1796), lui rendait d'ailleurs cette expédition plus difficile, et l'état menaçant dans lequel se trouvait l'Italie réclamait impérieusement sa présence. Il se borna donc à écrire à l'empereur une lettre par laquelle il le sommait de choisir entre la destruction de Trieste ou la paix. Mais cette démarche insolite ne pouvait produire quelque effet qu'à la condition d'être appuyée par une démonstration redoutable ; il ne reçut aucune réponse.

Il employa la trêve que lui laissait l'épuisement des armées autrichiennes à organiser le pays conquis, à raffermir en Italie l'influence française et surtout à y

consolider sa propre autorité. Des armistices avaient été signés avec la plupart des États italiens, mais la Sardaigne était la seule puissance à laquelle le Directoire eût accordé un traité de paix définitif. Par calcul encore plus que par incurie, le Directoire se plaisait à maintenir les vaincus dans cet état incertain et précaire qui n'était ni la paix ni la guerre, et qui pouvait lui permettre, à un moment donné, de reprendre tout ce qu'il avait accordé. Le gouvernement français avait d'abord retiré de cette politique l'avantage de tenir plus étroitement ces souverains sous sa dépendance, mais il en avait subi plus tard les inconvénients ; il les réduisait à considérer notre défaite comme leur propre salut : personne ne se regardant comme lié par des conventions d'un caractère tout provisoire, à la première apparence d'un revers, chacun se tenait prêt à se joindre à nos ennemis, et en entretenant les craintes on légitimait les espérances. Les princes italiens, ne croyant pas à la durée de nos succès, malgré leur éclat, ne demandaient pas mieux au fond que de traîner en longueur les négociations ; de son côté, le Directoire, espérant forcer bientôt l'Autriche à la paix, se flattait de leur imposer plus tard des conditions encore plus onéreuses, et se montrait d'autant plus exigeant que leurs plénipotentiaires paraissaient moins empressés.

Un tel système était plus propre à amener des ruptures que des raccommodements. C'est ce qui était arrivé avec Rome, et ce qui était imminent avec Naples. Aux dispositions peu sincères qu'avait montrées le légat du pape, dont le seul but était de gagner du temps, le Directoire avait répondu en exigeant, outre

les conditions stipulées dans l'armistice, que le pontife retirât tous les brefs qu'il avait lancés contre la république française et la constitution civile du clergé, que de plus il s'engageât à abolir l'inquisition romaine : ingérence impolitique dans des attributions spirituelles qu'il valait mieux ignorer et traiter comme si elles n'existaient pas. Ces conditions, d'ailleurs sans importance pratique, fournirent au gouvernement pontifical le prétexte de tout refuser. Il les repoussa énergiquement et fit aussitôt rebrousser chemin aux convois d'argent qui s'acheminaient vers notre quartier général pour être versés au trésor de l'armée conformément à l'armistice.

Des exigences d'un autre genre avaient compromis l'issue des négociations avec Naples. Non content de lui imposer la paix, le Directoire voulait tirer de cette cour un tribut de quelques millions qu'elle lui refusait avec l'obstination invincible de ces petites monarchies à la fois magnifiques et besogneuses. Rien n'était non plus terminé ni avec Gênes ni avec Modène. Quant à Venise, elle avait sujet d'être de plus en plus mécontente. Cette diplomatie, avantageuse après la victoire, pleine de périls dans une situation douteuse, tenait tout en suspens en Italie et y rendait nos succès inutiles. Tout pouvait être perdu à la fois si une troisième armée autrichienne survenait avant le règlement de ces difficultés, car le danger que nous avions couru au moment de la levée du siége de Mantoue avait donné l'éveil et montré à quoi tenait le salut de notre armée.

Bonaparte était plus que personne en position de comprendre les périls qu'une telle politique nous

créait en Italie ; il les envisageait avec l'ardeur de sa vive imagination. Aussi pressait-il instamment les directeurs de faire la paix avec Rome et Naples ; il fallait à tout prix et le plus promptement possible assurer les derrières de notre armée ; il considérait même comme une nécessité la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec Gênes et la Sardaigne, afin qu'il n'y eût plus rien à redouter pour la sûreté de nos communications. En même temps il leur demandait sans relâche des secours et des renforts : « On nous compte, disait-il ; le prestige de nos forces se dissipe ! » Il dénonçait en termes pleins d'amertume et de colère le général Willot qui retenait dans les départements du Midi pour y réprimer les troubles civils, une partie des troupes qui lui étaient destinées, disant avec sens « qu'il valait mieux qu'on se donnât des coups de poing à Lyon que de perdre l'Italie. » Il s'adressait même à son collègue de l'armée des Alpes Kellermann et lui écrivait crûment : « Aidez-nous le plus promptement possible si vous voulez que *nous continuions à vous envoyer des sept cents mille francs.* » Argument dont il connaissait par expérience la force de persuasion et qui, sous une forme moins brutale, était l'*ultima ratio* de toutes ses discussions avec le Directoire. N'est-ce pas avec ce raisonnement qu'il avait fait taire les scrupules des directeurs et vaincu leur résistance ?

Ces inquiétudes du général Bonaparte n'étaient cependant pas de tous points sincères. Il en avait à dessein outré l'expression, afin de préparer les directeurs à la grave initiative qu'il allait prendre sous le prétexte de se créer lui-même une partie des alliances

dont il avait besoin pour notre sécurité en Italie. Depuis longtemps déjà, le rôle des directeurs dans les affaires italiennes ne consistait plus qu'à ratifier les plans du général en ayant l'air de les lui imposer pour sauver les apparences. Mais celui-ci, trop pénétrant pour être dupe et encouragé par leur faiblesse, ne prit bientôt plus la peine d'attendre même ce semblant d'autorisation pour des actes d'une incalculable portée, et qui allaient engager pour un temps indéfini la politique de notre pays. C'est ainsi qu'il accomplit, contre leur volonté formelle, l'acte le plus grave qui eût été fait depuis notre entrée en Italie. Si les directeurs avaient eu, à défaut de fierté, un peu de clairvoyance, ils auraient pu, en lisant le décret sommaire par lequel le général, de son autorité privée, proclama la déchéance du duc de Modène et les mesures qui préludèrent à la fondation de la république cispadane, commencer à se douter dès lors que, selon son expression, « il ne se battait pas pour ces gredins d'avocats. »

Le duc de Modène s'était réfugié à Venise, laissant à une régence le gouvernement de ses états. Ce prince, qui n'avait d'ailleurs rien d'intéressant, n'avait donné depuis l'armistice aucun sujet de plainte sérieux. Le seul grief que Bonaparte invoquait d'abord contre lui, c'est que la régence « ne pouvait cacher la joie que lui inspiraient les succès de nos ennemis » (2 octobre), et devait encore une somme de 5 à 600,000 francs sur les 9 millions que nous lui avions imposés. Quelques jours plus tard, il accusa en uotre la régence d'avoir favorisé les approvisionnements de Mantoue. Quoi qu'il en fût, ces griefs étaient de ceux

que nous pouvions invoquer contre tous les gouvernements italiens dont nous avions pris soin de faire nos ennemis naturels ; ils n'eurent d'ailleurs aucune part dans la détermination de Bonaparte et ne lui servirent que de prétexte. Il ne céda dans cette circonstance qu'au désir de substituer un peuple ami à un gouvernement qui nous était forcément hostile au fond du cœur, et plus encore au besoin de faire acte de souveraineté en créant des états nouveaux, afin de se rendre plus que jamais nécessaire.

Le Directoire, malgré sa manie de révolutionner les États italiens, manie à laquelle Bonaparte avait su si habilement résister au début, n'avait jamais eu l'intention de former en Italie un établissement durable. Sa propagande voulait bien aller jusqu'à l'agitation, mais non jusqu'à la responsabilité d'une charge d'âmes. Son plan, en soulevant les peuples contre les souverains, n'avait été qu'un simple expédient ayant pour but d'offrir aux premiers une chance d'affranchissement dans le cas où ils voudraient en profiter, mais rien au-delà, et en même temps d'effrayer les seconds afin d'arriver plus facilement à la paix. Depuis qu'il avait entrevu la possibilité de la conclure, depuis qu'il avait reconnu la lenteur et la mollesse des populations qu'il croyait impatientes de liberté, il était devenu beaucoup plus réservé dans ses encouragements à l'insurrection. Dans ses instructions au général, il était revenu à plusieurs reprises sur la nécessité de tout subordonner en Italie à la paix avec l'empereur, et d'éviter avec soin de prendre envers les patriotes italiens des engagements qu'on ne pourrait pas tenir, ou qui rendraient la conclusion de la

paix impossible. Ces considérations étaient dictées par une politique sage, vu l'état des esprits en Italie et le rôle peu édifiant que nous y remplissions; mais elles présageaient une prochaine évacuation de l'Italie par nos armées, et, à ce titre, elles n'étaient pas faites pour plaire au général Bonaparte. Ce n'est pas qu'il prît un intérêt bien vif à la liberté des Italiens; il était le premier à les en déclarer indignes et à les traiter comme tels; sa correspondance ne permet aucune illusion à cet égard. Mais il ne pouvait se résoudre à abandonner si tôt ce théâtre incomparable sur lequel il fixait les regards du monde et associait son nom aux plus grandes renommées de l'histoire, à quitter ce pays où depuis quelques mois il disposait de tout et agissait en maître absolu. Aucune place en France, même à la tête du gouvernement, n'eût pu lui offrir un pouvoir aussi étendu et aussi séduisant pour une ambition telle que la sienne.

Aussi, après avoir écrit au Directoire comme pour le consulter sur son projet de déposer le duc de Modène et d'appeler les Modénais à la liberté, se hâta-t-il, selon son habitude, de brusquer l'exécution sans attendre une réponse qui serait et devait être défavorable. Il lança donc de son autorité privée ce décret, qui était toute une révolution. Il déclarait mettre les peuples de Modène et de Reggio sous la protection de la République française et les invitait à se constituer librement : acte dont la gravité était surtout dans les mesures et les vues ultérieures qu'il impliquait; car une aussi faible république ne pouvait vivre isolée au milieu des anciens États italiens; elle était condamnée à les absorber ou à être absorbée par eux. Ici

d'ailleurs nous n'avions plus pour prétexte, comme dans le Milanais, l'expulsion de l'étranger : or, toute intervention qui se propose un autre but, est par cela seul illégitime et funeste. Dans le compte qu'il rendit de sa conduite, le général ne s'arrêta pas à en examiner les conséquences plus ou moins prochaines; il parla de sa résolution avec une légèreté préméditée et comme d'une chose toute simple. C'était « une tournure qu'il donnait à l'esprit pour *opposer fanatisme à fanatisme,* et nous faire des amis des peuples qui autrement deviendraient des ennemis acharnés, » rien de plus. Il savait mieux que personne quel était le peu de solidité du fanatisme nouveau qu'il se flattait d'opposer à l'ancien ; mais il ne lui convenait pas de s'en souvenir en ce moment, et par-dessus tout il comptait que les choses seraient trop vite et trop sérieusement engagées pour que le gouvernement français pût reculer.

Le décret avait paru le 4 octobre. Le 11 octobre le Directoire ignorait encore ces événements d'une importance si capitale, et il était si loin d'en désirer la réalisation qu'il écrivait au général dans les termes suivants :

« N'oubliez pas qu'il nous sera demandé des dédommagements en Italie pour les pays que notre sécurité future nous oblige de conserver sur la rive gauche du Rhin... La reddition de la Lombardie ou sa cession peuvent devenir le gage d'une paix durable, et quoique nous n'ayons rien arrêté à cet égard, nous pensons qu'il y aurait imprudence de notre part à nous interdire de la faire à ce prix.

« Ce que nous avons dit sur l'indépendance du Milanais s'applique à Bologne, Ferrare, *Reggio, Modène* et à tous les autres petits états de l'Italie. Nous devons redoubler de circonspection et de prudence pour éviter de compromettre par trop de facilité les intérêts futurs de la République. Il faut presser le duc de Modène d'achever de nous payer les sommes qui nous restent dues en vertu de l'armistice; *mais il faut se garder d'armer contre lui les peuples qui lui étaient soumis avant notre entrée en Italie;* et notre désir est que vous les conteniez dans une dépendance réelle jusqu'à ce que notre horizon politique s'éclaircisse et nous permette de régler définitivement le sort de l'Italie au moyen de la paix générale. »

On ne pouvait porter une condamnation plus explicite et plus formelle sur les actes que le général venait d'accomplir à Modène. Mais, loin de rien changer à sa conduite, il ne répondit à ces recommandations qu'en exprimant très-brièvement son regret d'avoir reçu *trop tard* la lettre du Directoire, excuse dérisoire dans la bouche de celui qui demandait des avis en se gardant bien de les attendre. Il annonçait en même temps qu'à Modène et à Reggio il avait adjoint Bologne et Ferrare par un nouveau décret de sa volonté, « en les réunissant sous un même bonnet, » pour augmenter leur force, ce qui était logique une fois le principe admis. Au lieu de revenir en arrière, il engageait de plus en plus le gouvernement français, afin de devenir l'arbitre nécessaire d'une situation faite par lui et que lui seul pourrait dominer. Que la raison et la prévoyance fussent ici du côté du Directoire, malgré ses fautes passées, malgré tout ce que ses scrupules avaient de

tardif et ses calculs de répréhensible, c'est ce qu'il est impossible de nier. En effet, prendre sous sa protection des républiques qui n'étaient que des créations artificielles, sans rapport avec l'état réel des opinions et des intérêts; qui, de plus, étaient incapables de se défendre, non-seulement contre l'étranger, mais contre leurs propres sujets, et n'avaient ni les mœurs ni le goût de la liberté, c'était s'engager à les soutenir sans cesse et surtout contre elles-mêmes, c'était se condamner à prendre parti dans leurs crises intérieures, à intervenir continuellement dans leurs propres affaires; et, comme il est dans la force des choses que le pouvoir va toujours là où se trouvent l'action et la responsabilité, c'était par une conséquence inévitable s'engager à les gouverner, à y disposer de tout, à en occuper indéfiniment le territoire. Elles devenaient ainsi, dans un temps plus ou moins prochain, de véritables annexes de la République française, et l'ingérence étrangère s'y perpétuait avec tous les maux qui l'accompagnent. On verra avec quelle promptitude ces conséquences se réalisèrent. Or, un tel système, c'était purement et simplement la conquête déguisée sous des formes républicaines. C'est ainsi que notre politique s'éloignait de plus en plus du libéral esprit de la Révolution française pour préparer les voies au régime impérial.

En attendant que les inconvénients et les abus inséparables d'une telle politique se fussent révélés, on en retira provisoirement d'incontestables avantages. On se créa une barrière capable d'opposer une résistance momentanée aux envahissements possibles de l'Italie méridionale; on organisa à la fois dans les duchés et

dans la Lombardie, outre la garde nationale, deux légions italiennes qui suffirent au maintien de l'ordre dans l'intérieur du pays, et permirent à Bonaparte de disposer de la totalité de ses forces. Chose singulière! ces mesures si révolutionnaires en apparence se conciliaient fort bien dans sa pensée avec un vif désir de faire la paix avec Rome et avec Naples, et l'inconséquence qu'il y avait à vouloir des choses aussi contradictoires lui échappait, tant il avait en vue, non l'affranchissement définitif de l'Italie, mais le maintien momentané de la position exceptionnelle qu'il s'était faite dans ce pays. Ses dissentiments actuels avec le Directoire n'avaient pas d'autre cause. Celui-ci subordonnait la guerre à la politique, tandis que le général s'efforçait de subordonner la politique à la guerre. Le Directoire ne songeait plus qu'à la paix avec l'empereur; il ne voyait dans ses conquêtes en Italie qu'un objet de compensation pour la Belgique; il n'eût pas mieux demandé que de les évacuer après avoir rançonné les principaux États : c'était une politique sans générosité, et, si elle ne réparait pas les fautes commises, du moins elle ne compromettait pas l'avenir. Bonaparte au contraire, ainsi qu'il le dit dans ses *Mémoires,* « croyait que la République avait le droit d'exiger, outre les limites du Rhin, un état en Italie qui nourrît l'influence française et maintînt dans sa dépendance la république de Gênes, le roi de Sardaigne et le pape, » c'est à dire un établissement en réalité incompatible avec l'existence des anciens États, qui ne pourrait se créer qu'au prix de nouvelles luttes, se conserver que par la présence et le concours de celui qui l'aurait fondé et en

nous suscitant des difficultés sans terme, enfin qui devait promettre aux Italiens un affranchissement non-seulement illusoire, mais acheté par le sacrifice de la portion la plus intéressante de la nation.

Au reste, le Directoire plia en cette occasion, comme il avait toujours fait jusque là, de plus en plus mécontent de celui qui lui imposait ses volontés, mais n'osant pas se priver de ses précieux services et méritant par cette lâcheté tous les traitements qu'il eut à en subir plus tard. Et comme si ce n'était pas assez de cet acte de faiblesse, il permit au général de reprendre les négociations avec Rome et lui en abandonna aveuglément la conduite, faute inconcevable qui allait avoir pour résultat de poser un homme dont l'ambition était si flagrante et si redoutable, en médiateur suprême entre le catholicisme et la révolution. Pour obtenir des pouvoirs nouveaux, il lui suffisait d'offrir sa démission et de se plaindre de sa santé, assurances qui étaient acceptées avec une bonne foi égale à celle qui les inspirait, et qui cependant réussissaient toujours : « Tant que votre général ne sera pas le centre de tout en Italie, vous courrez de grands risques. On n'attribuera pas ce langage à l'ambition, je n'ai que trop d'honneurs ; ma santé est tellement délabrée que je me crois obligé de vous demander un successeur. » Ces doléances, qui reviennent si souvent dans ses lettres, étaient d'un effet infaillible sur l'esprit du Directoire, grâce aux autres arguments qu'il y joignait à l'adresse du ministre des finances, et il n'avait qu'à exprimer un vœu pour le voir réalisé.

Il avait pour traiter avec Rome une grande supé-

riorité sur le Directoire : il n'était gêné par aucun scrupule ni par aucune antipathie philosophique. Ne voyant dans le monde politique que des forces et jamais des principes, il ne considérait la papauté que comme un fait, et ce fait ne lui inspirait ni amour ni haine. Mais la puissance qu'il découvrait dans la papauté le frappait d'autant plus qu'elle était toute morale, et qu'il en sentait la force sans pouvoir ni la mesurer ni l'atteindre. Aussi lui avait-il toujours témoigné de grands égards et avait-il maintes fois reproché au Directoire de ne pas la traiter avec assez de ménagements.

Deux événements venaient de rendre la situation de la cour de Rome de plus en plus difficile. Naples et Gênes avaient fait leur paix avec la République française, et les Anglais, chassés de l'île de Corse par une insurrection populaire, avant même que l'expédition organisée par Bonaparte eût pu mettre à la voile, étaient sur le point d'évacuer la Méditerranée. Rome, isolée désormais, n'avait plus d'espérance que dans le succès des armées autrichiennes. C'est à ce moment que Bonaparte reprit la négociation. Peu de temps auparavant, il avait tiré le cardinal Mattei du couvent où il l'avait fait enfermer, et l'avait renvoyé dans son diocèse avec des paroles rassurantes. Le 21 octobre, il se rendit à Ferrare, ville dont Mattei était archevêque, descendit chez lui et, après plusieurs entretiens, l'envoya à Rome, chargé d'assurances pacifiques. En même temps il écrivait à Cacault, notre agent à Rome, diplomate plein de finesse cachée sous une apparente bonhomie; il lui annonçait que lui seul désormais était chargé de la négociation; il

lui recommandait de gagner du temps « pour tromper le vieux renard. » Il voyait bien qu'une vigoureuse démonstration viendrait seule à bout des résistances de la cour romaine, mais il était obligé de la différer encore. « Vous sentez bien, ajoutait-il, que je n'attends que le moment favorable pour m'élancer sur Rome et y venger l'honneur national. » (24 octobre.)

Ici l'expression dépassait évidemment sa pensée, car quelques jours plus tard, il lui disait en termes beaucoup plus mesurés :

« Vous pouvez assurer le pape que j'ai toujours été contraire au traité qu'on lui a proposé et surtout à la manière de négocier, que c'est en conséquence de mes instances réitérées que le Directoire m'a chargé d'ouvrir la route d'une nouvelle négociation. J'ambitionne bien plus le titre de sauveur que celui de destructeur du Saint-Siége. Vous savez vous-même que nous avons toujours eu là-dessus des principes conformes, et moyennant la faculté illimitée que m'a donnée le Directoire, si l'on veut être sage à Rome, nous en profiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde et tranquilliser les consciences timorées de beaucoup de peuples. » (28 octobre 1796.)

Cette politique était beaucoup plus conforme à son attitude habituelle que le ton qu'il affectait dans ses lettres au Directoire, pour flatter les passions philosophiques encore très-vivantes, ou que les menaces qui lui étaient arrachées par l'impatience de ne pas voir ses ouvertures accueillies. Il comprenait déjà, à voir la marche de l'opinion en France, qu'une réaction religieuse était inévitable, et que l'appui des prêtres serait un levier tout-puissant

pour son ambition. De là un double jeu qu'il jouait avec beaucoup d'habileté. Tout en parlant avec le dernier mépris de la cour de Rome, pour bien établir qu'il n'était ni son ami ni sa dupe, il exagérait son influence morale pour s'excuser des ménagements qu'il employait envers elle. D'autre part, avec les ecclésiastiques, il déplorait les empiétements du Directoire sur le domaine spirituel, et se présentait à eux comme leur seule sauvegarde. Grâce à ce manége, on croyait dans les deux camps l'avoir pour soi. Au reste, le moment n'était pas encore venu où la négociation pût aboutir. L'Autriche n'avait pas été assez battue pour que Rome se crût dans la nécessité de capituler. Alvinzi s'avançait en ce moment vers l'Italie avec une nouvelle armée, et le Saint-Siége ne songeait plus à traiter.

C'est en prévision de cette troisième invasion que Bonaparte s'était assuré de la complète disponibilité de son armée. Il s'était en outre efforcé d'obtenir l'alliance de la Sardaigne, la seule puissance italienne qui eût des soldats capables d'aller au feu, la seule dont l'appui eût été efficace. Un de ses agents s'était rendu à Turin pour négocier cette alliance au nom du général, mais comme il n'avait à offrir au roi de Sardaigne, en échange du concours qu'il lui demandait, qu'une garantie de ses États si réduits, il ne parvint pas à l'entraîner. La cession de la Lombardie eût seule pu le décider à faire cause commune avec nous; mais on la tenait en réserve en vue d'un autre objet.

Le Directoire ne fut pas plus heureux dans ses efforts pour obtenir l'alliance de la république de

Venise. Nos rapports de cette époque avec Venise sont de ceux qui peuvent le mieux servir à caractériser l'esprit de cette guerre, et il importe d'en suivre avec soin les péripéties si l'on en veut juger le dénoûment avec impartialité. Il n'est pas moins indispensable de se rendre compte dans quelles conditions lui fut faite cette offre d'alliance dont nos historiens se sont si souvent armés contre elle. Nous avions d'abord violé la neutralité de Venise en occupant Brescia, ce qui avait amené les Autrichiens à la violer à leur tour en occupant Peschiera pour défendre le passage du Mincio. Puis, sous prétexte de punir Venise d'avoir souffert cette seconde violation, qui était la conséquence de la première et que, dans tous les cas, il n'avait pas dépendu d'elle d'empêcher, nous nous étions emparés de la plupart de ses places fortes sur la terre ferme. Nous en avions en partie chassé ses garnisons pour nous y mettre plus à l'aise; nous avions pillé ses arsenaux et ses magasins, nous avions exigé d'elle qu'elle nourrît et approvisionnât nos troupes. Ce n'est pas tout, en réparation du mal que nous lui avions fait, nous lui donnions maintenant à entendre qu'elle aurait à nous payer une indemnité de plusieurs millions. Tout cela avait été fait sous des prétextes que Bonaparte dans sa correspondance reconnaît dénués de tout fondement, lui qui les avait inventés et qui les invoquait si haut. C'est alors que la malheureuse république, écrasée par nos exactions, compromise vis-à-vis de l'Autriche, poussée au désespoir, s'avisa un peu tard d'un expédient qui l'eût peut-être sauvée au début, et se mit à armer, autant pour faire respecter sa neutralité que pour se

défendre contre les velléités d'insurrection qui commençaient à se manifester sourdement dans ses provinces de terre ferme. Cette mesure n'avait fait que lui attirer de nouveaux reproches de notre part. Dès le 12 juillet, Bonaparte dénonçait ces armements, il saisissait avec empressement ce nouveau texte de récriminations ; il avertissait le Directoire de ne pas laisser échapper cette précieuse occasion d'accuser et de se plaindre : « Peut-être, lui écrivait-il à ce propos, jugerez-vous convenable de commencer dès à présent une petite querelle au ministre de Venise à Paris, pour que, après que j'aurai chassé les Autrichiens de la Brenta, je puisse trouver plus de facilité pour la demande que vous avez l'intention que je leur fasse de quelques millions. »

On conçoit sans peine les sentiments qu'une semblable politique devait faire naître chez ceux qui en étaient les victimes ; elle n'était guère propre à préparer les voies pour une alliance. Cependant, telle était la terreur inspirée par nos armes, que le Sénat de Venise supportait tout, sinon sans se plaindre, du moins sans essayer de résistance. A ces procédés, on ajouta bientôt l'iniquité de ne pas payer aux Vénitiens les fournitures dont ils faisaient l'avance à l'armée. A la date du 20 juillet, ils avaient déjà fourni pour 3 millions et n'avaient reçu pour tout payement, à force d'insistance, qu'une lettre de change de 300,000 francs. Mais les torts mêmes que nous avions envers eux leur étaient imputés à crime et devenaient l'occasion de nouvelles machinations contre la république. C'est ainsi que ce payement de 300,000 francs, tout insuffisant et dérisoire qu'il fût, avait été, selon

Bonaparte, une véritable faute, et devint la source de telles vexations que les Vénitiens étaient, pour ainsi dire, intéressés à n'être jamais payés. Ce payement était une faute, disait-il, car il avait laissé voir « que par l'importunité et en faisant manquer le service, on tirerait de nous de l'argent. De sorte que, continuait-il, je suis forcé *de me fâcher contre le provéditeur, d'exagérer les assassinats qui se commettent contre nos troupes,* de me plaindre amèrement de l'armement qu'on n'a pas fait du temps que les impériaux étaient les plus forts, et par là je les obligerai à me fournir, pour m'apaiser, tout ce qu'on voudra. Voilà comme il faut traiter avec ces gens-ci. Ils continueront à me fournir, moitié gré moitié force, jusqu'à la prise de Mantoue, et alors je leur déclarerai ouvertement qu'il faut qu'ils me payent la somme portée dans votre instruction, ce qui sera facilement exécuté. »

Tel était l'état de nos relations avec Venise lorsque les Directeurs tentèrent ce nouvel effort pour déterminer la république à accepter notre alliance. Ils lui peignirent sa situation difficile et périlleuse entre de puissants voisins qui convoitaient les possessions vénitiennes, voisins dont l'un surtout, l'Autriche, devait tôt ou tard chercher à s'indemniser de la perte de ses provinces aux dépens de la République. Quelle était sa garantie contre ce danger? Le droit public? Il n'existait plus. L'équilibre européen? Toute trace en avait disparu. Venise ne pouvait trouver de sauvegarde que dans une alliance puissante, et telle que la France seule était en état de la lui offrir.

Ces propositions ne furent pas acceptées par le sénat, qui motiva son refus, non sur les raisons trop

réelles qu'il avait de se défier de nous, mais sur le désir d'épargner au peuple vénitien le poids d'une guerre qui désolait tant de nations. Les historiens ne se sont en général pas fait faute de blâmer cette détermination. Cependant quelle confiance pouvaient avoir en nous les Vénitiens, après les traitements dont nous avions usé envers eux? Quelle sécurité pouvait leur inspirer notre conduite envers les autres États italiens? Et en admettant la sincérité de nos protestations, quelle garantie sérieuse leur offrait notre position en Italie? N'y étions-nous pas en réalité campés plutôt qu'établis? Était-il prudent de lier le sort de Venise à celui d'une influence fondée sur des succès à la vérité très-brillants, mais selon toute probabilité très-éphémères? N'est-ce pas par des triomphes de ce genre qu'avaient débuté toutes les armées françaises à leur entrée en Italie, et pourtant avions-nous jamais réussi à nous y consolider? Et, une fois l'heure des revers sonnée, que resterait-il de cet appui si imposant, si magnifique en promesses? Nos armées disparaîtraient derrière les Alpes, leur rempart naturel, et Venise resterait seule à la merci de ses ennemis. S'il lui fallait à tout prix choisir, ne lui était-il pas encore plus avantageux de rompre avec la France, si éloignée de ses frontières et avec qui elle n'avait de contact que par accident, que d'avoir pour ennemie l'Autriche, son voisin permanent et qui cernait de tous côtés les possessions vénitiennes?

Ces considérations l'emportèrent et les Vénitiens persistèrent dans leur neutralité. Cette détermination qui devait les perdre était non-seulement légitime, mais irréprochable. Une alliance avec la France les

eût probablement préservés de Campo-Formio, mais elle n'eût ni sauvé leur indépendance sous notre domination, ni protégé leur territoire lorsque survinrent les désastres qui rendirent l'Italie à l'influence autrichienne. Il est des temps où la faiblesse est un crime irrémissible.

Cependant Bonaparte prenait ses dispositions pour recevoir le choc de la nouvelle armée que le Conseil aulique avait placée sous les ordres d'Alvinzi. Malgré l'exagération continuelle de ses plaintes au sujet de l'insuffisance de ses forces et de la négligence qu'on mettait à lui faire parvenir ses renforts, ses troupes étaient actuellement dans le meilleur état. Au 1er octobre, à la suite de sa lutte avec Würmser, il évaluait leur nombre total à quarante-huit mille hommes, chiffre certainement inférieur à ses forces réelles (lettre au Directoire, 1er octobre). Sur ce chiffre, il accusait dix-huit mille malades, dont quatre mille blessés seulement. Depuis lors il lui était arrivé des renforts, et un mois entier s'était écoulé sans événements de guerre; enfin la création de la Cispadane et de la légion italienne lui avait permis de disposer du plus grand nombre de ses garnisons. Déduction faite des huit mille hommes employés au blocus de Mantoue et des malades qui pouvaient lui rester, c'était donc trente-huit à quarante mille hommes qu'il pouvait opposer à Alvinzi.

Il avait relevé le moral et la discipline de son armée par la guerre qu'il avait faite pendant tout le mois d'octobre aux habitudes de vol et de pillage qui étaient devenus un danger sérieux pour notre occupation en Italie. Les plus hauts fonctionnaires de l'armée étant

les premiers à donner l'exemple, le mal avait pris des proportions effrayantes, et une répression inexorable pouvait seule l'arrêter. Dans les villes, le pillage étant en quelque sorte régularisé et les ressources étant beaucoup plus abondantes, les habitants supportaient mieux le fléau; mais les habitants des campagnes étaient complétement ruinés, et dans certaines provinces comme le Mantouan, ils émigraient en masse. Bonaparte sentit la nécessité de prendre des mesures sévères et efficaces, et il frappa en haut comme en bas. Dès le premier regard qu'il porta sur ces misères, il s'aperçut que le mal était encore plus grand qu'il ne l'avait soupçonné ; « Je suis entouré de voleurs! » écrivait-il (8 octobre). Généraux, commissaires des guerres, administrateurs, tout le monde pillait. Il se décida à faire de nombreuses exécutions qui étaient pourtant loin de répondre au nombre réel des coupables. « Vous avez calculé sans doute, écrivait-il encore au Directoire, que vos administrateurs voleraient, mais qu'ils feraient le service et auraient un peu de pudeur; mais ils volent d'une manière si ridicule et si impudente que si j'avais un mois de temps il n'en est pas un qui ne pût être fusillé. » (12 octobre.)

Mais quoi! n'est-ce pas lui qui le premier avait dit : « l'Italie *sera notre proie.* » Dès les premiers jours de novembre, Alvinzi était sur la Piave avec une armée de quarante mille hommes, composée en grande partie de recrues : en même temps Davidowich s'avançait dans le Tyrol avec dix-huit mille combattants, parmi lesquels beaucoup de soldats de la milice tyrolienne. Ces deux corps devaient opérer

leur jonction sous les murs de Vérone d'après un plan assez semblable à celui de Würmser, mais cependant plus simple et moins dangereux, puisqu'il divisait l'armée en deux colonnes au lieu de trois. Vaubois gardait le Tyrol avec douze mille hommes : il devait couvrir Trente sur la ligne du Lavis. Bonaparte se porta en personne avec Masséna et Augereau au-devant d'Alvinzi. La rencontre eut lieu à Carmignano le 6 novembre, entre Vicence et Bassano. Après un engagement très-vif, les Autrichiens furent rejetés sur cette dernière ville, mais les Français ne parvinrent pas à s'en emparer. Dans la nuit de mauvaises nouvelles arrivèrent du Tyrol. Vaubois battu par Davidowich, avait été forcé d'évacuer Trente, et opérait sa retraite par la rive gauche de l'Adige, au lieu de garder les passages si importants de la Corona et de Rivoli, qui, venant déboucher derrière Vérone entre l'Adige et le Mincio, allaient permettre au corps de Davidowich de couper la retraite à notre armée.

Il était urgent de parer à ce danger. Le général Bonaparte se vit donc forcé de rétrograder après une bataille gagnée et au grand étonnement de l'armée autrichienne. Il ramena ses troupes sur Vicence et Vérone, envoya en toute hâte Joubert prendre position à la Corona, fit repasser l'Adige à Vaubois, le ramena sur Rivoli et vint haranguer lui-même la division vaincue. Il adressa aux soldats de sanglants reproches, leur fit honte de s'être laissé battre, puis lorsqu'il vit l'effet produit, les consola par quelques bonnes paroles et les laissa impatients de prendre leur revanche.

Tout le reste de son armée était concentré à Vérone.

et Alvinzi l'avait suivi pas à pas dans ce mouvement de retraite. Le 11 novembre Bonaparte, de retour au quartier général, ayant jugé à propos d'occuper les hauteurs de Caldiero qui couvrent Vérone du côté de Vicence, y trouva Alvinzi retranché dans des positions formidables. Il n'hésita cependant pas à l'y attaquer. Une pluie battante qui tomba toute la journée avait détrempé le terrain de telle sorte qu'il devint impossible à notre artillerie de s'y mouvoir, tandis que celle de l'ennemi, se trouvant en position, lui donnait sur nous un grand avantage. Nos attaques se succédèrent en vain pendant plusieurs heures; elles ne réussirent pas à l'entamer. La nuit venue, les deux armées bivouaquèrent en face l'une de l'autre sur le champ de bataille.

Cette bataille, quoique incertaine, était pour nous un grave échec. Le lendemain nos soldats rentrèrent à Vérone. La situation de l'armée devenait des plus périlleuses; d'un côté le corps de Vaubois considérablement réduit, tenait à grand'peine à Rivoli, pendant qu'à Mantoue la garnison nous harcelait par des sorties incessantes; de l'autre, nous étions menacés d'être assiégés dans Vérone. Ces revers si nouveaux pour nous, avaient jeté le découragement dans l'âme du soldat; il commençait à se lasser de cette guerre interminable et murmurait tout haut contre l'abandon où le laissait le Directoire. Bonaparte douta lui-même un instant de sa fortune. Il écrivit au Directoire, il lui dépeignit sous les couleurs les plus sombres la situation fâcheuse où il se trouvait (13 novembre). Peut-être allait-il être forcé de lever une seconde fois le blocus de Mantoue; peut-être l'heure

de Masséna, d'Augereau, la sienne même allait-elle sonner; il n'avait, ajoutait-il, que dix-huit mille hommes (y compris les sept mille hommes de Vaubois), à opposer aux cinquante mille hommes de l'ennemi, allégation d'une exagération puérile et qui ne soutient pas l'examen. Cependant, malgré les craintes motivées que lui inspirait sa réelle infériorité et malgré l'excès de désespoir qu'il affectait avec le Directoire, il n'avait jamais montré plus d'assurance avec les soldats. Le lendemain même du jour où il venait d'exhaler ces plaintes et de donner un libre cours à ses appréhensions, il mit à exécution avec son incomparable fermeté de décision, la manœuvre célèbre qui devait lui rendre la victoire.

A la nuit tombante il fait prendre les armes à ses troupes; par son ordre elles traversent la ville en silence et passent sur la rive droite de l'Adige comme pour mettre le fleuve entre elles et l'ennemi. L'armée marchait avec une résignation muette, croyant à une retraite sur le Mincio; mais au lieu de prendre, au sortir de Vérone, la route de Peschiera, il ramène ses soldats le long de l'Adige dont le cours, en s'éloignant de la ville, oblique à gauche vers la mer Adriatique. Alvinzi étant resté immobile dans ses positions de Caldiero devant Vérone, il suffisait de descendre le cours du fleuve pour se trouver bientôt sur ses derrières. Nos troupes le descendirent jusqu'à Ronco, et là elles repassèrent l'Adige sur un pont de bateaux préparé par les soins du général.

Cette manœuvre si frappante, grâce à laquelle nous allions tourner la position que nous n'avions pu forcer peu de jours auparavant, saisit fortement les

esprits et excita l'enthousiasme de l'armée. Nous nous trouvions à Ronco dans une situation presque inexpugnable, couverts d'un côté par l'Adige, de l'autre, par des marais que traversaient seulement deux chaussées étroites, qui toutes deux partaient de Ronco pour aboutir l'une à Vérone, devant le front de l'armée ennemie, maintenant nos communications avec cette ville, l'autre à Villanova sur les derrières d'Alvinzi, permettant de le mettre entre deux feux et d'intercepter ses communications avec Vicence. La bataille devant se livrer sur ces deux chaussées, où l'ennemi ne pouvait s'étendre et où tout devait être décidé par le courage des têtes de colonne, sa supériorité numérique devenait inutile.

Dès le matin, Masséna s'avança sur la digue droite avec sa division et Augereau sur la digue gauche. Masséna parvint jusqu'à l'extrémité des marais sans avoir rencontré personne. Quant à Augereau il fut arrêté par un obstacle imprévu ; à mi-chemin, entre Ronco et Villanova se trouve le village d'Arcole. Une petite rivière nommée l'Alpon y traversait la chaussée pour aller se jeter dans l'Adige au-dessous de Ronco. Des Croates qui bivouaquaient dans le village en fortifièrent le pont et arrêtèrent brusquement la colonne d'Augereau, qui s'efforça vainement de l'enlever. Ce combat avait donné l'éveil à Alvinzi. Deux de ses divisions s'engagèrent l'une sur la chaussée de droite, l'autre sur celle de gauche, où elle vint renforcer les défenseurs d'Arcole. Masséna culbuta dans les marais celle qui lui était opposée, mais Augereau et Bonaparte lui-même revinrent vainement à la charge contre le pont d'Arcole. Tous deux successivement

s'élancèrent sur le pont, un drapeau à la main pour entraîner le soldat, mais ils ne parvinrent pas à forcer le passage; Bonaparte fut précipité dans le marais et perdit dans cette attaque un grand nombre d'officiers du plus grand mérite.

Cette résistance sauva l'armée autrichienne en nous empêchant de la prévenir à Villanova, par où elle eut le temps d'effectuer sa retraite après avoir abandonné précipitamment Caldiero. Le lendemain elle évacua Arcole qui n'avait plus d'importance pour elle et que Bonaparte avait d'ailleurs fait tourner par une brigade. Mais les Autrichiens n'en avaient pas moins fait des pertes considérables, et Vérone était dégagée.

Cependant ce succès n'avait rien eu de décisif, et Alvinzi restait devant nous dans des positions un peu en arrière de celles qu'il occupait la veille. Bonaparte dut repasser l'Adige à Ronco pour communiquer avec Vaubois et s'assurer que ce général n'avait pas été forcé à Rivoli. Ce mouvement rétrograde lui réussit aussi bien que le stratagème le mieux combiné. Les Autrichiens, ne trouvant plus personne devant eux, s'étaient avancés sur les digues. Les Français repassèrent le pont de Ronco, qui était resté en notre pouvoir, les chargèrent à la baïonnette sur cet étroit espace et en firent un effroyable carnage. Ce fut la seconde journée d'Arcole.

Le soir venu, Bonaparte recommença son mouvement de la veille et repassa sur la rive droite de l'Adige. Ayant reçu encore de bonnes nouvelles de Vaubois, que Davidowich n'avait pas attaqué, il revint le lendemain matin pour la troisième fois sur son champ de bataille au milieu des marais et le trouva

de nouveau occupé par un ennemi qu'aucune leçon ne semblait instruire. Cette fois la victoire fut plus longtemps disputée, mais la résistance des Autrichiens ne servit qu'à augmenter leurs pertes, qui furent si grandes pendant ces trois journées que leur supériorité numérique avait disparu.

Bonaparte ayant deviné ce résultat par le calcul des prisonniers, des morts et des blessés que les Autrichiens avaient laissés entre nos mains, n'hésita plus à sortir de ses marais et à attaquer son adversaire en plaine et à découvert. Il l'aborda résolûment sur la rive droite de l'Alpon et en peu de temps le mit en pleine déroute. Alvinzi fit sa retraite sur Vicence, et de là sur la Brenta, mollement poursuivi, en raison du retour nécessaire de notre part pour dégager Vaubois. L'armée française fit à Vérone une rentrée triomphante. Après une longue inaction motivée par l'ignorance où il était des mouvements d'Alvinzi, Davidowich s'était enfin décidé à attaquer Vaubois et de Rivoli l'avait rejeté sur Castel-Novo. Mais cet avantage, qui trois jours auparavant aurait mis l'armée française dans la situation la plus critique, était maintenant inutile, et Davidowich, trouvant en face de lui à Castel-Novo la division Masséna, au lieu des soldats d'Alvinzi avec lesquels il espérait faire sa jonction, dut se hâter de reprendre le chemin du Tyrol.

Ces nouvelles victoires et l'épuisement où l'on se trouvait de part et d'autre après des campagnes si meurtrières, devaient rendre la conclusion de la paix tout à la fois plus désirable et plus facile. On la souhaitait vivement en France, et la presse n'était pas moins unanime que le Corps législatif pour faire en-

tendre ces vœux de l'opinion publique. Le Directoire l'eût plus volontiers différée dans l'espoir de traiter plus tard avec plus d'avantage. Mais la nation était lasse de supporter à elle seule le poids de toutes les armées européennes, et l'Europe n'était pas moins désireuse de mettre fin à cette guerre sanglante et ruineuse. Dès la fin d'octobre, l'Angleterre avait envoyé à Paris un diplomate habile, lord Malmesbury, pour négocier la paix générale sur les bases du *statu quo ante bellum*. Chaque puissance aurait restitué ses conquêtes et repris ses anciennes limites, principe juste en soi, malgré tout ce que nous devions y perdre, s'il avait été appliqué avec une entière sincérité. Mais les trois puissances qui avaient les premières rompu l'équilibre européen en se partageant la Pologne, n'entendaient nullement se laisser appliquer le principe des compensations, et l'Angleterre elle-même, qui l'avait mis en avant, refusait formellement de restituer à la Hollande sa colonie du Cap, malgré les immenses possessions dont les Anglais s'étaient emparés dans l'Inde. D'un autre côté, comment abandonner les peuples qui s'étaient si loyalement donnés et fiés à nous? Qu'on exigeât que la Belgique fut séparée de la France, passe encore; mais comment souffrir de sang-froid qu'elle fût remise de force sous le joug qu'elle avait secoué à notre exemple, comment le souffrir surtout après une si longue communauté de douleurs, de luttes et de triomphes!

Les propositions de lord Malmesbury étaient telles qu'on eût pu nous les offrir après de nombreux revers, mais elles n'étaient pas acceptables pour un peuple alors presque partout vainqueur, et, quoi qu'on en ait dit,

le Directoire ne montra pas en cette occasion des exigences déraisonnables. On peut lui reprocher avec plus de justice d'avoir conduit cette négociation avec des formes cassantes et indiscrètes qui étaient peu propres à la faire réussir. Après quelques pourparlers n'espérant plus rien de la ténacité britannique, il se flatta d'arriver plus sûrement à son but, en traitant séparément avec l'Autriche. Il choisit pour négociateur le général Clarke, qui arriva au quartier général de Bonaparte peu de jours après la bataille d'Arcole.

Les instructions que le Directoire avait données à Clarke, en date du 14 novembre, n'étaient pas faites pour plaire au général en chef. Il avait pour mission d'abord de conclure un armistice, et ensuite de débattre les conditions d'un arrangement avec l'Autriche.

L'armistice avait beaucoup perdu de son opportunité depuis la bataille d'Arcole. Il ne pouvait plus avoir pour objet que de sauver le fort de Kehl, qui était, avec la tête de pont d'Huningue, le seul point que nous eussions conservé au delà du Rhin après la retraite de Jourdan et de Moreau. Kehl était un passage important pour déboucher en Allemagne plutôt qu'une véritable place forte, mais il était loin d'avoir pour nous la valeur que Mantoue avait pour l'Autriche, et, pour conserver Kehl, nous risquions de perdre Mantoue, alors sur le point de se rendre. Quant aux conditions de la paix, elles avaient toutes pour base la conservation de la Belgique, et Clarke était chargé de présenter à l'empereur plusieurs combinaisons différentes que le Directoire jugeait de nature à le consoler de cette perte. On offrait à l'Au-

triche des compensations, mais on les lui offrait aux dépens d'autrui. D'après la première de ces combinaisons, on lui aurait rendu ses possessions d'Italie et on lui aurait permis de s'indemniser de la perte de la Belgique en s'emparant de divers évêchés allemands et d'une partie du Palatinat. D'après la seconde, il aurait laissé à la France le Milanais et on lui aurait cédé les États du pape avec le titre de roi de Rome pour le grand-duc de Toscane. D'après la troisième, on lui aurait donné les États du roi de Bavière avec les électorats ecclésiastiques. Toutes ces combinaisons étaient formulées avec le sans-façon dont ces libérateurs patentés des peuples avaient si promptement contracté l'habitude. La cession de Venise n'y était pas encore mise en question, mais on y parlait déjà de dépouiller cette république de ses provinces de terre ferme au profit de la république lombarde si celle-ci était reconnue viable; on était prêt à sacrifier un État qui avait des siècles de durée à une création chimérique, destinée à avorter en naissant. De là aux préliminaires de Léoben, il n'y avait qu'un pas.

La mission de Clarke causa à Bonaparte un déplaisir extrême, et il ne prit pas beaucoup la peine de le dissimuler. Maître de tout en Italie, investi d'un rôle unique, en possession de détruire de vieux États et d'en créer de nouveaux, il n'était pas homme à renoncer aisément à une telle situation. Or tout cela allait être perdu et son œuvre anéantie si la mission de Clarke réussissait. Mais des circonstances heureuses lui épargnèrent cette déception. Il s'empressa d'exposer au Directoire comme au négociateur lui-

même (6 décembre) les objections qu'il avait à faire valoir contre l'armistice. Ses raisons étaient, il faut en convenir, très-fortes depuis la défaite d'Alvinzi. Il était incontestable, en effet, qu'une fois Mantoue pris, et ce fait était imminent, nous traiterions avec un immense avantage pour la paix définitive. Mais la passion l'entraînait au delà de toute vraisemblance, lorsqu'il ajoutait que trois mois de repos perdraient son armée et que l'armistice nous mettrait dans l'impossibilité de faire valoir nos revendications contre Rome, « l'État de l'Église étant inabordable l'été. »

La vérité est que ce qui lui déplaisait surtout dans l'armistice, c'est que l'armistice annonçait la paix. Il ne pouvait se résigner à cette brusque interruption de tant de rêves de gloire et d'ambition. Aussi, dans son impatience, reprenait-il la plume le même jour pour presser de nouveau le Directoire de renoncer à ses projets. « Envoyez-moi trente mille hommes de renfort, lui disait-il, et je marche sur le Frioul, je m'empare de Trieste, je porte la guerre dans les États de l'empereur, l'insurrection en Hongrie, et je vais à Vienne. Alors, citoyens Directeurs, ajoutait-il, alors vous aurez le droit *d'attendre des millions,* des succès et une bonne paix. » Vision prophétique sans doute, puisqu'il la réalisa quelques mois plus tard; mais était-ce une *bonne paix* que celle qui laissait derrière elle les iniquités de Campo-Formio? Pas plus que la bonne paix que plus tard il allait chercher dans toutes les capitales de l'Europe.

Quelques jours lui suffirent pour s'emparer de l'esprit de Clarke. A un accueil froid et défiant, succéda une alternative de brusquerie et de familiarité, accom-

pagnée de déclarations péremptoires qui firent bien vite comprendre au négociateur qu'il fallait choisir entre une rupture décidée et une complète soumission. Il adopta ce dernier parti, qui était le plus conforme à son esprit timide et médiocre. Il se rallia de bonne grâce aux idées du général et bientôt ne vit plus que par ses yeux. Il écrivit au Directoire que Bonaparte « devait continuer à diriger toutes les opérations diplomatiques en Italie. »

Ce revirement fit perdre à la paix beaucoup de ses chances, mais Clarke n'eut pas même à en discuter les conditions, car l'entrée de Vienne lui ayant été interdite sous prétexte que l'empereur ne reconnaissait pas le gouvernement de la République française, il s'aboucha à Vicence avec le baron de Vincent, qui déclara ne pouvoir signer l'armistice que pour l'Italie, proposition dérisoire puisqu'elle conservait Mantoue à l'Autriche sans même nous assurer le même avantage pour Kehl. La question de l'armistice ayant ainsi été écartée, Clarke fut renvoyé pour celle de la paix à l'ambassadeur d'Autriche auprès de la cour de Turin, ce qui équivalait à un ajournement indéfini.

Mais, sans connaître encore ce dénoûment de la négociation de Clarke, Bonaparte faisait en Italie tout ce qui était en son pouvoir pour l'empêcher d'aboutir en engageant, selon sa méthode habituelle, le gouvernement français par des faits accomplis. Ayant vu le Directoire se demander avec des scrupules bien concevables, dans les instructions de Clarke, si les Italiens étaient, oui ou non, dignes de la liberté et capables de la maintenir parmi eux, il faisait de son mieux pour lui donner cette illusion, à laquelle,

pour son compte, il ne croyait pas, comptant invoquer en faveur de son opinion un état artificiel dont il était le seul auteur. Il réprimait avec soin dans la Cispadane tout ce qui pouvait avoir une apparence d'anarchie. « Je suis, disait-il aux Modénais, l'ennemi juré des scélérats, des pillards, des anarchistes... Je ferai fusiller ceux qui renversent l'ordre social, font l'opprobre et le malheur du monde. » Il les encourageait dans leur essai d'organisation, les invitait à s'unir, à s'armer, les aidait à former une légion polonaise pour renforcer leurs milices. Il laissait espérer aux Lombards, contre les instructions formelles du Directoire, leur réunion à la Cispadane; il autorisait leur congrès d'État à envoyer des députés à la fédération de Reggio qui allait consacrer l'union de Bologne avec Modène. « Si l'Italie, leur disait-il à cette occasion, veut être libre, qui pourrait l'en empêcher? Ce n'est pas assez que les différents États se réunissent, il faut, avant tout, resserrer les liens de fraternité entre les classes de l'État. Vous pouvez, vous devez être libres sans révolution, sans courir les chances et sans éprouver les malheurs qu'a éprouvés le peuple français. Protégez les propriétés et les personnes, inspirez à vos compatriotes l'amour de l'ordre et des lois et des vertus guerrières qui défendent et protégent les républiques et la liberté. » (10 décembre.) Conseils excellents, s'il était donné à la conquête d'inspirer les vertus civiques, si le dévouement patriotique s'éveillait et s'endormait tour à tour, au gré des convenances du vainqueur!

Mais le succès qu'ambitionnait Bonaparte n'allait

pas jusqu'à une résurrection sérieuse du sentiment national de l'Italie. Un pareil fait eût été bientôt pour lui un embarras plus grand peut-être que les armées de l'Autriche ; il n'en désirait que les apparences extérieures, et il réussit à les créer jusqu'à un certain point. Il n'en pouvait être autrement chez un peuple artiste chez lequel les souvenirs possèdent une si puissante magie. « Il sut se servir à propos, écrivit-il à ce sujet sur lui-même, du talisman du mot de liberté et d'indépendance nationale. » On ne saurait dire plus juste : il se servit habilement du mot parce qu'il était utile à ses combinaisons, mais sans avoir aucun souci de la chose, et il n'eut aussi de la république qui était sa création que des mots, c'est ce qui fit son peu de solidité. Il dit encore dans le même passage (*Mémoires*) : « Il porta non-seulement un grand respect à la religion, mais il n'oublia rien de ce qui pouvait lui concilier l'esprit du clergé. » Autre talisman manié avec la même adresse, mais avec le même manque de conviction. Il se plaisait à opposer les vertus du clergé italien aux vices de l'ancien clergé de France, à dire (1er janvier 1797) : « que si le clergé de France avait été aussi sage, aussi modéré, aussi attaché aux principes de l'Évangile, la religion romaine n'aurait subi aucun changement en France, » allégation historiquement fausse et dont il connaissait mieux que personne le peu de fondement, « mais, ajoutait-il avec une componction édifiante, la corruption de la monarchie avait infecté jusqu'à la classe des ministres de la religion ; l'on n'y voyait plus des hommes d'une vie exemplaire et d'une morale pure, tels que le cardinal Mattei, le cardinal archevêque de

Bologne, l'évêque de Modène, de Pavie, de Pise. Je croyais quelquefois, en discourant avec ces personnages respectables, me retrouver aux premiers siècles de l'Église. » Ces vénérables prélats étaient pourtant les mêmes que le général, avec ses confidents, qualifiait de « radoteurs imbéciles. »

Mais, de ce côté, ses belles paroles n'avaient pas obtenu autant de succès qu'auprès des patriotes. Rome restait sourde à ses avances comme à ses menaces. Le pape et ses conseillers savaient déjà qu'un nouvel effort militaire se préparait en Autriche pour débloquer Mantoue en détresse, et prêts au besoin à quitter Rome pour se réfugier dans le royaume de Naples, ils ne craignaient de nos troupes aucun mouvement sérieux et bravaient ouvertement la France. Les cardinaux qui dirigeaient la politique romaine, et particulièrement leur chef Albani, s'étaient mis en communication avec la cour de Vienne, obéissaient à ses inspirations et se tenaient prêts à combiner avec elle leurs opérations, car ils avaient une armée qui, inoffensive en elle-même, pouvait devenir dangereuse dans un moment critique. Elle était commandée par le général Colli, que nous avions eu pour adversaire en Piémont. Pour parer à ce péril, on renforça les éléments militaires de la Cispadane, et pour effrayer la cour de Rome, un détachement de Français poussa jusqu'à Bologne. Mais, grâce aux informations que le gouvernement pontifical recevait de Vienne, cette démonstration resta sans effet: on venait d'apprendre à Rome qu'Alvinzi s'était déjà remis en marche.

CHAPITRE VI.

RIVOLI ET TOLENTINO.

Nos rapports avec Venise étaient restés les mêmes. Bonaparte continuait à tenir querelle ouverte avec elle, mais de façon à entretenir ses inquiétudes, sans aller jusqu'à lui donner des motifs suffisants pour rompre ouvertement. Il harcelait les Vénitiens par des reproches incessants, afin de leur faire perdre toute présence d'esprit et de mettre de leur côté l'apparence des premiers torts, si l'occasion se présentait de les frapper. Mais si les Vénitiens venaient à se plaindre à leur tour des excès sans nombre que commettaient nos soldats, il se livrait à ces emportements exagérés qu'il savait si bien jouer : « c'étaient là des contes de fées, c'était l'amplification d'un mauvais écolier. » D'ailleurs si l'État vénitien souffrait, à qui la faute? A sa partialité pour l'Autriche, « la plus tendre sollicitude l'animait pour Alvinzi. » (Lettre à Battaglia, 8 décembre 1796.) Il n'était que trop vrai

que nous avions fait tout ce qu'il fallait pour amener ce résultat. Il continuait à surveiller avec une inquiétude affectée les armements de la république, ne perdait pas une occasion de s'en plaindre, et, tout en s'en plaignant, lui donnait de nouveaux sujets de les poursuivre plus activement que jamais.

C'est ainsi qu'il fit brusquement occuper le château de Bergame, qui était gardé par une faible garnison vénitienne. Ce château était situé dans une position trop excentrique pour être utile à ses opérations militaires, mais il appartenait à la province « la plus malintentionnée » de tout le pays vénitien. Les Bergamasques étaient en effet une population énergique et brave, qui supportait la présence de notre armée avec moins de patience que les Lombards, et quelques pillards avaient été tués dans le pays environnant, circonstance dont Bonaparte ne manqua pas de tirer grand parti, selon l'obligation où il se trouvait, disait-il, « d'exagérer les assassinats qui se commettaient. » Non contents d'occuper le château, les Français s'emparèrent d'un magasin d'armes où se trouvaient plusieurs milliers de fusils. Et le sénat de Venise lui ayant fait adresser des représentations par M. Battaglia, Bonaparte lui répondit : « Les troupes françaises ont occupé Bergame, pour prévenir l'ennemi qui avait l'intention d'occuper ce poste essentiel. Je vous avouerai *franchement* que j'ai été bien aise de saisir cette circonstance, pour chasser de cette ville la grande quantité d'émigrés qui s'y étaient réfugiés et punir un peu les libellistes, qui sont en grand nombre dans cette ville. Je connais le petit nombre d'hommes malintentionnés qui, depuis six mois, ne cessent de prêcher la croisade contre les

Français, malheur à eux s'ils s'écartent des sentiments de modération *et d'amitié qui unissent les deux gouvernements!* » (1er janvier 1797.)

Ces derniers mots, qui répondaient si mal à la situation réelle des choses, étaient destinés à atténuer le mauvais effet produit par l'occupation du château et à entretenir les illusions du parti qui, à Venise, voulait à tout prix être trompé, parce qu'il lui répugnait de prendre une résolution décisive. Mais tant de violations du droit des gens, tant d'actes vexatoires ou insultants ne pouvaient manquer tôt ou tard de porter leurs fruits, et plus les ressentiments étaient contenus, plus ils devaient éclater avec violence.

En même temps qu'il s'emparait de Bergame, Bonaparte faisait évacuer Livourne, dont l'occupation n'avait plus d'objet depuis que nous y avions pris et vendu les marchandises des négociants, sujets des puissances belligérantes. Cette possession nous obligeait à conserver à Livourne une garnison éloignée du centre de nos opérations, et qui pouvait être employée plus utilement ailleurs. Cependant, nous ne pouvions évacuer Livourne sans nous faire payer notre évacuation, quelque avantageuse qu'elle fût pour nous. Bonaparte l'octroya au grand-duc pour deux millions. Nous étions entrés à Livourne pour protéger son gouvernement contre les Anglais, nous y restâmes tant qu'il y eut quelque chose à y saisir; dès lors, notre protection devenait inutile, et il paya avec plaisir pour en être délivré. Ces exactions n'empêchaient pas le général de poursuivre avec plus de vivacité que jamais, sa guerre aux voleurs. Le mal avait diminué, mais en se restreignant il était devenu plus

difficile à atteindre, comme il arrive toutes les fois qu'on ruse avec la loi, et le général n'était pas loin de le considérer comme incurable : « Tout se vend, écrivait-il au Directoire (6 janvier 1797) ; l'armée consomme cinq fois ce qui lui est nécessaire, parce que les gardes-magasins font de faux bons et sont de moitié avec les commissaires des guerres. Les principales actrices de l'Italie sont entretenues par les employés de l'armée française ; le luxe, la dépravation, la malversation, sont à leur comble. » Et il proposait, comme remède extrême, mais nécessaire, l'institution d'une syndicature, composée d'une ou trois personnes, qui jugerait sommairement ces sortes de délit et aurait le droit de faire fusiller un administrateur quelconque de l'armée.

Cependant l'heure d'une nouvelle lutte allait sonner. Alvinzi avait recomposé une armée avec les débris de toutes les troupes que nous avions successivement battues en Italie et avec des corps nouveaux, venus de toutes les parties de l'empire. La monarchie autrichienne avait dès lors cette singulière faculté, qui fait toute sa force et qui semble au premier abord incompatible avec un état si peu homogène : elle était déjà la puissance de l'Europe qui peut se faire battre le plus longtemps impunément. Elle montrait, au milieu de ses revers, une surprenante vitalité. Elle n'avait pas plutôt perdu une armée qu'elle en créait une autre, et la poussait de nouveau contre nous avec une inébranlable confiance, comme si l'armée française devait être plus affaiblie par ses victoires qu'elle-même ne l'était par ses défaites. Cette fois pourtant, l'effort avait été plus visible qu'auparavant.

Elle avait dû faire appel aux volontaires, Vienne en avait à elle seule fourni plusieurs bataillons, et l'impératrice leur avait de ses mains brodé des drapeaux.

L'armée française avait de son côté, reçu des renforts importants. Il est difficile d'en fixer le chiffre d'une façon certaine, en raison des divergences extrêmes qui existent entre les appréciations du Directoire et celles de Napoléon. Qu'il suffise de dire à cet égard, d'une manière générale, qu'à la date du 28 décembre, le Directoire estimait à cinquante-sept mille le nombre total des hommes envoyés depuis l'ouverture de la campagne, et que Bonaparte ne le portait qu'à douze mille six cents. Mais la saison maintenait la santé de l'armée dans un état très-satisfaisant; Bonaparte n'avait presque plus de malades. Ses troupes s'élevaient à environ quarante-cinq mille hommes, et, défalcation faite du corps de blocus qui était toujours sous les ordres de Sérurier à Mantoue, il lui en restait près de trente-cinq mille pour recevoir l'armée d'Alvinzi.

Le plan combiné par le conseil aulique consistait cette fois à tromper les Français par une fausse attaque sur le bas Adige, du côté de Legnago, à attirer de ce côté le plus gros de leurs forces et à profiter de leur méprise pour forcer le passage entre le lac de Garde et l'Adige, aux positions de la Corona et de Rivoli que gardait Joubert. Une fois ce passage forcé, rien ne pourrait empêcher les Autrichiens d'arriver jusqu'à Mantoue. Que si la fausse attaque seule réussissait sur le bas Adige, le résultat serait presque le même, car Mantoue pourrait être également secourue,

et on serait en état de donner la main à l'armée du pape.

En conséquence de ce plan, Alvinzi s'avança par Trente et Roveredo avec une trentaine de mille hommes, masquant de son mieux le nombre de ses troupes, pendant que Provera marchait de Padoue sur le bas Adige, mettant en dehors pour faire illusion toutes ses forces qui ne montaient pas à plus de quinze mille hommes. Pour augmenter nos incertitudes, une de ses divisions avait été détachée sur Vérone où se trouvait Masséna, qui se porta à sa rencontre et lui prit neuf cents hommes (12 janvier). Ce même jour, nous étions attaqués à la fois à la Corona et à Legnago, mais faiblement. Cette feinte avait réussi en partie : la première pensée du général Bonaparte avait été que la principale attaque lui serait livrée sur le bas Adige, mais trop prudent pour prendre un parti avant une complète certitude, il se tenait avec son corps de réserve en arrière de Vérone à une égale distance de Rivoli et de Legnago, prêt à se porter sur le point qui lui paraîtrait le plus sérieusement menacé. Il rappela à lui la division Masséna, ne laissant qu'une faible garnison dans Vérone, puis il passa toute la journée du 13 à attendre les rapports de ses lieutenants.

Le temps pressait; il devenait urgent de marcher dans un sens ou dans un autre, sous peine de laisser des corps isolés exposés au choc de l'armée ennemie tout entière; notre salut allait dépendre d'une décision, dont la plupart des éléments manquaient au général en chef. Heureusement, vers dix heures du soir, les avis très-circonstanciés qu'il reçut de Joubert le tirèrent de cette pénible perplexité et ne permirent

plus de douter que la principale attaque ne se fît entre le lac et l'Adige. Débordé toute la journée par des forces considérables, Joubert avait été forcé de se replier de la Corona sur Rivoli, et il annonçait que si l'on ne venait promptement à son secours, il allait être forcé d'évacuer ce dernier poste. Sur le bas Adige, au contraire, Augereau n'avait eu affaire qu'à des démonstrations insignifiantes.

Le plan de l'ennemi était enfin démasqué. Négligeant le corps de Provera, Bonaparte dirigea aussitôt sur Rivoli toutes les troupes qu'il avait sous la main avec la division Masséna. Il rappela de Desenzano la division Rey et la porta à Castel-Novo, pour servir au besoin de corps de réserve. A deux heures du matin, il arrivait sur le plateau de Rivoli. Il reconnut sur le champ les positions de l'ennemi. Il observa, au-dessous de nous dans la plaine et sur les sommets voisins, les cinq campements marqués par les feux des bivacs, dont l'étendue indiquait une armée considérable, et dont la disposition en demi-cercle autour du plateau de Rivoli, annonçait l'intention évidente de nous tourner afin de couper toute retraite à Joubert. Il était clair, d'après cela, qu'Alvinzi comptait n'avoir affaire qu'aux douze mille hommes de Joubert, car s'il avait cru le plateau occupé par un corps plus nombreux, loin de songer à nous tourner, il eût sans doute hésité à nous attaquer dans une position si forte. Le plateau de Rivoli, en effet, quoique abordable de plusieurs côtés, n'était accessible à la cavalerie et à l'artillerie que sur un seul point, qu'on nommait la chapelle Saint-Marc, et encore ces deux armes n'y pouvaient-elles déboucher qu'avec les plus

grandes difficultés par un chemin qui formait une sorte d'escalier tournant, circonstance qui assurait un avantage formidable aux défenseurs du plateau.

Bonaparte comprit d'un coup d'œil les conditions de la lutte qui allait s'engager, et dès quatre heures du matin, il fit réoccuper la chapelle Saint-Marc, que Joubert avait été forcé d'évacuer, condamnant par là d'avance l'ennemi à combattre sans artillerie et sans cavalerie. Quant à lui, grâce à l'arrivée de la division Masséna, il eut bientôt sur le plateau une armée d'environ vingt mille hommes avec une nombreuse artillerie. Alvinzi, croyant toujours n'avoir devant lui que la division Joubert, fit passer pour la tourner une colonne sous les ordres du général de Lusignan, sur les hauteurs du Monte-Baldo qui bordent les rives du lac : cette colonne vint prendre position sur nos derrières, entre Rivoli et Castel-Novo, où se trouvait la division Rey. (14 janvier 1797.)

Mais lorsque Alvinzi voulut déboucher sur le plateau, il ne tarda pas à s'apercevoir que le moment de nous couper la retraite n'était pas encore venu. Son infanterie aborda facilement nos positions et les compromit même un instant, en mettant en déroute une de nos brigades; mais les charges de nos cavaliers et la mitraille de nos batteries réparèrent promptement cet échec. En revanche, toutes les fois que la cavalerie et l'artillerie autrichiennes tentèrent de gravir le chemin tournant, elles y furent culbutées dans un affreux désordre, et en essuyant des pertes énormes. Après nous avoir livré inutilement plusieurs assauts, Alvinzi dut rétrograder, n'ayant pu faire combattre que la moitié de son armée. Pendant ce temps, le

corps de Lusignan, canonné par notre réserve, coupé par la division Rey, mettait bas les armes presque tout entier. Joubert poursuivit Alvinzi avec tant d'impétuosité qu'il devança son arrière-garde au passage des défilés, lui fit beaucoup de prisonniers, lui reprit la Corona le lendemain et le poussa jusqu'à Trente.

Telle fut la bataille de Rivoli; victoire moins belle peut-être par son foudroyant succès que par la sagesse et l'habileté des dispositions qui l'avaient préparée. Le même jour, sur le bas Adige, Provera trompant la vigilance d'Augereau, et lui dérobant sa marche, avait passé le fleuve à Anghiari, près de Legnago, et s'était dirigé sur Mantoue pour la débloquer. Bonaparte reçut cette nouvelle à Rivoli, au moment où il venait de gagner la bataille. Laissant à Joubert le soin d'achever la victoire et de poursuivre Alvinzi, il partit aussitôt avec quatre régiments, sinon pour prévenir Provera devant Mantoue, du moins dans l'espoir de l'y rejoindre à temps pour dégager l'armée de siége.

Ces quatre régiments appartenaient à la division Masséna; ils s'étaient battus le jour précédent à Vérone, ils avaient ensuite décidé du sort de la bataille à Rivoli; ils marchèrent encore toute la nuit et firent seize lieues pour aller couvrir Mantoue. Provera les y avait devancés, mais reconnu à temps par nos soldats de l'armée du siége, il ne réussit pas à les surprendre et perdit un temps précieux devant Saint-Georges qu'occupait Miollis avec un détachement de quinze cents hommes. Il s'apprêtait à recommencer son attaque, combinée cette fois avec une très-forte sortie de Würmser, lorsque les régiments

amenés par Bonaparte et commandés par le général Victor, vinrent prendre position entre Provera et la citadelle, pendant qu'Augereau l'attaquait en queue et que Sérurier faisait face à Würmser. Celui-ci fut rejeté dans la place après un combat très-vif, et Provera abandonné, cerné de tous côtés fut forcé de se rendre avec toutes ses troupes. Cet engagement fut appelé bataille de la Favorite du nom d'un palais des ducs de Mantoue qui se trouvait tout près de là. Ainsi disparut en quelques jours cette nouvelle armée, comme si elle avait été soudainement engloutie par quelque immense désastre. Elle avait perdu, sans presque entamer nos forces, près de trente mille hommes dont vingt mille prisonniers; résultat prodigieux dû sans doute en partie à la démoralisation croissante des troupes autrichiennes, mais plus encore aux conceptions d'un génie militaire incomparable et à la rapidité avec laquelle il multipliait ses coups.

Depuis longtemps déjà, Mantoue était réduite aux plus dures extrémités; la garnison avait mangé tous ses chevaux et ne recevait plus que la demi-ration. Bonaparte fit connaître à Würmser le complet anéantissement d'Alvinzi : le vieux maréchal répondit fièrement qu'il avait encore pour un an de vivres. Cependant peu de jours après il fallut parlementer : vingt-sept mille hommes étaient morts à Mantoue de blessures ou de maladies depuis le commencement du siége et la résistance ne pouvait se prolonger plus longtemps. L'aide de camp du maréchal, M. de Klénau, vint au camp français conférer avec Sérurier le commandant du siége, ils se mirent à débattre les

conditions d'une capitulation. Klénau énumérait avec les exagérations usitées en pareil cas, les moyens de défense qui restaient encore à la garnison. Pendant leur entretien, un inconnu enveloppé dans son manteau écrivait sur une table sans mot dire et sans qu'on fit attention à lui; lorsqu'il eût fini, il se leva et tendant un papier à Klénau : « Voici mes conditions, lui dit-il; si Würmser avait seulement pour vingt-cinq jours de vivres et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait pas une capitulation honorable, mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal; s'il ouvre ses portes demain, s'il tarde quinze jours, un mois, trois mois, il aura encore les mêmes conditions, il peut attendre jusqu'à son dernier morceau de pain. » Klénau avait reconnu le général en chef, et après avoir pris connaissance des conditions qu'on accordait à son maître, il convint que Mantoue n'avait plus que pour trois jours de vivres.

Tel est le récit dramatique que Bonaparte nous a laissé de la capitulation de Mantoue, dans ses dictées de Sainte-Hélène. Tout porte à croire que son âme ouverte à toutes les grandes impressions, éprouva en effet le noble mouvement qu'il s'attribue dans cette circonstance; mais l'histoire, dont le premier devoir est l'exactitude, est tenue de constater ici que ses dispositions ne restèrent pas jusqu'au bout aussi magnanimes qu'il a bien voulu le dire. Würmser ayant fait de nouvelles instances pour obtenir des conditions meilleures: « Je vais répondre, écrivit à ce sujet Bonaparte, que je m'en tiens à ma première proposition et que, *si le général Würmser n'y a pas accédé avant le 15, je*

me rétracte, et ne lui accorde pas d'autre capitulation que d'être prisonnier de guerre avec sa garnison. » (Au Directoire, 1er février 1797, de Bologne).

Au reste, les conditions qu'il avait proposées à Würmser étaient, par leur caractère de générosité, telles qu'on pouvait les attendre de tant de jeunesse et de tant de gloire. La garnison devait se rendre prisonnière; mais le maréchal pourrait sortir librement avec son état-major, ses officiers, deux cents hommes de cavalerie et cinquante hommes à son choix. Un grand nombre d'émigrés français étaient venus se joindre aux défenseurs de Mantoue; Sérurier eut ordre de les laisser passer sans y regarder. Würmser aurait voulu saluer son jeune vainqueur en sortant de Mantoue et lui en avait exprimé le désir; mais Sérurier se trouva seul devant la place et le vieux maréchal défila en sa présence. Bonaparte était parti pour Bologne, laissant à son lieutenant tous les honneurs du triomphe; abstention admirablement calculée pour produire un grand effet, mais qui peut-être dépassait la mesure, car elle marquait trop de dédain pour le vaincu pour être inspirée par une véritable grandeur d'âme.

En reconnaissance des procédés généreux du général Bonaparte, Würmser lui fit donner avis à Bologne d'une tentative d'empoisonnement qui se tramait contre lui et que cet avertissement fit avorter.

La prise de Mantoue était un événement d'une immense portée pour la conduite ultérieure des opérations militaires; la guerre pouvait désormais devenir offensive sans danger pour nous, car nous laissions sur nos derrières, au lieu d'une armée ennemie tou-

jours menaçante, malgré le blocus, un centre de ralliement et un point de résistance d'une force éprouvée. Nous n'étions plus contraints d'attendre l'ennemi sur cette ligne de l'Adige arrosée de tant de sang, nécessité périlleuse et antipathique à nos instincts militaires plus faits pour l'attaque que pour la défense; nous pouvions aller au-devant de lui et l'attaquer sur son propre terrain. C'était depuis longtemps le projet de Bonaparte; mais avant de le mettre à exécution, il avait à en finir avec la cour de Rome.

La défaite d'Alvinzi avait mis à néant les espérances de cette cour, qui se trouvait maintenant dans un cruel embarras, ne pouvant plus ni agir avec la moindre chance de succès, ni nier sa connivence avec le cabinet autrichien. Lors même que ses armements exagérés, et ses prédications enflammées pour soulever les populations, n'eussent pas parlé si haut, il lui eût été impossible de récuser les témoignages qui déposaient contre elle, car ils émanaient de ses propres ministres. On avait intercepté une lettre du cardinal Busca, le secrétaire d'État de Sa Sainteté, à monseigneur Albani, où se trouvaient exposés dans le plus grand détail tous les plans du gouvernement romain ainsi que les principales conditions que l'Autriche avait mises à son alliance. Cette lettre exprimait une telle haine contre les Français qu'elle semblait justifier toutes les représailles; aussi le premier soin du général Bonaparte en pénétrant sur le territoire pontifical fut-il de l'insérer intégralement dans son manifeste.

Pendant qu'il s'avançait de Bologne à la tête d'un

détachement de son armée, cette puissance éperdue, en proie à l'épouvante et au vertige, mais s'étourdissant elle-même sur ses propres périls, proclamait la guerre sainte et faisait sonner le tocsin dans les campagnes. « Nous ferons des Romagnes une Vendée, » s'était écrié le cardinal Busca. On vit en effet paraître des bandes de paysans conduites par des moines le crucifix à la main. Rien ne manqua à la mise en scène, si ce n'est l'héroïsme vendéen ; tout cet enthousiasme se dépensa en paroles. Nos soldats rencontrèrent une première armée du pape à Castel-Bolognese ; ils passèrent la nuit en sa présence et l'attaquèrent au point du jour ; en un instant elle fut sabrée et mise en déroute.

Le Saint-Siége était à la merci du général Bonaparte. Qu'allait-il faire de ce pouvoir qui semblait s'écrouler avant même qu'il eût porté la main sur lui ? Malgré les accès d'impatience et d'irritation que lui avait inspirés la duplicité de la cour romaine, on pouvait le pressentir d'après sa conduite antérieure. Il avait parlé plus d'une fois de détruire pour toujours le pouvoir temporel ; il était même allé jusqu'à suggérer au Directoire l'idée de céder Rome à l'Espagne (lettre du 1er février), pour intéresser cette puissance au maintien de l'état de choses qu'il rêvait d'établir en Italie ; mais ce n'avaient été là que des dispositions passagères : au fond sa pensée avait toujours été d'accord avec son ambition. Étranger à la haine de la Révolution française contre les idées que représentait la papauté, il n'avait pas été sans remarquer les symptômes de la réaction qui se préparait en France en faveur de l'Église catholique, et il espérait

en faire profiter sa popularité. « On est redevenu catholique romain en France, lui écrivait Clarke quelques semaines auparavant ; nous en sommes peut-être au point d'avoir besoin du pape lui-même pour faire seconder chez nous la révolution par les prêtres, et par conséquent par les campagnes qu'ils sont parvenus à gouverner de nouveau. » Observation qui était sans doute suggérée par le désir de la paix, mais qui contenait une grande part de vérité et qui, on peut le croire, ne passa pas inaperçue sous les yeux de Bonaparte ; il y trouva la confirmation de son sentiment intime.

Ce n'est pas tout, son but était maintenant de porter la guerre dans les États de l'empereur ; c'est là qu'il voulait frapper son coup d'éclat par une campagne qui effacerait les faits d'armes les plus glorieux de nos annales militaires.

Or, renverser le pouvoir pontifical, c'était déclarer la guerre au royaume de Naples, c'était nous susciter, non des dangers sérieux, mais des difficultés interminables qui ajournaient indéfiniment tout mouvement offensif contre l'Autriche. Toutes ces considérations avaient déjà décidé Bonaparte, et il avait d'autant plus facilement pris son parti, que les instructions du Directoire le laissaient libre d'agir à sa guise. Après avoir longtemps considéré la chute du pouvoir pontifical comme la plus belle partie de sa tâche, le Directoire dans son impatience de rendre la paix à la France, en était venu à se résigner à le laisser vivre si l'on ne pouvait faire autrement. Ses instructions rappelaient au général « que la religion romaine serait toujours l'ennemi irréconciliable de

la République ; » elles exprimaient le désir de lui voir « détruire le centre d'unité romaine ; » mais, ajoutaient-elles : « ce n'est point un ordre que vous donne le Directoire exécutif, c'est un vœu qu'il forme : il est trop éloigné du lieu de la scène pour juger du véritable état des choses ; il s'en rapporte sur cela au zèle et à la prudence qui vous ont constamment dirigé dans votre carrière glorieuse ; quel que soit le parti que vous croyiez devoir prendre dans cette circonstance, le Directoire n'y verra jamais de votre part que le désir de servir avantageusement votre pays et de ne pas compromettre légèrement ses intérêts. » (3 février 1797).

La résolution du général était prise avant qu'il eût eu connaissance de ces conseils si peu gênants. Il voulait d'abord terrifier la cour de Rome par la rapidité de ses succès, pour lui dicter plus facilement ses volontés, puis se présenter à elle comme son sauveur. Il s'attacha d'abord à rassurer et à calmer les populations fanatisées. A cet effet, une proclamation fut affichée à Imola, par laquelle il s'annonçait comme « le protecteur de la religion et du peuple. Le soldat français, disait-il, porte d'une main la baïonnette garant de la victoire, de l'autre le rameau d'olivier symbole de la paix et gage de sa protection. » Il prescrivit à ses troupes la plus sévère discipline et leur refusa le pillage de Faënza qu'elles demandaient à grands cris, selon l'habitude barbare qu'il leur avait laissé prendre. Il fit venir les prisonniers de Castel-Bolognese, qui s'attendaient à être égorgés, leur parla avec douceur et bonté dans leur langue italienne, leur dit que les Français étaient leurs amis,

qu'ils étaient venus non pour détruire la religion, mais pour le bien du pauvre peuple, pour réformer les abus du gouvernement clérical; puis, il les renvoya dans leurs familles avec ses proclamations, leur imposant pour toute rançon l'obligation de les répandre.

La seconde armée du pape avait pris position devant Ancône : son sort fut encore plus promptement décidé que celui de la première. On la fit prisonnière sans tirer un coup de fusil. Jamais multitude armée ne fit preuve d'un pareil avilissement. Ce gouvernement avait fait perdre à ses sujets jusqu'au caractère de l'homme. Ancône était une place importante et contenait de nombreux arsenaux. Bonaparte y laissa garnison. Il se porta ensuite à Notre-Dame de Lorette, dont le trésor avait été envoyé à Rome; mais on y trouva encore pour un million d'ornements d'or et d'argent (10 février). La madone, qui était de bois et très-grossièrement sculptée, fut expédiée à Paris, où, jusqu'à l'époque du Concordat, on put la voir exposée à la Bibliothèque nationale.

Les États du pape avaient servi de refuge à un très-grand nombre de prêtres français émigrés. Obligés de fuir devant leurs compatriotes, chassés des monastères dont les religieux avaient peur de se compromettre, repoussés par un motif analogue des frontières du royaume de Naples, leur situation était des plus tristes et il y eût eu de la barbarie à augmenter l'infortune de ces pauvres gens « qui pleuraient dès qu'ils apercevaient un Français. » (Lettre au Directoire.) Le général étendit sur eux sa protection et soulagea efficacement leur misère. Quel qu'ait été son

mobile, calcul ou générosité, il en fut récompensé plus tard, car la plupart de ces prêtres rentrèrent en France, et cet acte d'humanité ne fut pas perdu.

La cour de Rome avait cependant fini par comprendre qu'il fallait se soumettre. Elle avait chargé de la négociation le cardinal Mattei, pour qui le général avait montré une sorte de prédilection. Pie VI, l'héritier et la victime de tant de siècles de gloire, pliant sous le fardeau de l'expiation que ses prédécesseurs lui avaient léguée, dut écrire à « son cher fils, le général Bonaparte », une lettre qui était la capitulation de la papauté. Il lui présentait les négociateurs qui devaient traiter en son nom et lui disait : « Qu'assuré des sentiments de bienveillance que le général avait manifestés, il s'était abstenu de tout déplacement de Rome, prouvant par là combien était grande sa confiance en lui. »

Bonaparte était à Tolentino à trois marches de Rome. Par un calcul habile, il s'était décidé à ne pas se montrer sur ce théâtre où le cherchaient déjà les yeux de l'Europe. Quelque brillante que fût sa renommée, elle ne pouvait que perdre à un pareil triomphe. Quelle gloire n'eût été éclipsée par les souvenirs qu'évoquait le seul nom de Rome? Il reçut à Tolentino les quatre envoyés du pape et avec eux le prince Belmonte Pignatelli, qui venait, au nom du roi de Naples, les appuyer de sa présence et de ses représentations. Le roi se déclarait prêt à intervenir en faveur de la papauté menacée et avait fait concentrer des troupes sur la frontière, bravade motivée par les préparatifs que faisait de nouveau la cour de Vienne et qui, dans tout autre temps, eût reçu un prompt châtiment.

Bonaparte, qui ne voulait pas se faire en ce moment des querelles inutiles, répondit à cette menace avec beaucoup plus de ménagement qu'il n'avait fait jusqu'alors, et tout danger fut écarté du côté de Naples.

Les négociations ne pouvaient se prolonger longtemps, car il n'y avait pas là deux parties belligérantes, mais une puissance désarmée à la merci d'un maître absolu qui pouvait imposer les conditions qu'il lui plaisait. Celles que le général allait dicter étaient irrévocablement arrêtées dans son esprit, parce qu'elles étaient le minimum du châtiment qu'il était tenu d'infliger à la cour de Rome, vu les dispositions de l'opinion publique en France. Il écouta avec beaucoup de déférence apparente, les doléances des cardinaux Mattei et Galeppi, les deux principaux négociateurs, mais il resta inflexible sur le fond des choses. Ils n'obtinrent de lui que la suppression *ad referendum* d'une clause relative à l'inquisition romaine, clause à laquelle le Directoire attachait une très-grande importance, parce qu'il ignorait que cette institution n'avait à Rome que le nom de commun avec ce tribunal de sang, et que de leur côté les prélats ne voulaient ratifier à aucun prix, parce qu'ils la considéraient comme une atteinte portée au pouvoir spirituel du pape.

Le traité de Tolentino contenait d'abord toutes les stipulations de l'armistice, signé quelques mois auparavant. Il consacrait en outre l'abandon à la République française d'Avignon, des légations de Bologne et Ferrare, de la Romagne, de la ville et du territoire d'Ancône. Il stipulait enfin la publication d'une amnistie générale, le désaveu de l'assassinat de Basse-

ville, le rétablissement de notre école des Beaux-Arts à Rome et le payement de quinze nouveaux millions.

Le traité de Tolentino fut signé le 19 février 1797. Ce qu'il laissait subsister du pouvoir temporel n'était qu'une ombre, mais le principe était reconnu et reconnu par la Révolution française. On lui laissait un abri pour traverser les jours d'orage et attendre des temps plus prospères. Ayant survécu à tant de craintes et de dangers, il lui était permis de tout espérer de l'avenir, et déjà, dans celui même qui était venu pour le frapper, il avait pu à des signes certains reconnaître son futur restaurateur.

Aussitôt la paix signée, l'aide de camp Marmont partit pour Rome avec une lettre du général en chef pour le Saint-Père. Elle était pleine de cette respectueuse déférence, qu'il avait adoptée comme une règle invariable dans ses rapports avec l'Église : Il lui annonçait la conclusion du traité, lui exprimait l'espoir que la République française serait à l'avenir « une des *amies les plus vraies de Rome.* » La lettre se terminait ainsi : « Toute l'Europe connaît les intentions pacifiques et les vertus conciliantes de Votre Sainteté. J'envoie mon aide de camp pour exprimer à Votre Sainteté l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour sa personne, et je la prie de croire au désir que j'ai de lui donner dans toutes les occasions, les preuves de respect et de vénération avec lesquelles, j'ai l'honneur d'être, etc. » (19 février.)

La veille, il écrivait à Joubert : « Sous peu de jours je serai de retour à l'armée, où je sens que ma présence devient nécessaire. L'armée est à trois jours de Rome : *je suis à traiter avec cette prêtraille,* et pour

cette fois-ci, saint Pierre sauvera encore le Capitole, en nous cédant ses plus beaux États et de l'argent, et, par ce moyen, nous sommes en mesure pour exécuter la grande tâche de la campagne prochaine [1]. »

Ce double langage exprime avec une parfaite exactitude la distance qui existait entre ses sentiments intimes et ceux que lui dictait l'ambition.

1. Le jour même de la signature du traité, il écrivait au Directoire : « Mon opinion est que Rome, une fois privée de Bologne, de Ferrare, de la Romagne et des 30 millions que nous lui ôtons, ne peut plus exister : cette vieille machine se détraquera toute seule. »

Et dans une autre lettre du même jour, il ajoutait : « La commission des savants a fait une bonne récolte à Ravenne, Rimini, Pesaro, Ancône, Lorette et Perugia; cela sera incessamment expédié à Paris. Cela joint à ce qui sera envoyé de Rome, *nous aurons tout ce qu'il y a de beau en Italie, excepté un petit nombre d'objets qui se trouvent à Turin et à Naples.* » (19 février 1797.)

C'est là ce qu'on a appelé la délivrance de l'Italie!

CHAPITRE VII.

LES PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

Aussitôt qu'il eut réglé toutes les conditions de la paix avec le pape, le général Bonaparte se hâta de revenir sur l'Adige. Il lui tardait de prendre à son tour l'offensive contre l'Autriche et d'ouvrir la campagne qui allait forcer cette puissance orgueilleuse à se déclarer vaincue. Tant que Mantoue était restée debout, il avait été contraint d'attendre sur l'Adige le choc de ses adversaires, expectative pénible, pleine de périls, et contraire à notre tempérament militaire aussi bien qu'à son propre génie qui ne soutint jamais la défensive qu'en la transformant en agression. Aujourd'hui, n'ayant plus à craindre de laisser derrière lui une place forte qui contenait une armée, et l'Italie prête à se soulever, il pouvait s'élancer en avant et se livrer sans contrainte à ses inspirations. Il avait reçu un renfort considérable composé de l'élite des armées du Rhin et commandé par un de leurs meilleurs officiers, le général Bernadotte.

Moreau qui l'avait formé de ses propres troupes pour son rival, y avait apporté un soin plein de désintéressement et de délicate courtoisie qui excitait à bon droit l'enthousiasme de Carnot : « O mon cher Fabius, que tu fus grand dans cette circonstance ! » s'écriait-il à peu de temps de là en rappelant ce souvenir [1]. Ce renfort, ajouté au corps rendu disponible par la capitulation de Mantoue, portait l'armée de Bonaparte à soixante-quinze mille hommes. Grâce à l'organisation des légions lombardes et cispadanes, cet effectif pourrait être employé presque tout entier dans la nouvelle campagne.

L'armée autrichienne était cette fois bien inférieure à la nôtre, même sous le rapport du nombre. Le conseil aulique avait rappelé des bords du Rhin l'archiduc Charles, qui venait de sauver la monarchie par ses brillantes opérations contre les armées combinées de Jourdan et de Moreau. Jeune comme Bonaparte, et comme lui illustre dès son coup d'essai, ce prince semblait le seul général que l'Autriche pût nous opposer désormais : on lui avait confié les dernières ressources de l'Empire. A l'armée qu'on était parvenu à lui recomposer, devaient se joindre, par un virement semblable à celui que nous venions d'opérer, six divisions formant quarante mille hommes, tirées des troupes qu'il avait commandées sur le Rhin ; mais ces ordres ayant été donnés très-tard, il leur fallait encore une vingtaine de jours au moins pour achever leur mouvement.

Cette éventualité pouvait faire naître quelques

1. Carnot, *Mémoire sur le 18 fructidor*.

doutes. L'arrivée des renforts de l'archiduc rendrait inévitablement plus difficile la tâche du général Bonaparte, mais en revanche elle faciliterait d'autant celle de nos armées du Rhin; ces armées devant en effet recommencer la campagne en même temps que lui pour concourir au même but pèseraient d'un poids d'autant plus lourd dans la balance, qu'elles ne trouveraient plus devant elles qu'un ennemi affaibli. Bonaparte n'ignorait pas que l'une de ces deux armées était commandée par Hoche, jeune homme plein de génie et d'ambition, qui avait déployé dans les obscures difficultés de la pacification de la Vendée un caractère supérieur et des qualités de premier ordre, et qui, arrêté par les lenteurs de Moreau et du Directoire, frémissait d'impatience de s'élancer sur l'Allemagne. Enfin il ne pouvait lui échapper que la paix imposée par un double triomphe, par notre armée du Rhin en même temps que par notre armée d'Italie, aurait un caractère d'urgence bien plus irrésistible pour nos ennemis, et par conséquent serait bien plus avantageuse pour la république, que celle qu'il pourrait imposer avec ses seules forces dans une campagne isolée.

Mais ces motifs, au lieu de le porter à attendre le concours de l'armée du Rhin, le décidèrent précisément à s'en passer et à devancer le moment qu'il avait lui-même fixé pour l'ouverture de la campagne. En attaquant l'archiduc avant l'arrivée de ses renforts, il était sûr de le battre aisément et de le pousser devant lui jusque sous les murs de Vienne; s'il fallait le poursuivre plus loin, la situation du vainqueur pourrait, il est vrai, devenir alors plus critique que

celle du vaincu ; mais Bonaparte était persuadé, et non sans apparence de raison, que la cour de Vienne accepterait la paix plutôt que d'en venir à l'extrémité de sacrifier sa capitale. Les conditions de cette paix seraient sans doute moins avantageuses que celles d'un traité qu'il aurait dicté avec le concours de Hoche et de Moreau ; mais elles seraient son ouvrage à lui seul, et il n'aurait à en partager la gloire avec personne.

Telles furent les considérations qui le déterminèrent à précipiter la reprise des hostilités. S'il donna peu de temps après un si grand éclat à ses plaintes au sujet des retards des armées du Rhin et du peu d'appui qu'elles lui prêtaient, ce fut tout autant pour prévenir les justes reproches auxquels il s'était exposé par ces calculs si peu patriotiques, que par suite de l'embarras réel dans lequel il se trouva un instant placé, pour avoir voulu agir tout seul. Il a lui-même écrit (17 mars 1797 au Directoire), que pour lui prêter un concours efficace « les armées du Rhin auraient dû commencer en même temps que lui. » Pour obtenir ce résultat il y avait un moyen très-simple, c'était de se concerter avec elles au lieu d'entrer en campagne sans consulter personne. Le triomphe du général eût été moins éclatant, mais l'avantage conquis eût été plus solide et l'on n'eût pas été entraîné à trahir et à sacrifier Venise pour indemniser l'empereur.

Ce dénoûment déplorable d'une guerre si longtemps soutenue au nom de la liberté et du droit des peuples, personne ne l'entrevoyait encore, quelque prochain qu'il fût déjà, ou du moins aucun de ceux

qui commençaient à le pressentir ou à le préparer n'osait encore l'avouer ouvertement. Clarke avait offert au marquis Gherardini, ministre d'Autriche à Turin, une cession partielle des États vénitiens; mais cette proposition était restée ensevelie dans la pénombre des mystères diplomatiques. La neutralité persistante de Venise avait bien pu paraître à Bonaparte et au Directoire un prétexte suffisant pour « tirer d'elle quelques millions, » mais elle n'était pas un crime de nature à motiver aux yeux du monde la totale destruction de cette république. C'était assez de l'en avoir punie en occupant ses places fortes et en faisant peser sur elle tous les maux de la guerre. Malgré ces justes griefs envenimés par l'antipathie violente que nos idées démocratiques devaient inspirer à la plus vieille aristocratie de l'Europe, Venise n'avait répondu que par des refus aux instances multipliées de l'Autriche pour l'entraîner dans son alliance. Peu de temps avant l'ouverture de la campagne contre l'archiduc, elle nous donna un nouveau gage de ses bonnes intentions en repoussant également les avances de la Prusse qui lui tendait la main en haine de l'Autriche. Elle se priva ainsi d'une chance précieuse par crainte de mécontenter les deux puissances belligérantes. Mais Venise avait aussi refusé de s'allier à nous : ce tort effaçait tous ses titres à notre équité. Malgré tout le parti que nous en avions déjà tiré contre elle, on vit bientôt le Directoire s'emparer de nouveau de ce tort pour s'efforcer de le grossir encore en le transformant en conspiration : il venait d'acquérir la certitude que l'empereur ne voulait pas être indemnisé en Allemagne, mais en Italie. Ses fa-

miliers et ses confidents commencèrent à dire à voix basse que les États de Venise pourraient bien fournir cette indemnité tant cherchée. Quirini, l'ambassadeur de Venise à Paris eut vent de ce bruit et s'empressa d'en faire part à la seigneurie. (Dépêche du 25 janvier 1797.)

C'est alors que les armements vénitiens vinrent nous offrir de nouveaux prétextes. Cette mesure, inspirée dans l'origine par les excès de notre occupation et par la crainte qu'inspiraient les convoitises autrichiennes, n'avait eu d'abord pour objet que la défense des lagunes : plus tard des abus intolérables l'avaient fait étendre aux États de terre ferme sans cesse foulés et spoliés par les armées ennemies; enfin elle était mille fois justifiée maintenant par la révolte déjà menaçante dans plusieurs villes. Nous avions le droit de prendre nos précautions contre cette levée de boucliers, mais nous ne pouvions faire un crime à la République d'un acte de légitime défense. La fermentation qui venait d'éclater était notre ouvrage; elle était étroitement liée à la propagande démocratique dont nous venions d'allumer le foyer dans la Lombardie et dans la Cispadane; elle tenait uniquement à notre présence qui seule lui permettait de se manifester. Nous avions trouvé dans les États vénitiens les éléments de mécontentement qui existent dans tout pays, et qui ne peuvent se produire que grâce à la présence d'une armée étrangère, à laquelle ils empruntent une puissance qu'ils n'auraient jamais eue par eux-mêmes. Il était fâcheux d'avoir aidé à leur manifestation, mais les développer était d'une souveraine iniquité; le Direc-

toire pour arriver à ses fins conçut le plan d'encourager sous main la révolte et en même temps d'interdire à la République tout moyen de se défendre. Lorsqu'elle montra l'intention de réprimer les tentatives de ses ennemis, le journal qui servait d'organe au gouvernement français publia un article qui était un véritable appel à l'insurrection des provinces de terre ferme.

« Dès à présent, y disait-on, toute la partie des États de Venise qui est en deçà de l'Adige peut se déclarer sans avoir à craindre que les Vénitiens tentent de la soumettre de nouveau au despotisme aristocratique. Dès à présent, Bergame, Brescia, Côme, Peschiera, etc., peuvent se réunir à la république lombarde; les habitants disposés à prendre ce parti sont en grand nombre. Après ce qu'ils ont souffert de la présence des armées, ils n'espèrent pas d'autre dédommagement que de recouvrer leur liberté. Le reste de l'État de Venise sera encore quelque temps le théâtre de la guerre et restera dans l'indécision; mais il est aisé de prévoir qu'il se déclarera aussi indépendant. La faiblesse du gouvernement vénitien est aujourd'hui connue de ses propres sujets; sa seule force était dans l'opinion et l'opinion est changée. Quoi qu'il puisse arriver, ce gouvernement terroriste touche à sa fin. »

Ce reproche de terrorisme était au moins singulier dans la bouche des directeurs, adressé à un gouvernement qui, dans les deux derniers siècles de son histoire, était loin d'avoir égalé le nombre des proscriptions que le Directoire décréta en une seule année. Quant à l'article, il était destiné à provo-

quer le soulèvement qui était nécessaire pour qu'on pût disposer plus facilement de ces provinces. Ces paroles étaient le programme exact des événements qui allaient s'accomplir dans les États vénitiens; mais le général Bonaparte alors sur le point d'entrer en campagne ne trouvait pas que le moment fût venu de rompre avec Venise; il l'écrivit au Directoire (7 mars 1797), et se borna à se plaindre au provéditeur Battaglia des persécutions que les agents de la République exerçaient, selon lui, contre les amis de la France. A la veille d'abandonner pour ainsi dire l'Italie à elle-même, il éprouvait le besoin de laisser derrière lui une situation pacifiée, sauf à prendre sa revanche plus tard. Il avait conclu de son chef avec le roi de Sardaigne un traité qui lui assurait le concours actif de cet État, mais le Directoire refusa de le ratifier. Le général tenta un dernier effort auprès de la République de Venise.

Il fit venir le procurateur François Pesaro, qui était alors un des personnages les plus influents de la République, et s'efforça de le gagner à ses vues par ce mélange de menaces et de caresses qu'il savait si bien employer pour subjuguer ses adversaires : « Venise voulait arrêter ce qu'elle appelait ses ennemis, c'est-à-dire, en réalité, les amis de la France; elle courait à sa ruine. Elle ne pouvait croire que lui, Bonaparte, la laisserait faire, car il tenait Venise à sa merci. Tous les États de terre ferme étaient prêts à faire explosion; il n'avait qu'un mot à dire pour que la République fut réduite à ses lagunes. Que ne s'alliait-elle avec lui? Tout le mal était prévenu; il *lui garantissait ses États contre la révolution,* et la Répu-

blique en serait quitte pour inscrire au Livre d'or les principales familles de terre ferme, condition dont il ne faisait pourtant pas un *sine quâ non.* » Pesaro promit d'en référer au sénat et partit pour Venise.

Cette ouverture ne devait pas plus être agréée que les précédentes, et pour qui a étudié de près ces événements il est certain qu'une alliance n'eût pas mieux sauvé Venise que ne le fit la neutralité; la force seule l'eût efficacement servie dans quelque sens qu'elle se fût déployée. Quoi qu'il en soit, il résulte clairement des paroles de Bonaparte comme de ses actes que, tout en protestant, en toute occasion, de son intention de ne pas intervenir dans les querelles intérieures de la République, il entendait couvrir d'une complète impunité tout ce qu'entreprendraient ceux qu'il nommait les amis de la France; qu'il prenait d'avance parti pour eux, et qu'en cela il s'inspirait si peu des principes et des sympathies d'après lesquels il disait se régler, qu'il s'offrait de lui-même à les livrer au prix d'une alliance avec cette « perfide aristocratie », pour employer les expressions dont il se servait, et que nos historiens ont adoptées après lui (10 mars).

Le lendemain de cette entrevue, le général Bonaparte ouvrait la campagne contre l'archiduc Charles. Cette campagne ne pouvait réussir qu'à la condition d'être très-rapide; mais, cette fois, les obstacles étaient plutôt le fait de la nature, du climat, de la saison et du terrain, que celui de l'ennemi; car si l'ennemi n'était pas prêt, les Alpes étaient encore couvertes de neige, et il fallait les franchir pour marcher sur Vienne. On pouvait les aborder par trois points diffé-

rents, par le Tyrol, par la Carinthie et par la Carniole. De ces trois routes, celle qui débouchait dans la Carinthie au col de Tarwis était celle qui conduisait le plus directement à Vienne. Selon les calculs de Bonaparte, l'archiduc Charles avait tout intérêt à se cantonner dans le Tyrol, pays dont la population était très-belliqueuse et attachée à la monarchie, dont les défilés étaient faciles à défendre, et où il serait beaucoup plus rapproché des renforts qu'il attendait. On ne pouvait rien tenter de sérieux d'un autre côté tant qu'on ne l'en aurait pas chassé. Mais le prince, qui n'avait pas, comme son adversaire, l'avantage d'être au service d'une république, était tenu de se conformer, comme un simple officier, aux plans du conseil aulique, qui lui faisaient un devoir de couvrir Trieste. Il n'avait donc laissé dans le Tyrol qu'un corps de quinze mille hommes, sous les ordres de Laudon et de Kerpen; un autre détachement encore plus faible couvrait la route de Carinthie, sous les ordres de Lusignan; enfin, il se tenait en personne vers Pordenone, entre la Piave et le Tagliamento, couvrant la route qui conduit à Trieste et en Carniole.

Les dispositions de Bonaparte étaient à la fois simples et hardies. Laissant en Italie Kilmaine et Victor, pour surveiller Venise et le pape, il avait dirigé sur le Tyrol le général Joubert, jeune officier qui s'était déjà illustré dans cette province et qui était devenu en peu de temps un des chefs les plus brillants de l'armée. Joubert avait sous ses ordres un corps de près de vingt mille hommes; il ne devait commencer que plus tard son mouvement. Il avait pour tâche de re-

pousser Laudon et Kerpen au delà des Alpes, par le col du Brenner; de là il nous rejoindrait en Carinthie, par la route qui va de Brixen à Villach, pour marcher sur Vienne avec le reste de l'armée.

Quant au général en chef, qui désirait avant tout s'assurer du chemin le plus court pour s'avancer sur cette capitale, ce qui était son but principal, il se hâta de mettre à profit la faute que les instructions du conseil aulique imposaient à son adversaire, en lançant Masséna sur la route de la Ponteba qui aboutit au col de Tarwis. Cette opération allait tout d'abord nous rendre maîtres des débouchés de la Carinthie. Masséna, ne trouvant devant lui que le corps de Lusignan, le battit sans peine et fit prisonnier le général lui-même.

Ce mouvement permit à toute l'armée de passer la Piave presque sans coup férir, et fidèle à ses instructions l'archiduc se retira derrière le Tagliamento, couvrant Trieste de préférence à la Ponteba. C'est derrière ce torrent que, le 16 mars au matin, l'armée française trouva les Autrichiens rangés en bataille à peu de distance de Valvasone. Le Tagliamento est guéable sur la plus grande partie de son parcours. L'armée se disposa en conséquence à le traverser, mais Bonaparte après une courte canonnade et quelques charges de cavalerie, trouvant l'ennemi mieux préparé qu'il ne s'y attendait, donna l'ordre d'établir le bivouac et de faire la soupe. L'archiduc, trompé par ce stratagème, fit un mouvement de retraite et rentra dans son camp. Ce mouvement n'est pas plutôt exécuté que les soldats français reprennent les armes : la division Bernadotte s'élance dans la rivière, et

l'ennemi, à son retour, la trouve tout entière rangée en bataille sur l'autre rive. La seconde ligne traverse le torrent avec le même bonheur. L'archiduc avait des forces inférieures aux nôtres, il résista pourtant avec fermeté pendant quelques heures, mais se voyant tourné par une de nos divisions, il dut battre en retraite en nous abandonnant des prisonniers et huit pièces de canon.

Pendant ce temps, Masséna, poussant devant lui les débris de Lusignan, s'était emparé des gorges de la Ponteba et s'approchait du col de Tarwis. L'archiduc, comprenant l'importance de ce poste, détacha trois divisions sous les ordres de Bayalitsch et les dirigea sur Tarwis, par un chemin détourné qui remontait le cours de l'Isonzo et passait par Caporetto. Mais Masséna, ayant sur ce corps une avance de plusieurs marches, devait arriver au col avant lui, et par là même couper toute retraite à Bayalitsch, car déjà Bonaparte avait lancé à sa poursuite, dans la vallée de l'Isonzo, la division Guyeux. Il fallait donc à tout prix arrêter Masséna. L'archiduc courut de sa personne à Klagenfurth, se mit à la tête d'une division qui s'y trouvait, rallia les débris de Lusignan et vint prendre position en avant du col de Tarwis, d'où il put sans peine refouler une avant-garde de Masséna. Celui-ci y arrivait à marches forcées. De l'occupation de Tarwis dépendait maintenant le sort de la campagne, car si l'archiduc perdait les divisions de Bayalitsch, il n'était plus désormais en état de nous opposer une résistance sérieuse. On le comprenait des deux côtés. Un combat acharné se livra sur ces âpres sommets, couverts de glace. L'archiduc se battit

avec un courage désespéré et fut plusieurs fois sur le point d'être fait prisonnier; mais après de longs efforts, ses troupes cédèrent et furent rejetées sur Villach. La route de Vienne était ouverte.

L'archiduc repoussé, Masséna attendit Bayalitsch. Celui-ci, croyant sa retraite assurée, continuait à remonter en courant la vallée de l'Isonzo, poursuivi l'épée dans les reins par le général Guyeux. En approchant de Tarwis, il s'aperçut enfin qu'il était pris entre deux feux. Démoralisé et vaincu d'avance, il ne fit qu'une défense insignifiante et se rendit avec cinq mille hommes. Le reste de ses soldats se sauva à travers les montagnes.

Les quartiers généraux des deux armées étaient restés en face l'un de l'autre, sur la route qui conduisait en Carniole par Palma-Nova et Gradisca. Palma-Nova, qui était une forteresse vénitienne, ne fut pas défendue par les Autrichiens et nos troupes l'occupèrent; mais ils essayèrent de tenir dans Gradisca. Bernadotte parut le premier devant cette place avec sa division. Les soldats de Bernadotte, formés dans l'armée du Rhin, avaient moins de fougue, d'élan et d'ardeur révolutionnaire que ceux de l'armée d'Italie. Ceux-ci raillaient volontiers la réserve et le bon ton de leurs manières. En revanche ces soldats de nos provinces du Nord avaient, avec plus de tenue et de discipline, une fermeté admirable sous le feu. Sans leur inébranlable solidité, jamais Moreau ne fût parvenu à exécuter cette miraculeuse retraite, dans laquelle l'armée s'était montrée aussi grande que son capitaine. Leur retenue et leur modération étaient si connues, que les villes italiennes se disputaient à

qui les aurait pour garnison [1]. Ces vaillantes troupes s'étaient déjà placées au premier rang à la bataille du Tagliamento ; mais ce succès n'avait fait qu'aiguillonner leur émulation, et elles ne furent pas plutôt devant Gradisca qu'elles résolurent de l'enlever d'assaut à elles seules. Mais leur attaque rencontra des obstacles matériellement insurmontables, et quatre à cinq cents hommes tombèrent inutilement devant des remparts qui n'auraient pas résisté à une tentative mieux combinée. Sérurier ayant en effet amené des troupes et du canon sur les hauteurs voisines, la place capitula immédiatement et la garnison se rendit.

Après ce dernier coup, une simple division suffisait pour prendre possession de Trieste et de la Carniole. Bonaparte laissa le commandement provisoire de ces provinces à Bernadotte, avec l'ordre « de mettre hors des portes de Palma-Nova le gouverneur et toutes les troupes vénitiennes, » sans prendre la peine, cette fois, d'articuler un grief et simplement parce que cette forteresse était à notre convenance. Le général en chef put alors (28 mars) remonter à son tour la vallée de l'Isonzo, marquée par le désastre de Bayalitsch, et descendre en Carinthie, par le col de Tarwis, avec le gros de son armée. A Villach, il se trouva en Allemagne. Les habitants montraient beaucoup de douceur et les dispositions les plus hospitalières. Bonaparte leur adressa une proclamation, datée de Klagenfurth : l'armée française venait non en conquérante, mais en amie. Loin d'apporter avec elle les calamités de la guerre, elle n'avait d'autre but que de

1. Carlo Botta, *Storia d'Italia.*

forcer l'empereur à la paix. Quant à cette guerre détestée des peuples, elle était l'ouvrage d'un ministère vendu à l'Angleterre. « Eh bien! disait-il, malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur vous les droits de conquête, qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez plus d'une guerre qui n'a pas votre aveu; de mon côté, je protégerai vos propriétés et je ne tirerai de vous aucune contribution. »

Cependant Joubert était encore cantonné dans le Tyrol. Le général en chef lui avait laissé l'ordre d'attendre là qu'on lui donnât avis de commencer son mouvement, avec des instructions dont l'article 3 était ainsi conçu : « *Beaucoup cajoler les prêtres* et chercher à se faire un parti parmi les moines » (en date du 15 mars). Bonaparte, qui traitait les difficultés morales comme les obstacles matériels, ne lui laissa que quelques jours pour réaliser ce programme où se traduisait si bien sa propre politique. Joubert était immobile sur le Lavis, tenant en respect les deux corps de Kerpen et de Laudon, lorsqu'il reçut l'ordre de les rejeter au delà du Brenner, et d'opérer sa jonction avec l'armée par la chaussée de la Carinthie. Joubert s'acquitta de cette tâche avec sa supériorité accoutumée. Dérobant sa marche à Laudon, il concentra toutes ses forces contre Kerpen, qu'il battit complétement à Saint-Michel. Les Autrichiens y perdirent cinq mille hommes tués ou blessés. Il attaqua ensuite Laudon à Newmarkt et lui fit éprouver un sort pareil. Leurs débris se rallièrent à Clausen, dans une très-forte position, non loin de Bolzano. Ils s'y

renforcèrent d'une division venue du Rhin. Joubert ne les en chassa pas moins le 24 mars et de là les poursuivit jusqu'au pied du Brenner, qu'ils franchirent à la hâte et dans un état de complète désorganisation. N'ayant plus à craindre aucun danger immédiat dans le Tyrol, et comprenant, selon la pensée de Bonaparte, que tout ce qui pourrait s'y passer était désormais très-secondaire, Joubert ramena ses troupes à Brixen et là prit à droite la chaussée qui va du Tyrol en Carinthie.

Depuis que l'armée avait quitté l'Italie, des événements que nous avions rendus inévitables, et qu'il nous eût été facile de prévenir, venaient de s'accomplir dans les États vénitiens. La fermentation à laquelle ces provinces étaient en proie au moment où nous les avions quittées n'avait pu que s'accroître depuis notre départ. A toutes les causes de troubles que nous avions apportées dans ce malheureux pays, à l'occupation de ses forteresses, au désarmement de ses garnisons, au pillage de ses arsenaux, à la détresse produite par nos réquisitions, à la destruction des châteaux que le voisinage d'une place forte condamnait à être rasés, à une inquisition tyrannique qui violait le secret des lettres et ne respectait pas même les dépêches du gouvernement, était venue s'ajouter une propagande politique qui, trouvant peu d'échos dans les classes populaires, généralement affectionnées au gouvernement de la seigneurie, avait rencontré des adeptes ardents au sein des familles aristocratiques de la terre ferme, jalouses de la noblesse du Livre d'or et exclues de toute participation aux affaires. Cette exclusion légitimait assurément leur

mécontentement, mais elle ne pouvait cesser du fait d'une ingérence étrangère sans porter un coup mortel à l'indépendance vénitienne.

Deux partis se trouvaient donc en présence dans les États vénitiens : l'un qui nous haïssait pour tous les maux que nous lui avions apportés et que nous lui faisions redouter encore, il se composait de l'immense majorité de la population ; l'autre, qui était en petit nombre, mais qui se sentait soutenu et avait placé en nous toutes ses espérances. En dépit des instructions ostensibles laissées par Bonaparte au général Kilmaine, en dépit de ses déclarations solennelles au sujet de la position d'impartialité qu'il se proposait de garder, il encourageait visiblement ce dernier parti, car au point où il avait conduit les choses, il ne pouvait rester neutre, lors même qu'il l'eût sincèrement désiré. Bonaparte considérait cette minorité comme son point d'appui naturel en cas de rupture avec Venise; il comptait sur les prétextes et les facilités qu'elle allait lui offrir par ses agitations; il reprochait donc en toute occasion aux agents du gouvernement vénitien les précautions qu'ils croyaient devoir prendre contre elle, feignant de les regarder comme dirigées contre nous; il leur déclarait enfin qu'il n'entendait permettre ni arrestations ni persécutions, ce qui était la plus efficace des connivences, puisque c'était autoriser l'attaque et enchaîner la défense. A ces encouragements indirects se joignaient les actives provocations des patriotes lombards, à qui on avait insinué adroitement que la Lombardie n'avait de chance d'être affranchie après la guerre que dans le cas où, grâce à quelques adjonc-

tions de territoire, elle pourrait former un tout assez compacte et assez fort pour subsister par lui-même. Ainsi nous avions intéressé leur liberté à détruire celle de leurs compatriotes, et ils étaient d'autant plus entreprenants qu'ils se sentaient assurés de l'impunité. Mais, pour agir par l'entremise de semblables instruments, ce n'était pas moins la France qui agissait.

Le 8 mars, le mouvement révolutionnaire prédit par le publiciste du Directoire fut annoncé comme imminent par le podestat Ottolini, dans un rapport daté de Bergame. Il en dévoilait de point en point le plan et la marche; il en nommait d'avance les auteurs et acteurs. A leur tête devait figurer, et figura en effet, le chef de la légion lombarde, Lahoz, qui servait en réalité dans notre armée, puisqu'il recevait les ordres de Kilmaine. Ces renseignements avaient été fournis à Ottolini par un de nos adjudants généraux nommé Landrieux, qui d'une part excitait les Brescians et les Bergamasques à la révolte, et de l'autre recevait de l'argent des inquisiteurs en leur dénonçant la conspiration. Bonaparte, toujours si obstiné à nier toute participation de nos officiers à ces menées, fut cependant le premier à dénoncer plus tard au Directoire ce double jeu de Landrieux lorsqu'il eut à se plaindre de lui (lettre du 14 novembre 1797). L'explosion eut lieu le 12 mars. Quelques centaines d'habitants de la ville de Bergame, secondés par des patriotes lombards, se soulevèrent et proclamèrent une nouvelle municipalité. Ottolini, qui avait des troupes, voulut résister; mais le commandant français qui occupait la citadelle l'en empêcha, sous prétexte

qu'il avait pour consigne de maintenir l'ordre. Les patrouilles vénitiennes reçurent l'intimation de se retirer, sous peine d'être accueillies à coups de fusil, et comme elles étaient inférieures en nombre elles obéirent. Le lendemain Ottolini sortit de la ville, et Bergame se déclara réunie à Milan.

Deux jours après, Brescia imita Bergame. Une centaine de Brescians et de Bergamasques se présentèrent aux portes de la ville, déclarant qu'ils étaient suivis de plusieurs milliers de Cisalpins et de Français, ce qui était faux. Battaglia, qui était le provéditeur de Brescia, soit crédulité, soit connivence, leur laissa faire tout ce qu'ils voulurent. Ils désarmèrent la garnison, s'emparèrent des postes, emprisonnèrent les magistrats. De Brescia, les insurgés se dirigèrent sur Salo, où la révolution eut le même succès. (17 mars.) Dans ces trois villes, les troupes françaises ne prirent aucune part directe et patente au mouvement, mais il est dérisoire de prétendre qu'elles ne l'appuyèrent pas, puisqu'elles ne permirent nulle part aux défenseurs du gouvernement vénitien d'agir. Les commandants français protestaient plus que jamais de leur respect pour la neutralité, mais en même temps ils poussaient et soutenaient Lahoz et ses Lombards qui étaient placés sous leurs ordres. Bientôt il ne leur suffit plus d'ôter au gouvernement vénitien tout moyen de défense dans les villes qu'ils occupaient, ils attaquèrent ouvertement le parti qui se prononça pour lui. Une contre-insurrection s'étant formée à la suite du mouvement de Bergame, dans les campagnes dont les habitants étaient unanimement restés fidèles à la république, Kilmaine donna

l'ordre à Lahoz de marcher contre eux et de les désarmer, mesure qui ne pouvait manquer d'amener des représailles sanglantes. Ainsi, des deux insurrections en sens contraire que notre occupation avait fait naître dans les États vénitiens, l'une, qui était le fait d'une infime minorité, était ouvertement patronnée et protégée par nous, l'autre, qui comprenait la population presque tout entière, était dissipée par les armes, et nous condamnions à une humiliante impuissance le seul pouvoir qui eût pu s'interposer utilement entre les deux partis. Ces deux faits ont une évidence qui n'a pu être atteinte par l'obscurité et la confusion qu'on s'est efforcé de répandre sur ces événements par un patriotisme étroit, inintelligent, incompatible avec les sévères lois de l'histoire. Les peuples, comme les individus, n'ont qu'un seul moyen d'éviter les fautes nouvelles, c'est de discerner et de reconnaître loyalement les fautes passées.

Lorsque ces nouvelles parvinrent à Venise, le sénat vit du premier coup d'œil le parti que ses ennemis allaient en tirer contre lui; il en fut épouvanté. Convaincu que tout dépendait de la France, il s'adressa à Lallement, notre ministre à Venise, invoqua ses conseils comme pour mieux indiquer qu'il se mettait à notre discrétion, lui demanda si dans ce danger la République pouvait compter sur notre amitié. Lallement répondit avec l'ambiguïté dont notre politique lui faisait une obligation; il promit d'en référer à son gouvernement, et, en attendant, conseilla d'accorder des réformes de nature à contenter les insurgés de terre ferme. Cette proposition fut mise en délibération dans le grand conseil. On y reconnut en principe

la convenance et même la nécessité d'apporter quelques changements à la vieille constitution de Venise, mais on déclara en même temps qu'une telle concession, dans un pareil moment, aurait tous les inconvénients d'un acte de faiblesse et, en conséquence, on décida qu'elle serait ajournée. Cependant on voulut consulter le général Bonaparte pour lui donner une marque éclatante de déférence, et on lui envoya deux députés, dont l'un était François Pesaro, le même négociateur qui lui avait déjà été adressé.

Les deux députés le rejoignirent à Goritz, où se trouvait encore en ce moment notre quartier général. Ils lui exposèrent les événements de Bergame et de Brescia ; ils lui représentèrent que l'insurrection ne pourrait être réprimée tant que ces places seraient occupées par des troupes françaises; ils le prièrent enfin de vouloir bien permettre qu'on y laissât revenir les garnisons vénitiennes. Le général s'y refusa d'une façon absolue, mais il offrit de faire lui-même rentrer les insurgés dans le devoir, si Venise voulait leur faire des concessions. De fait, il lui eût suffi de dire un mot, de faire un signe pour obtenir ce résultat; mais, pour l'y décider, il fallait que la République se mît à sa discrétion. Le seul moyen de salut pour Venise était, selon lui, de se lier étroitement au Directoire et de se jeter dans les bras de la France. Et il cita aux envoyés l'exemple du roi de Sardaigne, exemple qui prouvait seulement combien ses conseils étaient peu sincères, car dans sa correspondance avec le Directoire il ne parlait jamais de la Sardaigne que comme d'une puissance qui s'était perdue et suicidée en se mettant à notre merci. Les envoyés

vénitiens étaient trop pénétrants pour se méprendre sur la portée d'une telle ouverture. Ils rappelèrent au général que la politique de Venise était la neutralité. Dans une seconde entrevue, Bonaparte leur dit que le sénat pouvait agir à ses risques et périls, et que, quant à lui, il en référerait au Directoire. Les députés le supplièrent (rapport de François Pesaro) de vouloir bien, maintenant que son armée entrait sur le territoire autrichien, alléger les charges qui pesaient sur le gouvernement vénitien et lui rembourser ses avances. Là-dessus, le général leur déclara péremptoirement que son intention était au contraire de tirer plus que jamais ses ressources du territoire vénitien, pour ne pas indisposer les populations allemandes, et que son désir était que Venise lui fournît un subside d'un million par mois pour remplacer le système des réquisitions. Les envoyés s'étant récriés sur la pénurie de leur trésor, Bonaparte leur dit que le sénat n'avait qu'à s'emparer des fonds que le duc de Modène, l'Angleterre et la Russie avaient en dépôt à Venise. Sur quoi il les congédia, très-embarrassés du parti que leur gouvernement aurait à prendre, car Bonaparte, ainsi qu'il l'écrivit au Directoire (lettre du 24 mars) en lui rendant compte de cette entrevue, n'avait eu d'autre but que « de gagner du temps », et il y avait réussi, tout en rendant leur situation plus mauvaise.

Venise, la puissance neutre, et à qui on prodiguait le titre d'amie, était traitée mille fois plus durement que le territoire ennemi, dont on voulait ménager les habitants en ne faisant peser sur eux aucune charge. Le général, en dépit de ses assurances ami-

cales, ne s'était engagé à rien et avait laissé tout entière à Venise une responsabilité que chaque jour rendait plus embarrassante et plus terrible. Bonaparte assure dans ses *Mémoires* qu'en se séparant des envoyés il leur dit : « Prenez-y garde! ce que j'eusse pardonné à Venise quand j'étais en Italie, serait un crime irrémissible quand je serai en Allemagne. Si mes soldats étaient assassinés, mes convois inquiétés, mes communications interrompues, votre République cesserait d'exister; elle aurait prononcé sa sentence.» Cette phrase si importante ne se trouve ni dans le rapport si minutieux des envoyés vénitiens, ni dans le compte rendu que Bonaparte adressa au Directoire; elle est même en contradiction avec ce dernier récit, qui présente les choses sous un tout autre jour, et dans lequel le général conclut en disant : « Je crois que j'ai renvoyé M. Pesaro fort content, et nous nous sommes quittés très-bons amis, » ce qui exclut ce ton menaçant et impératif. Mais l'art qui raconte éprouve quelquefois plus de scrupules que la conscience qui a agi; les événements qui allaient suivre avaient besoin d'être préparés.

Pendant ce temps, l'ambassadeur de Venise à Paris avait fait près du Directoire une démarche analogue; mais le Directoire n'ayant plus, à l'égard de Venise, d'autre politique que le désir de profiter des événements qu'il avait rendus inévitables, renvoya les Vénitiens à Bonaparte, de même que Bonaparte les avait renvoyés au Directoire. Il prétexta l'impossibilité de prendre un parti avant d'avoir reçu le rapport du général. Et Quirini ayant insisté pour qu'on permît à son gouvernement de faire rentrer Bergame dans le

devoir, puisqu'on prétendait ne pas s'immiscer dans les affaires de la République, un directeur lui répondit crûment que les Français étant les plus forts, c'était à eux à commander dans la ville tant qu'ils l'occuperaient. L'ambassadeur comprit, avec une parfaite perspicacité, le but de ces temporisations et l'expliqua en détail à son gouvernement. Le Directoire, disait-il, pour faire la paix avec l'Autriche, avait besoin de lui offrir des compensations en Italie; il y encourageait donc sous main les révolutions, parce que les révolutions auraient pour effet de rendre plus facile un remaniement de territoire. Et l'ambassadeur revenait sur le projet qu'il avait déjà dénoncé dans ses dépêches antérieures. « Il avait, assurait-il, les plus fortes et les plus sérieuses raisons de craindre que les provinces vénitiennes ne fussent affectées à cette compensation qu'exigeait l'Autriche, et ne devinssent le gage de la paix entre les deux puissances. »

Les choses en étaient là, lorsqu'un fait nouveau et d'un caractère plus significatif que tout ce qui avait précédé, vint accélérer les événements qu'on attendait et acheva de donner à la situation sa vraie couleur. Le 27 mars, un détachement de cavalerie française se présenta aux portes de Crème, place qui avait été jusque-là laissée aux Vénitiens comme étant sans importance pour nous. On lui refusa l'entrée de la ville et les ponts furent levés; mais il insista, sous prétexte qu'il ne ferait que la traverser. Admis dans la place sur cette assurance, au lieu de partir le lendemain ainsi qu'il s'y était engagé, il ouvre les barrières et introduit dans la ville deux nouveaux détachements qui désarment la garnison, chassent les

magistrats, s'emparent, comme on avait fait partout, des magasins et des caisses publiques, puis déclarent la ville de Crème libre comme Brescia et Bergame.

A ce nouvel acte d'hostilité, les montagnards répondirent en fondant sur Salo où ils firent trois cents prisonniers, parmi lesquels deux cents Polonais appartenant à notre armée et quelques Français. A partir de ce moment la guerre, déjà existant de fait entre notre corps d'occupation et les montagnards insurgés, devint plus sérieuse et se traduisit, d'une part, par des coups de main sur des détachements et des groupes de soldats isolés, de l'autre par des incendies et des dévastations impitoyables. Le hasard semblant conspirer avec nous la perte de la République voulut que la réapparition des troupes autrichiennes dans le Tyrol, que Joubert avait laissé presque entièrement dégarni pour faire sa jonction avec Bonaparte en Carinthie, vînt encore encourager l'insurrection en faisant croire à des revers qui n'existaient pas en réalité. De faux bruits, habilement propagés par les émissaires autrichiens, accrurent la confiance des montagnards, en même temps que la rigueur de nos mesures répressives mettait le comble à leur exaspération.

Cependant Bonaparte descendait du haut des Alpes noriques à la poursuite de l'archiduc, qui ne pouvait nulle part l'arrêter sérieusement, et se contentait de lui céder pas à pas le terrain en se retirant sur Vienne. De Villach il avait gagné Klagenfurth, capitale de la Carinthie. A mesure qu'il s'était avancé en pays ennemi, si loin de sa base d'opération, il avait compris

l'imprudence qu'il avait commise en voulant se passer de la coopération des armées du Rhin, et les sollicitations qu'il adressait au Directoire pour le prier de presser l'ouverture de la campagne sur le Rhin étaient devenues plus sincères. Mais telle était la pénurie du Trésor, que Moreau ne pouvait commencer son mouvement faute de quelques centaines de mille francs; et les lettres du Directoire ne pouvaient donner, à cet égard, au général que des espérances d'une réalisation encore éloignée.

Bonaparte était donc condamné, par sa propre faute, à s'engager de plus en plus dans les États héréditaires, sans pouvoir compter ni sur une diversion efficace, ni sur aucun secours prochain en cas d'échec. Si l'empereur, décidé à pousser la guerre à outrance, abandonnait Vienne pour se réfugier dans la Hongrie et la soulever, notre armée se trouverait dans la position la plus critique, au milieu même de ses victoires, et Bonaparte se verrait forcé de reculer devant son propre succès. Ces réflexions se présentèrent à son esprit avec toute la force que leur donnait la responsabilité qu'il avait volontairement encourue, et elles impressionnèrent son imagination au point qu'il alla jusqu'à soupçonner le Directoire de vouloir sacrifier l'armée d'Italie, pour perdre plus sûrement son général, et ce doute outrageant est reproduit dans les dictées de Sainte-Hélène.

C'est sous l'empire de ces préoccupations décourageantes que, le 31 mars 1797, quelques heures après avoir reçu la dépêche qui lui annonçait l'immobilité persistante des armées du Rhin, il écrivit de Klagenfurth à l'archiduc Charles cette lettre, restée célèbre,

dans laquelle le vainqueur offrait la paix au vaincu. Il invitait spontanément le prince « à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité », déclarant que quant à lui, « si l'ouverture qu'il avait l'honneur de lui faire pouvait sauver la vie à un seul homme, il s'estimerait plus fier de la couronne civique qu'il se trouverait avoir méritée par là, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Cette lettre, où sont exprimés éloquemment les lieux communs d'usage sur les maux de la guerre, avec une profession de respect pour la vie humaine, un peu hyperbolique dans la bouche d'un homme qui a raconté lui-même avoir, à l'époque de ses débuts à l'armée d'Italie, fait battre un détachement et fait tuer des hommes pour en donner le spectacle à sa maîtresse[1], est surtout remarquable en ce qu'elle traduit des sentiments dont on ne retrouve pas une seule trace dans les volumineux écrits qui nous restent de Bonaparte, soit qu'il n'ait été accessible qu'une seule fois en sa vie à ces philanthropiques inspirations, soit plutôt qu'il lui ait convenu à ce moment de paraître les ressentir, et qu'on ne doive voir là que sa merveilleuse aptitude à jouer tous les rôles et à parler tous les langages. Cet homme extraordinaire

1. Voici, dans le *Mémorial* de Las Cases, les propres paroles de Napoléon : « La promenant un jour au milieu de nos positions, dans les environs du col de Tende, à titre de reconnaissance comme chef de l'artillerie, il me vint subitement à l'idée de lui donner le spectacle d'une petite guerre, et j'ordonnai une attaque d'avant-poste. Nous fûmes vainqueurs, il est vrai, *mais évidemment il ne pouvant y avoir de résultat. L'attaque était une pure fantaisie,* et pourtant quelques hommes y restèrent. Aussi, plus tard, toutes les fois que le souvenir m'en est revenu à l'esprit, je me le suis fort reproché. »

ne paraît pas, en effet, avoir éprouvé et, dans tous les cas, n'a jamais exprimé le moindre scrupule au sujet des millions d'hommes qui sont morts pour réaliser les plans de son ambition.

L'archiduc Charles, qui n'avait pas plus le droit d'offrir ou de refuser la paix que le général Bonaparte lui-même, mais qui, quoique né tout près du trône, traitait beaucoup moins cavalièrement ses instructions, lui répondit, le 2 avril, que, tout en désirant la paix, il ne lui appartenait pas d'entrer en négociation là-dessus et qu'il attendrait les ordres de son gouvernement. On savait néanmoins, au quartier général français, qu'un parti très-puissant s'était formé à la cour de Vienne en faveur de la paix, et que M. de Thugut lui-même commençait à pencher de ce côté. Il importait donc de mettre à profit ces dispositions en frappant des coups propres à accroître le péril, à augmenter la confusion, à jeter l'épouvante dans les esprits. La poursuite fut reprise avec une extrême vivacité. Masséna enleva à Friesach les magasins de l'ennemi. L'archiduc, renforcé de quatre divisions venues du Rhin, essaya de tenir ferme dans les gorges de Neumarkt; mais il y fut culbuté et y perdit trois mille hommes. S'apercevant qu'un de ses corps venu du Tyrol était sur le point d'être coupé, il voulut alors gagner du temps en demandant un armistice, mais il lui fut répondu qu'on n'accorderait de suspension d'armes que pour traiter de la paix définitive. Le surlendemain, 5 avril, il éprouva un nouvel échec à Unzmark. Sa marche désormais ressemblait plus à une déroute qu'à une retraite. Le 7 avril, notre avant-garde arriva à Léoben, localité dont le nom, jusque-là

obscur, restera tristement célèbre par la transaction qui y prit naissance.

L'armée française n'était plus qu'à vingt-cinq lieues de Vienne. Deux officiers généraux autrichiens, MM. de Bellegarde et de Merfeld, vinrent au quartier général demander une suspension d'armes, mais cette fois pour traiter de la paix. Elle leur fut accordée pour cinq jours ; puis elle fut prolongée du 13 au 20 avril, afin qu'on eût le temps nécessaire pour la négociation et la signature des préliminaires.

Sur quelles bases allait-on traiter de la paix? Le général Bonaparte s'était bien souvent posé la question ; mais au moment où fut signé l'armistice, il n'avait pas encore de parti pris à cet égard. Il était bien décidé à obtenir de l'Autriche des conditions plus avantageuses que celles que le Directoire avait fixées à Clarke ; il y était même engagé d'honneur, depuis qu'il avait fait échouer la mission de ce diplomate. Il sentait, en même temps, qu'il rencontrerait une résistance invincible de la part de cette puissance, tant qu'il ne pourrait pas lui offrir un dédommagement convenable de la perte de la Lombardie. Il avait plus d'une fois songé, ainsi que le Directoire, à lui donner cette compensation aux dépens des États vénitiens; mais à cette date, ignorant encore les événements de Salo, il n'avait contre Venise pas même l'apparence d'un grief. Il comptait bien que l'ébranlement, qui commençait à se communiquer à cet antique édifice, lui offrirait avant peu les prétextes dont il avait besoin, mais ce moment pouvait se faire encore attendre et le temps pressait.

Il épiait donc, d'un œil impatient, les symptômes

d'une dissolution trop lente à se produire à son gré, mais dont il avait trop bien préparé les éléments pour douter de son imminence. Dès le 5 avril, avant d'avoir reçu les dépêches de Kilmaine, relatives aux collisions des insurgés montagnards avec son armée, il écrivait au Directoire : « Vous trouverez ci-joint les lettres qui m'ont été écrites par le peuple de Brescia et celui de Bergame, avec plusieurs de leurs proclamations. Le gouvernement de Venise est assez généralement haï dans tout le continent ; *il serait possible que la crise actuelle produisît son entière destruction.* »

Pour que cette *possibilité* se réalisât, il fallait au moins quelques prétextes de nature à colorer aux yeux de l'Europe cette grande violation du droit des gens. L'état de guerre lui-même n'eût pas justifié un tel abus de la force, car des populations italiennes ne pouvaient, pour le tort de leur gouvernement, être arrachées à l'Italie pour être livrées à leur ennemi naturel. Mais ce n'était pas en vain qu'on avait remis en honneur, et dans l'armée et dans les manifestations publiques, les maximes et les usages du droit de conquête sous sa forme la plus brutale. Les esprits étaient déjà tout préparés à ce qui allait se passer.

Si le général Bonaparte avait été si habile à entretenir avec Venise ce qu'il appelait « une querelle ouverte, » alors qu'il n'avait pour but que de « lui tirer quelques millions, » on comprend l'art qu'il allait dépenser maintenant qu'il s'agissait de lui enlever des provinces qui allaient devenir le gage de la paix et la consolidation de ses triomphes. Il se borna d'ailleurs à mettre en pratique la méthode qui lui avait si bien réussi jusque-là, ne cessant de se ré-

pandre en plaintes et en menaces contre la République, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, grossissant outre mesure les faits qu'il lui convenait d'exploiter, poussant à bout les agents vénitiens par de continuelles vexations, feignant de considérer comme de pures inventions les sujets de plainte, infiniment plus réels, qu'ils avaient à faire valoir eux-mêmes. Cependant, malgré les dispositions que ces traitements annonçaient, on voit par sa correspondance avec le Directoire qu'à la date du 8 avril il ne croyait pas encore pouvoir prendre sur lui la responsabilité de porter la main sur les provinces vénitiennes. Il comptait rendre à l'Autriche toute la Lombardie, en gardant pour la France, « au cœur de l'Italie, une république de deux millions d'habitants. » C'était à ce moment encore tout le parti que, selon son expression, il croyait pouvoir tirer de ses succès.

Le lendemain, 9 avril, il avait reçu le rapport de Kilmaine au sujet des événements de Salo; il comprit sur-le-champ l'avantage qu'il pourrait en tirer contre la République de Venise, et avant même d'avoir arrêté dans son esprit le parti définitif qu'il lui conviendrait d'adopter, il envoya au doge de Venise un message foudroyant : « Toute la terre ferme de Venise était en armes au cri de : Mort aux Français. *Plusieurs centaines* de soldats de l'armée d'Italie avaient déjà été victimes. Ces rassemblements, c'était Venise qui les avait organisés en les désavouant. Croyait-on qu'il ne saurait pas faire respecter le premier peuple du monde? C'était au sénat de choisir entre la paix ou la guerre. Si les rassemblements n'étaient pas dissipés,

les auteurs des assassinats punis et livrés, la guerre était déclarée et la terre ferme délivrée de la tyrannie vénitienne. »

Il est à peine nécessaire, pour ceux qui ont suivi ce récit, de montrer combien cette colère était jouée. Les événements de Salo étaient pour Bonaparte une chance presque inespérée, tant ils arrivaient à point pour servir ses projets et simplifier ses embarras. Cependant l'histoire ne devant jamais se départir de sa sévère méthode, il faut rapprocher les faits de ces imputations, pour en faire juger le degré de sincérité. D'abord Venise était mise en cause pour des événements tout fortuits, qui étaient le résultat d'un mouvement populaire et nullement le fait du gouvernement, bien que quelques agents inférieurs s'y fussent trouvés mêlés à la suite des mauvais traitements dont ils avaient été victimes. Les armements, elle y avait, il est vrai, contribué; on lui en avait donné le droit en chassant ses garnisons; mais, malgré les sentiments de haine que nous nous étions attachés à développer chez elle, malgré l'intérêt trop motivé qu'elle avait à nous voir expulsés de l'Italie, elle était trop prudente pour essayer de tirer vengeance de ses justes griefs, dans un moment où elle s'attachait, au contraire, à se concilier la France, et où, d'après le témoignage de Lallement et de Bonaparte lui-même, elle remplissait avec le zèle le plus scrupuleux les engagements si onéreux relatifs aux fournitures de l'armée. Quant aux collisions des montagnards bergamasques avec nos troupes, elles n'avaient été de la part de ces insurgés qu'une application du droit de légitime défense, une représaille contre la

prise de Crème, contre les exploits de la légion lombarde envoyée par Kilmaine, pour incendier leurs villages, contre les excès de tout genre commis, depuis six mois, par nos troupes en violation du droit de neutralité. Bonaparte n'était pas plus sincère en avançant que « *plusieurs centaines* de nos soldats avaient été victimes, » et sur ce point on n'a besoin contre lui d'autre témoin que lui-même, car ce même jour, 9 avril, en énumérant, dans une lettre à Lallement, ses griefs contre la République de Venise, il disait qu'on avait assassiné « *plus de cinquante Français* », nombre qui était encore exagéré[1]; appliquant d'ailleurs très-arbitrairement la qualification d'assassinat à une guerre de partisans, selon l'habitude des militaires aux yeux de qui le meurtre n'est légitime qu'en uniforme.

Il y avait moins de bonne foi encore dans l'accusation que le général Bonaparte élevait contre le sénat « d'avoir à dessein fait naître des prétextes, pour avoir l'air de justifier un rassemblement dirigé contre l'armée. » D'après ce reproche, le gouvernement de Venise aurait lui-même préparé ces insurrections de Bergame et de Brescia, qui lui avaient apporté de si cruels embarras et qui allaient causer sa perte. De telles imputations étaient dérisoires, tant leur injustice était évidente; elles sont d'ailleurs mille fois réfutées par les rapports secrets des agents vénitiens, sincère expression de leur trouble et de leurs alarmes; elles ne signifiaient qu'une chose : c'est que

1. Il est presque inutile de dire que toutes ces citations des lettres et des rapports de Bonaparte sont extraites de sa *Correspondance*, récemment publiée.

la ruine de Venise était résolue. Quant aux satisfactions que le général exigeait d'elle « sur-le-champ », elles étaient tellement impraticables, dans l'état précaire auquel on avait réduit les forces régulières de Venise sur le continent, qu'il était clair que cette sommation si menaçante n'avait eu d'autre but que de porter au comble les perplexités du gouvernement vénitien, en remplissant tous les esprits d'épouvante, de vertige et d'exaspération. Cette intention ressortait, avec plus d'évidence encore, des instructions impitoyables qui furent adressées le même jour à Kilmaine pour le cas, certainement inévitable, où les satisfactions demandées ne seraient pas accordées dans les vingt-quatre heures. Le général Bonaparte y avait joint un appel à l'insurrection, qui devait être publié dans toutes les provinces de terre ferme et qui, en quelques heures, pouvait les mettre en feu.

Mais toute cette explosion de colères, de menaces et d'impérieuses exigences, était si bien une comédie, et les satisfactions réclamées par Bonaparte étaient si peu le but réel qu'il poursuivait, qu'il ne se donna pas même la peine d'attendre la réponse du sénat de Venise, dont l'absolue soumission n'eût été qu'un nouvel embarras pour lui, en lui interdisant des représailles sur lesquelles il comptait. Le 15 avril, à l'heure même où son aide de camp Junot, introduit par Lallement dans le sénat de Venise, présentait avec une arrogance soldatesque au doge Manin la lettre du général Bonaparte, celui-ci, en conférence à Léoben avec M. de Merfeld et le marquis de Gallo, livrait Venise à l'Autriche. Avant même de s'enquérir quel

accueil serait fait à ses plaintes, il rédigeait, de concert avec ces deux plénipotentiaires, trois projets différents de préliminaires, et deux de ces projets disposaient du territoire vénitien à titre de compensation.

Les dates ont ici une importance capitale. La plupart des historiens n'en tiennent aucun compte, imitant en ceci les *Mémoires* de Napoléon, dans lesquels l'ordre des événements est constamment interverti, de telle sorte que les représailles que sa politique envers Venise a provoquées semblent toujours avoir été le principe et le motif de ses résolutions, tandis qu'elles n'en ont été que la conséquence. C'est ainsi que les préliminaires de Léoben, par exemple, ont l'air d'avoir été préparés et motivés par les pâques véronaises, tandis qu'en réalité la cession des provinces vénitiennes était décidée dans l'esprit de Bonaparte bien longtemps avant qu'il eût contre la seigneurie de Venise l'ombre même d'un grief sérieux. Il résulte des faits et des aveux contenus dans ses rapports au Directoire que sa résolution, à cet égard, fut arrêtée dans les jours qui suivirent celui où il reçut la nouvelle de l'insignifiante collision de Salo, et avant qu'il eût reçu la réponse du sénat de Venise, c'est-à-dire du 9 au 15 avril 1797.

Il est temps de raconter maintenant la marche et la portée des négociations qui s'étaient engagées à Léoben après la prolongation de l'armistice. Bonaparte, ainsi que je l'ai dit, n'avait aucun pouvoir pour négocier. Clarke avait seul reçu cette mission du Directoire, mais Clarke était alors à Turin, et après lui avoir expédié, pour la forme, un courrier qui ne

semble pas avoir mis une grande hâte à se rendre auprès de ce général diplomate, Bonaparte passa outre, selon son habitude. MM. de Merfeld et le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, avaient les pleins pouvoirs de la cour de Vienne. Ils étaient arrivés au quartier général le 13 avril; le 15, eut lieu une première conférence dans un petit pavillon, situé au milieu d'un jardin qui fut déclaré neutre; « farce à laquelle, écrivait Bonaparte, j'ai bien voulu me prêter pour ménager la puérile vanité de ces gens-ci. » Le général eut l'esprit d'écarter tout d'abord les questions d'étiquette. Les plénipotentiaires autrichiens stipulaient par l'article premier que l'empereur reconnaissait la République française : « Effacez cela, s'écria Bonaparte; la République française est comme le soleil sur l'horizon, tant pis pour qui ne veut pas le voir! »

Le lendemain, 16 avril, on acheva de rédiger les trois projets de préliminaires, qui furent expédiés à Vienne pour être soumis à l'empereur. Tous trois adoptaient comme point de départ la cession de la Belgique et la reconnaissance des limites du Rhin; mais les combinaisons variaient au sujet des compensations à offrir à l'Autriche. Deux de ces projets dédommageaient l'empereur aux dépens de tout ou partie des États vénitiens, un troisième lui offrait la restitution pure et simple du Milanais et de la Lombardie, et ne disait rien de Venise.

Dans le compte rendu très-sommaire et très-incomplet qu'il envoya au Directoire au sujet de ces débats, Bonaparte s'exprimait ainsi :

« Ils demandent la restitution du Milanais, de sorte

qu'ils auraient voulu, en conséquence de ce premier article, le Milanais et une portion quelconque des États de Venise ou des Légations. Si j'eusse voulu consentir à cette proposition, ils avaient le pouvoir de signer sur-le-champ. Cet arrangement ne m'a pas paru possible.

« S. M. l'empereur a déclaré ne vouloir *aucune compensation en Allemagne*. Je lui ai offert pour le premier article *l'évacuation du Milanais et de la Lombardie* : *ils n'ont pas voulu*. De sorte que nous avons fini par les trois projets qu'ils ont expédiés à Vienne. » (Au Directoire, 16 avril.)

Pour bien connaître le double jeu que Bonaparte jouait alors avec tout le monde, il faut rapprocher ces dernières lignes de la proclamation que quatre jours auparavant, le 12 avril, il adressait à ces mêmes Lombards qu'en ce moment il offrait de livrer de nouveau à l'Autriche, encore incertaine si elle devait les reprendre, ou se jeter sur une proie à la fois plus riche et mieux à sa portée :

« Vous demandez des assurances pour votre indépendance à venir ; mais ces assurances ne sont-elles pas dans les victoires que l'armée d'Italie remporte chaque jour ? Chacune de nos victoires est une ligne de votre charte constitutionnelle ! Les faits tiennent lieu d'une déclaration par elle-même puérile. Vous ne doutez pas de l'intérêt et du désir qu'a le gouvernement de vous constituer libres et indépendants[1]. »

Ce n'est pas tout. Il résulte des déclarations formelles de Bonaparte lui-même qu'en écrivant à son

1. *Moniteur* reproduit par la *Correspondance*.

gouvernement que « l'empereur ne voulait aucune compensation en Allemagne, » il trompait la confiance du Directoire. Voici en effet les curieux aveux qu'il nous a laissés à ce sujet dans ses *Mémoires :*

« Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la cession de la Belgique et de la ligne du Rhin, mais ils demandaient des indemnités, et lorsqu'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt *qu'il fallait, dans ce cas, garantir la République de Venise dans sa constitution actuelle,* et consolider l'aristocratie du Livre d'or, ne voulant, sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la République italienne s'étendît des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le plus actif et le plus constant de la République française. »

On voit par là combien il eût été facile au général d'éviter la grande iniquité qui souilla ses victoires; l'occupation de la Bavière par l'Autriche eût sans doute été loin d'être un fait irréprochable au point de vue du droit, mais du moins la Bavière nous avait donné de légitimes griefs en nous faisant la guerre, et nous n'eussions pas attenté à sa nationalité en la cédant à une puissance allemande, sur qui seule serait retombé l'odieux de cette transaction.

Bonaparte, après avoir brièvement exposé l'état des négociations, se répandait en plaintes amères au sujet des armées du Rhin, dont l'intervention, qu'il s'était obstiné à ne pas attendre, eût rendu si facile la conclusion de la paix.

« Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera, et s'il

l'avait déjà passé sans faire de difficultés, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse et sans courir de chances. Mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes noriques sur trois pieds de glace; j'ai fait passer mon artillerie par des chemins où jamais chariots n'avaient passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin et empêcher l'ennemi de prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne, et cette cour insolente et orgueilleuse a des plénipotentiaires à mon quartier général. Il faut que les armées du Rhin n'aient pas de sang dans les veines. Si elles me laissent seul, alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduite des deux armées. Elles auront ensuite sur le corps toutes les forces de l'empereur; elles en seront accablées et ce sera leur faute. »

Il était impossible de rejeter avec plus d'injustice sur autrui les torts de sa propre conduite. Loin de chercher à différer l'ouverture de la campagne, Hoche et Moreau ne subissaient qu'en frémissant les lenteurs qui leur étaient imposées, et s'ils ne venaient pas accroître par leur présence les avantages de la paix, c'est qu'il n'avait pas voulu partager avec eux les honneurs de la guerre. Il n'y avait de réel dans ces récriminations que la crainte de voir les négociations avorter, d'être obligé de recommencer dans de mauvaises conditions une guerre dont il aurait seul à

porter le poids et dont l'issue eût été fort incertaine, et avec cette crainte le désir de prévenir les reproches qu'on était en droit de lui adresser.

Deux jours après, c'est-à-dire le 18 avril, Clarke n'arrivant pas, ainsi que Bonaparte avait quelques raisons de s'y attendre, les préliminaires de la paix furent signés en attendant que la paix elle-même fût conclue dans un congrès qui devait se réunir à Berne. L'empereur renonçait à tous ses droits sur les provinces belgiques ainsi que sur la Lombardie. Il en était dédommagé par l'abandon des provinces vénitiennes situées entre l'Oglio, le Pô et la mer Adriatique, et de plus par l'Istrie et la Dalmatie.

Quant au reste des États vénitiens de terre ferme, il était adjugé à la France, qui le rétrocédait, par la plus inutile des formalités, à la République prétendue indépendante qui devait être fondée par la réunion de la Lombardie, du Mantouan, de Reggio et du Modénais. La République de Venise était ainsi réduite aux lagunes qui lui avaient servi de berceau; mais, pour prévenir le mauvais effet que pourrait produire en Europe sa spoliation, on lui offrait, à titre de compensation, les trois légations de Ferrare, de Bologne et de la Romagne, offre dérisoire, faite par pure ostentation, car les négociateurs savaient mieux que personne que Venise ou n'accepterait pas ces provinces, ou ne pourrait pas les garder.

Voici du reste dans quels termes le général Bonaparte appréciait lui-même cette indemnité destinée à consoler Venise de tout ce qu'elle avait perdu :

« Quant à la renonciation à nos droits sur les provinces de Bologne, Ferrare et la Romagne en échange

des États de Venise, *elles restent toujours en notre pouvoir*. Lorsque l'empereur et nous, de concert, aurons réussi à faire consentir le sénat à cet échange, il est évident que la République de Venise se trouvera influencée par la République lombarde, et *à notre disposition*. Si cet échange ne s'effectue pas, et que l'empereur entre en possession d'une partie des États de Venise sans que le sénat veuille reprendre *une compensation qui est inconvenante et insuffisante,* les trois légations restent toujours en notre pouvoir et nous réunissons Bologne et Ferrare à la République lombarde. » (Au Directoire, 19 avril 1797.)

Dans un autre passage de cette même lettre, il exprimait avec toute la clarté désirable la pensée qui avait inspiré toute sa politique : « Nous avons, disait-il, dans le cœur de l'Italie, une république avec laquelle nous communiquerons par le territoire de Gênes et par la mer. Dans toutes les guerres futures en Italie nos communications sont assurées. Le roi de Sardaigne est désormais à notre disposition. »

C'était donc bien une conquête qu'il avait entendu donner à la France en créant sa République italienne, de même qu'en offrant une indemnité à Venise, il n'avait cherché qu'une occasion de mettre la main sur le dernier asile de cette République. Tels étaient les principes qu'osait déjà avouer ouvertement un jeune général dont la gloire était d'hier à des hommes qui s'honoraient du nom de républicains ; telles étaient les confidences qu'il pouvait se permettre, sans crainte d'être contredit, avec un gouvernement tout nouvellement issu de cette révolution qui venait de verser tant de sang en l'honneur des droits de l'homme !

Pendant que Bonaparte signait les préliminaires de Léoben, les armées du Rhin entraient en campagne pour lui apporter une coopération qu'il avait d'avance rendue inutile. Hoche, que chaque nouvelle des victoires de l'armée d'Italie faisait tressaillir d'impatience, et à qui la fortune avait toujours refusé jusque-là une tâche digne de ses grandes facultés, maudissait les retards et les lenteurs qui l'enchaînaient, comme s'il eût deviné que ses instants étaient comptés et que chaque jour qui s'écoulait était un jour perdu pour sa gloire. Moreau, plus froid, sollicitait à Paris une misérable somme qu'il ne pouvait obtenir et qui lui était indispensable pour son entrée en campagne. Enfin Hoche s'élança le premier sans attendre le retour de son collègue. Il franchit le Rhin à Neuwied, culbuta les Autrichiens à Heddersdorf en leur faisant six mille prisonniers, et, les enveloppant d'un mouvement rapide, il était sur le point de leur couper la retraite, lorsqu'un courrier lui apporta la nouvelle de la signature des préliminaires et l'arrêta court au milieu de ses succès. Ce fut le dernier exploit de ce jeune homme héroïque qui devait succomber avant d'avoir eu son jour. L'armée de Moreau, conduite par Desaix, opéra avec un bonheur égal son passage du fleuve au-dessous de Strasbourg. Elle marcha ensuite aux Autrichiens et les rejeta dans les montagnes Noires; mais elle dut alors rétrograder à son tour, en recevant la même nouvelle. En sorte que le concours des armées du Rhin, qui eût été si décisif pour la conclusion d'une paix avantageuse si Bonaparte avait voulu l'attendre, se trouva perdu pour nous et ne pesa d'aucun poids dans la balance.

CHAPITRE VIII.

OCCUPATION DE VENISE. — LE 18 FRUCTIDOR.

Cependant la crise qui travaillait depuis si longtemps les États vénitiens, grâce aux aliments de tout genre que notre politique avait jetés sur l'incendie sous prétexte de l'éteindre, marchait à grands pas vers son dénoûment. Contenues pendant près d'une année entière, malgré l'état d'exaspération auquel les avait amenées tant d'humiliations et de mesures spoliatrices ou vexatoires, les passions populaires devaient forcément éclater aussitôt que la crainte serait moins forte que les ressentiments. Elles firent explosion par des événements à jamais déplorables. Le 15 avril 1797, Junot avait présenté au sénat de Venise le message foudroyant de Bonaparte. L'aide de camp le lut en personne avec une affectation de rudesse militaire au milieu de cette assemblée frappée de stupeur et de consternation. La réponse du doge fut humble, soumise et résignée, plus qu'il ne convenait au repré-

22.

sentant d'une République autrefois si fière. Quelque déchue que Venise fût aujourd'hui, il était tenu en cette occasion de se souvenir de sa dignité passée. Le sénat s'associa par un vote aux paroles du doge et décida en outre que deux députés iraient vers le général. Le gouvernement vénitien savait à n'en pas douter que les négociations engagées entre la France et l'Autriche étaient sur le point d'aboutir; il n'ignorait pas non plus qu'on y devait discuter le partage de ses provinces; il avait donc tout intérêt à ne plus mécontenter personne, et il attendait avec une anxiété voisine de la terreur le résultat des démarches de son ambassadeur à Paris et celui de la députation envoyée au général Bonaparte, lorsque la nouvelle de l'insurrection de Vérone vint renverser ses dernières espérances.

Le général Kilmaine, au reçu de la dépêche de Bonaparte, avait ordonné le désarmement immédiat, non plus des insurgés, mais de tout ce qui restait de garnisons vénitiennes dans les provinces de terre ferme. Cette opération s'exécuta sans coup férir à Peschiera, à Castelnovo et dans plusieurs autres places. Mais à Vérone, où les Vénitiens étaient plus nombreux que les Français et se sentaient forts de l'appui de la population, on fut contraint d'ajourner le désarmement. Les deux garnisons restèrent en présence, défiantes, irritées et pour ainsi dire l'arme au bras au milieu d'une population qui, se trouvant placée sur le point statégique le plus disputé depuis le commencement de la guerre, était aussi plus qu'aucune autre surexcitée par le souvenir de tous les maux que nous lui avions apportés.

Dans un tel état de choses, il suffisait d'une étincelle pour produire l'explosion. Le 17 avril, un renfort français étant entré dans la ville, on le considéra naturellement comme destiné à appuyer des mesures de compression semblables à celles qui avaient été prises dans les places environnantes; il fut aussitôt entouré par le peuple et put à grand' peine rejoindre notre garnison. La lutte s'étant alors engagée entre deux patrouilles, le peuple se souleva tout entier en criant vengeance contre les Français. Tout ce qui ne parvint pas à se réfugier dans les forts fut massacré ce jour-là et les jours suivants par une multitude en délire. Vérone fut souillée de toutes les horreurs qui accompagnent les emportements populaires. Pendant tout ce temps, nos soldats, enfermés dans la citadelle, bombardèrent la ville. Ils ne tardèrent pas à être dégagés par des forces supérieures qui cernèrent la ville et écrasèrent l'insurrection. Il y eut de notre côté environ trois cents victimes. Telles furent les Pâques véronaises, manifestation spontanée et furieuse de ressentiments longtemps dévorés en silence. Les vengeances, mal assouvies le premier jour, atteignirent à leur paroxysme dans la journée du 18 avril, comme si la haine populaire, plus clairvoyante que la politique des hommes d'État, avait deviné que, dans ce moment même, Bonaparte signait les préliminaires de Léoben et abandonnait à l'Autriche les dépouilles de Venise.

Deux jours après, la France eut un nouveau grief à faire valoir. Un bâtiment français, commandé par le capitaine Laugier, était venu mouiller à côté de la poudrière située près du Lido. Une loi antique, à

laquelle la marine anglaise elle-même se conformait scrupuleusement[1], interdisant l'entrée du port à tout bâtiment armé, Laugier reçut d'un officier vénitien l'ordre d'appareiller. Le capitaine s'y étant refusé d'un ton plus propre à faire croire à une bravade qu'à une méprise, les forts le canonnèrent. Quelques hommes furent tués, les autres furent pris; malheur qui excluait jusqu'à l'idée d'un calcul, tant il aggravait, sans aucune compensation, les dangers de la République. Il était dû en partie à la jactance du capitaine français, en partie à l'aveugle et brutale précipitation de l'officier vénitien.

Les députés du sénat rejoignirent le général en chef à Gratz. Il connaissait déjà les événements de Vérone. Les deux envoyés ne tardèrent pas à s'apercevoir que son parti au sujet de Venise était irrévocablement pris et qu'il était décidé à ne rien écouter; mais ils ne purent pénétrer au juste le motif de l'inflexibilité qu'il leur opposait, la substance des préliminaires de Léoben étant tenue secrète. Aucune des satisfactions qu'ils lui offraient ne pouvait lui suffire, ce qu'il voulait, c'était leur faire la loi; il parla en maître : « J'ai quatre-vingt mille hommes, j'ai des barques canonnières. Je ne veux plus d'inquisition, plus de sénat, je serai un Attila pour Venise... Je ne veux plus d'alliance avec vous, je ne veux plus de vos projets, je veux vous donner la loi... Il ne s'agit plus de me tromper pour gagner du temps. Les nobles de vos provinces, qui n'étaient que vos esclaves, doivent, comme les autres, avoir part au gouvernement;

1. Botta, *Storia d'Italia*.

mais déjà ce gouvernement est vieux, il faut qu'il s'écroule ! »

Dans ces *je veux,* formulés d'un ton si despotique, il y avait bien autre chose encore que la ruine de la République de Venise ! Et pourtant, malgré cette volonté si impérieuse, que de dissimulation dans ses paroles ! Qu'eussent-ils dit, ces nobles de province dont il semblait épouser si chaleureusement la cause, s'ils avaient su que celui qui s'indignait ainsi de voir en eux les esclaves de Venise avait déjà fait d'eux les sujets de l'Autriche ?

En terminant le rapport dans lequel ils avaient consigné cet entretien, les députés ajoutaient : « Nous avons le regret de ne pouvoir encore vous donner des détails positifs sur le traité de paix, le secret des conditions est impénétrable. Dieu veuille que ce mystère ne cache pas le partage des États de la République[1] ! »

Malgré l'irritation dont témoignaient ses paroles, le général avait, après tout, reçu et écouté les envoyés du sénat ; il n'avait pas rompu avec eux, il n'avait pas déclaré la guerre ; tout espoir de l'apaiser ne leur paraissait donc pas perdu. Mais le surlendemain de cette entrevue arriva la nouvelle de la mort du capitaine Laugier, événement qui tombait si bien à point pour fournir des prétextes à notre agression, qu'on a été jusqu'à le croire calculé. Bonaparte ne voulut plus rien entendre ; il écrivit aux députés « qu'il ne pouvait les recevoir tout dégouttants du sang français. »

1. La plupart de ces rapports sont reproduits dans l'*Histoire de Venise,* d'ailleurs partiale et peu exacte, de Daru.

Puis il publia, à Palma-Nova, le manifeste qui contenait notre déclaration de guerre à la République de Venise.

Le manifeste de Palma-Nova était rédigé à l'adresse de l'Europe et surtout des Conseils législatifs de Paris. Il contenait l'exposé de tous les torts que le général imputait à la République. Ils étaient développés, groupés avec beaucoup d'art et présentés sous le jour qui convenait à sa politique. Les petits combats partiels des insurgés vénitiens avec nos troupes étaient démesurément grossis; des faits tout fortuits, ou évidemment contraires à la volonté du gouvernement vénitien qui avait intérêt à les empêcher, étaient transformés en une conspiration longuement méditée; ils étaient isolés de toutes les circonstances qui les avaient préparés ou provoqués.

La publication de cette déclaration de guerre fut aussitôt suivie d'une révolution complète dans les États vénitiens de terre ferme. Le lion de Saint-Marc fut abattu dans toutes les villes et remplacé par l'arbre de liberté. Ce changement s'opéra avec d'autant plus de facilité que ces provinces se sentaient sous la menace du retour d'une armée triomphante et irritée. Elles renfermaient d'ailleurs un parti que notre présence encourageait et qui tendait chaque jour à s'accroître, grâce à une active et incessante propagande.

Le général Bonaparte se porta directement sur les lagunes. Retranchée dans ce dernier asile qui avait été le berceau de sa puissance, la République pouvait encore lui opposer une longue et sérieuse résistance. Quoi qu'il en eût dit, en effet, aux envoyés

vénitiens pour les frapper d'épouvante, nos troupes manquaient non-seulement de chaloupes canonnières, mais de presque tout moyen de transport. Venise possédait au contraire une quantité de vaisseaux de tout bord, et tous les passages étaient fermés par d'innombrables batteries. La garnison, qui montait à près de treize mille hommes, était composée en partie d'Italiens, en partie d'Esclavons; mais ces derniers n'avaient pour la République que ce genre d'attachement que les mercenaires ont pour ceux qui les payent.

Cependant, quelque mauvais que fussent ces éléments, sous l'impulsion d'un commandement énergique et décidé, ils eussent pu devenir redoutables. Mais la démoralisation était dans toutes les âmes et presque personne n'osa envisager l'idée d'une défense contre l'armée qui venait de vaincre l'empire. Ceux que le découragement n'avait pas entièrement abattus se livraient à des sentiments qui n'étaient pas moins dangereux. Dans les grands périls publics, l'espérance est parfois plus funeste encore que la crainte. L'espoir de désarmer le général par un abandon de toutes les concessions qu'il réclamait s'était emparé de beaucoup d'esprits crédules, car le grand nombre, toujours avide d'embrasser les illusions qui le flattent, était loin de soupçonner les desseins que couvrait une colère d'autant plus difficile à apaiser qu'elle était calculée. Leur aveugle confiance contribua puissamment à paralyser la minorité qui se montrait disposée aux résolutions énergiques. Les membres du gouvernement se réunirent chez le doge et convoquèrent le grand conseil. Cette assemblée, composée

en grande partie de vieillards gagnés par la consternation générale, et ne trouvant en elle-même que les inspirations de la faiblesse et de la sénilité, décida que deux commissaires seraient envoyés au général et s'entendraient avec lui pour tous les changements qu'il lui conviendrait d'introduire dans la constitution de Venise : abdication à peine voilée par la réserve que le grand conseil faisait de son droit de ratifier les propositions de Bonaparte.

Les commissaires trouvèrent Bonaparte à Marghera. Il prit connaissance de la délibération du grand conseil et aussitôt il s'écria « qu'il n'y avait pas de traité possible tant qu'on n'aurait pas remis entre ses mains les trois inquisiteurs d'État et le commandant du Lido. Les lagunes ne pouvaient l'arrêter : avant quinze jours il serait à Venise et chasserait les nobles vénitiens comme on avait chassé les émigrés français. » Sur leurs supplications, il consentit à leur accorder un armistice de six jours.

Le 4 mai, les commissaires furent introduits dans le grand conseil, qui, cédant sur tous les points, accorda toutes les arrestations demandées, confirma à ses mandataires le droit de consentir les modifications constitutionnelles, et, allant même au delà de ce qu'on exigeait de lui, autorisa, malgré les protestations désespérées de plusieurs sénateurs, le commandant des lagunes à traiter de la capitulation. Bonaparte était retourné à Milan. C'est là que les commissaires devaient se rendre pour le rejoindre, ce qui retarda et ralentit les négociations. Pendant ce temps, la fermentation allait croissant dans Venise. On y avait appris les résolutions du grand conseil; le

gouvernement y était annihilé par l'arrestation des inquisiteurs, et ces événements y avaient porté au comble le trouble, la stupeur et l'agitation. Un parti démocratique, jusque-là presque inaperçu, mais qui s'était recruté rapidement de tous ceux que l'incertitude, l'intérêt ou la peur poussaient au-devant de la France, prenait son mot d'ordre chez Villétard, notre chargé d'affaires, qui venait de succéder à Lallement à la suite de la déclaration de guerre. Il espérait, qu'en devançant tous les désirs du général et en satisfaisant à toutes ses demandes, on l'intéresserait infailliblement en faveur de la nouvelle organisation, qui allait succéder à la vieille aristocratie vénitienne. Villetard, qui avait reçu ses instructions en prévision de ce fait, stimula leur impatience par des promesses d'autant plus persuasives que, pour sa part, il était de bonne foi. Il devint en peu de jours le centre, le chef réel du mouvement, il lui traça de point en point son programme, qui fut populaire aussitôt qu'on le connut, parce qu'on le savait dicté par le général Bonaparte. L'abolition du gouvernement aristocratique, l'adoption d'un gouvernement municipal, le renvoi des Esclavons, l'institution d'une garde nationale, l'introduction dans Venise de quatre mille Français, telles étaient les mesures que Villetard conseilla aux démocrates vénitiens. Le peuple les adopta avidement comme l'unique moyen de salut. Ce parti se trouvait en ce moment le seul qui eût une direction, une volonté, un programme nettement défini; il rassurait les uns comme une sauvegarde, il faisait trembler les autres comme une complicité assurée d'avance à l'ennemi. Les alarmes de ceux-ci croissant en même

temps que l'exaltation de ceux-là, et une révolte partielle des Esclavons qu'on renvoyait en Dalmatie faisant craindre que le massacre et le pillage ne vinssent se joindre au désarroi universel, le grand conseil fut convoqué une dernière fois. Il accepta, sans même les discuter, les propositions de Villetard, et prononça sa propre déchéance, au milieu d'un tumulte indescriptible. Il déclarait se démettre du pouvoir en faveur d'une administration provisoire, en tant qu'elle serait conforme aux vues du général en chef, et se rendait le témoignage de n'avoir agi que dans le but d'assurer le salut de la patrie, de la religion et des propriétés. Tel fut le dernier acte de ce gouvernement, que Bonaparte appelait « atroce, perfide et sanguinaire », et qui aurait sans doute prolongé son existence s'il avait mérité ce reproche. L'histoire blâmera à plus juste titre son inertie, sa pusillanimité et sa confiance puérile dans les vieilles routines diplomatiques.

A la nouvelle de cette résolution extraordinaire, une réaction se produisit parmi le peuple en faveur du gouvernement national. On sentit d'instinct que ces vieilles institutions, quelque usées et surannées qu'elles fussent, n'en représentaient pas moins l'indépendance de la patrie vis-à-vis de l'étranger. La guerre civile éclata un instant dans Venise, dernière palpitation de l'antique orgueil et du patriotisme expirant. Lorsque cette agitation fut calmée, on nomma d'urgence une municipalité provisoire. La flottille vénitienne alla ensuite elle-même chercher la garnison française pour l'introduire dans les lagunes, et nos soldats vinrent prendre possession de Venise au milieu d'un morne silence, avec lequel contrastait la

joie indécente de quelques groupes. (16 mai 1797.)

Pendant que ces événements s'accomplissaient à Venise, avec cette rapidité qui accompagne les grandes paniques populaires, les deux commissaires, envoyés par le grand conseil auprès de Bonaparte, signaient à Milan avec le général un traité de paix, dont les stipulations étaient de tout point pareilles au programme formulé et réalisé par Villetard. L'article 1er portait qu'il y aurait à l'avenir « paix et amitié entre la République française et la République de Venise. » Les articles suivants réglaient les conditions de cette paix, l'abdication de l'aristocratie, la souveraineté du peuple, l'occupation française qui devrait cesser « aussitôt que le nouveau gouvernement serait établi et déclarerait n'avoir plus besoin de cette assistance »; enfin, le procès des inquisiteurs et du commandant du Lido. Par des articles secrets, il était stipulé « que la République française et celle de Venise s'entendraient entre elles pour l'échange de divers territoires » ; clause qui avait trait aux compensations que les préliminaires de Léoben avaient offertes aux Vénitiens dans les États du pape. La République de Venise s'engageait enfin à nous payer plusieurs millions, à nous céder trois vaisseaux, deux frégates, des approvisionnements de tout genre, et pour terminer, selon l'usage déjà consacré en Italie, « vingt tableaux et cinq cents manuscrits à notre choix. »

Ce traité fut conclu et signé à Milan avec toutes les formalités d'usage par le général Bonaparte et notre ministre Lallement d'une part, de l'autre par les représentants de la République de Venise. Il fut ratifié, je dirai tout à l'heure comment, par le gouvernement

provisoire. Malgré ce qu'il avait de cruel et d'impitoyable, malgré le criant abus de la force dont il était l'expression, ce traité laissait subsister le nom et le souvenir de cette grande République; l'âme de ce peuple resterait après tout vivante, il pourrait guérir de ses blessures et se retremper dans des institutions nouvelles, rester uni à l'Italie, aider par ses propres efforts à la renaissance à laquelle la nation tout entière paraissait appelée, et ce serait là le prix des sacrifices écrasants qu'on venait de lui imposer. Tel fut le sentiment qui s'empara un instant de tous les cœurs vénitiens et qui leur fit accueillir avec joie ce traité. Quelque douloureux qu'il fût, il mettait fin à de longues angoisses et leur garantissait du moins une existence politique.

Ces illusions ne devaient pas être de longue durée. Voici en quels termes le général s'exprimait avec le Directoire, au sujet de ce traité auquel venaient de se rattacher tant d'espérances :

« J'ai eu plusieurs buts en concluant ce traité : 1° d'entrer dans la ville sans difficultés, d'avoir l'arsenal et tout en notre possession et de pouvoir en tirer ce qui nous convient, sous prétexte des articles secrets; 2° de nous trouver à même, si le traité de paix avec l'empereur ne s'exécutait pas, de rallier à nous et de faire tourner à notre avantage tous les efforts du territoire vénitien; 3° de ne pas attirer sur nous l'espèce d'odieux de l'exécution des préliminaires et en même temps de donner des prétextes et de faciliter leur exécution. » (19 mai 1797.)

Il exposait ensuite son intention d'annexer Venise, comme « ville de province », à la Cispadane à laquelle

il venait déjà d'adjoindre ces mêmes légations qu'il avait promises aux Vénitiens à titre d'indemnité.

Les vues du général Bonaparte se manifestaient avec plus de clarté encore dans les instructions qu'il donna au général Baraguay-d'Hilliers, commandant du corps d'occupation à Venise, et surtout au général Gentili, qu'il chargea d'aller prendre possession de la flotte vénitienne et des îles Ioniennes, en attendant que l'amiral Brueys pût venir les occuper définitivement. L'histoire doit noter avec le même soin les explications qu'il donna au gouvernement provisoire pour motiver cette mesure. Les prétextes qu'il avait invoqués jusque-là lui faisant défaut, depuis que la République s'était soumise à toutes ses volontés, il mit en avant son désir de la défendre contre des agresseurs imaginaires.

« ... Vous partirez, écrivait-il à Gentili, le plus promptement et le plus secrètement possible pour vous rendre à Corfou et vous emparer de tous les établissements vénitiens du Levant. Vous aurez soin de n'agir que comme auxiliaire de la République de Venise et de concert avec les commissaires que le nouveau gouvernement aurait envoyés, enfin de faire l'impossible pour nous captiver les peuples, ayant besoin de nous maintenir les maîtres... A Corfou ou en mer, vous vous emparerez, si cela est possible, de tous les vaisseaux de guerre vénitiens qui seraient encore incertains du parti qu'ils doivent prendre... *Si les habitants du pays étaient portés à l'indépendance, vous flatteriez leur goût et vous ne manqueriez pas, dans les différentes proclamations que vous ferez, de parler de la Grèce, de Sparte et d'Athènes.* » (26 mai.)

Ces dernières paroles, qui sont des plus significatives que Bonaparte ait jamais écrites, et qui éclairent cette âme jusque dans ses derniers replis, résumaient en un trait toute la tactique qu'il avait suivie jusque-là envers l'Italie. Par le reste des instructions, il indiquait comment il entendait interpréter le traité par lequel il venait de stipuler « qu'il y aurait paix et amitié entre la République française et la République de Venise. » Ce traité, auquel il ne reconnaissait dès lors aucune validité, reçut une exécution immédiate en tout ce qui concernait la spoliation de Venise; il ne laissa de côté que les clauses qui assuraient à la République un reste d'existence. En même temps qu'on mettait la main sur les richesses de Venise, Gentili remplissait sa mission avec une duplicité digne de celui qu'il représentait. Il parut le 18 juin devant Corfou, se présenta comme l'agent du nouveau gouvernement; puis, introduit dans la forteresse, il parla en maître, s'empara de toute la marine, de cinq cents canons et d'immenses magasins.

Le jour même où Gentili recevait ces étranges instructions, Bonaparte écrivait à la municipalité de Venise pour la rassurer au sujet de ses propres intentions et l'encourager à compter sur lui. L'expédition sur les îles du Levant n'avait d'autre but que de « seconder les commissaires vénitiens et d'empêcher que les ennemis de la patrie et de la liberté ne profitassent des circonstances pour s'emparer des îles et les soumettre à l'esclavage de quelque puissance étrangère. » Il engageait même la municipalité à y envoyer aussi quelques troupes. Enfin, pour l'endor-

mir tout à fait, il revenait de lui-même sur ce traité, qu'en ce moment même il déchirait si outrageusement, et il invitait la municipalité à le confirmer de nouveau en le revêtant de sa ratification, par où l'on voit le cas qu'on doit faire de ces historiens qui ont osé soutenir que ce traité n'engageait pas Bonaparte, parce qu'il avait été ratifié par la municipalité, au lieu de l'être par le grand conseil; comme si les traités conclus avec une nation pouvaient être infirmés par les changements qui s'opèrent dans le gouvernement de cette nation; et comme si d'ailleurs les événements survenus à Venise pendant la signature du traité avaient été autre chose qu'une exécution anticipée de toutes ses stipulations! « Le traité, disait-il, qui a été conclu à Milan avec les députés du grand conseil, peut être en attendant ratifié par la municipalité, et les articles secrets par un comité de trois membres. » Et il ajoutait : « Dans toutes les circonstances, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous donner des preuves du désir que j'ai de voir se consolider votre liberté et de voir la misérable Italie se placer enfin avec gloire, libre et indépendante des étrangers, sur la scène du monde et reprendre parmi les grandes nations le rang auquel l'appellent sa nature, sa position et le destin. »

Ces dernières paroles faisaient appel à de nobles sentiments, qui étaient restés plus vivants à Venise que dans aucune autre partie de l'Italie, malgré la catastrophe au milieu de laquelle venait de sombrer la République. Elles y furent accueillies avec transport, car elles constituaient de la part du général une sorte d'engagement personnel qui inspirait plus de

confiance que les déclarations d'un être collectif, abstrait et lointain, comme était le gouvernement français. C'est pour le même motif que les Vénitiens reçurent avec des fêtes magnifiques Mme Bonaparte, que le général leur envoya comme un autre lui-même et pour leur donner un gage irrécusable de sa vive amitié. Mais « les preuves de son désir de voir se consolider leur liberté » répondaient mal à ces rassurantes promesses. Ces belles paroles à l'adresse de la municipalité étaient écrites le 26 mai, et le lendemain 27, à une heure du matin, le général Bonaparte écrivait au Directoire :

« Nous avons eu aujourd'hui avec M. de Gallo la première conférence sur le traité de paix définitif. Nous nous sommes résumés et nous sommes convenus d'écrire réciproquement pour présenter le projet suivant :

« 1° La ligne du Rhin à la France; 2° Salzbourg, Passau à l'empereur; 3° au roi de Prusse l'équivalent du duché de Clèves ou la restitution dudit duché; 4° le maintien du corps germanique; 5° la garantie réciproque desdits articles.

« Pour l'Italie : 1° *Venise à l'empereur.* »

Et comme il fallait bien justifier cette nouvelle évolution aux yeux du Directoire, qui n'avait consenti jusque-là qu'à la cession des États de terre ferme, Bonaparte disait :

« Venise, qui va en décadence depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance et la naissance de Trieste et d'Ancône, peut difficilement survivre aux coups que nous venons de lui porter. Population inepte, lâche,

nullement faite pour la liberté, sans terre, sans eaux, il paraît naturel qu'elle soit laissée à ceux à qui nous donnons le continent.

« *Nous prendrons tous les vaisseaux, nous dépouillerons l'arsenal, nous enlèverons tous les canons, nous détruirons la banque, nous garderons Corfou et Ancône pour nous.* » (27 mai 1797.)

Les accusations qu'il élevait contre le peuple vénitien n'étaient là que pour justifier le coup dont il voulait le frapper, car on peut voir par la correspondance de Bonaparte qu'il s'est plus d'une fois exprimé à cette époque même, et au sujet de ce même peuple, en termes directement opposés, affirmant que les Vénitiens étaient la seule population d'Italie qui fût « digne de la liberté. »

Ainsi en quelques jours, c'est-à-dire du 16 au 27 mai, sans que les Vénitiens lui eussent donné aucun sujet de plainte, sans qu'il eût cédé à la moindre pression, même de la part des négociateurs autrichiens, sans qu'il eût un seul motif de croire que la paix fût à ce prix, sans qu'il eût même essayé d'un autre expédient moins cruel pour Venise et moins déshonorant pour nous, cet esprit effréné avait, dès la première conférence, franchi tout l'espace qui sépare les préliminaires de Léoben de la transaction de Campo-Formio. Il avait spontanément livré à l'Autriche, et sans rien faire pour la défendre, cette nouvelle République, fondée d'après ses conseils sur les ruines de l'aristocratie vénitienne, garantie par un traité signé de lui, et à laquelle il envoyait chaque jour de nouvelles assurances de sa protection; et non content de la livrer, il s'en appropriait les

dépouilles et ne voulait l'abandonner que ruinée et anéantie [1].

Tous ces changements opérés en si peu de temps par cette volonté déjà toute-puissante, tous ces actes par lesquels s'annonçait une ambition insatiable, étrangère à tout scrupule, ne rencontrèrent aucune opposition sérieuse de la part des chefs du gouvernement. Il y avait eu quelques dissentiments parmi les Directeurs au sujet des préliminaires de Léoben. Selon Lareveillère et Rewbell, Bonaparte aurait pu obtenir des conditions plus avantageuses. Quirini, l'ambassadeur de Venise à Paris, était même parvenu à gagner à prix d'argent l'appui du vénal Barras en faveur de sa république; il souscrivit des engagements pour une somme de 600,000 francs, à condition qu'on lui don-

1. On voit par la correspondance de Napoléon que le 13 juin il n'avait pas encore réussi à s'approprier toute la marine vénitienne et jugeait encore le mensonge nécessaire. Voici les instructions qu'il donnait à cette date au chef de division Perrée :

« ...Vous vous présenterez avec le général Baraguay-d'Hilliers et notre ministre au gouvernement provisoire de la République de Venise. Vous leur direz que la conformité de principes qui existe aujourd'hui entre la République française et la République de Venise exige qu'elle mette promptement ses forces maritimes sur un pied respectable, afin de pouvoir, de concert, nous maintenir maîtres de l'Adriatique et des îles du Levant; protéger le commerce des deux Républiques; que déjà, *à cet effet, j'avais fait partir des troupes pour assurer la possession de Corfou à la République vénitienne;* que désormais il était indispensable de travailler à mettre en bon état la marine de cette République.

« *Vous vous emparerez de tout sous ce prétexte, ayant sans cesse à la bouche l'unité des deux Républiques, et vous servant toujours du nom de marine vénitienne.*

« ... Mon intention est de m'emparer pour la République de tous les vaisseaux vénitiens et de tous les approvisionnements possibles pour Toulon. »

nerait l'assurance écrite que Bonaparte recevrait l'ordre de réprimer les insurgés de terre ferme; mais Bonaparte ayant intercepté à Milan leur correspondance avec la liste des sommes qui devaient être distribuées, toute opposition cessa et les préliminaires furent ratifiés sans difficulté. Il continua donc à agir par lui-même, ne consultant jamais le Directoire que sur des faits déjà accomplis ou tellement engagés qu'il n'était plus possible de revenir en arrière, ne suivant d'autre règle que ses propres inspirations, offrant enfin ce spectacle unique peut-être dans l'histoire, d'un général qui choisissait, toujours après coup, il est vrai, pour confident de ses pensées les plus machiavéliques le gouvernement même dont il usurpait tous les droits et auquel il imposait tous ses plans. On subissait passivement cet ascendant de plus en plus absolu, sans jamais se demander quelle place il faudrait faire plus tard à un homme habitué à exercer une telle autorité, ou plutôt on écartait volontairement ces prévisions pour se dispenser des remèdes énergiques qui auraient pu prévenir le mal.

Le général Bonaparte avait établi sa résidence au château de Montebello ou Mombello, magnifique habitation située près de Milan, et il y était entouré d'une véritable cour. Il avait auprès de lui les députés de toutes les villes, les représentants de toutes les puissances italiennes, attendant de lui le mot qui allait décider de leurs nouvelles destinées. On voyait figurer dans son cortége non-seulement ses propres généraux, mais plusieurs de ceux des autres armées de la République, attirés par l'admiration et la curiosité qu'inspiraient ses exploits; avec eux des savants,

des lettrés, des artistes, qu'il savait captiver par de gracieuses avances dont sa renommée devait profiter un jour. A côté des négociateurs de l'empereur d'Autriche étaient accourus des ministres des princes secondaires de l'Allemagne, qui prévoyaient que sa volonté serait d'un grand poids dans le règlement de la paix avec la confédération germanique. Mme Bonaparte, venue de Paris avec d'autres personnes de sa famille, tempérait par sa douceur et sa bonté ce que l'accueil du général avait de brusque ou d'impérieux; elle faisait les honneurs de ses salons où de splendides fêtes réunissaient les femmes les plus distinguées de l'Italie. Il prenait ses repas en public comme un souverain de l'ancien régime, et pendant qu'il dînait on faisait entrer dans la salle des habitants du pays avides de contempler les traits du conquérant, naïfs hommages qu'il recevait avec la gravité d'un homme qu'on y eût habitué dès l'enfance[1]. Son pouvoir était à la fois plus réel et plus étendu que celui d'aucun autre souverain de l'Europe. Lui seul dans le monde en ce moment était investi du privilége de faire ou de défaire à son gré des souverainetés, de distribuer des peuples, de modifier des territoires, de créer des États nouveaux, — créer! cet attribut des dieux, cette forme la plus flatteuse et la plus séduisante du pouvoir! Et cette autorité il l'exerçait en chef militaire, c'est-à-dire en maître absolu. Tout aboutissait à lui comme au seul vrai centre des affaires.

1. *Mémoires* de Miot de Melito, de Marmont, de Lavalette, de Bourrienne, etc.

En même temps qu'il négociait la paix avec les plénipotentiaires de l'empereur, il achevait l'organisation des deux républiques, qu'il considérait comme son ouvrage et qu'il projetait déjà de réunir en une seule, malgré l'opposition qu'il rencontrait dans les traditions locales. La Cisalpine, composée de la Lombardie, du Bergamasque et du Modénais, ne lui semblait pas pouvoir se maintenir par ses seules forces. Par l'adjonction de la Cispadane, c'est-à-dire du Bolonais, du Ferrarais, de la Romagne et du Trévisan, elle eût formé un noyau de près de quatre millions d'habitants, ce qui pouvait constituer un centre de résistance et d'attraction pour le reste de l'Italie. Il poussait donc insensiblement les deux républiques à s'unir, préparait ce résultat en leur donnant des institutions identiques, calquées sur la constitution de l'an III, et en stimulant à sa manière le patriotisme de ces peuples. Il se flattait ainsi de créer au centre de l'Italie une république puissante et vivace qui irait en se développant à mesure que les anciens États achèveraient de tomber en dissolution. Cette illusion révélait en lui une singulière inintelligence de tout ce qui fait la force et la vitalité des nations libres; car en même temps qu'il conviait les Italiens à une œuvre dont la réalisation impliquait les vertus les plus rares et les plus viriles, il les traitait avec un mépris qui en excluait jusqu'à l'idée, et qu'ils n'eussent pas supporté un instant s'ils avaient eu même la notion des qualités qu'il leur supposait. Les hommes qu'il appelait à la rude tâche de fonder la liberté, c'étaient les mêmes qui, depuis tant d'années, subissaient sans une plainte le joug des invasions étrangères, c'étaient

les mêmes que nous avions foulés aux pieds, spoliés, avilis par nos exigences tyranniques, et dans le moment même où il proclamait leur indépendance, il entendait que le moindre de ses désirs fût pour eux un ordre, il exigeait d'eux l'obéissance la plus servile; et il eût volontiers imité Charles XII menaçant le parlement suédois de lui envoyer une de ses bottes pour lui tenir lieu de président. Tels étaient les futurs citoyens de cette république, à la création de laquelle il avait subordonné tous ses plans depuis un an.

Ce qui contribuait à cette illusion, d'ailleurs plus souvent feinte que réelle, c'était, il faut le dire, la faiblesse croissante de tout ce qui restait des anciens États en Italie. Le roi de Sardaigne, désarmé, annihilé par le traité de paix avec la France, chancelait sur un trône désormais à la merci d'une émeute; et les forces du parti d'abord imperceptible que notre propagande avait créé dans ses États tendaient sans cesse à s'accroître à mesure que la monarchie s'y affaiblissait. A Rome, le pape Pie VI était presque mourant, et le général Bonaparte consultait déjà le Directoire sur la question de savoir s'il fallait lui laisser élire un successeur. A Florence, le grand-duc de Toscane n'était qu'une ombre inoffensive. A Gênes, enfin, le terrain était tout préparé pour une révolution, grâce surtout à nos fréquents rapports avec cette république et au nombre considérable de Français qui y résidaient. Le général Bonaparte prévoyait avec d'autant plus de perspicacité la venue de cette révolution, qu'il y travaillait lui-même depuis longtemps, malgré le traité récent qu'il avait conclu avec la République de Gênes. Il voulut que Gênes reçût une constitu-

tion analogue à celle de la Cisalpine, afin qu'elle devînt intéressée à défendre son ouvrage. « Gênes demande à grands cris la démocratie, écrivait-il le 19 mai au Directoire ; il est très-possible qu'avant dix ou douze jours l'aristocratie de Gênes subisse le même sort que celle de Venise. » Gênes demande à grands cris la démocratie, cela voulait dire que le général avait résolu de la lui imposer, et jugeait à propos de préparer le Directoire à ce qui allait suivre.

C'était là une prédiction faite à coup sûr, car l'événement était arrêté dans son esprit, et rien maintenant ne pouvait protéger Gênes contre une telle décision. Il fallait qu'elle fût récompensée à son tour de la neutralité qu'elle avait observée envers nous. Au reste, ce n'était pas sans raison que la chute de cette république (car elle périt réellement le jour où elle perdit son indépendance) était comparée par Bonaparte à celle de Venise ; les procédés qu'il employa envers l'une et envers l'autre furent exactement les mêmes, et le surcroît de rigueurs qu'il déploya envers Venise ne fut déterminé que par la circonstance particulière qui le poussa à disposer du territoire de cette république.

Faypoult, notre ministre à Gênes, fut le meneur de cette révolution, comme Lallement et Villetard avaient été les instigateurs de celle de Venise. Comme ces deux ministres, Faypoult avait sous la main une petite minorité de mécontents, incapables de rien faire de sérieux par eux-mêmes, mais assez forts néanmoins pour provoquer des troubles et offrir un prétexte à l'intervention de Bonaparte. Vers le milieu

de mai, Faypoult avait cru le moment d'agir venu, et avait écrit dans ce sens au général en chef : « Je pense comme vous que la chute de Venise amène celle de l'aristocratie de Gênes, lui répondit Bonaparte ; mais il faut *pour cela encore quinze jours*, pour que les affaires de Venise soient bien complétement terminées. » (Lettre du 15 mai.) Le mouvement éclata un peu plus tôt. Le club démocratique, composé en partie de Français, et secrètement dirigé par Faypoult, envoya au doge une sommation d'avoir à prononcer la déchéance de l'aristocratie, et, sur son refus d'y obtempérer, s'empara par un coup de main de l'arsenal et du port.

Revenue de la première surprise que causa ce coup d'audace, la population se souleva en masse contre les clubistes, les chassa de toutes les positions qu'ils occupaient, en tua un certain nombre, jeta le reste dans les prisons, et pilla leurs maisons. Faypoult avait vainement interposé son autorité pour apaiser la lutte qu'il avait provoquée. Intimidé par la résistance inattendue que rencontraient ses projets, il n'eut pas même le mérite de soutenir son rôle jusqu'au bout; il se troubla, perdit la tête, refusa le secours que lui offrait l'amiral Brueys. Ainsi qu'on devait s'y attendre, les Français qui s'étaient associés à la tentative des insurgés partagèrent leur sort et furent emprisonnés avec eux. Assurés d'avance de l'appui du général Bonaparte et se croyant certains du succès, les auteurs de ce soulèvement s'étaient comportés avec une souveraine maladresse, indiposant contre eux, par la témérité et l'insolence de leurs bravades, ceux même qui dans toute autre occasion seraient

restés neutres. Bonaparte ne dissimula pas au Directoire les fautes et l'ineptie de ses coopérateurs : « Le parti soi-disant patriote s'était extrêmement mal conduit ; il avait, par ses sottises et son imprudence, donné gain de cause aux aristocrates. » (25 mai.) Mais, tout en les blâmant, il ne renonça pas pour cela à profiter de ce qu'ils avaient fait sous son inspiration. Il envoya donc à Gênes son aide de camp Lavalette avec un message qui était une seconde édition de la lettre que Junot avait transmise au doge de Venise.

Lavalette avait ordre de la remettre au doge en plein sénat, ce qui ne s'était jamais vu jusque-là, mépris des formes calculé pour placer l'autorité du général au-dessus des usages comme au-dessus des lois. Lavalette répondit aux objections qui lui furent faites avec ce ton absolu et péremptoire que prenaient autrefois les envoyés de la République romaine. Il se présenta au sénat, et, sans prendre garde à l'indignation et au trouble que sa présence y provoquait, il donna lecture avec le plus grand sang-froid de la lettre de son général. Bonaparte y déclarait « n'intervenir que pour protéger la vie et les propriétés de ses compatriotes, et assurer ses propres communications. Il exigeait l'élargissement immédiat des Français arrêtés, le désarmement du peuple, l'arrestation des ennemis de la France. Si dans vingt-quatre heures ces mesures n'étaient pas exécutées, c'en était fait de l'aristocratie génoise, et les têtes des sénateurs lui répondraient de la sûreté des Français, comme les États entiers de la République lui répondraient de leurs propriétés. »

Bonaparte, dans cette lettre si dure, semblait ne

plus rien exiger relativement au changement d'institutions dont il avait été question à Gênes. Il semblait à cet égard se séparer à dessein des meneurs de la révolution avortée, sans doute pour montrer qu'il n'avait été pour rien dans leur tentative ; il protestait ne vouloir s'immiscer en rien dans les affaires de la République : mais il entendait bien ne pas être pris au mot sur ce point, car il ne s'était abstenu d'agir que parce qu'il se croyait sûr que la chose se ferait d'elle-même. Cependant il n'en fut pas ainsi. D'abord irrité de ce ton de maître, le sénat s'apaisa promptement et se hâta d'acquiescer à toutes les demandes du général. Mais lorsque Faypoult, remis de ses alarmes, voulut lui imposer de nouveau sa constitution démocratique, il lui fut impossible de vaincre la résistance des sénateurs. Ce n'est que sur la menace de notre ministre de quitter la ville, que ces magistrats, devinant à cette opiniâtreté invincible qu'il y avait là-dessous autre chose que sa volonté, consentirent à envoyer auprès du général Bonaparte trois délégués chargés de s'informer quelles intentions réelles se cachaient sous cette protestation de respecter les institutions de la République. Les délégués se rendirent à Montebello, et là ils s'aperçurent tout d'abord que non-seulement il entendait y toucher, mais que le plan de la nouvelle constitution qu'il leur destinait était déjà fait de toutes pièces. Après d'inutiles instances pour le fléchir, ils comprirent qu'il fallait se soumettre, et Gênes reçut la loi comme son antique rivale venait de la subir dans des conditions mille fois plus cruelles.

Les négociations pour la paix avec l'Autriche sui-

vaient régulièrement leur cours à Montebello ; mais les diplomates de l'empire y apportant l'arrière-pensée de traîner les choses en longueur, afin de se trouver à même de profiter à l'occasion des complications intérieures de la France, on avançait avec une extrême lenteur, à la grande impatience de Bonaparte, dont l'activité et l'inquiétude naturelles commençaient à ne plus trouver dans les loisirs de cette trêve un aliment suffisant. Il avait bien vite épuisé l'intérêt que pouvait lui offrir son rôle de législateur, d'ailleurs si étrangement simplifié par cette méthode toute militaire qui tranchait au lieu de résoudre. Chercher et découvrir les institutions les plus conformes aux traditions historiques et à l'esprit national des Italiens, les plus propres à les régénérer, était, certes, une tâche digne du plus grand génie ; mais il comprenait la politique, non comme un moyen de relever un peuple, mais comme un simple instrument de domination ; il la conduisait comme la guerre, et lors même qu'il eût essayé de se mesurer avec de telles difficultés, son intelligence, quelque merveilleuse qu'elle fût à certains égards, n'avait ni la maturité ni l'expérience nécessaires pour l'entreprendre avec succès. Ce grand objet écarté, les petits différends du roi de Sardaigne avec ses sujets, ou de la Valteline avec les Grisons, n'avaient guère de quoi assouvir la soif qui dévorait cette âme insatiable. Déjà de nouveaux projets remplissaient son esprit. Il vivait les yeux fixés sur Paris, où se préparaient de graves événements. Il prévoyait, comme tout le monde, que le pouvoir allait y passer dans de nouvelles mains, et s'efforçait de deviner dans quel sens s'accomplirait le

changement, afin d'y marquer d'avance sa place. Il répétait à Miot son mot au prince Pignatelli : « Croyez-vous que ce soit pour faire la grandeur des avocats du Directoire, des Carnot et des Barras, que je triomphe en Italie ? » Mais reconnaissant que, selon son expression, *la poire n'était pas encore mûre* pour lui à Paris, et habitué à n'envisager la paix et la guerre qu'au point de vue de sa propre fortune, il n'était pas éloigné de l'idée de recommencer la guerre avec l'Autriche, pour y conquérir un surcroît de gloire et de popularité; « car, disait-il encore, il ne pouvait quitter l'Italie que pour aller jouer en France un rôle à peu près semblable à celui qu'il jouait ici ; » parole qui était un commentaire éloquent de ce désir ardent de vivre dans la retraite, qu'il exprimait si souvent dans ses lettres au Directoire. Comme il n'observait les événements qu'en vue des facilités et des avantages qu'il y pourrait trouver pour son élévation, il n'était jamais embarrassé ni par un scrupule ni par un parti pris quelconque; il ne perdait pas son temps à délibérer sur la portée morale des choses, entrave si gênante pour ceux qui s'y soumettent; enfin, il ne se considérait jamais comme engagé, et les résolutions les plus opposées se présentaient à son esprit avec une force et une valeur égales. Avant de se décider, il se plaisait à mettre, pour ainsi dire, aux prises les chances diverses que lui offrait sa situation ; il les essayait, les encourageait, les examinait sous toutes leurs faces, puis se prononçait pour la plus avantageuse à ses intérêts.

En même temps, par exemple, qu'il levait le bras

comme pour anéantir la papauté, et qu'il soutenait contre elle la conspiration démocratique qui travaillait les États romains, il faisait remettre sous main au ministre du pape une note (en date du 3 août 1797) dans laquelle il sollicitait le saint-père d'aider à la réconciliation du clergé avec le gouvernement, ce qui aurait le double avantage de consolider le gouvernement établi et de ramener à la vraie religion la majorité du peuple français. La France deviendrait ainsi l'alliée du Saint-Siége, et ce rapprochement serait infiniment heureux pour les deux États. Bonaparte ne disait pas qu'il le serait surtout pour celui qui en faisait la proposition.

Pendant que cette première ébauche du Concordat s'achevait dans sa pensée, d'autres velléités et d'autres projets, qui s'emparaient de son imagination avec plus de puissance encore, révélaient dès lors l'infirmité de cet esprit sans mesure qui se figura plus tard fonder un édifice indestructible, lorsqu'il ne faisait que rassembler les matériaux d'une ruine gigantesque. La prise de possession des îles Ioniennes lui avait ouvert de nouvelles perspectives sur cet Orient prestigieux qu'il avait entrevu dans ses rêves de jeune homme, et auquel il ne se lassait pas de revenir. Elle l'avait mis en rapport avec quelques chefs influents des provinces de l'empire turc, et, selon son habitude innée de ne jamais considérer une conquête que comme un moyen d'en acquérir une plus grande encore, de Corfou son imagination s'était élancée à Constantinople. Il montrait du doigt au Directoire l'empire turc tombant en dissolution, et, devant cette magnifique proie, l'Italie ne lui semblait plus qu'un

théâtre étroit et mesquin : « Les îles de Corfou, de Zante, de Céphalonie, sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur, et garder pour nous les quatre îles. » (16 août au Dir.) De ce poste fortifié, on pourrait en effet, à volonté, ou soutenir l'empire turc ou en prendre sa part, et, à travers l'empire turc, on atteindrait sûrement l'Angleterre. Mais, pour y parvenir, il faudrait d'abord mettre la main sur l'Égypte. *Deinde Ægyptum,* comme disait le roi Pyrrhus à son confident. « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. »

Cependant la docilité aveugle avec laquelle le Directoire se soumettait aux décisions du général, comme s'il n'avait eu d'autre rôle que celui d'enregistrer les décrets de cette volonté souveraine, n'avait pas été à Paris du goût de tout le monde. Malgré les efforts intéressés du Directoire pour jeter de l'équivoque et de l'obscurité sur les événements qui venaient de s'accomplir à Venise et à Gênes, ils apparaissaient peu à peu sous leur véritable jour, et soulevaient la réprobation de tous les hommes qui avaient gardé quelque attachement pour la liberté. Malheureusement la lutte acharnée dans laquelle les partis étaient engagés à Paris empêcha qu'on accordât à ces faits toute l'importance qu'ils méritaient. Leur iniquité frappa les esprits clairvoyants, mais ils en prirent leur parti avec une indifférence égoïste. Bien peu comprirent le danger dont ils menaçaient de loin la République française, et le grand nombre ne

vit, dans la dénonciation dont ils furent l'objet, qu'une manœuvre inspirée par l'esprit de parti.

Le 23 juin, le représentant Dumolard, homme qui, sans avoir une grande consistance d'esprit et de caractère, montra du moins jusqu'à la fin de sa carrière une réelle générosité de sentiments et un sincère amour pour la liberté, monta à la tribune des Cinq-Cents pour y interpeller le Directoire au sujet des affaires d'Italie. Son langage fut, quoi qu'on en ait dit, d'une extrême modération. Non-seulement Dumolard ne nourrissait aucune animosité personnelle contre le général Bonaparte, mais il avait souvent parlé de lui avec admiration ; et tout récemment, lors de l'insurrection de Vérone, il avait loué publiquement l'énergie de ses mesures. Il ne voulait ni accuser ni blâmer le général, il s'adressait au Directoire et lui demandait, avant tout, des éclaircissements.

Comment se faisait-il que la France se trouvât en état de guerre avec Venise, sans que le Directoire eût consulté le Corps législatif, ainsi que la Constitution lui en faisait un devoir ? De quel droit avait-on évité de lui soumettre cette déclaration de guerre? Puis, arrivant aux actes qui avaient suivi notre entrée à Venise : « Ne sommes-nous donc plus, disait-il, ce peuple qui a proclamé en principe et soutenu par la force des armes qu'il n'appartient, sous aucun prétexte, à des puissances étrangères de s'immiscer dans la forme de gouvernement d'un autre État? Outragés par les Vénitiens, était-ce à leurs institutions que nous avions le droit de déclarer la guerre ? vainqueurs ou conquérants, nous appartenait-il de prendre une part active à leur révolution en apparence inopinée?

Je ne rechercherai pas quel est le sort qu'on réserve à Venise, et surtout à ses provinces de terre ferme. Je n'examinerai pas si leur envahissement, médité peut-être avant les attentats qui lui servirent de motifs, n'est pas destiné à figurer dans l'histoire comme un digne pendant du partage de la Pologne. »

Ces paroles montrent combien Dumolard restait au-dessous de la vérité, puisqu'il osait à peine avancer, sous forme dubitative, des faits qui aujourd'hui sont mille fois acquis à l'histoire; il passait ensuite à la révolution opérée par nous à Gênes, et stigmatisait cette triste manie qui, sous prétexte d'apporter la liberté aux peuples, commençait par détruire leur indépendance. Il ne pouvait sortir de là que des guerres sans fin, et la France voulait la paix. Arrivant enfin à l'objet de son discours, et à l'attitude de défiance du Directoire vis à vis des conseils, « Tout homme, disait-il, qui réfléchit sur la nature de notre gouvernement, se révolte à l'idée de la confiance aveugle et silencieuse qu'on exige de nous sur tout ce qui se rapporte à la paix et à la guerre. En Angleterre, où la Constitution ne donne aux deux chambres qu'une participation indirecte aux relations extérieures, on les voit néanmoins requérir et obtenir la communication des pièces les plus importantes; et nous, républicains, à qui le peuple a délégué le droit de prononcer souverainement sur la paix et la guerre, nous souffrons qu'on épaississe de plus en plus les voiles d'une politique ténébreuse ! »

Critique très-juste et très-frappante de la Constitution de l'an III, qui, à force de vouloir séparer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, pour leur épargner

tout conflit, avait ôté au premier toute faculté efficace d'influer sur la marche du gouvernement, et même de contrôler ses actes, ce qui est pourtant la condition la plus essentielle de tout gouvernement libre. Dumolard concluait en demandant des explications exactes et précises sur tous les faits qui avaient accompagné et suivi notre intervention à Gênes, à Venise et dans la Valteline.

Les amis du Directoire ne répondirent que par de vagues fins de non-recevoir. Doulcet Pontécoulant, qui avait été le protecteur de Bonaparte, appuya la proposition de Dumolard. Il montra ce qu'il y avait d'injurieux pour le Corps législatif à ne recevoir d'informations, au sujet des affaires de la République, que par la voie de journaux plus ou moins dignes de foi, à ne jamais savoir au juste si nous étions en paix ou en guerre. Il fit surtout ressortir avec une évidence saisissante la contradiction qu'il y avait à accuser Gênes et Venise de nous avoir déclaré la guerre, ou du moins d'avoir donné le signal des hostilités, comme on osait le dire : « Quoi ! lorsque la coalition nous menaçait, lorsqu'elle résistait aux efforts de nos soldats, Gênes et Venise étaient neutres ou alliées, et, au moment où l'Autriche vaincue demande la paix, Venise aurait voulu la guerre, Gênes aurait trahi ses intérêts les plus évidents? nos fidèles alliés, les cantons helvétiques, auraient voulu rompre les liens d'une ancienne amitié? C'est sur de tels événements, si difficiles à concevoir, que nous devons demander des renseignements au Directoire. »

La proposition de Dumolard fut renvoyée à l'examen d'une commission qui était chargée de présenter

un rapport sur les droits du Corps législatif en matière de relations extérieures. Le Directoire n'y fit aucune attention. Telle fut cette célèbre motion dont il a été si longtemps de tradition de flétrir « l'audace et l'arrogance ». Cette inspiration de sagesse et de prévoyance demeura sans effet au milieu des dissensions funestes qui se disputaient alors notre pays, mais elle méritait un meilleur sort et sera de jour en jour mieux appréciée. Les deux buts qu'elle se proposait, à savoir : la fin des abus qui déshonoraient notre occupation en Italie, et la restitution au Corps législatif du contrôle sur la politique extérieure, étaient non-seulement légitimes, mais de la plus urgente nécessité. Et si les avertissements qu'on avait reçus à cet égard ne paraissaient pas assez concluants, l'effet que produisit la motion de Dumolard sur le général Bonaparte était fait pour dissiper toute illusion.

Il reçut la nouvelle à sa cour de Montebello au moment le plus brillant de cette souveraineté sans limite et sans contrôle, dont l'exercice avait tant de charmes pour lui. Insensible aux extrêmes ménagements dont sa gloire avait été l'objet, il ressentit comme un sanglant outrage la critique dirigée contre ses actes. Quoi! un représentant obscur, un de ces avocats dont il parlait avec tant de mépris, avait osé le discuter, lui, le chef d'une armée de quatre-vingt mille hommes, le maître de tant de peuples, le distributeur des États, l'arbitre des princes! il avait osé le discuter aux applaudissements de la majorité législative! il avait osé élever des doutes sur la sincérité des déclarations qui avaient servi de texte au manifeste contre Venise et

motivé notre intervention, il avait osé soupçonner un plan préconçu, deviner les projets ultérieurs que Bonaparte avait déjà exposés au Directoire, mais qu'il croyait impénétrables! Il écrivit sur-le-champ au Directoire (lettre du 30 juin), sous le coup d'une irritation qui, cette fois, n'était pas jouée, et dont l'explosion montrait assez ce qu'on devait attendre d'un tel homme, si jamais les vicissitudes de la République venaient à faire tomber le pouvoir en ses mains : « Ayant le droit, après avoir conclu cinq paix et donné le dernier coup de massue à la coalition, de s'attendre, sinon à des triomphes civiques, du moins à vivre tranquille, il se voyait dénoncé, persécuté, décrié par tous les moyens, bien que sa réputation appartint à la patrie. Il pouvait être indifférent à tout, mais il ne pouvait pas l'être à cette espèce d'opprobre dont cherchaient à le couvrir les premiers magistrats de la République... il ne pouvait pas s'attendre à ce que ce manifeste, *inspiré par un émigré et soldé par l'Angleterre,* acquît au conseil des Cinq-Cents plus de créance que le témoignage de quatre-vingt mille hommes et le sien. » Il joignait à sa lettre un stylet semblable à ceux dont s'étaient servis les assassins de Vérone, expédient de mélodrame, qui n'avait aucun rapport avec la question dont il s'agissait, et qu'il croyait propre à impressionner les imaginations parisiennes. Il terminait en offrant de nouveau sa démission, proposition qui n'avait rien de sérieux, et en se déclarant décidé à vivre tranquille, « si toutefois, disait-il, *les poignards de Clichy* voulaient bien le laisser vivre. »

Cette dénomination de poignards de Clichy faisait

allusion à une réunion, composée en grande partie de députés opposants, qui tenait ses séances à Clichy, et dans laquelle Dumolard, si étrangement travesti en Catilina, avait annoncé son intention d'interpeller le Directoire. De là à poignarder le général Bonaparte il y avait encore du chemin. Le général écrivit ensuite diverses notes destinées à présenter les affaires d'Italie sous le jour qui lui convenait. Il suffira de dire, pour en caractériser l'esprit et la valeur historique, qu'il affirmait dans lesdites notes qu'il n'était entré à Venise que sur les supplications des députés, « mû par la compassion » et dans le but « d'empêcher le carnage et de sauver la ville de Venise de la dévastation, du meurtre et du pillage. » Il s'y répandait en menaces contre les membres du club de Clichy et les apostrophait ainsi : « Mais je vous le prédis, et je parle au nom de quatre-vingt mille soldats, le temps où de lâches avocats et de misérables bavards faisaient guillotiner les soldats est passé, et, si vous les y obligez, les soldats d'Italie viendront à la barrière de Clichy avec leur général ; mais malheur à vous ! »

Quelle que fût la violence de ces récriminations, il n'était pas homme à s'en tenir à des paroles, et il s'occupa aussitôt d'en venir à des actes contre le parti dans lequel il venait de découvrir un obstacle pour son ambition. On aurait tort de croire d'ailleurs qu'il n'y fut décidé que par ce seul grief. Derrière le parti loyal et modéré qui désirait sincèrement le retour aux formes légales et aux garanties de la liberté, Bonaparte avait reconnu, avec sa vue perçante, un groupe de meneurs royalistes qui ne voyait dans ces honnêtes tendances qu'un moyen de faire rétrograder la révo-

lution jusqu'à l'ancien régime et de ramener les Bourbons. Indifférent aux idées politiques, mais ayant l'esprit très-éveillé sur ses propres intérêts, son ambition avait déjà assez grandi pour qu'il considérât le retour des Bourbons comme incompatible avec l'avenir qu'il rêvait pour lui-même. Le parti constitutionnel lui inspirait une antipathie presque aussi profonde, car son triomphe eût consolidé les institutions libres et rendu impossible une dictature militaire. Quant aux hommes du Directoire, le général les méprisait et les détestait profondément; mais il les gouvernait à sa guise, il leur imposait un joug que jamais un autre gouvernement n'eût subi, il sentait que l'opinion publique le plaçait déjà beaucoup au-dessus d'eux, il savait qu'elle l'appellerait tôt ou tard à prendre leur succession. Mais pour qu'il pût recueillir cette succession, il fallait que le Directoire fût maintenu au pouvoir. Quels que fussent donc les torts du Directoire dans la scission chaque jour croissante qui se manifestait entre la majorité des directeurs et celle du Corps législatif, Bonaparte était depuis longtemps décidé à prendre parti pour le gouvernement contre la législature, à moins que les vainqueurs ne lui fissent une place exceptionnelle dans le pouvoir nouveau. Les attaques dirigées contre le rôle de conquérant et de dictateur, qu'il s'était arrogé en Italie, ne lui laissèrent aucune illusion à cet égard. L'opposition, qui blâmait à Paris les excès de pouvoir du Directoire, ne pouvait accepter sans se renier elle-même les abus mille fois plus criants que le général avait commis en Italie. Ses intérêts se trouvèrent donc d'accord avec ses senti-

ments pour le pousser dans le parti du Directoire.

De son côté, le Directoire ne pouvait se dissimuler, en présence des succès que venaient de remporter ses adversaires dans le renouvellement partiel du Corps législatif, que la nation se prononçait en grande majorité en faveur de leurs idées, et ce fut de la part des directeurs un véritable crime que de songer à faire violence à cette souveraineté nationale, dont ils étaient les élus et à laquelle ils rendaient en théorie de si magnifiques hommages. Il n'y avait alors de salut que dans la légalité : elle leur offrait une protection très-suffisante, car la Constitution de l'an III avait fait du pouvoir exécutif une sorte de position fortifiée, trop bien fortifiée, puisque c'était aux dépens de l'influence législative. Cette position, il était très-facile de la défendre et elle eût amplement suffi à leur sauvegarde; mais ils n'y virent qu'une arme offensive contre leurs adversaires, et, à mesure qu'ils purent apprécier le terrain perdu dans les élections, ils s'accoutumèrent peu à peu à l'idée d'un coup d'État contre la nation, assurés qu'ils étaient de l'appui des armées. Dans leur détermination, quelque aventurée qu'elle fût, il y avait encore plus de peur que d'audace; car ils étaient convaincus que le triomphe des Constitutionnels amènerait infailliblement une restauration royaliste et que selon le mot de Treilhard à Mathieu Dumas « leur tête était en jeu »[1].

Qu'était-ce donc en définitive que ce parti qui s'apprêtait si imperturbablement à disposer de la France comme d'un patrimoine qui lui appartenait en pro-

1. *Souvenirs* de Mathieu Dumas.

pre? Il n'avait pas même l'unanimité dans le Directoire; car s'il y possédait l'adhésion peu rassurante du vénal Barras et l'appui plus sûr de Rewbell et du rhéteur guindé, qui était le pape de la théophilanthropie, il y avait contre lui la probité de Carnot, converti désormais à la pratique du gouvernement légal et la modération éclairée de Barthélemy. Partout ailleurs, dans les Conseils, dans l'opinion publique, dans le suffrage populaire, dans la nation entière, ce parti avait une infériorité manifeste et accablante. La plupart des mesures que le Corps législatif avait fait prévaloir contre lui, la liberté des cultes, devenue une réalité, l'adoucissement de la loi contre les émigrés, l'abrogation de la loi contre les prêtres insermentés, enfin la revendication, en partie réalisée, de la juste influence qui, dans tous les pays libres, appartient aux assemblées sur la gestion des finances, sur la conduite de la paix et de la guerre, sur tous les actes du pouvoir exécutif, avaient un caractère evident de légiti mité et de sagesse. Que des passions haineuses, des provocations imprudentes, des exigences intempestives, se fussent mêlées à ces réclamations, c'est ce dont on n'avait pas le droit de s'étonner après nos tourmentes révolutionnaires. Le parti opposé au Directoire n'en avait pas moins pour lui l'immense majorité de la nation, il n'en était pas moins sincèrement constitutionnel, et les directeurs ne pouvaient pas même lui reprocher avec justice les deux ou trois conspirateurs royalistes qu'il abritait dans son sein sans les connaître; car si les chefs du club de Clichy et du Cercle constitutionnel avaient derrière eux Pichegru et Imbert Colomès, les trois directeurs avaient der-

rière eux toute la survivance du terrorisme, qui, battue dans toutes les conspirations et récemment encore dans la tentative insensée de Babeuf, se ralliait autour de Barras, prête à tout lui pardonner s'il consentait à la mener au combat.

Se trouvant ainsi de plus en plus isolé au sein de la nation et forcé de renoncer à cette politique de bascule à l'aide de laquelle il avait alternativement frappé ses ennemis de toutes couleurs, le Directoire se trouva donc naturellement amené à rechercher l'appui de l'armée en même temps que l'alliance des passions révolutionnaires. L'armée était en général toute disposée à le seconder. Indifférente à la liberté, ou plutôt n'ayant pas même la notion de ce que ce mot représente, elle redoutait par-dessus tout une restauration de l'ancien régime. Elle ne voyait dans les constitutionnels que les instruments des Bourbons, et les Bourbons eux-mêmes lui étaient surtout odieux parce que leur retour compromettait forcément toutes les conquêtes de cette démocratie militaire. Les jeunes officiers qui étaient assurés de conquérir leur avancement par leur seul mérite, les généraux de vingt-cinq ans, auxquels la République avait confié les plus belles armées de l'Europe, ne se sentaient nullement disposés à résigner leur commandement entre les mains des émigrés, que les Bourbons ramèneraient avec eux; sentiment mille fois légitime, mais égaré par la solidarité qu'il établissait entre les complots de quelques traîtres et un mouvement d'opinion plein de générosité qui, s'il avait abouti, aurait définitivement consolidé les institutions libres en France.

Aucune de ces circonstances n'avait échappé à l'œil

pénétrant de Bonaparte, et il vit promptement le parti qu'il pouvait tirer des dispositions du Directoire. Il résolut donc d'en profiter pour envelopper l'opposition constitutionnelle, où se trouvaient ceux qu'il considérait comme ses ennemis personnels, dans le sort de conspirateurs jusque-là soupçonnés, mais non convaincus. Une circonstance vint l'y aider singulièrement. En envoyant un corps d'occupation à Venise, son premier soin avait été d'ordonner l'arrestation du consul d'Angleterre et d'un des agents les plus actifs de l'émigration, le comte d'Antraigues. On saisit sur d'Antraigues des papiers qui prouvaient jusqu'à l'évidence l'existence des relations de Pichegru avec le prince de Condé. Loin de traiter d'Antraigues avec la rigueur qu'autorisait la législation contre les émigrés, Bonaparte usa envers lui d'une extrême douceur; il eut avec lui de fréquentes entrevues et se mit ainsi au courant de tous les projets de la conspiration royaliste. Grâce à cet incident, il put mettre entre les mains du Directoire l'arme dont celui-ci allait se servir pour frapper ses ennemis.

Ce n'était pas assez pour lui; il voulut donner aux directeurs un gage non équivoque, un témoignage éclatant de sa volonté de marcher avec eux et, au besoin, de les pousser en avant. En provoquant des manifestations de l'armée en faveur de la politique des directeurs, il était assuré de doubler leur audace et, en même temps, de jeter l'épouvante parmi leurs adversaires. Une loi interdisait, il est vrai, aux soldats de telles délibérations; mais le général Bonaparte était déjà au-dessus des lois, il l'avait prouvé en mainte circonstance. Profitant donc de l'anniversaire du

14 juillet, il adressa à ses soldats une proclamation menaçante et irritée :

« Soldats ! je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui menacent la patrie ; mais la patrie ne peut courir de dangers réels. Les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là ; des montagnes nous séparent de la France : vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la Constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains. Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des lois, qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons sur nos nouveaux drapeaux : « Guerre implacable aux ennemis de la République et de la Constitution de l'an III ! »

La fête fut suivie d'un grand banquet, où de nombreux toasts furent portés au milieu d'une exaltation croissante. On but au Directoire exécutif et à l'anéantissement de ses ennemis, à la *réémigration* des émigrés, à la consolidation de la liberté par les soldats, à la destruction du club de Clichy. Les officiers et les soldats de chaque division signèrent ensuite des adresses dans lesquelles se reproduisaient les mêmes sentiments en termes d'une violence inouïe. L'armée d'Italie, recrutée parmi les populations du Midi, assaisonnait la phraséologie du terrorisme de l'emphase de langage qui leur est naturelle : étrangère pour ainsi dire à la France depuis le siége de Toulon, elle avait en partie gardé l'exaltation révolutionnaire de ce moment de crise désespérée, et ne pouvait com-

prendre le sens du mouvement politique qui s'était accompli depuis lors. La division Augereau se fit remarquer particulièrement par le ton menaçant de son adresse. Ce général, dont la bravoure entraînante était incontestée, avait le langage, les opinions et la portée d'esprit d'un chef de club. La division de Bernadotte, venue de l'armée du Rhin, se distingua au contraire par la modération et la convenance de son langage, indice d'une supériorité de tenue et d'intelligence qui la faisait haïr de l'armée, et lui attirait de fréquents duels.

En envoyant toutes ces adresses au Directoire, Bonaparte appuya énergiquement sur le parti qu'il convenait d'en tirer. Quinze jours s'étaient écoulés depuis qu'il avait pu lire la motion de Dumolard; mais son irritation était encore devenue plus cuisante, ou du moins il croyait devoir feindre de la ressentir plus vivement que jamais, on est autorisé à le supposer par l'exagération à peine croyable qu'il mettait dans ses plaintes. Il s'en prenait d'abord aux journaux qui avaient commenté les discours prononcés aux Cinq-Cents :

« L'armée reçoit une grande partie des journaux qu'on imprime à Paris, surtout les plus mauvais; mais cela produit un effet tout contraire à celui qu'ils se promettent... » Mais si cet effet était si contraire à celui que cherchaient ces journaux, pourquoi donc écrire la veille à Berthier pour lui enjoindre d'arrêter les gazettes qui lui déplaisaient?

« L'indignation, poursuivait-il, est à son comble dans l'armée. Le soldat demande à grands cris si, pour prix de ses fatigues et de six ans de guerre, il

doit être, à son retour dans ses foyers, assassiné comme sont menacés de l'être tous les patriotes. Les circonstances s'aggravent tous les jours, et je crois, citoyens directeurs, qu'il est imminent que vous preniez un parti... »

Il revenait ensuite à la motion Dumolard : « Quant à moi, je suis accoutumé à une abdication totale de mes intérêts; cependant, je ne puis pas être insensible à la *perfidie et au tas d'atrocités* contenues dans cette motion d'ordre imprimée par ordre du Conseil des Cinq-Cents. Je vois que le club de Clichy veut marcher sur mon cadavre pour arriver à la destruction de la République. N'est-il donc plus en France de républicains? Après avoir vaincu l'Europe, serons-nous donc réduits à chercher quelque angle de la terre pour y finir nos tristes jours? »

Puis, passant des plaintes aux conseils, il précisait ainsi les mesures que le Directoire devait prendre selon lui :

« Vous pouvez, d'un seul coup, sauver la République, deux cent mille têtes peut-être qui sont attachées à son sort, et conclure la paix en vingt-quatre heures. Faites arrêter les émigrés, détruisez l'influence des étrangers. *Si vous avez besoin de force, appelez les armées. Faites briser les presses des journaux vendus à l'Angleterre,* et plus sanguinaires que ne le fut jamais Marat. »

Enfin, il réitérait l'offre dérisoire de sa démission, et envoyait au Directoire un second stylet pris sur les insurgés de Vérone (15 juillet 1797).

Deux jours plus tard, il revenait sur ce moyen facile et expéditif de trancher toutes les difficultés qui entra-

vaient la marche du Directoire, en ajoutant à toutes les considérations qu'il avait fait valoir à l'appui de ce conseil, l'imminence d'une rupture avec l'Autriche, motivée par les espérances que nos divisions intestines donnaient à l'empereur :

« Il est bien évident que la cour de Vienne n'est pas de bonne foi, et qu'elle traîne en longueur pour attendre la décision des affaires intérieures que toute l'Europe croit très-prochaine.

« Voulez-vous épargner cinquante mille hommes de l'élite de la nation qui vont périr dans cette nouvelle campagne? *Faites briser avec quelque appareil les presses du* Thé, *du* Mémorial *et de la* Quotidienne, faites fermer le club de Clichy et faites faire cinq ou six bons journaux constitutionnels.

« Cette crise, qui en réalité sera extrêmement légère, suffira pour faire voir à l'étranger qu'il n'a encore rien à espérer. Elle rétablira l'opinion et ôtera aux soldats cette vive inquiétude qui anime toutes les têtes et qui finira par des explosions dont les conséquences ne peuvent pas se prévoir. »

Il revint encore sur ce sujet dans ses communications suivantes. Le Directoire avait déjà pris son parti : il avait choisi, pour exécuter son coup d'État, le général Hoche, dont rien n'avait terni jusque-là la pureté civique, et dont le nom était destiné à rassurer ceux qui pourraient craindre de voir cette tentative dégénérer en dictature militaire. Hoche était en effet un républicain ardent et sincère, et, comme la plupart de ses compagnons d'armes, il fut en cette occasion aveuglé par la répulsion que lui inspiraient les menées royalistes. Dans le mouvement d'opinion

qui commençait à s'emparer de la France entière, il ne voyait que Pichegru, l'un des principaux meneurs de ce mouvement, Pichegru, qu'il considérait à bon droit comme un traître, et qui, de plus, était son ennemi personnel. Hoche vint à Paris, et, dans une entrevue avec Barras, il concerta tous les détails d'exécution du coup d'État. Mais, l'article 69 de la Constitution interdisant à tout corps militaire dè passer dans un rayon de quinze lieues autour du local où le Corps législatif tenait ses séances, la difficulté était d'avoir des soldats sous la main. Il fut convenu que Hoche, sous prétexte de diriger une partie de son armée vers l'Océan, pour une expédition en Irlande, concentrerait des troupes autour de Paris, et les mettrait à la portée du Directoire. On le nomma ministre de la guerre, pour lui rendre la tâche plus facile.

Mais Hoche apprit bientôt à ses dépens pour quels hommes il allait exposer sa vie et sa gloire. Ses troupes ayant opéré le mouvement convenu (le 8 juillet), il arriva, soit malentendu, soit imprudence, qu'un détachement franchit la limite constitutionnelle. Les Conseils, déjà avertis des projets du Directoire par des menaces fort transparentes et par des mesures qu'on ne prenait plus la peine de dissimuler, dénoncèrent la marche des troupes sur Paris, en invoquant la Constitution violée. Carnot, interrogé par ses amis au Corps législatif, répondit à qui voulut l'entendre que Hoche avait agi sans ordre, ce qui était exact en ce qui le concernait, bien que Barras eût fait croire au général qu'il agissait d'accord avec tous ses collègues. Le jeune général fut appelé au sein du Di-

rectoire; il y subit les plus amers reproches de la part de Carnot; et Barras, n'osant encore braver ouvertement son collègue en avouant l'ordre qu'il avait donné, garda le silence. Hoche, qui pouvait tout rejeter sur Barras, lui garda néanmoins le secret; mais il fut profondément blessé et repartit peu de jours après (26 juillet) pour l'armée, le cœur ulcéré, et après avoir donné sa démission du ministère de la guerre, poste qu'il ne pouvait conserver, parce qu'il n'avait pas encore l'âge fixé par la Constitution pour être ministre (trente ans).

L'éveil ayant été ainsi donné prématurément, et Hoche se trouvant à la fois compromis et mécontent, le coup d'État fut ajourné, et les trois directeurs résolurent de s'adresser à l'homme qui venait de leur prodiguer de si chauds encouragements, et qui avait provoqué une si puissante adhésion dans l'armée d'Italie. Depuis quelque temps déjà, Bonaparte avait envoyé à Paris, pour y observer la marche des choses et pour lui servir d'intermédiaire avec Barras et Carnot, son aide de camp Lavalette, esprit modéré, judicieux et perspicace. « Voyez tout le monde, lui avait-il dit, défendez-vous de l'esprit de parti, donnez-moi la vérité, et donnez-la-moi dégagée de toute passion. » Il l'avait un peu plus tard chargé d'offrir trois millions à Barras pour lui faciliter l'exécution du coup d'État, proposition que Barras avait acceptée avec empressement. Barras écrivit même plusieurs fois à Bonaparte pour lui rappeler cette promesse, qui ne fut peut-être pas étrangère au choix qu'allait faire le Directoire, bien qu'elle n'ait été remplie qu'après le 18 fructidor.

Lavalette obéit aux instructions qu'il avait reçues et vit des hommes de tous les partis. Il eut surtout de nombreuses entrevues avec Barras. Il n'en fallut pas plus à cet esprit naturellement juste et libéral pour comprendre tout ce que les projets des triumvirs avaient de funeste. Il écrivit dans ce sens à son général : il lui représenta[1] « qu'il ternirait sa gloire s'il paraissait donner de l'appui à des violences injustes et que la position du gouvernement ne justifiait pas ; qu'on ne lui pardonnerait pas de se lier avec le Directoire pour opérer le renversement de la Constitution et de la liberté, que des proscriptions allaient être dirigées contre la représentation nationale et contre des citoyens recommandables par leurs vertus, qu'on allait punir sans jugement, et que la haine qui sortirait d'une telle tyrannie se répandrait non-seulement sur le Directoire, mais sur le système de gouvernement républicain, qu'enfin il n'était pas démontré que le parti qu'on allait proscrire voulût le retour des Bourbons. »

Par ces avertissements et par un examen plus attentif de la situation de la France, Bonaparte commença à comprendre que la victoire des directeurs, à supposer qu'elle fût complète, serait bientôt suivie d'une inévitable réaction d'impopularité ; et sans rien faire pour empêcher une lutte fatale à la République, mais qu'il jugeait toujours devoir profiter à ses propres intérêts, il se retira dès lors peu à peu, pour ne pas se trouver compromis. Il envoya au Directoire le général Augereau, comme l'homme le plus propre à la fois à exécuter un coup de main et à entraîner le

1. *Mémoires* de Lavalette.

Directoire dans cette ornière démagogique où il lui convenait de le voir se souiller et perdre toute considération ; mais, en même temps, il écrivait à Lavalette : « Ne vous livrez pas à Augereau, c'est un factieux ! » Il recommandait à son aide de camp de ménager toutes les opinions, de tâter tous les partis, de caresser surtout Carnot qui, jusque-là son protecteur constant, maintenant commençait à devenir défiant; il cessait d'écrire à Barras, il ne parlait plus au Directoire du projet de coup d'État, et n'avait avec lui que des communications rares et d'un caractère tout général, qui bientôt même cessèrent tout à fait.

Le général Bonaparte avait donc à Paris deux représentants à la fois; l'un, Augereau, qui disait tout haut et publiquement : « *Je suis envoyé pour tuer les royalistes.* » (Lettre de Lavalette à Bonaparte, du 8 août 1797); l'autre, Lavalette, d'opinions modérées, de manières aimables, qui était lui-même un ancien royaliste, et qui était lié ostensiblement avec tous les chefs de l'opposition des Conseils. Tous deux lui adressaient de fréquents rapports sur la marche des affaires. Augereau avait reçu le commandement de la 17e division militaire, dans le ressort de laquelle se trouvait Paris. Nul n'était mieux fait pour le rôle qu'on lui avait réservé. « Il a bien l'air d'un factieux, disait de lui Rewbell le jour de sa présentation au Directoire; quel fier brigand! » Il se montrait dans les réunions populaires et dans les fêtes publiques, vêtu d'un uniforme éclatant, couvert d'or et de diamants, portant des bagues à tous les doigts[1], alliant le langage

1. Carnot, *Mémoire sur le 18 fructidor.*

d'un démagogue aux allures de la soldatesque, s'attribuant tout le mérite de nos victoires en Italie, parlant de son général d'un ton de suffisance et de protection, recevant les ovations avec cette jactance de bravache dont l'effet est infaillible sur le vulgaire. Il préparait ses mesures sans prendre la peine d'en déguiser le but, mais il était arrêté faute d'argent, et il écrivait lettre sur lettre à Bonaparte pour le presser d'envoyer les fonds qu'il avait promis. Le général ne répondait pas. Il voulait éviter de se compromettre avec un parti à l'avenir duquel il ne croyait plus, et surtout il savait que l'incertitude où il tenait tout le monde était ce qu'il y avait de plus propre à le grandir lui-même; il laissait tout espérer et tout craindre. Il eut bientôt à Paris un troisième observateur en la personne du circonspect Bernadotte, qui confirma le témoignage de Lavalette. En conséquence, il se décida de plus en plus à s'abstenir et à attendre l'événement. Le mystère dont il s'entourait donnait lieu aux bruits les plus étranges. On disait à Paris qu'il voulait se faire roi d'Italie. Mme de Staël raconte[1] qu'ayant posé la question à Augereau, celui-ci lui répondit : « Non assurément, c'est un jeune homme trop bien élevé pour cela ! »

Pendant qu'on tramait leur perte sous leurs yeux, les Conseils s'agitaient, en proie à ce vertige et à cette irrésolution dont les assemblées ont donné tant d'exemples dans des situations analogues. Ils dénonçaient incessamment les plans de leurs ennemis sans prendre aucune mesure efficace pour les déjouer. Ils

1. *Considérations sur la Révolution française.*

se plaignirent amèrement de la présence des troupes et des adresses menaçantes qu'envoyaient les armées, présage assuré du règne de la force. Le Directoire, au lieu de se justifier, se fit accusateur et rejeta tous les torts de ces démonstrations, qu'il reconnaissait être illégales, sur ceux qui, selon lui, les avaient provoquées par leurs complots. Les Conseils n'osèrent rien de plus. Les paroles étaient plus irritées et plus agressives que jamais; mais aussitôt qu'on en venait à la discussion des moyens d'exécution, leur impuissance se révélait sous les formes les plus accablantes. Ni Pichegru, ni Carnot, qui étaient les deux hommes d'action de ce parti, ne regardaient la résistance comme possible. Ils n'avaient pas même réussi à faire organiser la garde nationale. Ils en étaient réduits à ne plus compter que sur la faible garde du Corps législatif, sur quelques affidés accourus de la province à Paris, et surtout sur le hasard, cette ressource de ceux qui ne peuvent compter sur eux-mêmes. Le petit nombre des généraux qui, comme Bernadotte, leur étaient favorables par sentiment, ne tardèrent pas à se rallier au Directoire. Kléber seul, dont les convictions républicaines étaient à l'abri de tout soupçon, persista jusqu'à la fin à s'offrir aux constitutionnels. Si on pouvait, disait-il, lui garantir la fidélité de la garde législative et de quelques bataillons de la garde nationale, il se chargeait d'Augereau et de sa division. Mathieu Dumas, par qui furent transmises ces offres, fut le premier à lui conseiller de ne pas donner suite à ce projet. Ce découragement provenait moins encore d'un raisonnement que du sentiment intime de l'inutilité de ces efforts.

On n'attendait plus rien d'un peuple blasé par tant de révolutions, et devenu si prodigieusement sceptique. Tout le prestige et toute la popularité qui s'attachaient autrefois à la cause de la liberté étaient maintenant du côté de la force militaire.

L'imminence du danger ne changea rien à cette immobilité. Le taciturne Pichegru attendait les événements avec une impassibilité de fataliste, opposant à ceux qui soupçonnaient sa trahison un visage impénétrable, et croyant qu'on n'oserait jamais toucher au vainqueur de la Hollande. Quant à Carnot, dépaysé entre ses anciens et ses nouveaux amis, craignant tout des uns, n'espérant rien des autres, il s'obstinait dans une sorte de neutralité sans issue, parlait de donner sa démission, et gardait cependant sa place au Directoire en continuant, selon sa vieille habitude, à contre-signer ceux des actes de ses collègues qui lui déplaisaient le plus, tels que la nomination d'Augereau. Il avait toutefois rompu avec Barras, qui avait conçu pour lui une haine implacable, dont les préliminaires de Léoben étaient le prétexte plutôt que l'origine. Il y eut entre eux une scène d'une violence inouïe, dans laquelle Barras accabla Carnot des plus grossières injures : « Tu as vendu la République, s'écria Barras, et tu veux égorger ceux qui la défendent ! Infâme brigand ! il n'y a pas un *pou de ton corps* qui ne soit en droit de te cracher au visage. — Je méprise vos provocations, lui répliqua froidement Carnot, mais un jour j'y répondrai. » (Lavalette à Bonaparte, 16 août.) Mais ses amis lui ayant proposé de faire mettre hors la loi par les Conseils ceux qu'on nommait les triumvirs, c'est-à-dire ses

trois collègues Barras, Rewbell et Lareveillère, il s'y refusa énergiquement, alléguant que ce serait l'anéantissement de la Constitution. Par moments, il se flattait encore d'amener une réconciliation entre le Directoire et les Conseils. Il était secondé dans cette tentative par quelques-uns des amis du Directoire qui, malgré leur partialité pour lui, s'effrayaient des conséquences d'une telle lutte. De ce nombre étaient Talleyrand, qui faisait depuis peu partie du ministère, Mme de Staël, dont le salon était une puissance et que Talleyrand avait entraînée dans le camp des directeurs; enfin Benjamin Constant, alors à ses débuts, et dont la jeunesse excusait l'erreur. Ils reconnurent bientôt l'inanité de leurs efforts, trop tardifs pour être efficaces. Au moment où Carnot tendait la main aux amis de Barras, ceux-ci disaient déjà tout haut de lui : « Nous le tuerons. »

Au reste, ce moyen extrême et désespéré, qui est le plus grand signe de l'impuissance des partis, n'était pas discuté uniquement par les partisans du Directoire. Un jeune officier proposa à Carnot lui-même d'assassiner Barras pour tout terminer d'un seul coup; un autre en offrit autant au général Mathieu Dumas, qui était connu comme un des chefs les plus influents des Conseils. Il est presque inutile d'ajouter que tous deux repoussèrent cette offre avec indignation. Plusieurs années après Mathieu Dumas racontait son refus à Napoléon : « Vous fûtes un imbécile, lui dit l'empereur, vous n'entendez rien aux révolutions[1]. »

Enfin, après de longues tergiversations, le Direc-

1. *Souvenirs* de Mathieu Dumas.

toire résolut d'agir. Le 18 fructidor, vers une heure du matin (4 septembre 1797), Augereau investit avec douze mille hommes le palais des Tuileries, où siégeait le Corps législatif, et en occupa toutes les issues. Le palais n'était gardé que par une troupe d'environ mille hommes, les uns gagnés à l'avance, les autres irrésolus, incapables d'opposer une résistance sérieuse. A trois heures un coup de canon qui brisa toutes les vitres du quartier et épouvanta la population encore endormie, donna le signal, et Augereau s'empara du palais sans coup férir, malgré les courageuses protestations de Ramel, le commandant de la garde du Corps législatif, et de quelques représentants qui furent conduits au Temple. En même temps, au Luxembourg, une autre troupe envahissait les appartements de Barthélemy, qui fut mis en arrestation, et de Carnot, qui, prévenu à temps, put s'échapper. A huit heures du matin tout était terminé.

Cependant les citoyens sortent de leurs maisons ; le peuple remplit les rues, il apprend qu'une révolution vient de s'opérer, où, lui absent, on a disposé de la nation, et il reste immobile. Les députés les plus fermes des deux Conseils se rassemblent ; ils veulent éprouver si la représentation nationale n'aura pas gardé quelque chose de son ancien prestige ; ils marchent, leurs présidents en tête, ils traversent une foule indifférente et ne recueillent sur leur passage que des témoignages de curiosité. Arrivés à la porte du palais, où se tenaient leurs séances, ils sont reçus à la pointe des baïonnettes ; on les repousse, on les disperse, on arrête ceux qui sont portés sur les listes de proscription.

Les débris de cette représentation nationale, ainsi mutilée et avilie, furent ensuite réunis à l'Odéon et à l'École de médecine pour ratifier les volontés des triumvirs et enregistrer les décrets qui consacraient leur propre anéantissement politique et l'asservissement de la France. Après avoir entendu la lecture d'un message qui enveloppait tous les adversaires du Directoire dans la conspiration de Pichegru, ils votèrent coup sur coup la déportation d'un grand nombre de leurs collègues, parmi lesquels les citoyens les plus irréprochables de ce temps et trois royalistes seulement, la déportation des « auteurs, propriétaires, entrepreneurs, directeurs et rédacteurs[1] » de quarante-deux journaux, l'annulation des élections de quarante-huit départements qui avaient osé nommer des députés opposés aux directeurs, le rétablissement des lois contre les prêtres et les émigrés qui avaient été abolies par les Conseils. Ils anéantirent toute liberté de la presse en accordant au Directoire le droit de supprimer à volonté les journaux; ils détruisirent toute ombre du pouvoir judiciaire dans les quarante-huit départements déclarés factieux, en y attribuant aux directeurs la nomination de tous les juges et magistrats municipaux, qui furent destitués en masse; ils leur reconnurent également la faculté d'organiser et de dissoudre à leur gré les sociétés politiques, de proclamer l'état de siége, d'ajourner indéfiniment toute organisation de la garde nationale, enfin ils donnèrent aux triumvirs deux nouveaux collègues, d'avance désignés à leur

1. Voir le *Bulletin des lois*.

suffrage : François, de Neufchâteau, et Merlin, de Douai. Cette double nomination se fit au grand désappointement d'Augereau, qu'on avait leurré de l'espoir d'obtenir un siége au Directoire. Les chefs de la dictature fructidorienne voulaient bien se servir des soldats, mais non partager avec eux. Illusion naïve et grossière. En politique, le pouvoir va toujours là où sont en réalité l'action et l'influence. C'étaient les soldats qui avaient fait Fructidor : tout était prêt pour la dictature militaire.

« Le sang n'a pas coulé, » disait le Directoire dans sa proclamation ; « On a prévenu l'effusion du sang, » disait l'adresse du Corps législatif ; « Il n'en a pas coûté une goutte de sang, » répétait Augereau dans son compte rendu à Bonaparte ; et le philanthrope Lareveillère employait la même formule, en ajoutant « que c'était là un point de vue bien doux à considérer ! » Nul n'ignorait pourtant que la déportation à Cayenne équivalait à un arrêt de mort. Mais, par une hypocrisie qui a quelque chose de plus odieux encore que les cruautés de l'époque précédente, on voulait avoir les bénéfices du crime et les honneurs de la vertu ; jamais le style pastoral n'avait été plus à la mode. La proclamation même par laquelle le Directoire frappait ses adversaires était remplie des plus sentimentales effusions à l'adresse du peuple français ; il l'exhortait « à l'union conjugale, à la tendresse paternelle, à la piété filiale, » à toutes les vertus de famille. « Que le goût et la propreté, lui disait-il encore, président à tes vêtements, que l'aimable simplicité n'en soit jamais bannie, que la beauté douce et modeste, parée de sa pudeur, préfère pour ses orne-

ments ceux qu'ont tissus des mains françaises, etc. [1] »

Pendant ce temps les condamnés à la déportation, dont le nombre avait été heureusement réduit, grâce à d'actives démarches, étaient jetés dans des espèces de cages de fer et conduits à Rochefort, puis de là embarqués pour les rivages empestés de la Guyane. Parmi eux était l'honnête Barthélémy, l'un des deux directeurs remplacés, Lafon-Ladebat, le président des Cinq-Cents, et plusieurs autres représentants connus par la pureté de leur vie politique, mais qui avaient commis le crime irrémissible de faire de l'opposition à Barras. Pichegru, Rovère et Lavilleheurnois étaient seuls des conspirateurs avérés. La moitié mourut promptement à Synamary, le reste parvint à s'évader. C'est dans ce sens que la journée du 18 fructidor n'avait pas coûté une seule goutte de sang.

Dans les jours qui suivirent le coup d'État, le Directoire saisit une lettre de Moreau [2], qui apportait de nouvelles preuves au sujet de la trahison de Pichegru. Ces preuves, Moreau les avait depuis longtemps entre les mains, mais, quoique sincèrement attaché aux institutions républicaines, ce général s'était abstenu d'en faire usage, soit égard pour une ancienne amitié, soit répugnance de fournir des armes à une politique qu'il désapprouvait, soit enfin que Pichegru ne lui parût plus à redouter depuis qu'il n'avait plus de commandement. Au reste Bonaparte, qui lui a fait un crime d'avoir tenu secrète cette fameuse correspondance, saisie dans les fourgons du général Klinglin, n'avait lui-même pas agi autrement en ce qui

1. *Bulletin des lois.*
2. Cette lettre était adressée au directeur Barthélémy.

concernait les révélations de d'Antraigues. Il ne les avait communiquées au Directoire que peu de temps avant le coup d'État, lors du voyage à Paris de Bernadotte, et par l'entremise de ce général. Mais Moreau eut le tort plus grave de ne se décider à sa révélation qu'après avoir reçu avis officieusement de l'imminence du coup d'État; les motifs qui lui avaient dicté sa conduite durent céder devant l'impossibilité de garder un secret qui était connu de tout son état-major. Il fut puni de sa tardive complaisance par une mise en disponibilité, et son commandement fut donné à Hoche, qui eut sous ses ordres les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Mais Hoche ne jouit pas longtemps d'une position qui lui eût donné une influence prépondérante sur les affaires de la République, et qui peut-être eût changé le destin. Il mourut, à peu de temps de là, d'un mal inconnu qui laissa planer sur cette fin prématurée des bruits d'empoisonnement qui n'ont été depuis ni confirmés ni démentis. Par sa haute intelligence, par son ambition qui n'avait rien de vulgaire, par ses talents militaires, par les rares aptitudes politiques qu'il avait déployées dans la difficile pacification de la Vendée, par l'estime et la popularité qui s'attachaient à son nom, Hoche était le seul homme qui eût pu, à un moment donné, balancer la fortune de Bonaparte. Bien qu'il eût appuyé le 18 fructidor, il était sincèrement dévoué aux grands principes de la Révolution; et il serait bientôt revenu de son erreur, car il possédait, sous un air d'impatience, un esprit maître de ses propres entraînements. Il eût été amené, par une inévitable rivalité, à s'opposer aux projets de Bonaparte, et, l'un de ces deux hommes contenant et neutrali-

sant l'autre, peut-être la France fût-elle parvenue à éviter les terribles épreuves qu'elle a subies.

Tel fut ce coup d'État célèbre qui acheva de démoraliser une nation déjà fatiguée de tant de changements et dégoûtée des partis qui l'avaient si souvent trompée. Ceux qui aiment à rechercher dans l'histoire des choses humaines les exemples trop rares des sanctions de la justice, peuvent s'en donner ici le spectacle. Le 18 fructidor fut en effet le contre-coup presque immédiat des violations du droit que nous venions de commettre à Venise. Les protestations législatives amenèrent les manifestations menaçantes de Bonaparte et de ses soldats; l'irritation des armées fournit au Directoire l'arme sans laquelle il n'eût peut-être jamais réussi à triompher des Conseils; et, par une juste expiation, la France vit sa liberté frappée du même coup qui avait détruit l'indépendance de Venise.

La principale force du régime républicain avait été, jusque-là, dans la sincérité même de son fanatisme. Du jour où il laissa voir qu'il ne croyait plus en lui-même, et tourna en dérision ses propres maximes en foulant ouvertement aux pieds la volonté nationale, il perdit toute sa valeur comme principe, et ne subsista plus que par les intérêts qu'il représentait et protégeait. Tout pouvoir qui apporterait une sauvegarde suffisante à ces intérêts était dès lors assuré d'être bien accueilli. Si, au lieu de proscrire tant d'innocents et de se mettre au-dessus des lois, le Directoire s'était borné à frapper la conspiration royaliste en jetant sur elle l'odieux de sa complicité avec l'étranger, s'il s'était en même temps montré disposé

à adopter, dans ce qu'elle avait de conforme à la Constitution, une politique qui était évidemment le vœu de la majorité des citoyens, son autorité morale et les libertés publiques se seraient fortifiées dans cette crise, au lieu d'y périr.

CHAPITRE IX.

CAMPO-FORMIO.

Bonaparte fit attendre au Directoire ses félicitations au sujet du coup d'État, dont il avait été le premier instigateur. Les directeurs étaient inquiets de cette attitude énigmatique. Barras lui écrivait : « Ton silence est bien étrange, mon cher général. » Augereau lui faisait part du même étonnement et des mêmes inquiétudes. Le général ne leur témoigna d'abord qu'une approbation pour ainsi dire indirecte, soit qu'il ne crût pas encore à la durée de leur succès, soit qu'il sentît la convenance de ménager la transition entre une longue réserve et une adhésion sans limites : « Qu'importe, leur écrivit-il, que nous remportions des victoires si nous sommes honnis dans notre patrie ? On peut dire de Paris ce que Cassius disait de Rome : Qu'importe qu'on l'appelle reine lorsqu'elle est sur les bords de la Seine esclave de l'or de Pitt ? » Le même jour il écrivait à Talleyrand : « Je vous le répète, que la République ne soit pas chan-

celante, que cette nuée de journaux qui corrompent l'esprit public et font avoir une très-mauvaise opinion de nous chez l'étranger, soit étouffée, que le Corps législatif soit pur et ne soit pas ambitieux, que l'on chasse de France les émigrés et qu'on ôte de toutes les administrations les partisans de Louis XVIII, que solde l'or de l'Angleterre, et la grande nation aura la paix comme elle le voudra. Tant que tout cela n'existera pas, ne comptez sur rien. » Dans une proclamation adressée à la 8e division militaire, formée des départements du Midi et qui venait d'être placée sous ses ordres, il récriminait également contre « les agents de Louis XVIII et les hommes couverts de crimes qui avaient livré Toulon aux Anglais », mais il n'y faisait aucune allusion au 18 fructidor.

Il ne pouvait, toutefois, s'en tenir à ces assurances d'une portée toute générale, et comprit la nécessité de se prononcer plus nettement. Le 22 septembre (1797) il s'adressa donc à ses soldats pour rendre publique une adhésion que démentaient ses sentiments intimes, mais ce fut en revendiquant pour eux la victoire que le Directoire venait de remporter; il ne lui en laissait que les excès, la honte et les embarras :

« Éloignés de votre patrie et triomphant de l'Europe, on vous préparait des chaînes; vous l'avez su, vous avez parlé, le peuple s'est réveillé, a fixé ces traîtres et déjà ils sont aux fers. Vous apprendrez, par la proclamation du Directoire exécutif, ce que tramaient les ennemis de la patrie, les ennemis particuliers du soldat et spécialement de l'armée d'Italie. Cette préférence nous honore. La haine des traîtres, des tyrans, sera dans l'histoire notre plus beau titre à la gloire

et à l'immortalité. Rendons grâce au courage des premiers magistrats de la République, aux armées de Sambre-et-Meuse et de l'intérieur, aux patriotes, aux représentants restés fidèles aux destins de la France. Ils viennent de nous rendre d'un seul coup ce que nous avons fait depuis six ans pour la patrie. »

En même temps il écrivait aux deux nouveaux directeurs, Merlin et Neufchâteau, pour les féliciter de leur avénement, puis à Augereau pour le louer « de la sagesse et de l'énergie » qu'il avait déployées dans le coup d'État. Il insistait dans ces trois lettres sur la modération qui était désormais indispensable au Directoire pour se faire respecter et pour rendre à la France la stabilité dont elle avait besoin, vœu qui indiquait la ligne politique qu'il croyait devoir adopter lui-même pour l'avenir. « Il est à souhaiter actuellement, disait-il à Augereau, qu'on ne fasse pas la bascule et qu'on ne se jette pas dans le parti contraire ». Il avait bien consenti, en ce qui le concernait, à reprendre pour quelques jours le ton et le langage du jacobinisme, mais il tenait à faire savoir que cette attitude ne lui convenait plus désormais.

Sa froideur et sa lenteur à se prononcer n'avaient point échappé aux directeurs, à qui l'intérêt tenait lieu ici de clairvoyance. Ils savaient aussi, à n'en pas douter, que dans ses conversations particulières le général se vengeait de la contrainte qu'il s'imposait dans ses déclarations publiques, et blâmait sans ménagement la violence, la rigueur dont ils avaient usé d'après ses propres conseils, la condamnation sans jugement de tant d'hommes connus par leur pureté civique. Ils résolurent de lui faire sentir leur

mécontentement. On avait trouvé dans la correspondance de Carnot avec Clarke des pièces qui attestaient, de la part de ce dernier, des sentiments hostiles au parti qui avait fait Fructidor. On savait que Bonaparte tenait à Clarke, instrument docile et dévoué. Un aide de camp d'Augereau lui apporta la destitution de Clarke et lui signifia en même temps plusieurs mesures peu compatibles avec l'autorité illimitée qu'il s'arrogeait en Italie. Le coup était indirect, mais de nature à faire sentir au général qu'il était en suspicion auprès du Directoire.

Il répondit sur-le-champ en se plaignant avec amertume de « l'horrible ingratitude du gouvernement » et en offrant de nouveau sa démission. Il alléguait une nouvelle fois sa mauvaise santé et « la situation de son âme, qui avait besoin de se retremper dans la masse des citoyens »; il parlait enfin avec l'accent d'une vertu outragée : « Il s'était servi de son pouvoir dans toutes les circonstances pour le bien de la patrie; tant pis pour ceux qui ne croyaient pas à la vertu et qui pouvaient avoir suspecté la sienne! Sa récompense était dans sa conscience et dans l'opinion de la postérité! Aujourd'hui que la patrie était tranquille et à l'abri des dangers qui l'avaient menacée, il pouvait quitter sans inconvénients le poste où on l'avait placé; mais qu'ils crussent bien que s'il y avait un moment de péril, il serait au premier rang pour défendre la liberté et la Constitution de l'an III. » (25 septembre.)

En feignant de s'abandonner lui-même sous le coup de son émotion, il savait mieux que personne que dans un moment où un si grand ébranlement

venait d'être communiqué au pays tout entier et où toutes les négociations reposaient sur lui seul, sa démission serait un embarras mortel pour le Directoire. Les directeurs le sentirent aussi, et, désavouant une colère qu'ils n'avaient ni la dignité de soutenir, ni l'habileté de dissimuler jusqu'au moment opportun, tout en maudissant plus que jamais cet ascendant qui prenait sur eux un empire de jour en jour plus absolu, ils se décidèrent à faire amende honorable. Ils s'humilièrent devant Bonaparte; ils le supplièrent de garder un poste qu'il n'avait jamais eu l'intention de quitter; ils alléguèrent un malentendu, des ordres mal compris : « Craignez, lui disaient-ils, que les conspirateurs royaux, au moment où, peut-être, ils empoisonnaient Hoche, n'aient essayé de jeter dans votre âme des dégoûts et des défiances capables de priver la patrie des efforts de votre génie. » Ils le remerciaient d'avoir bien voulu les prémunir contre la tentation du *gouvernement militaire* et leur rappeler la sainte maxime : *Cedant arma togæ,* recommandation assurément remarquable dans sa bouche et digne de tout éloge si elle eût été désintéressée! (22 oct.) Enfin ils lui donnèrent satisfaction sur tous les objets de ses réclamations, et lui firent écrire par Bottot, le secrétaire de Barras, une lettre pleine de caresses et de flatteries : « Avec quelle intéressante sollicitude ils s'informaient à l'envi de votre santé et de tout ce qui vous intéresse et vous environne! combien la cruelle lettre dont vous m'aviez chargé contrastait avec ces doux épanchements de l'amitié! Je suis franc et sincère, citoyen général, vous êtes trompé sur le Directoire. Peut-être le gouvernement commet-il beaucoup de

fautes, peut-être ne voit-il pas toujours aussi juste que vous dans les affaires, mais avec quelle *docilité républicaine* il a reçu vos observations! »

Ce dernier mot était bien nouveau dans le vocabulaire de l'époque, mais il était surtout inouï pour qualifier l'attitude du gouvernement vis-à-vis d'un général. Comment ne pas éprouver tôt ou tard la tentation de refaire des courtisans avec des hommes qui en avaient si peu désappris le langage? Quant à Bonaparte, que pouvait-il demander de plus? Cette dictature, toute morale et volontairement acceptée, n'avait-elle pas plus de douceur secrète que celle dont il devait plus tard épuiser les jouissances?

Jusqu'au 18 fructidor, les négociations pour la paix, dont nous avons vu le point de départ dans les conditions formulées au mois de mai par Bonaparte, d'une part, et MM. de Gallo et de Merfeldt, de l'autre, avaient marché avec une lenteur calculée. On connaissait à Vienne la révolution qui se préparait à Paris, on y croyait à la défaite possible du Directoire; on espérait que, dans tous les cas, la situation précaire et menacée du pouvoir qui sortirait de ce conflit, permettrait d'exiger des conditions encore meilleures que celles qui avaient été consenties par le général Bonaparte, et peut-être même de recommencer avec avantage une guerre terminée sans honneur au moment où elle eût pu devenir périlleuse pour le vainqueur.

On avait donc repoussé à Vienne les stipulations par lesquelles nous cédions Venise à l'empereur. On exigeait de plus Mantoue et le Brescian; on insistait surtout sur la nécessité d'un congrès qui eût à la fois

fait gagner du temps à nos ennemis et tout remis en question. A Paris, le Directoire avait aussi refusé son consentement malgré les conseils de son général. Carnot et Barthélemy exceptés, qui considéraient la paix comme le premier besoin de la France, et ne regardaient pas aux sacrifices dont il fallait la payer, les directeurs ne voulaient pas livrer Venise. « Si vos conditions sont trop oppressives pour l'empereur, disait Carnot, il vaut mieux déclarer franchement que vous voulez une guerre d'extermination. » Dilemme peu exact, qu'il eût pu formuler avec plus de justice en faveur des droits d'un peuple ami, et que ses collègues rejetaient encore avec indignation, surtout Barras, dont l'âme pleine d'infamies recélait pourtant une étincelle de patriotisme. Et quant au congrès, ils en repoussaient énergiquement l'idée, alléguant, non sans raison, que l'Angleterre avait consenti à traiter à part aux conférences de Lille. (1er juillet). Ces conférences, dont des exigences impolitiques compromirent si fâcheusement l'issue, étaient en effet à la veille de s'ouvrir. Toute cette première phase des négociations entre la France et l'Autriche, entravée par des obstacles créés à plaisir, dominée par des questions d'existence auxquelles la diplomatie était nécessairement subordonnée, n'eut d'autre résultat que la délivrance de Lafayette et de ses compagnons, enfermés depuis plusieurs années dans les prisons d'Olmutz, au mépris du droit des gens.

Vers la fin d'août, Bonaparte quitta Montebello pour aller s'établir à Passariano ou Passeriano, en Frioul, dans une villa appartenant au doge Manin.

Les négociations, que de part et d'autre on commençait à délaisser pour des préparatifs de guerre, furent reprises à Udine, dans le voisinage de la résidence du général. Les directeurs, désireux de se délivrer au moins d'une partie de leurs embarras, avaient fini par se mettre d'accord après des discussions entremêlées d'invectives. Mais la crise de Fructidor était alors imminente, et l'empereur, qui en épiait du regard les signes avant-coureurs, se sentait moins disposé que jamais à signer la paix. Le succès éclatant des Fructidoriens changea brusquement la face des choses. Délivré à si bon marché de ses ennemis intérieurs, enflé d'une victoire dont la facilité surpassait son attente, le Directoire reprit ses répugnances pour une paix dont les conditions étaient loin de répondre à ses espérances, et qui allait rendre disponible un homme dont l'ambition et la popularité l'épouvantaient ; l'empereur reprit ses craintes ; Bonaparte, un instant presque décidé à recommencer les hostilités, voyant maintenant le commandement de l'armée du Rhin donné à Augereau qu'il méprisait, le ministère de la guerre promis à Bernadotte qu'il n'aimait pas, une si grande influence aux mains de deux hommes qu'il savait assez mal disposés pour lui et décidés à agir d'après leurs propres inspirations, assuré d'ailleurs que l'idée de la paix était de plus en plus populaire en France, voulant plus que jamais qu'elle fût son ouvrage à lui seul, pour être seul à en recueillir le bénéfice, résolut de tout faire pour en précipiter la conclusion.

Négligeant donc ce que Barras appelait « le vœu du Directoire épuré » (8 septembre) et formulait en ces

termes : « Que le Rhin soit notre limite, que Mantoue soit à la Cisalpine, que Venise ne soit pas à la maison d'Autriche, » conditions honorables, bien qu'elles sortissent de cette bouche souillée, conditions qu'il eût été maintenant si facile à Bonaparte d'imposer à l'empereur avec le concours des armées du Rhin, si son ambition ne l'en avait pas détourné, ici comme à Léoben; il rédigea, de concert avec M. de Gallo, un projet d'articles que M. de Merfeldt porta à Vienne, et que, de son côté, le général communiqua en ces termes au Directoire :

« Il serait possible qu'avant le 1er octobre M. de Merfeldt retournât avec des instructions de signer la paix aux conditions suivantes :

« 1° La ligne de l'Adige à l'empereur, y compris la ville de Venise;

« 2° La ligne de l'Adige et Mantoue à la Cisalpine. »

Quant à la France, elle devait avoir la Belgique, Mayence, la ligne du Rhin, enfin Corfou et les îles Ioniennes. (19 septembre.)

Dans le cas où le Directoire n'accepterait pas cet ultimatum, le général déclarait considérer la reprise de la guerre comme inévitable, et il énumérait, en prévision de cette éventualité et avec une exagération évidente, les désavantages, les difficultés, les dangers de tout genre auxquels l'exposerait une nouvelle guerre avec l'Autriche; il dénombrait les secours en hommes et en chevaux qui lui seraient nécessaires pour la recommencer avec succès. Cette énumération, dans la bouche d'un général dont les paroles avaient tant de poids, équivalait presque à un refus dans le cas où l'on ne pourrait pas satisfaire sur-le-champ à

ses exigences, et il savait combien le Directoire était peu en mesure de le faire.

Mais ce n'est pas là ce qu'il y a de plus important ni de plus significatif dans cette lettre mémorable du 19 septembre 1797. Il s'y trouve un aveu qui a un immense intérêt historique, et qui est le plus irréfutable des témoignages. Ce trait de lumière, qu'on ne peut attribuer qu'à la force de la vérité, éclaire d'un jour inattendu la politique de Bonaparte envers Venise, et montre quel compte on doit tenir de toutes les accusations qu'il avait accumulées, dans un intérêt facile à pénétrer, contre la malheureuse république qu'il était à la veille de sacrifier définitivement.

« Il faut que je sache, disait-il au Directoire, si votre intention est d'accepter ou non ces propositions. Si votre ultimatum était de ne pas comprendre la ville de Venise dans la part de l'empereur, je doute que la paix se fasse (*cependant Venise est la ville la plus digne de la liberté de toute l'Italie*), et les hostilités recommenceraient dans le courant d'octobre. »

La déclaration contenue dans cette courte parenthèse aura plus de valeur aux yeux de l'histoire que les récriminations sans nombre qui ont paru nécessaires à Bonaparte pour légitimer une politique qui, sans ces fausses apparences, eût soulevé une réprobation universelle. Mais, à côté des témoignages de toute nature qui s'élèvent pour condamner sa conduite en cette circonstance, il faudra désormais placer le sien propre, qui parle plus haut que tous les autres.

C'est à ce moment qu'éclata contre Bonaparte le mécontentement que sa conduite équivoque, lors du

18 Fructidor, avait inspiré au Directoire. Il sut, à n'en pas douter, par le retour de Lavalette et par le voyage de Bottot, secrétaire de Barras, qu'il était l'objet d'une défiance très-décidée, et que les dispositions du Directoire envers l'Autriche étaient de moins en moins pacifiques. En même temps donc qu'il donnait sa démission, comme nous l'avons rapporté, avec une indignation trop exagérée pour ne pas être feinte, il s'adressait à Talleyrand, dont il connaissait la supériorité et la réelle et active influence, pour le gagner à ses propres vues. Il insistait de nouveau sur les difficultés d'une nouvelle guerre avec l'Autriche, sur la nécessité de faire commencer la campagne par les armées du Rhin au moins quinze jours d'avance, afin d'attirer en Allemagne une partie des forces écrasantes qui lui étaient opposées, il appuyait surtout sur les avantages d'un traité avec la Sardaigne, et déclarait ne rien comprendre aux scrupules du Directoire. « Le Directoire était-il arrêté par le désir de révolutionner le Piémont et de l'incorporer à la Cisalpine? Mais le moyen d'y parvenir sans choc, *sans manquer au traité,* sans même manquer à la bienséance, n'était-ce pas de mêler à nos troupes et d'allier à nos succès un corps de dix mille Piémontais qui étaient la tête de la nation? Six mois après, le roi de Piémont se trouverait détrôné. C'est un géant qui embrasse un pygmée et le serre dans ses bras : il l'étouffe sans qu'il puisse être accusé de crime. C'est le résultat de la différence extrême de leur organisation. » (26 septembre.)

Personne n'était mieux fait que Talleyrand pour comprendre une pareille morale politique. Le géné-

ral s'attaquait ensuite aux illusions que montrait le Directoire au sujet de la solidité de notre œuvre en Italie, illusions qu'il avait, plus que personne, contribué à faire naître et à entretenir, mais qu'il ne lui convenait plus de laisser subsister, depuis que son ambition avait entrevu un rôle bien plus grand à jouer à Paris, que celui qu'il avait d'abord rêvé à Milan : « Que l'on ne s'exagère pas, disait-il, l'influence des prétendus patriotes piémontais, cisalpins et génois, et que l'on se convainque bien que, si nous retirions d'un coup de sifflet notre influence morale et militaire, tous ces prétendus patriotes seraient égorgés par le peuple. » Quoi ! c'était donc là cette œuvre dont il était si fier? c'était là le résultat qu'il avait préparé à force de diplomatie et d'habileté ? quelle critique plus accablante du système qu'il avait suivi? Il intercédait ensuite en faveur de Clarke, dont la complaisance lui avait été si commode, et qui était tombé en disgrâce auprès des directeurs depuis qu'ils avaient pu lire sa correspondance avec Carnot.

Au reste, l'événement devait montrer avant peu que Bonaparte était beaucoup plus dans le vrai lorsqu'il dépeignait la situation de l'Italie sous ces sombres couleurs, qu'il ne l'avait été dans ses premières appréciations, dictées par un optimisme intéressé. Mais pouvait-il se condamner plus sévèrement lui-même de nous avoir mis sur les bras la responsabilité que nous imposait le maintien d'une telle œuvre, quelle qu'elle fût, conquête ou affranchissement? De fait, il n'avait pas plutôt terminé son organisation de la Cisalpine, qu'en présence de l'incapacité évidente des Italiens à supporter nos institutions il était ré-

duit à écrire à Talleyrand pour lui demander une commission de publicistes destinée à réorganiser sur un nouveau plan sa république italienne, et cette confidence, dans laquelle il exposait ses propres idées en matière de gouvernement, est curieuse en ce qu'elle le montre arrivé dès lors au système qu'il appliquera plus tard. Elle est un singulier témoignage de la fixité de cet esprit absolu. On y trouve l'essence même de la constitution impériale. Toute la réalité du pouvoir y est transportée à l'exécutif, qui est considéré « comme le vrai représentant de la nation. » A côté de lui et sous sa dépendance est un conseil d'État qui hérite des attributions les plus efficaces de l'autorité législative. Quant au Corps législatif, il n'en reste plus qu'une ombre effacée : « Sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, il n'aurait pas d'ambition et ne nous inonderait plus de mille lois de circonstance. » N'est-ce pas déjà là cette assemblée de muets que devait réaliser le premier consul?

Telles étaient dès lors les vues de Bonaparte en matière de gouvernement, et telles elles devaient rester, car le temps ne les a que fort peu modifiées. Cette conception politique était une sorte d'amalgame de souvenirs mal digérés de l'antiquité classique, et de procédés empruntés soit à la pratique révolutionnaire, soit aux habitudes du commandement militaire. On s'étonne qu'un esprit aussi puissant à tant d'égards n'ait jamais su s'élever au-dessus de ce type insuffisant, conçu entre deux batailles, à une époque où il n'avait ni l'expérience ni les connaissances qu'exigeait la solution d'un si difficile problème; on est

surpris qu'il n'en ait pas compris la stérilité. Il s'obstina toujours à porter la simplicité géométrique dans un ordre d'idées qui ne la peut souffrir. En cela, on peut dire qu'il était despote par le tour de son esprit aussi bien que par celui de son caractère. Il était d'ailleurs étranger à la science politique moderne, et ne voyait dans le système des garanties qu'une inutile complication. Il ne savait rien ou presque rien de ces formes savantes, de ces institutions protectrices de la liberté individuelle et des franchises locales, que l'Angleterre avait inaugurées dans le monde, que les États-Unis avaient réalisées, que la Constituante avait ébauchées sous la forme monarchique, que la Gironde avait rêvées sous la forme républicaine. Cet inépuisable fonds d'idées, qui est destiné à renouveler le monde, resta toujours inexploré pour lui.

Bonaparte terminait sa communication en invitant Talleyrand à donner connaissance de ce plan à Sieyès, qu'il désirait vivement voir entrer dans cette commission. En faisant accepter cette théorie à nos publicistes les plus renommés, il n'était pas sans nourrir une arrière-pensée de l'importer quelque jour d'Italie en France.

Les conditions que M. de Merfeldt avait, de son côté, apportées à Vienne, y trouvèrent la cour d'autant plus disposée à les accueillir favorablement qu'elle avait maintenant perdu toute espérance de voir réussir à Paris la conspiration royaliste. On résolut toutefois de batailler encore pour en obtenir, s'il se pouvait, de plus avantageuses; et, à cet effet, on envoya auprès de Bonaparte M. de Cobentzel, diplomate de vieille roche et élève de Kaunitz. Il fut annoncé au

général par une lettre impériale des plus flatteuses. Les négociations furent donc reprises, mais dans d'assez mauvaises conditions, M. de Cobentzel s'attendant à retrouver Bonaparte dans les dispositions accommodantes dont témoignaient ses concessions du 19 septembre, et Bonaparte se sentant, au contraire, entravé par l'opposition formelle qu'il avait rencontrée à cet égard chez le Directoire. De longues controverses s'établirent entre le général et le diplomate. L'un y déployait sa subtilité, son intarissable faconde et des grâces quelque peu gauches et surannées, l'autre son esprit tranchant et son impérieuse logique. D'un côté comme de l'autre, on demandait le plus pour obtenir le moins. Cobentzel, plus exigeant que ses prédécesseurs, demandait maintenant les légations; et Bonaparte, revenant sur ses premières concessions, prétendait ne vouloir plus même lui céder Venise, et alléguait la défense expresse de son gouvernement, qui venait, disait-il, de reconnaître cette république. A Talleyrand même, avec qui il lui arrivait quelquefois de dire le fond de sa pensée, il écrivait qu'il était bien décidé « à ne pas la leur bonifier » sans l'autorisation du Directoire.

Il n'en était rien pourtant; sa résolution de sacrifier Venise était dès lors arrêtée, mais il fallait amener par degrés le gouvernement français à accepter cette idée. Il n'entreprit pas de vaincre ses répugnances ou de combattre ses objections, mais il s'étudia à le mettre insensiblement dans la nécessité de céder, par des considérations accessoires, ou du moins à le préparer si bien au dénoûment qu'il méditait, que la chose, une fois faite, paraîtrait toute simple. Il ne l'entrete-

nait, dans toutes ses lettres, que des complications qui étaient à la veille de naître en Italie, de la mort prochaine du pape, des mauvaises dispositions du roi de Naples, du mécontentement de la Sardaigne, enfin de sa propre incapacité de diriger plus longtemps les affaires. « Il pouvait à peine monter à cheval, il avait besoin de deux ans de repos. » Il demandait son remplacement à la fois comme négociateur, et comme législateur de la Cisalpine. Il fournirait lui-même à ses successeurs tous les renseignements nécessaires. Ainsi, au moment même où, selon une expressive locution populaire, il faisait le mort et semblait n'avoir plus d'autre volonté que celle du Directoire, il réunissait comme en un faisceau tous les motifs qui pouvaient lui imposer la sienne propre. Comment brusquer un négociateur si profondément découragé? comment lui envoyer des ordres positifs et catégoriques? comment croire surtout que ce démissionnaire était à la veille d'agir avec plus de hardiesse que jamais, et avait tout préparé dans ce but?

Ce que Bonaparte tenait à éviter par-dessus tout, c'était une défense trop formelle et trop absolue de livrer Venise, — car il eût eu les mains liées, — et il l'évita en effet par cette attitude abattue et cette défaillance simulée. Le Directoire lui adressa, à la date du 29 septembre, un ultimatum dont la générosité rachète bien des torts, mais qui n'avait pas un caractère assez impératif pour contraindre une volonté à laquelle on avait si souvent cédé. Cet ultimatum, c'était l'Italie libre jusqu'à l'Isonzo. On y faisait ressortir avec force l'inconvénient de laisser l'Autriche arriver jusque sur l'Adige, ce qui était introduire au

cœur de l'Italie « cette puissance vorace. » On y parlait de « la honte d'abandonner Venise »; on y repoussait toute connivence « avec une perfidie qui n'aurait pas d'excuse », puisqu'elle entraînerait des effets plus sinistres que les chances de guerre les plus défavorables. Cette dépêche, que le Directoire n'osa pas soutenir en présence de l'explosion de joie qui salua la conclusion de la paix, est la plus honorable qu'il ait jamais signée, et suffit pour faire retomber sur le général seul la responsabilité de la transaction de Campo-Formio. Elle ne changea rien aux déterminations de Bonaparte. Son parti était si bien pris que, le 7 octobre, jugeant inutile de dissimuler plus longtemps, il écrivit à Talleyrand : « Sous trois ou quatre jours tout sera terminé, la guerre ou la paix. Je vous avoue *que je ferai tout pour avoir la paix,* vu la saison très-avancée et le peu d'espérance de faire de grandes choses. »

Talleyrand s'était efforcé de gagner le général aux projets du Directoire; il avait de nouveau plaidé, et avec plus de chaleur qu'on ne pouvait en attendre de lui, la cause de l'affranchissement de l'Italie. Bonaparte le réfutait sur tous les points. Talleyrand ne comprenait rien « à ce peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche. » L'armée n'était pas parvenue à recruter « un seul Italien, hormis quinze cents polissons, ramassés dans les rues des différentes villes d'Italie, qui pillent et ne sont bons à rien. » La France et le gouvernement étaient indignement dupés par quelques aventuriers italiens. La nation italienne était énervée, sans courage; elle n'avait pas plus de goût pour la liberté que pour une organi-

sation militaire de force à la faire respecter. Telle était la réalité des choses. Quant « *à ce qui était bon à dire dans les proclamations et les discours imprimés, ce n'était qu'un roman.* » Et qui le savait mieux que lui? Il était temps enfin de renoncer aux chimères de la politique révolutionnaire pour en revenir « à la vraie politique, qui n'est autre chose que le calcul des chances et des combinaisons. »

Le 10 octobre, il signifia au Directoire son intention arrêtée de signer la paix. Il alléguait, comme ses motifs déterminants, la saison avancée, la faiblesse de son armée, la mort de Hoche, l'éloignement des armées du Rhin, la nullité des Italiens, la rupture des conférences de Lille, le désir que la France avait de la paix et, en dernier lieu, « l'inconvenance d'exposer des avantages certains et le sang français pour des peuples peu dignes et peu amants de la liberté, qui, par caractère, habitude et religion, nous haïssent profondément. » Tous ces prétextes étaient plus ou moins spécieux, aucun d'eux n'était sincère. L'état de la saison ne présentait pas plus d'inconvénients qu'au début de la campagne, lorsque, selon son expression, il avait franchi les Alpes sur trois pieds de glace. Avant la mi-novembre il pouvait être aux portes de Vienne. Son armée n'avait jamais été aussi forte; la mort de Hoche le délivrait d'une rivalité embarrassante et, quant au désir de la paix, qui était réel, il n'en tenait compte dans ses calculs que depuis qu'il y trouvait son propre avantage. La paix ne serait que plus solide, appuyée sur un triomphe plus complet. Jamais succès n'avait été plus infaillible, plus fécond en grands résultats, plus évidemment marqué par la

force des choses que celui qui semblait lui livrer d'avance cette monarchie déjà frappée de vertige et d'épouvante; jamais il n'eût pu rêver une plus magnifique occasion de réparer en quelques jours tout le mal qu'il avait fait à l'Italie. Notre armée du Rhin, dégagée par les virements que les Autrichiens avaient été forcés d'opérer dans la leur, n'avait, pour ainsi dire, plus personne devant elle, et rien ne pouvait arrêter Augereau jusqu'au Danube. Mais comment partager une telle gloire avec Augereau?

Des préoccupations toutes personnelles lui firent repousser ces conseils d'une ambition plus haute et plus glorieuse que celle qu'il écouta. Il voulut être le seul pacificateur comme il était déjà le seul triomphateur. Tous ses confidents intimes de cette époque, quels que soient leurs sentiments à son égard, Lavalette, Marmont, Miot, Bourrienne, attestent l'influence prépondérante que cette pensée exerça sur sa détermination. Il terminait sa lettre aux directeurs par des protestations de désintéressement et de déférence qui étaient des plus dérisoires dans un moment où il foulait aux pieds leurs instructions pour n'exécuter que ses propres volontés. La guerre avec l'Angleterre allait, disait-il, nous ouvrir un champ plus beau et plus vaste : « Le peuple anglais valait mieux que le peuple vénitien et sa *libération* consoliderait à jamais le bonheur et la liberté de la France! » Pour juger à quel point il prenait au sérieux cette étrange libération de l'Angleterre, il suffira de dire qu'il était déjà tout entier au projet de l'expédition d'Égypte, en étudiait avec Monge les moyens d'exécution, et était sur le point d'envoyer Poussielgue à Malte pour observer

les dispositions des chevaliers de la langue française[1]. Quant à lui personnellement, ajoutait-il, « son cœur était pur, ses intentions étaient droites; il avait fait taire l'intérêt de sa gloire, de son ambition, de sa vanité; il n'avait vu que la patrie et le gouvernement... Il ne lui restait plus qu'à rentrer dans la foule, à reprendre le soc de Cincinnatus, à donner l'exemple du respect pour les magistrats et de *l'aversion pour le régime militaire, qui a détruit tant de républiques et perdu plusieurs États.* » (10 octobre 1797.)

« Le 13 octobre, dit Bourrienne, qui était alors son secrétaire, en ouvrant mes fenêtres, à la pointe du jour, j'aperçois les monts couverts de neige. Il avait fait la veille un temps superbe et, *jusqu'alors, l'automne s'annonçait comme promettant d'être belle et tardive.* J'entrai, comme tous les jours, à sept heures, dans la chambre du général; je l'éveillai et lui dis ce que je venais de voir. Il feignit d'abord de ne pas me croire, sauta à bas de son lit, courut à sa fenêtre et, témoin lui-même de ce changement si brusque dans la température, il prononça avec le plus grand calme ces mots: « Avant la mi-octobre! quel pays! allons, il faut faire la paix. »

Il revit alors les états de son armée, qui montait à près de quatre-vingt mille hommes, se livra à un calcul minutieux des chances défavorables que lui offrait une entrée en campagne dans de telles conditions, comme si sa décision à cet égard n'eût pas été prise plusieurs jours auparavant, et comme s'il avait voulu tromper jusqu'à son secrétaire sur son vrái mobile.

1. *Mémoires* de Lavalette.

mais, en réalité, parce qu'il sentait toute la force que ce changement dans la température donnerait à ses représentations auprès du Directoire; puis il s'écria : « C'est fini, je fais la paix; Venise payera les frais de la guerre et la limite du Rhin. Le Directoire et les avocats diront ce qu'ils voudront. »

Mais maintenant qu'il voulait à tout prix et dans le plus bref délai arracher la paix à M. de Cobentzel, c'était le moment de feindre l'emportement et le désir de recommencer la guerre, selon une méthode que personne n'a jamais su pratiquer comme lui. Tous les corps reçurent ses ordres et se mirent en mouvement pour occuper leurs positions de guerre, les préparatifs d'une nouvelle campagne furent partout poussés avec une activité menaçante, et le ton du général avec les négociateurs impériaux devint sensiblement plus hautain et plus cassant. M. de Cobentzel soupçonna d'abord que ces démonstrations n'étaient qu'une feinte. Il maintint impassiblement son programme : l'Italie jusqu'à l'Adda. Il annonçait lui-même son prochain départ et faisait préparer à grand bruit ses voitures. Il menaçait Bonaparte de l'opinion publique en France, d'une alliance austro-russe en Europe. Mais de simulée qu'elle était, l'irritation du général pouvait à chaque instant devenir réelle en présence de la froide obstination de son adversaire; et le plus faible dans ce jeu était nécessairement celui qui avait le plus envie et le plus besoin de la paix. Quelque répugnance qu'éprouvât Bonaparte pour une reprise des hostilités, il avait la certitude que ce qui n'était qu'une répugnance pour lui était un véritable sujet de terreur pour l'Autriche. Cette crainte, sur laquelle

il spécula hardiment, montre assez le peu de fondement des prétextes qu'il avait allégués pour justifier sa politique. Le 16 octobre, ne pouvant venir à bout de la résistance de M. de Cobentzel, et voulant en finir à tout prix avant que de nouvelles injonctions du Directoire ne vinssent l'arrêter dans ses projets, il se leva brusquement au milieu de la conférence, saisit sur un guéridon un cabaret de porcelaine que le comte tenait de l'impératrice Catherine, et le brisa sur le parquet en s'écriant : « C'est ainsi qu'avant un mois j'aurai brisé votre monarchie! » Puis il déclara la trêve rompue et sortit après avoir salué les négociateurs.

Bonaparte avait à peine quitté Udine, où s'était passée cette scène tragi-comique, que M. de Cobentzel, sérieusement alarmé cette fois, courut après lui et lui porta à Passeriano l'adhésion des plénipotentiaires autrichiens à l'ultimatum proposé au nom de la France.

Le lendemain, 17 octobre 1797, les articles furent rédigés, les copies transcrites, et, vers dix heures du soir, on apposa les signatures au traité. On le data de Campo-Formio, petit village neutralisé, à peu de distance de là, mais il fut écrit et signé à Passeriano. Le général montra, pendant toute la journée, un contentement inaccoutumé. On passa une partie de la soirée à imaginer des facéties et à faire des contes de revenants. A minuit, Monge et Berthier partirent pour porter le traité au Directoire[1].

Douze heures après arrivait à Passeriano un cour-

1. Lavalette.

rier du Directoire. Il apportait à Bonaparte non-seulement une défense formelle de céder à l'Autriche la ligne de l'Adige, mais la nouvelle de son prochain remplacement dans les négociations : « Nous sentons, lui disaient les directeurs, la nécessité de nommer des négociateurs, *pour vous soulager de la partie politique* et vous laisser tout entier aux dispositions militaires. » C'était là l'ordre que Bonaparte avait voulu éviter, en précipitant la signature du traité, et il y avait en effet réussi. Les directeurs, furieux de se voir joués, éprouvèrent un instant la tentation de refuser leur ratification au traité; mais, ainsi que le général l'avait prévu, ces velléités, trop tardives pour être efficaces, furent comme noyées dans l'immense explosion de joie qui éclata en France à la nouvelle de la conclusion de la paix. Le mécontentement du Directoire dut se changer en félicitations et en témoignages de satisfaction aussi peu sincères que toutes les manœuvres qui avaient préparé le succès de cette œuvre de mensonge.

L'empereur nous cédait la Belgique; il renonçait à la Lombardie en faveur de la république Cisalpine, qui comprenait en outre les provinces de Bergame, Crème, Brescia, Mantoue, Modène, Bologne, Ferrare et Romagne. Nous lui abandonnions Venise, l'Istrie, la Dalmatie et tout le territoire vénitien au delà de l'Adige. Nous gardions pour nous Corfou et les îles Ioniennes. Un congrès devait se tenir à Rastadt pour traiter de la paix entre la France et l'empire germanique. L'empereur s'engageait en outre, par une convention secrète, à faire tous ses efforts pour nous faire obtenir la ligne du Rhin.

Talleyrand se hâta de prendre date par l'exagération de ses compliments : « Adieu ! général pacificateur, adieu ! amitié, admiration, respect, reconnaissance ; on ne sait où s'arrêter dans cette énumération... On aura peut-être *quelques criailleries d'Italiens,* écrivait-il encore, mais c'est égal ! »

Le général Bonaparte voulut pourtant faire quelque chose pour le peuple qu'il avait si cruellement frappé. Il écrivit à Villetard, notre représentant à Venise, pour offrir un refuge dans la Cisalpine aux patriotes vénitiens qui voudraient quitter leur pays. Il proposa de faire transporter de Venise à Ferrare ce qui restait à la République en approvisionnements de guerre, de marine et de commerce, et là de les vendre au profit de ces émigrés ainsi que les francs-alleux de la Cisalpine, afin de leur assurer des moyens d'existence. Villetard, qui avait été l'agent honnête et sincère d'une politique de perfidie, avait bien voulu révolutionner Venise, mais il n'avait jamais cru qu'elle serait sacrifiée. Il s'était attaché à la nouvelle république comme à une seconde patrie, et, lorsqu'il eut à notifier au gouvernement vénitien la conclusion du traité de Campo-Formio, en présence de l'explosion de désespoir que provoqua cette nouvelle, sa propre émotion fut telle qu'il interrompit son discours et éclata en sanglots. Il fit part ensuite à l'assemblée des offres du général qui furent repoussées avec indignation : « Je me réjouis, lui écrivit-il à ce sujet, d'avoir trouvé dans les membres du gouvernement de Venise des âmes trop fières pour se prêter à l'exécution des mesures que vous leur proposez par mon organe ; ils iront chercher ailleurs un sol libre, mais ils préféreront

l'indigence à l'infamie... Des gémissements, des blasphèmes, il faut l'avouer, contre la nation française, un refus unanime de complicité dans la ruine de leur patrie, ont suivi la lecture de vos ordres. » Le général répondit par de sanglantes ironies à l'homme dont il avait fait son instrument : « Aucun traité ne nous liait à la municipalité de Venise ! La France n'avait pas à faire la guerre pour les autres peuples. Quant à la poignée de bavards qui voulait la république universelle, elle n'avait qu'à venir faire une campagne d'hiver. La nation vénitienne n'existait pas. Elle était aussi lâche qu'hypocrite et efféminée. Si elle était faite pour la liberté, qu'elle le prouvât donc en défendant la sienne ! On n'avait pas donné les Vénitiens à l'Autriche, la France ne s'en reconnaissait pas le droit ; ils n'avaient donc qu'à se défendre au moment où nous évacuerions ! »

Combien ces insultes, jetées si gratuitement à un peuple qu'il avait désarmé, ruiné, privé de tout moyen de résistance, étaient loin des sentiments auxquels il attribuait plus tard, à Sainte-Hélène, sa politique envers Venise ! Là, grâce à la complaisante magie d'une mémoire sans conscience, qui transformait à son gré les événements, la cession de Venise à l'Autriche ne lui apparaissait plus que comme une sorte d'épreuve passagère à laquelle il avait voulu soumettre les Vénitiens pour retremper leur patriotisme. « Les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient recevoir avec enthousiasme un gouvernement national, quel qu'il fût, un peu plus, un peu moins aristocratique... Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection

pour un gouvernement allemand, etc. » Excusés aussi peu sincères que les accusations dont il s'était armé contre ceux qu'il voulait perdre, parce qu'ils contrariaient ses plans, mais qui ont quelque chose de plus odieux encore, car elles tendent à lui faire une sorte de mérite d'un de ses actes les plus justement flétris.

Au reste, dans cette sommation dérisoire d'avoir à se défendre qu'il adressait à un peuple enchaîné et abattu, il entendait bien qu'on vît un dernier outrage et rien de plus. Les Vénitiens ayant en effet voulu relever le défi, la municipalité envoya une double députation au Directoire et à Bonaparte pour solliciter la permission de lutter avec ses seules ressources après le départ de nos troupes. Pour toute réponse, le général fit emprisonner les députés. Peu de temps après, les troupes françaises évacuèrent Venise. Sérurier enleva tout ce qui restait dans les magasins, coula les bâtiments qu'on ne pouvait emmener, et enfin incendia le Bucentaure, ce vieux témoin des beaux jours de la République. Cela fait, il remit la place aux Autrichiens. Un désespoir muet, une consternation profonde régnaient dans la ville, et ce silence de mort n'y était interrompu que par les acclamations d'une populace soldée. Le commissaire qui s'y présenta au nom de l'empereur, pour recevoir le serment d'obéissance des Vénitiens, était ce même François Pesaro qui avait si souvent traité avec le général Bonaparte.

L'ex-doge Manin dut prêter le serment au nom de ses compatriotes, et, le cœur navré, se soumit à ce pénible sacrifice. Mais, au moment où il s'avançait pour prononcer la fatale formule, on le vit tout à coup chanceler, et il tomba sans vie comme foudroyé

par la honte et la douleur. Ainsi succomba la République de Venise, après une longue et glorieuse existence. Le peuple vénitien n'est pas mort avec elle : il souffre et proteste encore. Il a été, depuis lors, bien souvent vengé par les dangers et les complications sans fin que les iniquités de Campo-Formio ont légués à l'Europe ; mais le crime commis par des mains françaises attend encore sa réparation.

(Écrit en 1865. Depuis lors le crime a été réparé, mais non par des mains françaises).

CHAPITRE X.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Le général Bonaparte prolongea son séjour en Italie jusqu'à la mi-novembre, afin de mettre la dernière main à l'organisation de la Cisalpine. Ses derniers arrangements pris, il quitta Milan le 17 novembre 1797, en laissant pour adieux aux Italiens une proclamation remplie des plus magnifiques promesses. Il y joignait des félicitations dont il avait malheureusement écrit trop souvent la réfutation anticipée dans sa correspondance avec le Directoire : « Les Cisalpins étaient le premier exemple, dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans passions, sans déchirements, sans révolution. Ils étaient appelés à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe, et, fussent-ils abandonnés à eux-mêmes, bientôt aucune puissance de la terre ne serait assez forte pour leur ôter leur liberté. Jusque-là, la grande nation les protégerait contre les attaques de leurs voisins. Quant à lui, au premier danger on le verrait accourir au milieu d'eux. » Der-

niers encouragements prodigués à une illusion qu'il n'avait peut-être jamais partagée, inutile déguisement d'une œuvre incapable de durer un instant par elle-même, et qui, après nous avoir donné tous les profits de la conquête, allait bientôt nous en offrir toutes les charges en nous imposant un onéreux protectorat.

Bonaparte passa d'abord à Turin, évita d'y voir le roi de Sardaigne, pour ne pas s'engager envers un trône déjà chancelant. Il prit ensuite par le Mont-Cenis et s'arrêta à Genève, où son premier soin, en arrivant, fut de faire emprisonner le banquier Bontemps, suspect d'avoir aidé à l'évasion de Carnot, dont les services et l'ancienne amitié n'étaient plus qu'un souvenir importun. A Lausanne, il reçut les ovations du parti démocratique, qui préparait déjà le soulèvement du canton de Vaud contre la suzeraineté des Bernois. A Morat, il visita le champ de bataille où nous avions été vaincus ; il critiqua le plan de Charles le Téméraire, déplorant ses fautes, comme s'il se fût agi de l'un de ses prédécesseurs ; il arriva enfin à Rastadt, après avoir traversé le Rhin. Il y trouva les plénipotentiaires déjà réunis ; mais il n'avait nullement l'intention d'y suivre les négociations ; il avait bien assez de celles de Campo-Formio, et il y prévoyait des complications bien plus embrouillées encore. Il tenait seulement à paraître à Rastadt pour prendre, en quelque sorte, possession de ce débat diplomatique, de façon à en garder tout l'honneur, s'il tournait bien, et à pouvoir en récuser la responsabilité, s'il se terminait mal. Il voulait qu'on se souvînt qu'il avait passé par là, et il eut soin de signaler sa présence à Rastadt par la sortie violente, mais d'ail-

leurs assez justifiée, avec laquelle il accueillit le comte de Fersen, représentant de la Suède, qui avait marqué dans notre révolution par son intimité avec la reine et sa participation active à tous les complots de la cour. En quelques paroles vives et hautaines, Bonaparte fit entendre au comte l'inconvenance qu'il y avait, de sa part, à se présenter pour traiter avec la République française, et M. de Fersen, ainsi dénoncé comme un obstacle au succès des négociations, quitta Rastadt le lendemain même. Le général échangea ensuite avec M. de Cobentzel les ratifications du traité de Campo-Formio, et partit pour Paris après avoir signé la convention militaire qui nous livrait Mayence et Manheim.

Il arriva à Paris le 5 décembre, et descendit dans son petit hôtel de la rue Chantereine qui reçut, à cette occasion, le nom de rue de la Victoire; flatterie ingénieuse et spontanée de la municipalité parisienne. Objet d'une curiosité immense, universelle, il eut l'art de ne la satisfaire jamais qu'à demi, ce qui était le plus sûr moyen de la faire durer longtemps, et la stimulait au lieu de la décourager. Plein de réserve et de cette apparente modestie de ceux qui échappent à la vanité par l'orgueil, négligé plutôt que simple, calculé jusque dans son laisser aller, il se dérobait aux acclamations de la foule comme à l'éclat des représentations officielles, répondait aux empressements par une politesse exacte mais sans familiarité, sortait rarement, parlait peu, et montrait dans sa tenue et ses manières un sans-façon qui formait un contraste saisissant avec la gloire de son nom et le ton un peu théâtral de ses proclamations.

Forcé d'oublier ses griefs devant une si éclatante popularité, le Directoire prit son parti de bonne grâce et fit au général un magnifique accueil. Un autel de la Patrie, chargé de trophées et surmonté de statues allégoriques, fut élevé dans la cour du Luxembourg, les murs furent pavoisés de drapeaux, et un vaste amphithéâtre fut dressé tout autour. C'est là que le Directoire, les autorités et le corps diplomatique en tenue de grande cérémonie, reçurent le général Bonaparte. Une foule immense, avide de contempler ses traits, remplissait l'enceinte et les rues adjacentes. Lorsqu'il parut on ne vit plus que lui, et des acclamations sans fin retentirent. Sa petite taille, sa pâleur, son aspect maladif et fiévreux, son profil emprunté au type d'une race étrangère, cette maigreur ardente qui semblait produite par la consomption du génie, tout dans sa personne était inattendu, extraordinaire, fait pour frapper les imaginations.

Talleyrand parla le premier. Son éloquence n'eut pas, ce jour-là, le goût et la mesure qui lui étaient habituels, soit qu'il fût entraîné par l'enthousiasme général, soit qu'il voulût gagner et séduire le triomphateur. Tout en revendiquant pour la France et la révolution une partie de la gloire du général, il le loua en termes qu'on ne peut guère employer décemment qu'envers les morts, et dont Bossuet lui-même, s'adressant à Louis XIV, n'avait jamais dépassé la flatterie. Il dépensa un art infini, mais hélas! bien superflu, à démontrer que cette journée était « le triomphe de l'égalité ». Répondant ensuite aux préoccupations qui ne pouvaient manquer de s'offrir aux esprits prévoyants, il transforma Bonaparte en une

sorte de héros stoïcien, détaché de toutes les grandeurs de ce monde, n'ayant de goût que pour la simplicité, l'obscurité, les sciences abstraites, et pour « ce sublime Ossian qui semblait le détacher de la terre ». Non-seulement il n'y avait pas lieu, selon l'orateur, de redouter son ambition, mais « il faudrait peut-être un jour le solliciter pour l'arracher aux loisirs de sa studieuse retraite! »

Le ton seul de la réponse de Bonaparte était, pour qui savait comprendre, un démenti donné à ces puériles rêveries si peu en rapport avec le caractère de celui qui en était l'objet. Lorsqu'il parla, un grand silence se fit; on écouta avidement ses paroles sans les entendre. Son accent trahissait une sorte d'impatience et d'irritation, seul genre de protestation qui lui fût permis contre le singulier travestissement qu'on venait de lui imposer. Son discours se composait de quelques généralités qui n'avaient pas grande signification, surtout si on le compare aux allocutions si caractéristiques qui étaient antérieurement sorties de sa bouche; mais il avait, dans son allure brève et saccadée, un ton qui décelait l'homme de commandement. Le seul trait remarquable était la conclusion: « Lorsque le bonheur du peuple français sera assis *sur de meilleures lois organiques,* l'Europe entière deviendra libre. » Ces paroles, prononcées dans une circonstance aussi solennelle et par un homme aussi calculateur, avaient, on pouvait le croire, un but bien déterminé: il tenait à faire savoir dès lors qu'il voyait plus d'un changement à opérer dans nos lois politiques. Ce mot méritait d'être retenu et pesé mûrement.

Barras parla ensuite, au milieu de l'inattention générale, et avec une emphase qui laisse bien loin derrière elle tout ce que cette époque déclamatoire nous offre en ce genre. Il compara successivement le général à Socrate, à César, à Pompée, il lui prodigua les plus basses adulations au sujet de cette paix de Campo-Formio qu'il avait si souvent flétrie comme honteuse pour la République et infamante pour celui qui l'avait signée; puis, conviant le pacificateur de l'Europe à couronner une si belle vie par une nouvelle conquête, et désignant à ses coups l'Angleterre: « Allez, lui dit-il, allez enchaîner ce gigantesque forban qui pèse sur les mers, allez punir dans Londres des outrages trop longtemps impunis. De nombreux adorateurs de la liberté vous attendent; vous êtes le libérateur que l'humanité appelle par ses cris plaintifs[1]. » Barras donna alors l'accolade à Bonaparte, le Conservatoire exécuta un hymne composé par Chénier et Méhul; puis Joubert et Andréossy furent présentés au Directoire.

Les jours suivants, un grand nombre de fêtes furent données en l'honneur du jeune général. Il s'y montra peu, usa de beaucoup de circonspection envers les hommes des différents partis, habile à ménager toutes les opinions, mais évitant de se prononcer sur les questions scabreuses, faisant de préférence sa société habituelle des artistes et des savants, fréquentation sans couleur politique, et pour laquelle il affichait dès lors le goût d'un souverain qui se plaît à encourager le mérite. Une place était vacante à l'Institut,

1. *Moniteur*.

par suite de la proscription de Carnot ; on la lui offrit par acclamation, et il accepta sans scrupule la succession de son ancien protecteur, qui expiait alors dans l'exil le crime de sa consciencieuse opposition au coup d'État de fructidor. Il remercia l'Institut par une lettre dans laquelle il exaltait « les seules vraies conquêtes, celles qu'on fait sur l'ignorance » (26 décembre) ; belles paroles qui n'ont d'autre tort que de former une complète antithèse avec ses actes. Il se para dès lors avec ostentation de son titre de membre de l'Institut, affectant de mettre la palme du savant au-dessus des honneurs du général en chef, et se plaisant à montrer, dans les cérémonies publiques, le vainqueur de l'Europe vêtu de ce modeste et pacifique uniforme.

Dans ses rapports avec le Directoire il cachait, sous les dehors de l'abandon, une défiance extrême, et, dans certaines occasions, d'injurieuses précautions que justifiait à ses yeux la mort prématurée de Hoche. C'était à Barras, celui des directeurs avec lequel il était le plus lié, que s'adressaient particulièrement ses soupçons. Il le regardait comme un homme à ne reculer devant aucune extrémité. Rien ne prouve, d'ailleurs, que ses appréhensions aient été fondées, bien que ce corrompu joignît tous les vices de l'ancien régime à tous ceux du nouveau. A supposer qu'ils eussent été capables d'éprouver la tentation de se défaire de lui par de tels moyens, les directeurs se sentaient encore trop forts pour le redouter à ce point. Ils savaient bien que le général était déjà l'objet d'une grande attente, que beaucoup de gens le pressaient de s'emparer de la dicta-

ture; mais ils savaient aussi que rien n'était encore prêt, que les éléments sur lesquels il lui faudrait s'appuyer n'avaient encore aucune consistance. Ils se plaisaient à lui montrer les rapports que leur police leur adressait à ce sujet, moins dans le but de lui témoigner leur confiance que pour lui prouver qu'ils avaient l'œil sur lui. Sa popularité croissante leur inspirait pourtant de sérieuses alarmes, et, tout en feignant d'en jouir avec lui, ils faisaient sous main tout ce qu'ils pouvaient pour la diminuer. C'est ainsi qu'ils firent rejeter par le Conseil des Cinq-Cents la proposition de lui donner Chambord à titre de dotation nationale. En revanche, ils le pressaient avec ardeur de se jeter dans l'aventureuse entreprise qui était censée devoir mettre le comble à sa gloire, et qu'ils avaient annoncée à l'Europe en lui décernant le titre de général en chef de l'armée d'Angleterre.

Les préparatifs de cette expédition se faisaient à grand bruit dans tous les ports de la République, mais ils étaient poussés avec plus d'ostentation que de réelle activité. En attendant l'achèvement de ces apprêts, Bonaparte était consulté sur toutes les affaires, appelé à toutes les délibérations importantes. On semblait vouloir le dédommager des rigueurs d'une loi imprévoyante, en l'associant par avance au pouvoir auquel ses vingt-neuf ans ne lui permettaient pas encore de prendre une part ostensible. Le premier usage qu'il fit de cette influence fut de faire retirer le commandement de l'armée du Rhin à Augereau, devenu son ennemi décidé depuis la duperie dont il avait été l'objet en fructidor. Augereau, avec la clairvoyance de la haine, avait depuis longtemps pénétré

ses projets et les dénonçait sans relâche au Directoire. Bonaparte l'accusa d'entraver, par ses démonstrations jacobines, les négociations avec l'Allemagne ; et une disgrâce à peine déguisée le confina à Perpignan, dans un poste obscur et sans avenir.

Le général Bonaparte n'avait jamais pris au sérieux le projet de descente en Angleterre. Il connaissait l'insuffisance des moyens d'exécution qui étaient mis à sa portée. A supposer que la descente réussît, ce qui était fort improbable, il savait qu'il aurait affaire en ce pays à une race d'hommes toute différente de celle qu'il avait eue à combattre en Italie, et que s'il n'était pas facile de pénétrer dans cette île fameuse, contre laquelle s'étaient tant de fois brisés nos efforts, il le serait encore moins d'en sortir. Il n'avait donc garde de risquer toute sa gloire acquise sur un enjeu aussi hasardé. Depuis longtemps déjà il nourrissait un projet dont le but final n'était guère plus aisé à atteindre, mais dans lequel, du moins, il trouverait de nombreuses occasions d'étonner et d'éblouir les hommes, toujours plus frappés du brillant de l'exécution que de la solidité des résultats. Or, c'était là surtout ce qu'il voulait. L'expédition d'Égypte n'exigeait pas le lent et périlleux labeur auquel l'eût condamné la tâche ingrate de dompter la fière Angleterre ; et, dans l'état de langueur et de décrépitude où se trouvait l'Orient, elle devait nous procurer en peu de temps des succès éclatants sinon durables.

Le général feignit toutefois de s'associer aux vues du Directoire. Lorsqu'à Passeriano, dans le premier feu de ses projets sur l'Orient, il avait appelé l'attention des directeurs sur les facilités que notre établis-

sement aux îles Ioniennes allait nous procurer pour fonder quelque État nouveau sur les ruines de l'empire turc, et particulièrement pour nous emparer de Malte et de l'Égypte, ses ouvertures n'avaient été d'abord accueillies que par des objections. Plus tard ils lui avaient donné leur adhésion, mais d'une façon vague et indéfinie. Avant de la leur demander de nouveau il voulait les convaincre qu'il avait d'abord tout fait pour réaliser leurs propres desseins. Il partit donc pour faire en personne, le long de nos côtes, l'inspection des préparatifs dirigés contre l'Angleterre (10 février 1798). Il interrogea les pilotes et les matelots, examina les travaux, vit tout par lui-même avec ce soin minutieux qu'il apportait dans les détails d'organisation, mais avec une arrière-pensée bien différente des intentions qu'on aurait pu lui supposer d'après ce voyage, car il avait avec lui, dans sa voiture, tous les livres, les plans et les études relatifs à l'expédition d'Égypte, à laquelle il voulait justement faire servir le matériel de celle d'Angleterre. A son retour à Paris, il déclara « que rien ne serait prêt avant longtemps, qu'il ne jouerait pas le sort de la France sur un coup de dé aussi chanceux »; et les préparatifs dirigés contre les Anglais reçurent une destination nouvelle, mais soigneusement cachée au public.

L'idée d'entraîner hors de France, dans un pays lointain et peu connu, avec lequel nos communications devaient être forcément coupées dans un temps donné, l'élite de nos soldats, de nos généraux, de nos savants, à un moment où la paix n'était pas signée, où l'Europe était encore en armes contre nous, où

une telle conquête ne pouvait manquer d'aggraver les mécontentements et surtout de relever des inimitiés découragées, mais non éteintes, cette idée était presque aussi impolitique que celle qui fit plus tard la guerre de Russie, bien qu'elle ne fût pas de nature à amener de si grands désastres. Les chimères que Bonaparte y mêla, et qui sont presque la seule partie de cette conception qui lui appartienne en propre, ne sont pas moins hasardées que celles qui devaient le perdre plus tard; mais, fort heureusement pour lui, il n'eut pour instrument qu'une petite armée, au lieu d'y pouvoir dépenser les forces de plusieurs nations, et il se heurta, dès les premiers pas, aux impossibilités qu'elles soulevaient.

L'occupation de l'Égypte n'avait par elle-même rien d'impraticable. Bien dirigée et sagement restreinte, elle eût peut-être offert, dans une époque de paix, quelques résultats utiles. On l'avait plus d'une fois discutée dans les conseils de l'ancien régime. Leibnitz avait soumis à Louis XIV un projet de colonisation de l'Égypte. On avait repris cette idée sous le règne de Louis XVI, et Bonaparte eut sous les yeux les études qui avaient été faites pour cet objet. Enfin, plus récemment, Magalon, notre consul à Alexandrie, avait adressé un mémoire dans le même sens au ministre Charles Delacroix, qui l'avait autorisé à venir soutenir et développer ses vues à Paris (en août 1796). Mais, dans les plans de Bonaparte, ce projet avait pris de tout autres proportions. Il impliquait non seulement une colonisation, tentative si hasardeuse chez un peuple si peu assimilable, et avec des colons tels que les Francais, mais encore un bouleversement complet

de l'Orient, dont les éléments de régénération étaient supposés n'attendre qu'une étincelle pour reprendre vie et se mettre en mouvement à l'appel de nos armées; hypothèse qu'aucun fait sérieux n'autorisait. Ruiner les établissements anglais dans l'Inde, chasser ensuite les Turcs de Constantinople et les renvoyer en Asie au moyen d'un immense soulèvement des populations grecques et chrétiennes, enfin revenir sur l'Europe en la prenant à revers, selon la pittoresque expression de l'auteur de ces plans gigantesques, telle était la conception qui hantait cette imagination sans frein, et dont l'occupation de l'Égypte n'était que le modeste préliminaire.

Pour s'expliquer comment il put obtenir le consentement du Directoire, dans un moment où rien n'était assuré au dedans, et où tout annonçait au dehors l'imminence d'une coalition nouvelle, il faut se rappeler tout à la fois et l'enivrement causé par de prodigieux succès, et le désir qu'éprouvaient les directeurs de se débarrasser d'un homme dont l'ambition croissait avec la fortune, et le besoin dévorant, insatiable, qui possédait cet homme, d'échapper à des loisirs sans gloire, et de fixer de nouveau les regards du monde. Le général Bonaparte était trop clairvoyant pour croire que le Directoire pourrait, sans lui, maintenir la France à la hauteur périlleuse où ses victoires venaient de la placer. Mais cette prévision, loin de contrarier ses plans, en faisait en quelque sorte partie. Il lui convenait essentiellement de montrer, par des preuves éclatantes, qu'on ne pouvait rien sans lui, que tous nos succès militaires tenaient à son génie, qu'il était enfin l'homme unique et nécessaire,

et, depuis la mort de Hoche, cette conviction était celle de beaucoup de gens. Ainsi qu'il l'a écrit lui-même avec un machiavélisme naïf, « pour qu'il fût maître de la France, il *fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence,* et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux[1]. »

Il avait d'ailleurs horreur du repos, et toutes ses facultés étaient tournées du côté de l'action. Il redoutait plus encore cette analyse inévitable à laquelle allait le soumettre le scepticisme spirituel et pénétrant des salons de Paris, sorte de laboratoire intellectuel où tout se décompose. Il connaissait ce peuple mobile et railleur, qui se venge de ses engouements par son indifférence et se familiarise si vite avec les idoles qu'il a le plus encensées. « On ne conserve à Paris le souvenir de rien, disait-il à ses intimes; si je reste longtemps sans rien faire, je suis perdu. On ne m'aura pas vu trois fois au spectacle qu'on ne me regardera plus. » Il fallait donner de nouveaux aliments à la curiosité, à l'émotion, à cette soif du merveilleux qui, dans l'esprit de la nation, avait pris la place des passions révolutionnaires. Il fallait soutenir son personnage, achever, par de nouveaux traits, ce conquérant, ce héros que venait de créer, sous son nom, l'imagination populaire. A ce point de vue, « la petite Europe n'était qu'une taupinière et ne fournissait pas assez de gloire; il irait en demander à l'Orient, à cette terre des miracles qui, seule, avait vu de grands empires et de grandes révolutions, et où vivaient six cent millions d'hommes. »

1. *Mémoires de Napoléon.*

Comment des esprits, dominés par de telles pensées, eussent-ils été arrêtés par le scrupule de violer le droit des gens en s'emparant de Malte, qui ne nous avait donné aucun grief sérieux et qui n'était pas en guerre avec nous, ou de rompre par une sorte de guet-apens avec la Turquie, notre alliée séculaire, avec ceux que Bonaparte lui-même appelait « nos bons amis les Turcs » (lettre du 23 décembre 1797), en reconnaissance de l'argent et des approvisionnements de toute nature qu'ils venaient de fournir spontanément à notre garnison de Corfou?

Une seule chose retardait l'exécution de ces projets, c'était le manque d'argent. Depuis que le Trésor n'était plus alimenté par les millions de l'Italie, nos finances étaient retombées dans leur ancienne détresse, et cette pénurie paralysait tout. On y pourvut par l'occupation de Rome et par l'invasion de la Suisse.

Bonaparte, dans ses mémoires, blâme sévèrement ces deux actes, dont les conséquences devaient être si funestes. Il revendique, comme un honneur, le mérite de les avoir combattus par son opposition. Sa correspondance démontre, avec la dernière évidence, qu'il en a conservé jusqu'au bout la haute direction : toutes les instructions adressées à Brune et à Berthier sont de sa main. Les conséquences de cette double invasion n'étaient pourtant que trop faciles à prévoir dans l'état précaire et menacé de la paix européenne, mais ce n'était pas lui qui aurait à en répondre. Ces deux événements, qui devaient lui fournir tous les moyens d'action dont il avait besoin pour son expédition, n'étaient-ils pas d'ailleurs de ceux qui étaient nécessaires, pour que, selon son expression si frap-

pante, « le Directoire éprouvât des revers en son absence? » Quoi qu'il en soit, aucune trace de son opposition n'est restée; les témoignages de sa connivence sont, au contraire, aussi nombreux que concluants; et si, comme il l'affirme, il désapprouvait ces dangereux envahissements, son premier devoir, dans sa haute et prépondérante situation politique, n'était-il pas de ne point s'associer à leur accomplissement?

L'occupation de Rome fut motivée par l'assassinat du général Duphot. Ce meurtre, qui était une récidive, appelait sans doute une répression sévère, mais s'il devait être suivi d'une mesure aussi grosse de complications que la destruction de la papauté, on était au moins tenu de choisir le moment où ce coup pouvait être frappé avec avantage, car il était insensé d'aller à Rome si l'on persistait à aller en Égypte; il fallait sacrifier l'une ou l'autre de ces deux grandes aventures. Quant à l'invasion de la Suisse, rien ne la légitimait, et les démocrates vaudois, qui, pour s'affranchir de la domination justement détestée de leurs suzerains de Berne, ne craignirent pas d'attirer sur leur patrie le fléau mille fois plus redoutable de l'invasion étrangère, furent cruellement punis de leur aveuglement, lorsqu'au pillage des trésors lentement amassés par l'économie de leurs pères, ils durent reconnaître le mobile qui avait armé leurs prétendus libérateurs. Ce mobile, qui résulte si clairement et de la conduite des autorités françaises en Suisse et de tous les documents qui nous restent sur cette triste entreprise, a été présenté comme une invention accréditée par les criailleries « de ce petit peuple

avare »[1]. On s'en rapportera peut-être, sur ce point, à l'affirmation de Napoléon lui-même, qui dirigeait, de Paris, l'expédition : « Un autre motif, dit-il, était au moins aussi influent sur les décisions du Directoire; *c'était les millions de Berne qu'il convoitait.* »

L'expédition de Rome fut conduite par Berthier, le chef d'état-major de Bonaparte. Celui-ci lui avait laissé sa succession en Italie, en partie parce qu'il connaissait son incapacité de commander en chef et savait que Berthier était de tous ses lieutenants le plus propre à le faire regretter, en partie pour réfuter les ridicules assertions de ceux qui s'étaient plu à attribuer ses victoires aux conseils de cet officier. L'invasion de la Suisse fut confiée à Brune, général qui s'était distingué en Italie, où il était arrivé vers la fin de la campagne, et que Bonaparte ménageait en raison de son influence connue sur la fraction extrême du parti républicain. L'un et l'autre reçurent ses instructions, lui soumirent leurs plans, lui rendirent compte de leurs opérations, dont le but, ainsi que Berthier l'écrivait naïvement à son général, était plus fiscal que politique : « En m'envoyant à Rome, lui écrivait-il, *vous me nommez le trésorier de l'expédition d'Angleterre*; je tâcherai de bien remplir la caisse[2]. » Bientôt le pillage de ce musée du monde, la révolte des troupes qu'on laissait dans le plus complet dénûment, afin que la caisse fût d'autant mieux remplie, et les réquisitions impitoyables de Haller, le grand fournisseur de l'expédition d'Égypte, attestaient suffi-

1. Thiers, *Histoire de la Révolution française.*

2. Lettre du 19 janvier 1798, citée par M. de Barante dans son instructive *Histoire du Directoire.*

samment que Berthier avait su tenir parole. Quant à Brune, il s'empara, à Berne seulement, de plus de 16 millions en numéraire et en lingots, de 7 millions en armes et en munitions, de 18 millions en réquisitions de vivres. Et la destination de cet argent était si bien fixée à l'avance, que plusieurs millions furent envoyés directement de Berne à Toulon. Telle était maintenant la besogne à laquelle on employait ces armées républicaines si connues au début par leur désintéressement, leur noblesse et leur pureté. Deux ans de guerre en Italie avaient suffi pour opérer ce changement.

Le 12 avril, le Directoire signa les arrêtés relatifs à l'expédition d'Égypte ; mais ils demeurèrent secrets, car il était important de ne pas donner l'éveil aux Anglais. Ces décrets remettaient aux mains du général Bonaparte des forces considérables de terre et de mer en l'investissant d'un pouvoir discrétionnaire quant à l'emploi qu'il lui conviendrait d'en faire. On l'autorisait à emmener avec lui « autant de forces qu'il le jugerait convenable, » à dégarnir l'Italie des divisions qui se trouvaient à Gênes, à Civita-Vecchia, à Corfou, à s'emparer de Malte et de l'Égypte, à chasser les Anglais de toutes leurs possessions d'Orient, à « couper l'isthme de Suez. » C'était en quelque sorte lui donner un royaume à l'étranger pour éviter de lui laisser prendre la souveraineté en France. Bonaparte profita largement de la latitude qu'on lui donnait. Il enrôla des savants, des artistes, des littérateurs choisis parmi les plus distingués : Monge, Berthollet, Geoffroy Saint-Hilaire, Fourier, Denon, Larrey, Desgenettes, Dolomieu, etc. Pour ses généraux, il ne se

contenta pas de ses anciens compagnons d'armes de l'armée d'Italie, il choisit dans toutes les armées de la République. Il en enleva l'élite, ce qui était en briser le nerf. On eût dit qu'il ne voulait rien laisser derrière lui. Il prit Desaix, Kléber, Davoust, Reynier, Caffarelli, Belliard, et avec eux la plupart de ses anciens lieutenants : Murat, Lannes, Marmont, Berthier, Andréossy, Junot, tout ce qu'il y avait de jeune, d'énergique, d'aventureux. Le Directoire était si heureux de se délivrer de lui, qu'il lui laissait enlever la fleur d'une génération qui faisait la force de notre pays, et les mobiles de son empressement à seconder le général étaient aussi peu avouables que ceux qui poussaient celui-ci à précipiter tant de précieuses existences dans la plus téméraire des entreprises.

Un incident qui était de nature à faire hésiter et réfléchir un gouvernement plus soucieux de la sécurité et de l'honneur de la France, vint retarder de quinze jours le départ de l'expédition. Bernadotte, notre ambassadeur à Vienne, ayant été gourmandé par le Directoire au sujet de la tiédeur de son républicanisme et de ses ménagements pour l'aristocratie viennoise, fit arborer à son hôtel le drapeau républicain, conformément aux ordres qu'il avait reçus, mais contrairement aux usages diplomatiques. Cette démonstration irrita la population viennoise, qui insulta aux couleurs nationales, et brisa à coups de pierres les fenêtres de l'hôtel de l'ambassade. Cette émeute, qu'on calma à grand' peine, était surtout grave en ce qu'elle montrait les dispositions réelles d'un peuple qu'on pouvait croire sinon soumis, du moins démoralisé et frappé d'épouvante. Elle prouvait que pour reprendre les

hostilités, la cour de Vienne n'aurait qu'à le suivre, au lieu d'avoir à le pousser comme on se plaisait généralement à le supposer.

Le Directoire vit d'abord dans cet événement une occasion inespérée de recommencer la guerre et de revenir sur les stipulations de Campo-Formio. Il offrit à Bonaparte le titre de général en chef de l'armée d'Allemagne. Mais celui-ci, tout entier à ses préparatifs, l'esprit plein des espérances qu'il attachait au succès de son projet, se montra peu empressé à entrer dans ces vues. Il savait trop combien l'Autriche était encore embarrassée pour croire que les scènes de Vienne eussent été une rupture calculée. Cependant, comme il était toujours maître de ses plans et se réservait jusqu'au dernier moment le pouvoir de les modifier selon l'opportunité, il voulut éprouver selon son habitude les chances nouvelles qui s'offraient à lui, écrivit à M. de Cobentzel pour arranger l'affaire, s'offrit même à retourner à Rastadt, et sa proposition fut acceptée. Mais le ton de maître qu'il reprit à cette occasion, le mystère dont il couvrit ses démarches, et la remuante activité avec laquelle il attirait tout à lui, firent bien vite repentir les directeurs de leur premier mouvement. La cour de Vienne, qui voulait gagner du temps, dissimula l'irritation que lui avait causée l'invasion de la Suisse et de Rome, nous offrit les satisfactions les plus rassurantes. Mais, à mesure que le Directoire se refroidissait pour une rupture avec l'Autriche, Bonaparte semblait de son côté avoir tout à coup conçu des scrupules de conscience dont il n'avait pas eu l'idée jusque-là, et vouloir reculer devant la responsabilité qu'allait faire peser sur lui

l'éloignement d'une telle armée dans des circonstances si périlleuses pour la République. Et bien qu'il écrivît à Kléber, à Caffarelli, à Brueys « que quelques troubles arrivés à Vienne avaient nécessité quelques jours sa présence à Paris, mais que *cela ne changerait rien à l'expédition,* » ses hésitations paraissaient augmenter chaque jour, soit qu'il voulût se faire ordonner formellement l'exécution de l'entreprise pour n'avoir pas à répondre de ses conséquences si elles étaient fâcheuses, soit plutôt qu'il eût entrevu dans ces dernières circonstances quelque moyen de réaliser un dessein plus cher à son ambition, grâce aux forces qui se trouvaient concentrées dans ses mains. Mathieu Dumas affirme dans ses mémoires avoir reçu du général Desaix, qui avait été son aide-de-camp et qui était resté son ami, la confidence qu'à la veille même de son départ pour l'Égypte, Bonaparte avait tout préparé pour le renversement du Directoire et fut sur le point d'exécuter ce coup de main. Ce témoignage s'accorde avec les renseignements que les directeurs recevaient sur les menées du général. De là l'énergie significative avec laquelle lui fut intimé l'ordre de partir. La scène fut très-vive, et eut lieu au sein même du Directoire. Au premier mot de contrainte, Bonaparte s'emporta et offrit sa démission; mais cette offre ne produisit plus le même effet qu'autrefois. Rewbell lui tendit froidement une plume en lui disant: « Écrivez-la, général; la République a encore des enfants qui ne l'abandonneront pas. » Le général prit la plume, mais se la laissa arracher des mains par Merlin, et ne parla plus de se démettre.

Il quitta Paris le 3 mai, en y laissant pour le géné-

ral Brune, qui venait d'être placé à la tête de l'armée d'Italie, des instructions détaillées sur la conduite des opérations militaires dans ce pays, tant la rupture avec l'Autriche paraissait imminente. La position que Brune devait défendre à tout prix comme la clef de l'Italie, était cette même ligne de l'Adige, du lac de Garde à Porto-Legnago, sur laquelle Bonaparte avait soutenu sans en être ébranlé tant de chocs terribles. Le pivot de la résistance devait être à Castel-Novo où l'on est à portée, soit de défendre le passage du fleuve, soit de commander les défilés qui débouchent sur Rivoli. Il lui rappelait tout particulièrement la manœuvre si originale qui lui avait si bien réussi à Ronco, en le portant d'un bond sur les derrières de l'ennemi. Vaines recommandations qui n'ont jamais suppléé au génie. D'ailleurs le plus grave danger de l'Italie n'était pas là, mais dans l'infirmité de ce que nous y avions fondé. L'œuvre de Bonaparte s'écroulait d'elle-même. Depuis le jour où l'on avait vu Berthier chasser ignominieusement, des Conseils de la Cisalpine, les députés qui refusaient de ratifier une mesure qu'il avait soumise à leurs délibérations, le dernier masque qui déguisait la conquête était tombé. L'anarchie honteuse qui divisait les vainqueurs las de leurs propres excès, ne présageait pas avec moins de force la ruine prochaine de cette création éphémère. Mais Bonaparte était devenu indifférent et comme étranger à cette Italie qu'il avait si souvent promis de régénérer. Il n'avait aimé en elle que sa propre gloire. Depuis qu'elle ne pouvait plus servir sa renommée, elle avait perdu tout intérêt pour lui. Que lui importait maintenant la destinée d'un pays où il n'était plus? C'est à

travers les mirages de l'Orient que lui apparaissait désormais le fantôme de sa grandeur future, et avec ce prestige les déserts affreux de l'Afrique effaçaient à ses yeux la brillante Italie.

Arrivé à Toulon, le général sut honorer les derniers instants de son séjour en France par une protestation énergique et éloquente contre une exécution sanguinaire qu'on venait d'y commettre au nom de la loi sur les émigrés : un vieillard de quatre-vingts ans avait été passé par les armes. Bonaparte réprimanda sévèrement la commission militaire qui avait rendu ce jugement inique quoique légal. « Le militaire, écrivit-il aux juges, qui signe une sentence de mort contre une personne incapable de porter les armes, est un lâche. » Heureuse et bénie sa mémoire s'il ne s'était jamais mis au-dessus des lois de son pays que par des actes de ce genre!

La veille de l'embarquement, il passa son armée en revue, et lui adressa une allocution qui est restée célèbre par le désaveu dont elle a été l'objet, et qui est à la fois beaucoup plus significative et beaucoup plus conforme au caractère de son auteur que la proclamation qui lui fut substituée après coup. Bien que cette harangue porte à chaque ligne la signature de celui qui l'a dictée, son authenticité a été contestée encore de nos jours, mais avec plus de légèreté que de raison, car elle est établie d'une façon irréfutable dans un des nombreux entretiens recueillis par Las Cases. Bonaparte y faisait un nouvel appel aux sentiments qui l'avaient si puissamment servi en Italie. Mais il fallait leur parler un langage plus clair encore en raison de l'incertitude d'une entreprise

aussi aléatoire. De là ce qu'il y avait de choquant dans ses paroles.

« Soldats, disait-il, il y a deux ans que je vins vous commander. A cette époque vous étiez dans la rivière de Gênes, dans la plus grande misère, manquant de tout, ayant sacrifié jusqu'à vos montres pour votre subsistance. Je vous promis de faire cesser vos misères, je vous conduisis en Italie. Là, tout vous fut accordé. Ne vous ai-je pas tenu parole? Eh bien! apprenez que vous n'avez pas encore assez fait pour la patrie, et que la patrie n'a pas encore assez fait pour vous. Je vais vous mener dans un pays où, par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et rendrez à la patrie les services qu'elle a droit d'attendre d'une armée d'invincibles. *Je promets à chaque soldat qu'au retour de cette expédition il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre.* »

Ce langage, dont la crudité révolta la délicatesse des directeurs, était parfaitement approprié à l'esprit nouveau que Bonaparte avait développé dans les armées républicaines. Il n'avait d'autre tort que de dire trop nettement ce que jusque-là on avait dissimulé sous des lieux communs oratoires. C'était avouer trop clairement qu'on ne faisait plus la guerre qu'en vue du butin, et un tel aveu n'était guère propre à rassurer l'Europe déjà alarmée par notre équipée en Suisse. La harangue se relevait d'ailleurs vers sa péroraison par l'évocation obligée des souvenirs de la Rome antique : « Habituez-vous aux manœuvres de bord, devenez la terreur de nos ennemis de terre et de mer, imitez en cela ces soldats romains qui surent

à la fois battre Carthage en plaine et les Carthaginois sur leurs flottes. »

Ce discours, qui avait enflammé le soldat au plus haut point, n'eut pas le même succès auprès du public, dont l'enthousiasme était à un diapason beaucoup plus élevé. Bonaparte lui-même en sentit probablement l'inconvenance politique, car deux jours après il publia une proclamation d'où il avait soigneusement fait disparaître les promesses qu'il avait d'abord cru devoir jeter aux convoitises du soldat. Le journal du Directoire la reproduisit en déclarant la première apocryphe et en assurant « qu'elle n'était ni assez réfléchie ni assez élevée pour être l'ouvrage du vainqueur de l'Italie. »

On mit à la voile le 19 mai. Les Anglais, toujours persuadés que ces préparatifs avaient pour but une descente en Angleterre, s'étaient contentés de garder à Gibraltar le débouché de la Méditerranée, et n'avaient laissé devant Toulon qu'une escadre de blocus insuffisante, commandée par Nelson. Une tempête venait de la forcer de relâcher au sud-ouest de la Sardaigne. Notre flotte put donc sortir sans qu'aucun avis en fût donné aux forces anglaises. Le 9 juin elle rallia devant Malte les divisions parties d'Ajaccio et de Civita-Vecchia. Elle comprenait treize vaisseaux de ligne, quatorze frégates, soixante-douze corvettes, enfin un nombre total de près de cinq cents embarcations de tout bord, portant environ vingt-cinq mille soldats et dix mille marins. Spectacle imposant, mais qui cachait mal aux hommes du métier les dangers d'un si énorme encombrement. Selon Brueys lui-même, qui avait le commandement en chef des forces

maritimes, dix vaisseaux de guerre anglais eussent suffi pour jeter le désordre dans cet immense convoi et pour le détruire. Tout le succès de tant de combinaisons et de projets tenait au hasard incertain d'une traversée sans rencontre fâcheuse.

Mais la fortune semblait alors veiller sur son favori avec une sollicitude et une prévoyance en quelque sorte maternelles. Elle commença par lui donner Malte, que la plus faible résistance nous eût forcés d'abandonner, car il était important de ne pas laisser aux Anglais le temps de nous y venir surprendre, ce qui eût été un malheur irréparable. Bonaparte ne pouvait tenter sur Malte qu'un coup de main. Un siége régulier lui était interdit par mille impossibilités, et la place était si forte que la moindre démonstration un peu soutenue l'eût contraint à passer outre. Mais au lieu de rencontrer dans l'Ordre de Malte l'énergie qu'on était en droit d'attendre de ce débris de la chevalerie, il ne trouva devant lui que des adversaires démoralisés et divisés, des fils de famille qui, n'ayant plus depuis longtemps à combattre d'autre ennemi que l'ennui, usaient dans d'indignes loisirs des forces désormais sans emploi et passaient leur vie à aller donner et recevoir des fêtes dans les villes du littoral italien. Ce fut cet abaissement moral où étaient tombés les chevaliers de Malte, beaucoup plus que les intelligences qu'il s'était ménagées dans la langue de France par l'entremise de Poussielgue, qui lui livra cette place inexpugnable.

Le grand maître de l'Ordre, qui était alors le comte de Hompesch, ne sut montrer d'abord dans cette circonstance critique qu'une incrédulité aveugle qui ne

voulut rien écouter; puis, lorsque le débarquement eut lieu, un profond découragement, suivi de la plus honteuse inertie. Une partie des chevaliers voulaient défendre le poste qui leur était confié; il paralysa leur résistance, encouragea par son lâche abattement la mutinerie de la population maltaise, et enfin capitula après une démonstration insignifiante, ne se montrant préoccupé que de se faire assurer une forte pension que le général Bonaparte fixa à 300,000 francs. Le mot spirituel de Caffarelli apprécie ce fait d'armes à sa juste valeur : « Il est heureux, dit-il, qu'il se soit trouvé quelqu'un dans Malte pour nous en ouvrir les portes, car sans cela nous n'y serions jamais entrés ! » Ainsi succomba cette antique institution qui méritait, sinon une plus longue existence, du moins un plus noble trépas. S'il lui était resté une étincelle de son ancien esprit, elle n'eût pas laissé échapper l'occasion d'honorer sa chute en tenant tête, ne fût-ce qu'un instant, à un homme plus ennemi de l'esprit de chevalerie qu'aucun des adversaires passés de l'Ordre hospitalier.

Bonaparte trouva à Malte douze cents pièces de canon, dix milliers de poudre, deux vaisseaux de guerre, une frégate, quatre galères, quarante mille fusils. Il mit la main sur tout ce butin devenu notre propriété en vertu du droit nouveau qu'il avait mis à la mode; le seul grief qu'on eût trouvé à invoquer contre l'Ordre, avait été l'asile qu'il avait accordé à quelques émigrés, ce qui était plutôt de nature à honorer l'Ordre qu'à nous rendre propriétaires de tout ce qu'il possédait. Le général envoya comme trophée au Directoire le modèle en argent de la première

galère qu'avaient eue les chevaliers. Il quitta Malte le 19 juin, après avoir organisé sa conquête et laissé une garnison dans l'île.

Pendant ce temps, Nelson, renforcé de dix vaisseaux, avait reparu devant Toulon; il y avait appris le départ de la flotte française. Obligé de la suivre sur des indications vagues et incomplètes, il avait touché à Naples au moment même où nous quittions Malte. Arrivé à Naples, il devina que notre destination était l'Égypte, nous devança sans s'en douter pendant la nuit devant Candie, où notre armée échappa par miracle à une destruction certaine, nous précéda d'un jour à Alexandrie, où personne ne put lui donner de renseignements sur nous, et nous supposant alors en route pour la Syrie, se dirigea en toute hâte de ce côté, ce qui nous sauva une seconde fois à notre propre insu. Bonheur merveilleux, que souvent la fortune n'accorde pas aux plans les mieux combinés, et qui nous était prodigué alors avec une libéralité sans bornes, comme pour mieux nous cacher le piége où ces faveurs devaient nous faire tomber plus tard.

Le 28 juin l'expédition était encore en pleine mer, lorsque Bonaparte fit enfin connaître à ses soldats le lieu où il les conduisait et le but de son entreprise: ils allaient porter un coup mortel à l'Angleterre, réaliser une conquête dont les effets sur la civilisation seraient incalculables. Mais ils devaient se concilier les habitants de ces contrées, en respectant leurs mœurs, leur religion, leurs coutumes. « Agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs et les Italiens. Ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et

les évêques. Ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. » En même temps, il mit à l'ordre du jour des mesures sévères pour prévenir le pillage, précaution bien nécessaire au maintien de la discipline dans une armée si bien disposée à profiter de tous les droits de la guerre, c'est-à-dire de tous les abus de la force, par l'emploi avantageux qu'elle en avait fait précédemment en Italie.

Le 30 juin la flotte française parut devant Alexandrie. Les Anglais ne s'étaient éloignés que l'avant-veille; on les croyait encore tout près de là, ce qui fit opérer le débarquement avec une précipitation qui ressemblait à une déroute plutôt qu'à une prise de possession. L'armée mit pied à terre à l'anse du Marabout et marcha aussitôt sur Alexandrie, dont elle n'eut pas de peine à s'emparer dans les conditions de défense où se trouvait cette place. Bonaparte s'y arrêta huit jours.

L'Égypte était alors censée dépendre de l'empire turc, mais le sultan n'y était représenté que par un pacha sans autorité réelle et confiné au Caire dans une situation exclusivement honorifique. La réalité du pouvoir appartenait tout entière aux mameluks, milice remontant à l'époque de Saladin, et sans analogie dans l'histoire. Recrutée au moyen d'esclaves achetés dès l'enfance en Géorgie et en Circassie, attachée uniquement aux vingt-quatre chefs qui étaient ses propriétaires et la gouvernaient sous le nom de beys, cette milice formait une sorte de chevalerie

bizarre qui ne connaissait d'autre religion que celle de la fraternité militaire, et d'autre loi que la volonté de ses maîtres. Depuis longtemps la Porte n'avait sur les mameluks qu'une suzeraineté toute nominale et s'estimait heureuse qu'on voulût bien la lui laisser. Au-dessous de cette domination si singulièrement organisée végétait une population dont les couches, en quelque sorte superposées, attestaient les invasions successives qui avaient passé sur l'Égypte ; au degré inférieur les Cophtes, reste misérable et dégradé de la race égyptienne primitive, dont une partie occupait certaines fonctions et fournissait des agents et des percepteurs aux mameluks ; puis venaient les premiers conquérants, les Arabes, dont les uns menaient encore, sous le nom de Bédouins, la vie errante et pastorale des temps bibliques, et les autres cultivaient la terre sous le nom de fellahs, ou possédaient la grande propriété sous le nom de cheiks ; enfin les Turcs, dont la souveraineté avait précédé celle des mameluks et recevait encore des hommages de pure forme en la personne du pacha.

En tout autre pays il eût été facile de soulever la population contre de pareils dominateurs ; mais en Égypte on ne pouvait attendre d'elle que l'inertie passive et fataliste d'un peuple abruti depuis des siècles par tous les abus du despotisme, aussi bien que par des croyances énervantes. Bonaparte s'adressa d'abord au pacha ; il protesta de son respect pour l'Alcoran et pour le sultan ; il ne venait, lui assurait-il, que pour délivrer l'Égypte de l'oppression des mameluks ; il l'invitait, en conséquence, « à venir le rejoindre et à maudire avec lui la race impie des beys. «

Il rédigea ensuite des proclamations qui furent traduites en arabe et dans lesquelles il faisait appel à toutes les passions qu'il croyait propres à agir sur l'esprit de ces populations. Il énumérait tous les maux que la tyrannie des mameluks leur faisait souffrir, toutes les privations qu'elle leur imposait ; il leur promettait de « leur restituer *leurs droits,* » mot dont elles n'avaient pas même la notion et qui produisait un singulier contraste avec le tour oriental de ce manifeste, puis protestant de son respect pour leur foi religieuse :

« Nous aussi, leur disait-il, nous sommes de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musulmans? Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres, ils auront le temps de nous connaître et ils se rangeront avec nous! Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les mameluks et combattront contre nous, il n'y aura pas d'espérance pour eux, ils périront! » (2 juillet 1798.)

Il est d'usage d'admirer comme un chef-d'œuvre de politique les flatteries outrées que le général Bonaparte croyait devoir prodiguer à la foi musulmane; mais elles dépassaient trop la mesure pour être vraiment habiles. Elles firent la risée du soldat et ne produisirent en définitive aucun effet sérieux sur l'esprit des populations auxquelles elles s'adressaient. Notre langage était trop en désaccord avec notre situation

pour paraître sincère. Les simples ont, à défaut de réflexion, un instinct assez clairvoyant pour les mettre en garde contre des piéges aussi grossiers. Il eût été à la fois juste et politique de témoigner le plus strict respect pour leurs croyances et de les honorer par de constants égards; mais affecter de les partager, de leur sacrifier ce qui passait pour nos propres idées religieuses, enfin outrager avec tant de mépris ce que Bonaparte avait traité en Italie avec une vénération exagérée, c'était montrer trop ouvertement l'esprit de ruse décidé à ne reculer devant aucun artifice. Le général eût pu s'épargner une feinte non moins inutile que peu honorable pour sa dignité.

Après avoir mis Alexandrie en état de défense, l'armée s'enfonça dans le désert pour marcher sur le Caire par la voie la plus directe, pendant qu'une flottille remontait le Nil dans la même direction. Ces premiers jours de marche sous un ciel de feu, à travers d'immenses plaines de sable dont les ondulations formaient çà et là de petits monticules derrière lesquels s'embusquaient les cavaliers arabes pour assassiner nos traîneurs, furent extrêmement pénibles pour le soldat et l'impressionnèrent d'une façon alarmante. Harassé de fatigue, manquant de pain, dévoré d'une soif qui ne trouvait nulle part de quoi se satisfaire, il demandait tout haut si c'était dans ce pays misérable et déshérité que devaient se réaliser les magnifiques promesses sur la foi desquelles il était parti. Écrite en partie sous cette première impression, la *Correspondance interceptée*, qui fut publiée à peu de temps de là par les Anglais, n'est qu'un long cri de colère et de déception.

Plusieurs chefs connus par leur bravoure, mais dont l'imagination était vive et excitable, partageaient ce découragement et se répandaient en plaintes amères. Mais le 10 juillet, la vue du Nil releva les courages, et le 13 un premier engagement avec les brillants cavaliers de Mourad-Bey, le principal chef des mameluks, stimula l'armée en lui prouvant qu'elle aurait bientôt affaire à des ennemis plus dignes d'elle que les hordes à demi sauvages qu'on avait seules aperçues jusque-là. Chose triste à dire, ce fut un sentiment de cupidité qui agit le plus sur les soldats. Les mameluks morts furent dépouillés : ils avaient de très-belles armes, et comme ils portaient toute leur fortune avec eux, on trouva dans leurs habits des sommes d'or importantes. On ne pensa plus qu'à atteindre le Caire, le centre supposé d'immenses richesses. Ce premier combat, qui fut livré près de Chébreïss, eut en outre pour effet de dégager notre flottille qui, attaquée par des canonnières turques, courait les plus grands dangers. On fit, en cette occasion, l'essai de la tactique la plus propre à combattre avec succès cette cavalerie intrépide, mais incapable de discipline et d'ensemble. Elle se heurta partout à nos carrés immobiles et se retira sans avoir réussi à les entamer sur aucun point.

Le 20 juillet, l'armée se trouva en vue des pyramides. Le lendemain elle aperçut les minarets du Caire, dont elle n'était plus séparée que par le camp retranché d'Embabeh, où les mameluks avaient concentré toutes leurs forces. Elles consistaient en huit ou dix mille cavaliers, qui devaient s'efforcer de surprendre nos bataillons en marche, pendant que l'infanterie, troupe sans valeur, mais soutenue par du

canon, attendait notre choc, abritée derrière les retranchements d'Embabeh. Bonaparte adopta ici le même ordre de bataille qu'à Chébreïss. Il disposa ses carrés en échiquier, avec la recommandation expresse de ne faire halte que pour recevoir les charges. Il dirigea son mouvement de façon à couper à l'ennemi sa retraite du côté de la haute Égypte. Ce combat qui, vu à distance dans le cadre grandiose que lui faisaient ces pyramides, témoins des premiers âges de l'humanité, devait produire un si puissant effet sur l'esprit des contemporains, ressembla, par suite de l'inégalité des armes plutôt que de celle du courage, à une boucherie beaucoup plus qu'à une lutte sérieuse. Le chiffre comparatif des tués et des blessés des deux armées en dit plus à cet égard que la plus savante dissertation. D'après le rapport de Bonaparte lui-même, nous n'eûmes dans cette fameuse bataille des Pyramides que « de vingt à trente tués et cent vingt blessés. » (Au Directoire, 24 juillet 1798.) En revanche, l'ennemi y perdit deux mille hommes, dont une partie fut poussée dans le Nil, où elle se noya.

Dans leur regret de voir tant de riches dépouilles englouties par le fleuve, quelques soldats eurent l'idée de recourber leurs baïonnettes, de les attacher à une corde et de s'en servir en guise de hameçon pour repêcher les cadavres. Il n'en était presque pas un sur lequel on ne retrouvât une somme de cinq ou six cents louis en or, et « pendant plusieurs jours, disent les Mémoires de Napoléon, l'armée ne fut occupée qu'à repêcher les cadavres des mameluks. » Il ajoute « qu'elle commença dès lors à se réconcilier avec

l'Égypte. » Il faut connaître et peser tous ces détails pour savoir au juste de quoi se compose la gloire d'un conquérant.

Nos soldats attendirent quelques jours, dans les délicieux jardins de Giseh, que l'arrivée de la flottille leur permît de marcher sur le Caire, où peu après ils entrèrent sans coup férir. Bonaparte établit son quartier général dans cette riche et populeuse cité ; il s'attacha à en captiver les habitants par le mélange de douceur et de sévérité qu'il avait déjà su adopter en Italie. Il assembla les cheiks, les félicita d'être délivrés de leurs ennemis les mameluks, les flatta d'un rétablissement de la domination arabe en Égypte. Il faisait en même temps assurer au pacha qu'il ne travaillait que pour restaurer la domination turque. Pour donner aux cheiks un gage de ses intentions, il les constitua en une sorte de municipalité centrale sous le nom de divan. Un divan local devait être établi dans chaque province et envoyer des députés à celui du Caire. Il laissa la justice aux cadis, afficha plus que jamais un attachement et un respect sans bornes pour la religion de Mahomet, se montra dans les fêtes religieuses et les cérémonies publiques, témoigna les plus grands égards pour les femmes, et par cette conduite habile et prudente, mais inefficace, obtint de ces populations un semblant d'adhésion dont on ne tarda pas à connaître tout le néant.

Le général quitta le Caire au bout de quinze jours pour rejeter en Syrie les débris des mameluks qui, sous la conduite d'Ibrahim-Bey, inquiétaient encore notre armée. C'est à Saleyeh, au moment où il se disposait à revenir de cette expédition, qu'il reçut la

nouvelle d'un désastre qui coupait à son armée toute communication avec l'Europe. Nelson avait anéanti notre flotte à Aboukir.

L'amiral Brueys, au moment où notre armée s'éloignait d'Alexandrie, avait reçu du général Bonaparte des instructions qui lui enjoignaient de se mettre à l'abri dans le port d'Alexandrie, s'il y trouvait un fond suffisant pour le mouillage de l'escadre, ou de s'embosser dans la rade d'Aboukir, s'il jugeait pouvoir s'y défendre contre une flotte supérieure, ou, enfin, si ni l'un ni l'autre ne pouvaient s'exécuter, de partir pour Corfou. Mais cet ordre ne lui laissait, pour ainsi dire, le choix qu'entre trois impossibilités, car, d'une part, l'entrée du port d'Alexandrie était fermée à ses vaisseaux de haut bord, et la passe, qui ne fut trouvée qu'après de longues recherches, était insuffisante; d'un autre côté, la rade d'Aboukir ne lui offrait qu'un abri sans aucune force, et enfin il ne pouvait partir pour Corfou, bien que ce parti eût été le plus prudent et le plus convenable, faute de vivres et d'approvisionnements. Indépendamment de cette nécessité qui l'empêchait de s'éloigner, des motifs d'une autre nature lui eussent fait un devoir de rester. Pendant un long espace de temps on resta à Alexandrie sans aucunes nouvelles de l'armée d'expédition ; toutes les communications furent interceptées et les bruits les plus sinistres furent répandus au sujet du sort qui était échu à nos soldats. L'escadre, qui était notre seule espérance de retour, ne pouvait partir avant d'être certaine que nous n'avions pas rencontré d'obstacles insurmontables, afin de pouvoir rapporter à la France des nouvelles de cette armée qui venait de s'enfoncer

dans le désert, ou afin d'assurer sa retraite dans le cas où elle aurait éprouvé des revers. Brueys ne pouvant ni entrer à Alexandrie, ni partir pour Corfou, resta donc à Aboukir pour y attendre tout à la fois des éclaircissements et des vivres. C'est là que Nelson le surprit dans la soirée du 1er août. Notre flotte abordée avec audace sur un point où l'on supposait que l'ennemi n'oserait pas l'attaquer, placée entre deux feux sans que son arrière-garde pût prendre part au combat, fut brûlée et détruite après une résistance où nos marins firent plus admirer leur héroïsme que leur habileté et leur expérience.

Bonaparte envoya au Directoire un long compte rendu de cette catastrophe et rejeta tous les torts sur l'amiral qui ne pouvait plus lui répondre, car il n'avait laissé qu'une mort sublime pour toute justification. Il rappela les ordres qu'il lui avait donnés, mais il ne dit rien des impossibilités qui s'opposaient à leur exécution. Il se borna à alléguer, pour l'excuse de Brueys, « qu'il lui semblait que l'amiral n'avait point voulu se rendre à Corfou avant d'être certain de ne pouvoir entrer dans le port d'Alexandrie, et que l'armée, dont il n'avait pas de nouvelles depuis longtemps, fût dans une position à ne pas avoir besoin de retraite. » (Au Directoire, 29 août 1798.) Le général Bonaparte ne pouvait cependant ignorer l'impossibilité où se trouvait Brueys de partir pour Corfou faute des approvisionnements qu'il lui avait promis, car dans toutes ses lettres l'amiral insistait sur le manque de vivres, qui le paralysait à tel point qu'il ne pouvait envoyer croiser deux frégates pour observer et signaler l'ennemi. « Si j'avais des vivres, écrivait-il à Bona-

parte le 26 juillet, j'aurais détaché deux bonnes frégates qui auraient parfaitement rempli cette mission; et j'empêcherais les curieux de venir sur nos côtes, à moins qu'ils ne fussent en bon nombre; mais sans subsistances ni moyens de remplacer le gréement, on reste paralysé et cette inaction rend malade[1]. » De son côté Bonaparte, la veille du désastre d'Aboukir, le 30 juillet, écrivait à Brueys : « J'imagine qu'à l'heure qu'il est les cinquante bateaux chargés de vivres pour l'escadre sont arrivés, » et il ajoutait : « Je vais encore faire partir une trentaine de bâtiments chargés de blés pour votre escadre. » Et ce qui prouve jusqu'à l'évidence que le départ pour Corfou était dans sa pensée subordonné à ces arrivages, c'est qu'il lui disait en toutes lettres : « Il faut bien vite entrer dans le port d'Alexandrie, *ou vous approvisionner* promptement du riz, du blé que je vous envoie, *et vous transporter dans le port de Corfou.* »

Le rapport de l'amiral Gantheaume sur ce triste événement attribue également la prolongation du séjour de Brueys aux instructions de Bonaparte, sans insister, il est vrai, sur la nécessité d'approvisionner l'escadre : « Vu les ordres du commandant en chef, dit-il, et la force incalculable que la présence de la flotte donnait à l'armée de terre, l'amiral jugea qu'il était de son devoir de ne pas quitter ces mers. »

Mais en présence de la défaveur que la responsabilité d'un si grand malheur jetterait sur son nom, le général Bonaparte passa sous silence ces explications

[1] Correspondance de Brueys citée par l'amiral Jurien de la Gravière dans son *Histoire des guerres maritimes sous la république et l'empire :* appendice.

si bien dues à la mémoire du courageux marin qui avait été son ami. Il les remplaça par des lieux communs déclamatoires dans lesquels il faisait intervenir la Fortune et le Destin, pour prouver que, même en cette occasion, ils avaient épuisé leurs faveurs pour nous, et ne nous les avaient retirées que parce que nous nous en étions montrés indignes par notre imprévoyance.

« Ce revers, si grand qu'il soit, ne peut être attribué à l'inconstance de la Fortune; elle ne nous abandonne pas encore, bien loin de là, elle nous a servis dans toute cette opération au delà de ce qu'elle a jamais fait. Quand j'arrivai devant Alexandrie... je me souviens qu'à l'instant du débarquement on signala dans l'éloignement, au vent, une voile de guerre. C'était la *Justice* venant de Malte. Je m'écriai : « Fortune, m'abandonnerais-tu? Quoi! seulement cinq jours! » et dans les cinq jours j'étais maître de l'Égypte. — Ce n'est que lorsque la Fortune voit que toutes ses faveurs sont inutiles, qu'elle abandonne notre flotte à son destin. »

Singulier orgueil, ou plutôt calcul plein de justesse et de pénétration qui lui faisait placer sa gloire dans la fidélité de sa fortune encore plus que dans la sûreté de ses combinaisons; parce qu'il connaissait assez les hommes pour savoir qu'il y avait plus à gagner avec eux à prouver son étoile qu'à prouver son génie ou sa vertu. La vraie cause de la destruction de notre flotte n'était ni dans l'imprévoyance de Brueys, ni dans la revanche de la fortune lassée, elle tenait à l'essence même de cette entreprise pleine d'impossibilités. Cette destruction était un fait inévitable dans un

délai plus ou moins éloigné. La flotte française, avant d'arriver à Alexandrie, avait deux fois échappé comme par miracle à une ruine certaine; une fois l'éveil donné aux Anglais, et vu surtout l'importance capitale qu'ils devaient attacher à l'anéantir, l'espérance de conserver nos communications avec l'Europe au moyen de l'escadre était la plus folle des illusions. Notre flotte était dès lors condamnée à être détruite ou à être bloquée de façon à devenir inutile.

La nouvelle du désastre d'Aboukir causa dans l'armée une véritable explosion de désespoir et d'exaspération. Bonaparte donna aux chefs l'exemple du calme et de la fermeté. Il leur dépeignit l'Égypte comme une sorte d'île fermée par les déserts qui l'entouraient de toutes parts qu'il leur serait facile de rendre inexpugnable et dans laquelle ils se créeraient en peu de temps toutes les ressources qu'ils pouvaient désirer. « Si les Anglais relèvent cette escadre-ci par une autre, écrivit-il à Kléber, ils nous obligeront peut-être à faire de plus grandes choses que nous ne voulions faire. » (21 août.) Paroles qui exprimaient une confiance déjà fort ébranlée dans l'esprit de celui même qui les écrivait et qui n'étaient guère de nature à faire illusion au bon sens sceptique et railleur de Kléber.

Dans cet état d'isolement presque absolu où il ne devait plus compter que sur les ressources qu'il pourrait tirer du pays, les hommes de science qui faisaient partie de l'expédition lui furent d'une grande utilité. Il les avait réunis à ses administrateurs et à ses officiers les plus distingués et avait ainsi formé cet Institut d'Égypte qui devait être, dans sa pensée, un

instrument de colonisation aussi bien qu'un corps savant. Il les employa d'abord à mettre en œuvre les ressources économiques de l'Égypte. Avant d'en observer la constitution géologique ou les monuments anciens, ils eurent pour mission d'étudier les produits du sol et les procédés industriels en usage dans le pays. Le général leur distribua leur tâche en une série de questions pratiques où se révélait son esprit organisateur et prévoyant. Ils devaient trouver le meilleur moyen de construire des moulins, de cultiver la vigne, de remplacer le houblon dans la fabrication de la bière, de fabriquer la poudre, de clarifier et de rafraîchir les eaux du Nil, etc. Ces problèmes posés par la nécessité devaient passer avant ceux de la spéculation pure, mais la science eut aussi son tour, et l'on peut dire que l'Égypte n'a été vraiment conquise que par elle. A ce point de vue, du moins, nos sacrifices ne furent pas perdus. Bonaparte établit au Caire une imprimerie arabe et française, grâce à laquelle l'armée put avoir son journal; il y fonda des usines et une monnaie qui rapporta des bénéfices considérables en multipliant les moyens d'échange dans un pays où ils étaient presque inconnus et dont les habitants préféraient des boutons d'uniforme à la monnaie européenne.

Ces soins ne lui firent pas perdre de vue la nécessité d'achever la destruction des mameluks, dont une partie s'était, après la bataille des Pyramides, réfugiée dans la haute Égypte sous les ordres de Mourad-Bey. Cette tâche fut confiée à Desaix qui, après quelques jours de marche, rejoignit Mourad-Bey à Sédiman, où nos ennemis, comme aveuglés par une

routine irrésistible, ne surent nous opposer que la même tactique qu'aux Pyramides, un camp retranché gardé par un corps d'infanterie et flanqué par cinq à six mille cavaliers qui furent, comme aux Pyramides, attirés dans la plaine où ils se brisèrent sur nos carrés, sans que leurs fantassins leur fussent d'aucune utilité. Mais ils montrèrent cette fois un acharnement extraordinaire et partagé par les Arabes qui faisaient partie en assez grand nombre de leur armée. Ce fait prouvait suffisamment combien nous étions loin d'avoir produit l'apaisement que nous supposions. La révolte du Caire vint confirmer la démonstration, mais en l'éclairant du jour le plus sinistre.

Cette insurrection, qui fut préparée avec un secret et un ensemble qui se voient rarement dans les entreprises de ce genre, avait surtout ceci de remarquable, qu'elle ne fut provoquée par aucun de ces excès qui accompagnent d'ordinaire l'occupation étrangère et rendent odieuse et insupportable la présence des envahisseurs. Elle n'avait pas d'autre cause que l'incompatibilité de deux civilisations si opposées. Bonaparte avait mis un art infini à faire de la nouvelle domination un bienfait pour l'Égypte, et le souvenir des mameluks, les plus durs des oppresseurs, devait, ce semble, lui rendre cette tâche facile; il s'attachait chaque jour de plus en plus à se concilier les populations en adoucissant les charges qui pesaient sur elles, en montrant le plus grand respect pour leurs mœurs et leurs préjugés, en flattant surtout jusqu'à l'excès leurs sentiments religieux qui mettaient un abîme entre elles et nous. Il sentait bien qu'en dépit de ses efforts il y avait là une barrière invincible, et ne

pouvant songer à amener les Arabes au christianisme, il eût vu avec plaisir son armée se faire musulmane, pour en finir avec cet obstacle. Mais l'initiative prise à cet égard par le général Menou ne parut que ridicule et trouva peu d'imitateurs, car les soldats avaient, à défaut de conviction religieuse, le sentiment et l'orgueil de leur supériorité morale. Cette impuissance lui faisait regretter de n'avoir pas vécu dans les temps antiques, où les conquérants n'étaient pas arrêtés par des scrupules de ce genre; et parlant d'Alexandre le Grand, il l'enviait surtout d'avoir pu se faire proclamer fils de Jupiter Ammon, ce qui lui avait soumis l'Égypte plus sûrement que vingt batailles gagnées. Quant à lui, tout ce qu'il pouvait faire dans la mesquinerie d'une époque d'analyse et de raisonnement, c'était de recourir aux artifices et aux petits moyens. Il avait adopté le langage sentencieux et imagé de l'Orient; il ne parlait aux cheiks et aux muphtis qu'en leur citant à tout propos des versets du Coran; il se vantait auprès d'eux d'avoir « détruit le pape et renversé la croix; » il s'efforçait de frapper leur imagination fataliste en s'attribuant une force irrésistible et une sorte de mission divine destinée à compléter l'œuvre de Mahomet. Tout cela fut pénétré, percé à jour par ces intelligences barbares qui, pour n'être pas dupes d'un pareil jeu, n'avaient besoin que de l'instinct de conservation et de la haine de l'étranger.

La révolte du Caire éclata le 21 octobre et dura trois jours. Elle fut réprimée avec une rigueur qui prouvait que nous avions déjà emprunté aux Orientaux autre chose que leurs sentences. Sans doute, le sang de nos soldats assassinés dans les rues criait

vengeance ; et puisqu'on s'était mis dans la nécessité d'amener une pareille insurrection, il fallait bien l'étouffer. Mais en présence des calamités qu'il avait provoquées, l'auteur de tant de maux aurait pu se souvenir que tous ces événements n'avaient eu pour origine que son désir de trouver en Égypte de nouveaux moyens d'éblouir les hommes ; alors peut-être eût-il hésité à signer les ordres impitoyables qui changèrent la répression en tuerie. « Le général en chef ordonne, écrivit-il d'abord au général Bon, que vous fassiez passer au fil de l'épée tous ceux que l'on rencontrera dans les rues armés. » (22 octobre.) Cette exécution pouvait sembler suffisante. Cependant il écrivait le lendemain à Berthier : « Vous voudrez bien, citoyen général, donner l'ordre au commandant de la place de faire couper le cou à tous les prisonniers qui ont été pris les armes à la main. Ils seront conduits cette nuit au bord du Nil, entre Boulak et le vieux Caire ; leurs cadavres sans tête seront jetés dans la rivière ; » et quelques jours après à Regnier : « Toutes les nuits nous faisons couper une trentaine de têtes et beaucoup des chefs : cela leur servira, je crois, de bonne leçon. » Les paysans des environs du Caire s'étant associés à la révolte, on en fit saisir et décapiter un grand nombre. Un matin une troupe d'ânes chargés de sacs et escortés de soldats arriva sur la place d'Ez-Bekieh, le centre le plus populeux du Caire : les habitants, attirés par la curiosité, se pressèrent en foule autour de ce convoi ; alors les soldats ouvrirent les sacs, et les têtes des paysans roulèrent à terre sous les yeux de la multitude épouvantée.

Il y eut en tout de notre côté une cinquantaine de

tués environ, et du côté des insurgés de deux mille à deux mille cinq cents. Telle était la réalité de ces rêves brillants qui fixaient et éblouissaient les regards du monde. Si notre sûreté exigeait, comme on l'a dit, de pareilles hécatombes, que penser de l'entreprise qui les avait rendues nécessaires? De ces pauvres fellahs qui se faisaient massacrer pour chasser des étrangers qu'ils considéraient comme les ennemis de leur patrie et de leur foi, ou du jeune ambitieux qui ne leur faisait connaître la civilisation que sous les formes de la violence et de la ruse, qui, pour ajouter un degré de plus à son piédestal, avait amené la mort et la ruine de tant d'hommes, lesquels étaient plus près des traditions de l'ancienne barbarie?

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE SYRIE.

Grâce à cette terrible exécution, l'hiver s'écoula assez tranquillement. L'armée était toujours sans nouvelles d'Europe, et le général Bonaparte non-seulement ignorait ce qui se passait sur le continent, mais ne se doutait pas que la Turquie nous eût déclaré la guerre, bien que ce fait fût facile à prévoir après les procédés dont nous avions usé envers elle en retour de ses bons offices et de sa constante amitié. Ses dispositions pouvaient encore se deviner par l'arrestation de beaucoup de Français en Syrie et par l'attitude non équivoque de Djezzar, le pacha d'Acre, qui ne répondait que par un dédaigneux silence aux lettres si flatteuses du général en chef, en attendant qu'il fît couper la tête à ses envoyés. Ne réussissant pas à obtenir une réponse de Djezzar, il se décida, vers le milieu de décembre, à envoyer M. de Beauchamp à Constantinople. Cet agent avait pour mission de représenter à la Porte « que nous voulions être ses amis, qu'en envahissant l'Égypte nous n'avions

eu d'autre but que de punir les mameluks et les Anglais et d'empêcher les deux empereurs (de Russie et d'Autriche) de se partager l'empire ottoman. » Il devait en outre « demander impérieusement » la mise en liberté des Français arrêtés, et promettre que nous évacuerions l'Égypte « aussitôt que les deux empereurs auraient renoncé à leurs projets de partage.. » Ces instructions (en date du 11 décembre 1798), qui supposaient dans les hommes d'État de la Porte un degré de stupidité peu admissible, n'eurent d'autre résultat que de faire enfermer Beauchamp au château des Sept-Tours. Bonaparte écrivait en même temps et dans le même but « au citoyen Talleyrand, ambassadeur à Constantinople. » Talleyrand lui avait, en effet, promis d'accepter cette ambassade pour faire franchir heureusement à notre alliance avec la Porte ce pas difficile ; mais, en homme avisé, il ne s'était pas pressé de remplir une mission dont il avait compris toute l'inutilité.

Le général ne tarda pas cependant à recevoir des avis qui ne permettaient guère l'incertitude au sujet des intentions réelles de la Porte. Il sut bientôt qu'une armée turque se formait en Syrie, une autre à Rhodes, pour venir reprendre possession de l'Égypte. Il résolut en conséquence de prévenir la première de ces attaques en envahissant lui-même la Syrie. Il éviterait ainsi les dangers de l'effervescence que la présence d'une armée turque causerait en Égypte ; il déconcerterait les plans de l'ennemi et détruirait ses magasins. Il était d'ailleurs toujours entré dans ses projets de s'emparer de la Syrie, cette contrée étant à la fois l'itinéraire obligé de toute armée d'invasion

dirigée contre nous et la base indispensable de nos opérations futures contre les établissements anglais dans l'Inde. La Syrie une fois conquise, quelle suite Bonaparte donnerait-il à l'expédition? Ici, cet esprit, à la fois si positif et si chimérique, se plaisait à donner libre carrière à ces illusions gigantesques qui se mêlaient à ses plans les mieux conçus. Il ne s'y livrait toutefois qu'à demi et se réservait de décider selon les opportunités. Tantôt il étudiait la carte des déserts qui séparent la Syrie de la Perse, refaisait les campagnes d'Alexandre et écrivait à Tippoo-Saïb qu'il se disposait « à le délivrer du joug de fer de l'Angleterre » (25 janvier 1799); tantôt il se représentait soulevant les chrétiens, les Druses et les Grecs contre les Turcs, marchant avec cette immense armée sur Constantinople; de là, prenant, selon son expression, l'Europe à revers, détruisant sur son passage la monarchie autrichienne et faisant en France la rentrée triomphale la plus merveilleuse dont les hommes eussent jamais gardé la mémoire.

Reléguant sur le second plan ces magiques perspectives qu'il ne laissait entrevoir qu'à ses plus intimes confidents, il employa une partie de l'hiver à organiser les préparatifs de l'expédition. De nombreuses razzias exécutées sur les tribus du désert lui procurèrent les chameaux dont il avait besoin : il forma un corps de cavalerie d'un nouveau genre monté sur des dromadaires; il fit entourer d'un petit fort toutes les principales sources qui se trouvaient sur l'itinéraire de l'armée, il embarqua sur trois frégates les munitions et l'artillerie de siége. Déjà dans le but d'assurer la sécurité du pays pendant son

absence, il avait rendu aux habitants du Caire leur divan qui avait été supprimé à la suite de l'insurrection. S'adressant en cette occasion aux chérifs et ulémas dans une curieuse proclamation, il leur disait : « Faites connaître au peuple que depuis que le monde est monde il était écrit qu'après avoir détruit les ennemis de l'islamisme et fait abattre les croix, je viendrais du fond de l'Occident remplir la tâche qui m'a été imposée. Faites voir au peuple que dans le saint livre du Koran, dans plus de vingt passages, ce qui arrive a été prévu, et ce qui arrivera est également expliqué. Je pourrais demander compte à chacun de vous des sentiments les plus secrets de son cœur, car je sais tout, même ce que vous n'avez dit à personne. Mais un jour viendra où l'on verra avec évidence que je suis conduit par des ordres supérieurs, et que tous les efforts humains ne peuvent rien contre moi. Heureux ceux qui, de bonne foi, seront les premiers à se mettre avec moi! » (21 décembre 1798.)

Il fit ensuite un voyage d'exploration sur les bords de la mer Rouge, reconnut les vestiges du canal de Sésostris, examina sur les lieux le problème de la jonction des deux mers et alla au Sinaï inscrire son nom à côté de celui de Mahomet, sur le registre conservé par les cénobites, espèce d'hommage dont il avait cherché l'occasion, car Mahomet était une des figures historiques qu'il admirait le plus, et il lui arrivait parfois de se plaindre que la pauvreté d'imagination de ses contemporains ne lui permît pas de remplir, comme ce grand homme, le double rôle de rénovateur politique et religieux.

Il partit enfin au commencement de février 1799, laissant Desaix dans la haute Égypte, Dugua au Caire et Marmont à Alexandrie. L'armée d'expédition était composée des divisions Kléber, Bon, Murat, Lannes et Reynier; elle se montait à environ douze mille hommes. Les pachas, dont les troupes se concentraient en Syrie, avaient poussé une avant-garde sur le territoire égyptien jusqu'à El-Arysch; elle occupait ce fort et ses environs, lorsque notre armée y arriva après une longue et pénible marche dans le désert. Le fort d'El-Arysch fut enlevé après une résistance de deux jours, la garnison composée d'environ douze cents hommes se rendit prisonnière, et les corps qui tenaient la campagne furent battus et dispersés (20 février). L'armée française s'y reposa et peu de jours après elle entrait en Asie. A Gaza, elle mit de nouveau en déroute la cavalerie de Djezzar-Pacha, et le 3 mars elle était devant Jaffa.

Cette petite ville de la Palestine, si souvent disputée pendant les guerres des croisades, et à laquelle de nouvelles scènes plus sanglantes encore allaient rendre son ancienne célébrité, possédait des fortifications en assez bon état défendues par une garnison d'environ quatre mille hommes. Son gouverneur, qui était un des lieutenants de Djezzar, sommé de se rendre, répondit à la sommation par le procédé favori de son maître, il fit couper la tête à l'envoyé qui en était porteur. Mais les dispositions de Bonaparte étaient si bien prises, qu'au bout de quelques heures de canonnade une brèche suffisante fut ouverte. Il ordonna immédiatement l'assaut. Nos soldats pénétrèrent de vive force dans la place et firent un car-

nage affreux de ses habitants aussi bien que de ses défenseurs. Ils tuèrent environ deux mille personnes. Quelques officiers ayant arrêté le massacre, une partie de la garnison, au nombre de deux mille à deux mille cinq cents hommes environ, qui s'était réfugiée dans les mosquées et dans une sorte de citadelle, se rendit prisonnière, les uns disent à discrétion, les autres disent à condition d'avoir la vie sauve.

Près de mille habitants des provinces voisines qui se trouvaient dans la ville furent renvoyés soit à Damas, soit en Égypte. Mais qu'allait-on faire des deux mille cinq cents prisonniers? Les renvoyer, c'était donner à l'ennemi des recrues certaines; les garder, c'était conserver des bouches inutiles. Leur sort resta en suspens pendant deux jours; le troisième, 9 mars 1799, on les forma en colonne et on les plaça au centre d'un carré commandé par le général Bon, qui les dirigea vers les bords de la mer. Ils avaient compris le sort qui leur était réservé et marchaient en silence avec la morne résignation du fatalisme. Arrivés sur les dunes, on les divisa par petits pelotons et on les tua à coups de fusil et de baïonnette. On possède encore l'original de l'ordre dans lequel le général Bonaparte recommande de fusiller ces malheureux « en prenant ses précautions *de façon à ce qu'il ne s'en échappe aucun.* » Pour l'honneur de la nature humaine cet ordre ne fut pas exécuté sans protestation et sans murmure, et plusieurs chefs de brigades, entre autres le colonel Boyer[1], refusèrent de se charger de l'exécution.

1. *Mémoires* du prince Eugène.

On conçoit que les amis de la mémoire de Napoléon aient tenu à l'excuser de cette horrible boucherie. Ils ont allégué, d'après ses propres affirmations de Sainte-Hélène, trois faits principaux pour en démontrer la nécessité : d'abord le danger d'offrir des renforts à l'ennemi, ensuite l'impossibilité de les garder fondée sur l'impossibilité de les nourrir, enfin leur état prétendu de récidive ; ces prisonniers étaient, pour la plus grande partie, assurent-ils, des soldats que nous avions épargnés à El-Arysch.

Ces allégations ne soutiennent malheureusement pas un examen attentif. A la vérité, le danger de renforcer l'ennemi en relâchant ces prisonniers était réel ; mais il n'avait rien de bien redoutable dans une lutte où, en combattant des armées de quinze à vingt mille hommes, nous avions de trente à quarante tués en moyenne. Il résulte, en effet, du rapport même de Bonaparte au Directoire (en date du 13 mars 1799), que dans les deux siéges de Jaffa et d'El-Arysch, — et les siéges étaient de beaucoup les affaires les plus meurtrières, — et dans les combats de Gaza et ceux qui avaient accompagné jusqu'ici notre marche vers la Syrie, nous avions eu en tout *cinquante tués*. On pouvait donc à la rigueur laisser échapper des ennemis aussi peu dangereux pour nous. Ces malheureux étaient de plus suffisamment démoralisés par le massacre dont ils avaient été témoins lors de la prise de la ville.

Mais il résulte du même rapport qu'on pouvait les garder puisqu'on pouvait les nourrir. A El-Arysch comme à Gaza nous avions trouvé de nombreux approvisionnements. A Jaffa, dit Bonaparte, nous avions

pris « plus de quatre cent mille rations de biscuit et deux cent mille quintaux de riz. » La garde des prisonniers était donc gênante et onéreuse, nullement impossible. Quant à la prétendue identité des prisonniers de Jaffa avec ceux d'El-Arisch, c'est là une des nombreuses fables imaginées à Sainte-Hélène pour influencer le jugement de l'histoire. Il n'y a pas une seule trace de cette assertion dans les nombreuses lettres et pièces de tout genre où Bonaparte a rendu compte de l'événement; on n'en dit pas un mot dans le rapport de Berthier, on n'en dit pas un mot dans la relation de Miot l'historiographe de l'expédition d'Égypte [1]. Il est évident que le général n'eût pas manqué de profiter d'un tel prétexte pour atténuer l'effet odieux de cette exécution. Au Directoire, il dit pour toute réflexion : « J'ai été sévère envers la garnison qui *s'est laissé prendre les armes à la main.* » C'était le seul grief qu'il eût contre elle en vertu de ce qu'il appelait « les lois de la guerre. » C'est à l'île d'Elbe, dans une conversation avec lord Ebrington, que cette circonstance si frappante se présente pour la première fois à son esprit. « Ce qu'on vous a dit de ce massacre est exact, lui dit-il. J'ai fait fusiller à peu près deux mille Turcs. Vous trouvez ça un peu fort; mais je leur avais accordé une capitulation à El-Arysch, à condition qu'ils retourneraient chez eux. Ils l'ont rompue et se sont jetés dans Jaffa. *Je ne pouvais les emmener avec moi car je manquais de pain, et ils étaient trop dangereux pour les lâcher encore*, de sorte que je n'eus d'autre res-

[1] Ce Miot était le frère de celui qui prit plus tard le nom de Melito.

source que de les tuer. » En admettant la possibilité que quelques fugitifs d'El-Arysch aient pu se trouver parmi les défenseurs de Jaffa, ce qui est vraisemblable, ils devaient y être en bien petit nombre, car Bonaparte avait incorporé dans son armée près de la moitié des douze cents hommes de la garnison d'El-Arysch. « Nous avons trouvé à El-Arysch, écrivait-il au Directoire, cinq cents Albanais, cinq cents Moghrebins, deux cents Anatoliens. Les Moghrebins ont pris service avec nous, j'en ai fait un corps auxiliaire. » En supposant que tous les Albanais et les Anatoliens se fussent réfugiés à Jaffa, ce qui n'était pas admissible, et ce qu'il était impossible de vérifier, cela eût fait sept cents hommes répartis sur une garnison de quatre mille, dont la moitié avait été déjà massacrée. Le nombre des soldats d'El-Arysch, parmi les prisonniers de Jaffa, ne pouvait donc s'élever qu'à deux ou trois cents hommes au plus, en admettant comme vraies toutes les données de cette hypothèse. Au sujet de la prise de Jaffa, il disait que « *jamais la guerre ne lui avait paru aussi hideuse,* » espèce de regret dont il croyait devoir l'aveu au récit de tant d'horreurs, mais qui était plus déclamatoire que sincère si l'on s'en rapporte à ce qu'il écrivait sur le même sujet et au même moment à ceux avec lesquels son âme s'épanchait avec plus de liberté : « *La prise de Jaffa,* écrivait-il à Marmont, *a été très-brillante.* Quatre mille hommes des meilleures troupes de Djezzar et des meilleurs canonniers de Constantinople ont été passés au fil de l'épée. » (9 mars 1799.)

Le 14 mars, l'armée se mit en marche sur Saint-Jean d'Acre, emportant avec elle les germes de la

peste qu'elle avait contractée à Jaffa. C'est dans cette place que résidait ce terrible Djezzar, que ses cruautés, ainsi que ce surnom l'indiquait[1], n'avaient pas rendu moins redoutable pour les populations syriennes que pour les Européens. C'est là qu'il avait rassemblé, avec ses trésors, ses troupes les plus braves et d'immenses approvisionnements de guerre. Aux anciennes fortifications de la ville il avait ajouté les ressources de l'art moderne, grâce à Sidney-Smith, le commandant de la croisière anglaise, qui lui avait fourni des ingénieurs et des canonniers. Sidney Smith, caractère aventureux, chevaleresque, officier habile, entreprenant, plein d'une infatigable activité, animé contre les Français et contre leur chef de toute l'ardeur d'une haine nationale, avait compris l'importance de la conservation de Saint-Jean d'Acre; il stimulait incessamment l'énergie du pacha et de la garnison, leur promettait des secours prochains et appuyait du feu de ses vaisseaux la défense de la place.

Déjà il s'était emparé des bâtiments qui transportaient notre artillerie de siége et en avait armé les remparts de la ville. Par suite de ce malheur, l'armée française, en arrivant devant les fortifications, se trouva réduite à les battre en brèche avec son artillerie de campagne, manquant à tel point de boulets qu'elle était forcée de se servir de ceux que l'ennemi lui envoyait avec ses canons. La reconnaissance de la place avait été faite de nuit et très-superficiellement par le colonel Sanson, qui y fut blessé et qui assura qu'elle

1. En arabe, *le Boucher*.

n'avait ni fossé ni contrescarpe. Le premier assaut nous fit durement expier cette erreur. Il fallut avoir recours à la mine, qui ne joua qu'imparfaitement, et un second assaut donné le 28 mars nous causa des pertes encore plus sensibles que le premier. La garnison se défendit avec une vigueur qui étonna nos troupes, peu accoutumées à rencontrer chez les Turcs une résistance aussi vive, et la plupart des soldats qui pénétrèrent dans la brèche furent tués. Le tir de la place, dirigé en partie par des artilleurs européens, était d'une redoutable justesse : les ouvrages que nous attaquions étaient réparés et soutenus par de nouveaux travaux faits dans toutes les règles. Le plan en était tracé par Phélippeaux, officier du génie français qui avait été le camarade de Bonaparte à l'école militaire, et qui tout récemment avait contribué à l'évasion de Sidney Smith de la prison du Temple, où il était détenu comme prisonnier de guerre.

Ces succès avaient relevé le moral de la garnison, qui reçut par mer de nombreux renforts ainsi qu'une immense quantité d'approvisionnements. Bonaparte s'était flatté de soulever contre les Turcs les populations du pays dont une partie nous était favorable. Elles ne lui apportaient aucun appui efficace, et restaient incertaines entre leurs anciens et leurs nouveaux dominateurs. Des deux côtés on leur adressait de pressants appels auxquels elles se montraient peu disposées à se rendre. A la proclamation pleine de magnifiques promesses qu'elles avaient reçues de Bonaparte, Sidney Smith répondait par un manifeste dans lequel il les adjurait « de se fier à la parole d'un chevalier chrétien plutôt qu'à celle d'un renégat sans

honneur, » faisant allusion aux professions de foi musulmanes que le général avait publiées en Égypte. Sir Sidney Smith essaya de ce moyen de persuasion sur nos soldats eux-mêmes qu'il invitait ouvertement à la désertion ; et un échange d'injures personnelles s'en étant suivi entre lui et le général, il s'emporta jusqu'à lui adresser un cartel. Bonaparte se contenta de lui faire proposer ironiquement de neutraliser un terrain sur le rivage et de s'y faire représenter par un des bravaches de l'armée : seule réponse que méritât en effet un défi aussi puéril adressé à un homme tel que lui.

On apprit bientôt qu'une armée de vingt-cinq mille hommes, en partie accourue de Damas, sous les ordres d'Abdallah-Pacha, en partie recrutée parmi les belliqueuses populations de Naplouse, marchait au secours de Djezzar. Kléber se porta à la rencontre de l'ennemi avec sa division, et les deux avant-gardes vinrent se heurter à Nazareth. Celle de Kléber, commandée par Junot et composée de quelques centaines d'hommes, attaquée par des forces décuples, leur tint tête pendant huit heures et se replia en bon ordre sur la division dont elle faisait partie. Celle-ci se trouvait ainsi menacée d'être assaillie par toute l'armée turque ; il était urgent de lui porter secours. Laissant le reste de ses troupes pour tenir en respect la place assiégée, Bonaparte s'avança à marche forcée avec la division Bon et huit pièces d'artillerie afin de dégager Kléber. Arrivée sur les hauteurs qui dominent la vallée dont l'extrémité est fermée par le mont Thabor, l'armée aperçut au loin dans la plaine les faibles carrés de Kléber débordés de tous côtés par une masse

énorme de cavalerie sous laquelle ils semblaient, par moments, comme submergés et anéantis. Alors leur front s'illuminait de flamme et de fumée, et le flot reculait pour revenir bientôt avec une nouvelle furie. Bonaparte prit ses dispositions de façon à tourner les Turcs et à masquer sa marche; il jeta sa cavalerie sur leurs flancs et lorsqu'il ne fut plus qu'à une demi-lieue, un coup de canon avertit Kléber. Aussitôt ses carrés s'ébranlent pour charger l'ennemi que surprend et déconcerte la vue de ce secours inattendu. L'armée turque, cernée de toutes parts dans une sorte de triangle de fer et écrasée par nos feux croisés, trouve à grand'peine une issue du côté des montagnes et du Jourdain, et s'y précipite dans une complète déroute, laissant le champ de bataille couvert de ses morts (16 avril).

Pendant ce temps, les opérations du siége avaient été poussées avec plus de persévérance que de succès, contrariées qu'elles étaient par d'incessantes sorties et par des travaux de contre-approche très-habilement dirigés, qui éventaient et faisaient avorter toutes nos mines. Cependant le contre-amiral Perrée étant parvenu à tromper la vigilance de la croisière anglaise et à amener quelques pièces de siége, on réussit à ouvrir une nouvelle brèche et à faire sauter en partie la tour qui protégeait le principal point d'attaque. Une poignée de braves s'y logea et s'y maintint pendant deux jours, mais ils y furent presque tous tués, et il fallut l'évacuer, sans pouvoir empêcher l'ennemi de réparer cette brèche par de nouveaux ouvrages. L'armée, exaspérée de cette résistance, livra à la place, dans les premiers jours de mai, plusieurs

assauts consécutifs. Lancés avec une impétuosité irrésistible, nos soldats arrivèrent plus d'une fois jusqu'au cœur de la ville; mais là tout était pris ou tué. Le 7 mai, la division Kléber fut rappelée au camp pour prendre part à un assaut général, et tous les soldats se portèrent à sa rencontre la félicitant et lui présageant l'honneur de la prise de la ville [1]. Les grenadiers de Kléber franchissent la première enceinte sous le double feu de la place et des vaisseaux de Sidney Smith; ils forcent ensuite la seconde et pénètrent dans la ville ; mais là leur élan vient expirer au pied du palais de Djezzar et devant chaque maison convertie en forteresse. Ils sont ramenés dans les tranchées, et la garnison, d'heure en heure renforcée par des troupes fraîches, sort par toutes les portes et vient insulter notre camp. Le 10 mai, un nouvel assaut fut donné plutôt pour satisfaire le soldat irrité que dans l'espoir d'enlever la place. Il eut encore moins de succès que les précédents; c'était le quatorzième. Pendant les soixante jours qu'avait duré le siége, la garnison avait fait vingt-six sorties ; nous avions perdu plusieurs généraux et une foule d'officiers du plus grand mérite, Caffarelli, esprit des plus distingués en même temps que militaire excellent, Rambeaud, Croisier, Bon : Lannes et Duroc étaient dangereusement blessés. Plus de quatre mille hommes avaient été mis hors de combat; la peste que nous avions apportée de Jaffa était dans le camp ; enfin on avait reçu la nouvelle que les Turcs se préparaient à embarquer à Rhodes une armée d'expédition pour la

1. *Mémoires* de Lavalette.

basse Égypte. Une prompte retraite pouvait seule conjurer de plus grands malheurs. L'obstination de Bonaparte dut plier devant ces faits inexorables. Que de fois pendant ce siége funeste et ses mortelles lenteurs, en présence du premier échec que lui infligeait la fortune, ne l'avait-on pas entendu s'emporter contre « cette misérable bicoque qui lui faisait manquer sa destinée! » Que de fois plus tard, lorsque son esprit se reportait aux vicissitudes de sa vie passée et aux chances diverses qui s'étaient présentées à lui, n'a-t-il pas répété que, « si Saint-Jean d'Acre était tombé, il eût changé la face du monde, qu'il eût été l'empereur de tout l'Orient! » Et il avait coutume d'ajouter qu'*un grain de sable avait fait échouer tous ses projets*. Mais quelle critique plus frappante pouvait-il faire de leur inanité? Et quelle plus juste condamnation de ces entreprises aléatoires, plus semblables aux inspirations d'un joueur qu'aux combinaisons d'un esprit vraiment politique?

Le 17 mai, la retraite fut décidée, et un long convoi de blessés et de malades prit les devants et s'achemina vers Jaffa pour gagner de là la basse Égypte. Mais quelque amère que fût la déception de Bonaparte, quelque humiliante qu'elle fût pour son orgueil, il ne lui convenait pas de la reconnaître et d'avouer sa défaite. Dans ses bulletins, dans ses lettres, dans ses comptes rendus au Directoire, aux généraux qui étaient restés en Égypte, dans sa proclamation même à l'armée qui reculait devant Acre, mutilée, abattue et étonnée à la fois d'un revers si nouveau pour elle, il prit le ton et les allures du vainqueur : « Il avait rasé le palais de Djezzar, ruiné les fortifications, brûlé la

ville ; il n'y restait pas pierre sur pierre. » Nous nous retirions non devant l'ennemi, mais devant la peste ; nous avions obtenu tous les résultats que nous avions cherchés dans cette campagne, assertion que réfutaient suffisamment le spectacle de tant de malheurs, et la complète évacuation d'un pays dont l'occupation avait été représentée jusque-là comme nécessaire à la sécurité de nos possessions d'Égypte. Il voulut rentrer en Égypte avec toutes les apparences d'un retour triomphal. L'adjudant général Boyer, qui commandait l'avant-garde, reçut l'ordre de porter avec lui les drapeaux turcs et « de les afficher dans tous les villages où il passerait comme des trophées de victoires. » Il devait faire étalage de ses prisonniers. Enfin, ajoutait la dépêche, « il écrira, dira, fera tout ce qui peut le faire entrer en triomphe » (à Berthier, 24 mai 1799).

L'arrière-garde, commandée par Kléber, eut pour instruction de tout détruire sur son passage comme pour étendre le désert au delà de ses limites naturelles. Le général lui enjoignit de brûler les maisons, de piller et d'incendier les villages, de ruiner les moulins, de façon à ce que l'armée qui voudrait nous poursuivre ne trouvât sur son chemin que des cendres fumantes (ordres à Kléber et à Junot).

A Tantourah, les soldats dont les maux ne faisaient que commencer, exaspérés des souffrances qu'il leur fallait endurer sous ce ciel dévorant, sur une route jonchée de mourants délaissés qui leur reprochaient leur abandon en leur tendant les mains, se mutinèrent. Le général Bonaparte s'abstint de sévir contre cette sédition du désespoir. Il se contenta de répri-

mander les généraux, fit mettre toute sa cavalerie à pied excepté celle de l'arrière-garde, et donna l'exemple à ses officiers en abandonnant lui-même tous ses chevaux pour le transport des malades et des blessés. En présence de cette épreuve inattendue et plus forte que sa volonté, une sombre irritation s'était emparée de lui, mais son cœur indomptable n'avait pas fléchi ; et son écuyer étant venu lui demander quel cheval il voulait se réserver, il le frappa de sa cravache en s'écriant : « Tout le monde à pied ! n'avez-vous pas entendu l'ordre [1] ? »

A Jaffa, l'armée fit une halte de quelques jours. La peste était alors dans sa plus grande intensité. Les hôpitaux de Jaffa étaient encombrés de malheureux que ce fléau avait atteints; et l'on s'efforçait pour relever leur moral abattu de leur persuader qu'il n'était pas contagieux. C'est alors que Desgenettes, emporté par un mouvement héroïque, se serait, dit-on, inoculé le mal en présence des soldats, pour faire passer en eux une conviction qu'il n'avait pas, mais qu'il jugeait nécessaire au salut de l'armée. Cette anecdote, longtemps admise comme vraie, paraît aussi contestable que celle qui a donné lieu à l'admirable tableau de Gros; les amis encore vivants de cet illustre médecin assurent lui avoir entendu dire souvent que s'il s'était inoculé la peste il en serait mort, tout comme les deux médecins anglais qui sur la foi de ce bruit, alors très-répandu, voulurent imiter son exemple.

Lorsque l'armée quitta Jaffa, un certain nombre de

1. Lavalette, Miot, Bourrienne.

pestiférés, dont l'évaluation varie de vingt à soixante, restaient dans les hôpitaux, faute de pouvoir être transportés. Leur sort trop probable était d'avoir la tête coupée par les Turcs, comme tous les blessés que nous laissions derrière nous. Bonaparte voulant abréger leurs souffrances, proposa à Desgenettes de leur administrer une dose d'opium, à quoi le médecin répondit par cette belle parole que l'histoire a recueillie : « Mon métier est de guérir les hommes, non de les tuer. » Ce propos fut répété et le bruit ne tarda pas à se répandre dans l'armée que l'ordre d'administrer l'opium avait été en effet donné et exécuté. Bien des années après, dans les conversations de Sainte-Hélène, le grand maréchal Bertrand avouait à Napoléon qu'il y avait toujours cru et que toute l'armée y avait ajouté foi comme lui. Robert Wilson, l'historien de l'expédition britannique en Égypte, s'empara de ce bruit et le grossit démesurément, portant le nombre des malades empoisonnés à plus de cinq cents. Napoléon ne pouvait se dispenser de s'expliquer sur cette grave imputation; mais loin de la détruire il contribua à la fortifier par l'évidente inexactitude de ses allégations. On le voit en effet, dans le *Mémorial,* attribuer à un agent subalterne la proposition d'administrer l'opium, que M. de Las Cases est cependant forcé lui-même de lui restituer en présence de l'unanimité des témoignages. Il assure ensuite que son arrière-garde est restée *trois jours* à Jaffa pour protéger leurs derniers moments, tandis qu'il résulte de tous les ordres et documents originaux que l'arrière-garde a quitté Jaffa le *lendemain* même du jour où l'armée l'a évacué. Enfin, tout en se défen-

dant d'avoir ordonné cette mesure, loin d'en repousser l'idée comme « une atroce calomnie, » selon l'expression du duc de Rovigo [1], il en a soutenu la légitimité, disant à O' Méara, dictant à Bertrand que « c'eût été obéir à la voix de la raison ; que si son fils eût été dans la même situation il eût été d'avis qu'on agît de même à son égard [2]. »

En présence d'une défense aussi faible, il n'y a pas lieu de s'étonner que ce fait, nié par ses partisans avec une indignation au moins déplacée après une telle profession de foi, ait continué à être affirmé par ses adversaires. Le bruit n'a pu être si longtemps accrédité que parce qu'il était conforme à tout ce qu'on savait de son caractère et de ses opinions. Mais l'histoire, qui n'affirme que sur des preuves, doit constater ici que non-seulement cette accusation n'a été fondée que sur des présomptions plus ou moins plausibles, mais que deux circonstances semblent trancher définitivement le débat contre ceux qui l'ont formulée : la première est la rétractation de sir Robert Wilson, qui a déclaré plus tard avoir avancé le fait sur des bruits insuffisants pour constituer une certitude; la seconde et la plus forte est le silence que garde à ce sujet dans ses rapports officiels au gouvernement anglais le commodore Sidney Smith, qui arriva à Jaffa aussitôt que notre arrière-garde en fut sortie, y trouva

1. *Mémoires* du duc de Rovigo. Savary complète son apologie en ajoutant que l'opium n'a pu être administré attendu que l'armée en manquait! Si le fait est vrai, on se demande pourquoi Napoléon aurait négligé un argument aussi décisif.

2. *Mémorial* d'O' Méara.

une partie des pestiférés encore vivants, et ne dit pas un mot de l'empoisonnement dans son compte rendu, bien qu'il y racontât avec complaisance les plaintes que nos soldats élevaient contre leur général. La version la moins éloignée de la vérité est, selon toutes les apparences, celle des mémoires dictés à Bertrand : « Napoléon, dit-elle, donna l'ordre au chirurgien qui resta avec l'arrière-garde, de mettre près des pestiférés de l'opium en leur en désignant l'usage, comme l'unique moyen de se soustraire aux cruautés des Turcs. » Il ne reste donc de bien établi, dans cette fameuse accusation, que l'opinion caractéristique que professait Napoléon sur cette question redoutable. Dans la froide assurance avec laquelle il la tranchait, on doit voir peut-être quelque jactance, mais on doit y voir aussi une âme peu accessible aux scrupules qui font hésiter la plupart des hommes.

De retour en Égypte après une longue et pénible marche à travers le désert, l'armée put prendre quelque repos et se remettre de ses fatigues. Deux révoltes promptement réprimées y avaient signalé l'absence du général Bonaparte : l'une fut celle de l'émir Hadji, l'autre d'un fanatique obscur qui se fit passer pour l'ange El'mody promis par le Coran aux fidèles persécutés. Pour toute nourriture il trempait ses doigts dans un vase de lait et les passait sur ses lèvres ; pour toute arme il ramassait une poignée de poussière et la lançait vers le ciel, assurant qu'elle suffirait pour dissiper notre armée. Plusieurs milliers d'hommes se levèrent à sa voix ; insurrection insignifiante par elle-même, mais qui montrait le peu de progrès qu'avait fait cette assimilation que nous nous étions flattés

d'opérer. Le général Lanusse, officier habile et énergique qui avait déjà battu l'émir, se porta rapidement sur Damanhour, dissipa en quelques instants cette armée de fanatiques et en passa quinze cents par les armes. L'Ange lui-même resta parmi les morts.

La haute Égypte placée sous le commandement de Desaix avait été plus tranquille, grâce à la disparition de Mourad Bey, forcé de se réfugier en Nubie. Mais Bonaparte était à peine de retour au Caire, que ce chef intrépide, averti du prochain débarquement de l'expédition turque préparée à Rhodes, reparut, en même temps qu'Ibrahim Bey recommençait à menacer l'Égypte du côté du désert de Syrie. Suivi de quelques centaines de Mameluks, débris de sa magnifique cavalerie, traqué à la fois par Murat, Desaix, Junot, Friant, Mourad Bey se montrait tantôt sur un point, tantôt sur un autre et tenait tout le monde en échec. On le vit même paraître aux environs du Caire au moment où on le croyait anéanti. Bonaparte impatienté contre cet ennemi insaisissable, ne comprenant rien à sa marche obstinée vers la basse Égypte parce qu'il ignorait encore l'imminence du débarquement projeté, se laissait aller contre lui aux emportements d'une exaspération peu digne d'un ennemi loyal et généreux : « Je désire fort, écrivait-il à Friant, que vous ajoutiez aux services que vous n'avez cessé de nous rendre, *celui bien majeur de tuer ou de faire mourir de fatigue* Mourad Bey ; qu'il meure d'une manière ou de l'autre, et je vous en tiendrai également compte. » (5 juillet 1799). Il écrivait dans le même sens à ses autres lieutenants.

Le 13 juillet, Mourad Bey était aux Pyramides : il

monta sur la plus haute d'où l'on découvrait cette splendide contrée où il avait régné en maître et qu'il traversait maintenant en fugitif; il passa une partie de la journée à chercher des yeux avec sa lunette son palais du Caire, où sa famille était restée, ses beaux jardins de Giseh, aujourd'hui la proie du vainqueur. Bonaparte, qui s'était mis à sa poursuite, comprit le but de sa marche en apprenant qu'une centaine de bâtiments turcs et deux vaisseaux de ligne anglais avaient débarqué à Aboukir, tout près d'Alexandrie, de quinze à dix-huit mille hommes qui avaient tué ou enlevé les quatre cents Français qui défendaient le fort et le village. Il rassembla aussitôt les divisions Lannes, Murat et Bon, et sans attendre les autres renforts qui étaient en marche, il courut à la rencontre de l'ennemi pour l'empêcher de pénétrer dans l'intérieur du pays. Mais l'armée turque, manquant de cavalerie et comptant sur celle de Mourad Bey, s'était contentée de se fortifier dans la presqu'île d'Aboukir, qu'elle avait fermée par une double ligne de retranchements. C'est dans cette position que le général Bonaparte vint la reconnaître le 25 juillet, après s'être assuré qu'Alexandrie était en mesure de résister à un siége, grâce aux travaux d'un officier du génie des plus distingués, le colonel Cretin. Il n'avait pas avec lui plus de six mille hommes, mais voyant que les Turcs manquaient de cavalerie, la seule arme qui les rendît redoutables, il n'hésita pas à les attaquer.

La première ligne de retranchements était séparée de la seconde par une petite plaine d'environ trois quarts de lieue, qui formait une espèce d'isthme

aboutissant d'une part à la mer, de l'autre au lac Madieh. Cette première ligne offrant peu de solidité, Bonaparte espérait rejeter l'ennemi au delà de la seconde, puis le bloquer dans cet étroit espace jusqu'à l'arrivée de nos renforts. En conséquence de ce plan, Destaing attaque la droite des Turcs pendant que Lannes se porte sur leur gauche. Ils soutiennent avec intrépidité ce premier choc, mais Murat ayant percé au centre et pénétré avec sa cavalerie, dans la plaine comprise entre les deux retranchements, ils se voient des deux côtés chargés par elle avant d'avoir eu le temps de regagner leur seconde ligne. Une panique indescriptible s'empare alors de cette multitude qui jette ses armes et se précipite d'un côté dans la mer, de l'autre dans le lac Madieh, afin de gagner les embarcations turques. Nos cavaliers les chargent sur le rivage jusqu'à ce que leurs chevaux aient de l'eau jusqu'au poitrail. Plusieurs milliers d'hommes se noient sous les yeux de l'armée frappée de stupeur à la vue de son propre triomphe. Ce formidable succès l'encourage à forcer la seconde ligne. Plus forte que la première, elle résiste avec acharnement et nous cause des pertes sensibles. Plusieurs officiers de grand mérite, Leturcq, Cretin, Duvivier, Guibert, sont blessés à mort; mais les Turcs étant sortis de leurs retranchements pour couper la tête à nos morts et blessés, une nouvelle charge de Murat les refoule, pénètre avec eux, force ce second obstacle et décide de la victoire. Tout ce qui résiste est massacré ou jeté dans la mer. Trois mille hommes se barricadent dans le village et dans le fort, où ils sont forcés le jour suivant. Tel fut le se-

cond désastre d'Aboukir, plus sanglant peut-être que le premier, mais qui ne pouvait ni en effacer le souvenir ni surtout en réparer les suites [1].

Des négociations pour l'échange des prisonniers ayant été établies, à la suite de cette bataille, entre le camp français et la croisière anglaise, Sidney Smith, soit plaisir de prendre une facile revanche contre le vainqueur, soit désir de jeter le découragement dans l'armée, remit au parlementaire un paquet de journaux à l'adresse du général Bonaparte. Celui-ci n'avait reçu qu'une seule dépêche du Directoire depuis près de dix mois.

Il ne savait rien de ce qui se passait en Europe, et n'avait qu'une idée très-sommaire et très-incomplète de ce qui se passait en France par une lettre que son frère Joseph lui avait fait parvenir secrètement par l'entremise d'un Grec nommé Bourbaki, pour le presser de revenir [2]. Il passa la nuit à parcourir avidement ces gazettes. Il y lut la triste histoire de nos revers, l'Italie perdue, la France menacée; mais ce qu'il y vit surtout, c'est le Directoire, déconsidéré et chancelant, aux prises avec une assemblée qui se ven-

1. Il importe de dire ici, pour éclairer la fantasmagorie des récits militaires, que le bulletin de Bonaparte, sur cette affaire d'Aboukir, diffère en plusieurs points très-importants de celui de Berthier, son chef d'état-major. Enfin, le rapport adressé à Mustafa-Pacha, après le débarquement, en date du 7 séfir (11 juillet), n'évalue l'armée turque qu'à sept mille hommes. On en trouve le texte dans Capefigue, *l'Europe pendant le Consulat*, t. Ier.

2. L'existence de cette lettre, affirmée d'abord par Miot et par l'auteur anonyme des *Mémoires* de Fouché, niée ensuite par Bourrienne et d'autres historiens, est établie d'une façon qui ne peut plus être contestée par les *Mémoires* de Joseph lui-même.

geait de ses humiliations passées. Depuis la réception de la lettre de Joseph, il nourrissait le projet de quitter l'Égypte; la bataille d'Aboukir lui permit de l'exécuter, car il pouvait partir après un tel succès. Ainsi s'expliquerait le mot singulier qui avait, dit-on, frappé Murat avant la bataille : « Ici va se décider le sort du monde. » La lecture des journaux le décida à réaliser sur-le-champ sa résolution.

Il ne fut pas ébranlé un instant par le regret d'abandonner ses frères d'armes. Il communiqua son projet à Berthier et à Gantheaume, qui reçut l'ordre de préparer avec le plus grand secret les frégates la *Carrère* et la *Muiron*. Cela fait, il retourne au Caire pour y prendre les dernières mesures que nécessite son départ. De sourdes rumeurs commençaient à courir au sujet de sa détermination. Il les fait démentir et répand le bruit de son prochain voyage dans la haute Égypte. Enfin, après avoir donné rendez-vous à ceux qu'il voulait emmener avec lui, il quitte la ville accompagné de quelques officiers; mais au lieu de remonter le Nil, il en descend le cours et se porte rapidement dans la direction d'Alexandrie. Arrivé près des bords de la mer, sur une plage écartée, il s'assure si les frégates sont à l'endroit indiqué : elles y étaient en effet, et tout était disposé comme pour une fuite. Alors seulement il juge inutile de taire plus longtemps ses projets, et s'adressant à Eugène de Beauharnais : « Eugène, lui dit-il, tu vas revoir ta mère. »

Le prince Eugène assure dans ses Mémoires que ces paroles ne lui causèrent pas toute la joie qu'il aurait dû en ressentir. Les circonstances dans les-

quelles s'effectuait ce départ furtif expliquent ces sentiments d'un cœur jeune et généreux. Le général Bonaparte pouvait se croire nécessaire à la France en péril, mais il l'était encore plus à cette armée confiante en son génie, qui allait chaque jour s'affaiblissant par ses victoires mêmes, et qui était sur le point d'avoir affaire à de nouveaux ennemis beaucoup plus redoutables que les Turcs, à des armées anglaises et russes.

L'ayant lui seul engagée dans la plus téméraire des entreprises, il était tenu de partager jusqu'au bout ses périls. Il ne lui était permis ni de croire à la possibilité d'envoyer des secours efficaces, ni d'ignorer que cet abandon allait la jeter dans le découragement. L'élite des soldats, la fleur de l'armée avait péri dans la désastreuse campagne de Syrie; il achevait de lui enlever presque tout ce qui restait de bons officiers, ce qui en faisait la vraie force. Il emmenait avec lui Lannes, Murat, Berthier, Marmont, Andréossy, Duroc, Bessières, Lavalette, sans parler d'hommes non moins utiles à un autre point de vue, Monge, Berthollet, Denon, etc.

Il laissait à Kléber un commandement désormais sans ressort et sans prestige. Voulant éviter les reproches que ne lui aurait pas épargnés la mâle franchise de Kléber, il lui avait assigné un rendez-vous auquel il savait qu'il ne pourrait pas se trouver. Il avait appris à connaître, pendant la campagne de Syrie, l'indépendance d'esprit et le ferme bon sens de ce général, qui avait plus d'une fois relevé ce que les plans de Bonaparte avaient de hasardeux et de chimérique. Dans les instructions que celui-ci lui fit remettre, Klé-

ber était autorisé à traiter de l'évacuation de l'Égypte « s'il venait à perdre quinze cents hommes de la peste, » recommandation suffisamment significative. Dans une proclamation qu'il adressait au divan du Caire, Bonaparte disait « partir pour aller se mettre à la tête de son escadre; » il assurait qu'il serait de retour avant deux ou trois mois.

Kléber ressentit avec une vive amertume les procédés que le général en chef avait employés à son égard; il fut indigné de l'adroite manœuvre par laquelle on se déchargeait sur lui du fardeau d'une responsabilité dont la gloire ne pouvait plus compenser les dangers. Il se plaignit; il exposa, avec la clairvoyance de sa haute raison, mais avec la douleur d'une âme patriotique, l'issue inévitable de la situation dans laquelle on le laissait. Mais sa lettre, qui était adressée au Directoire, et qui eût jeté sur ce long roman de l'expédition d'Égypte une lumière dont on ne peut calculer les effets, interceptée en route par les Anglais, arriva trop tard, en seconde expédition, et fut remise à Bonaparte, premier consul. La fortune, qui venait de transformer l'accusé en juge, leur avait dès lors préparé à tous deux leur récompense : à l'un le poignard d'un fanatique, à l'autre le premier trône du monde [1].

1. Bonaparte fut d'autant plus sensible aux critiques de Kléber qu'elles étaient pour la plupart d'une irréfutable justesse. Il a publié sa lettre en l'accompagnant d'une réfutation en règle dans laquelle il s'appuie sur des états dont les chiffres se prêtent complaisamment aux violences de sa logique. Un seul éclaircissement suffira pour faire juger de l'exactitude de ses assertions. Il s'attache principalement à démontrer que Kléber a exagéré la faiblesse de son armée pour amener le Directoire à consentir à la paix. Or, trois mois auparavant, le 28 juin 1799, Bonaparte écrivait lui-même au Directoire,

pour lui demander instamment des secours, et il disait : *S'il vous est impossible de nous faire parvenir tous ces secours, il faudrait faire la paix.* Il affirme, dans sa réponse à Kléber, qu'à la date où celui-ci écrivait, c'est-à-dire le 26 septembre 1799, l'armée n'avait encore perdu que quatre mille cinq cents hommes. Or, dans cette même lettre du 28 juin, il écrivait au Directoire : « *Il résulte de l'état joint à cette lettre que l'armée française, depuis son arrivée en Égypte jusqu'à ce jour, a perdu cinq mille trois cent quarante-quatre hommes.* » Depuis lors jusqu'au moment où Kléber écrivait, l'armée avait livré plusieurs affaires de détail ; elle avait perdu les quatre cents hommes enlevés dans la presqu'île d'Aboukir lors du débarquement, elle avait eu, selon le plus grand nombre des rapports, de mille à quinze cents hommes hors de combat à la bataille d'Aboukir ; elle avait perdu les quatre ou cinq cents personnes que Bonaparte avait emmenées avec lui en France, en outre des soldats étaient encore morts de la peste et de maladie pendant ces trois mois. Bonaparte se livre ensuite à de longues supputations pour prouver « *qu'au mois de septembre 1799 l'armée d'Égypte était encore de vingt-huit mille cinq cents hommes, éclopés, vétérans, hôpitaux, tout compris.* » Dans sa lettre du 28 juin, avant le surcroît de pertes que j'ai énuméré, se livrant à un calcul de probabilité fondé sur ses pertes passées, il disait : « *Nous serons à la saison prochaine réduits à quinze mille hommes effectifs, desquels ôtant deux mille hommes aux hôpitaux, cinq cents vétérans, cinq cents ouvriers qui ne se battent pas, il nous restera douze mille hommes, compris cavalerie, artillerie, sapeurs, officiers d'état-major, et nous ne pourrons pas résister à un débarquement combiné avec une attaque par le désert.* »

Les assertions de Kléber reçoivent en outre une confirmation éclatante des pièces publiées, en même temps que sa lettre, par la *Correspondance interceptée,* et dont l'authenticité est inattaquable. On y trouve entre autres : 1° le rapport de Damas, le chef d'état-major général, au ministre de la guerre (en date du 10 octobre 1799), rapport d'où il résulte que l'armée est réduite à vingt-deux mille hommes, dont six mille hors d'état d'entrer en campagne ; 2° un rapport de Poussielgue, contrôleur général des finances, qui peint sous les couleurs les plus sombres la détresse de l'armée ; 3° une lettre du général Dugua aux directeurs, dans laquelle on lit : « Bonaparte nous a abandonnés sans argent, sans poudre, sans boulets, et une partie des soldats sans armes. »

Les historiens qui, à cette occasion, n'ont pas craint de noircir la mémoire de Kléber se sont contentés, pour tout contrôle, de copier servilement les récriminations de Napoléon.

CHAPITRE XII.

LE DIX-HUIT BRUMAIRE.

Depuis le départ du général Bonaparte pour l'Égypte, de grands changements s'étaient accomplis dans la situation de la France. A l'intérieur, les partis avaient poursuivi à outrance cette guerre de conspirations et de coups d'État qui avait été inaugurée par le 18 fructidor; mais ils y dépensaient désormais plus d'intrigue que de violence, et il ne leur était plus donné de soulever les mêmes passions, signe évident de la lassitude de la nation. Tombée devant le mépris aussitôt qu'elle avait cessé d'inspirer la crainte, la tyrannie, mal soutenue, des Fructidoriens, avait fait place à une perpétuelle instabilité dans les pouvoirs publics comme dans l'opinion. A l'extérieur, ces créations éphémères que nous avions importées chez tous nos voisins, en décorant de quelques lambeaux de légalité républicaine l'insolence et la brutalité du régime militaire, s'étaient partout écroulées à la première annonce d'une coalition nouvelle. Les peuples auxquels

nous nous étions vantés d'apporter la liberté et à qui nous étions parvenus à faire regretter leurs anciens maîtres à force d'abus et de vexations, ne se levèrent nulle part pour défendre des institutions déshonorées par le pillage, la violence et tous les excès de la domination soldatesque.

La double invasion de la Suisse et des États-Romains, qui s'était exécutée sous la haute direction de Bonaparte quelques semaines avant son départ pour l'Égypte, avait déjà gravement compromis le succès des négociations entamées à Rastadt; l'éloignement de la plus belle armée et des meilleurs généraux de la République au moment où leur présence était si nécessaire pour intimider nos ennemis, fit définitivement avorter les essais de conciliation. L'Angleterre n'eut pas de peine à rallier nos anciens adversaires : l'Autriche brûlait de prendre sa revanche de tant d'humiliations, elle en saisit avec joie l'occasion; l'Allemagne entra dans la coalition pour reconquérir les provinces rhénanes, le roi de Naples pour éloigner la révolution de ses frontières, et deux nouveaux alliés se joignirent à ces puissances : la Turquie, que nous avions pris soin de pousser nous-mêmes dans le camp des coalisés, et la Russie, qui épousa leur cause en raison du vif intérêt qu'elle portait dès lors à la Turquie.

La reprise des hostilités nous fut notifiée par l'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt, atrocité dont la maison d'Autriche ne s'est pas encore lavée. Elles avaient déjà commencé en Italie, où le roi de Naples, emporté par une haine longtemps contenue, devança le signal et paya de la perte de son trône sa

précipitation inconsidérée. Championnet était entré à Naples après une campagne rapide comme une promenade militaire; il avait ajouté la république parthénopéenne à toutes ces républiques d'un jour que nous avions fondées en Italie. Presque en même temps le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane étaient détrônés et le Piémont était réuni à la France.

Grâce à ces conquêtes plus funestes que des défaites, la ligne que nous avions à défendre avec nos armées si réduites, lorsque les troupes de la coalition s'avancèrent sur nous, s'étendait d'Amsterdam jusqu'à Naples. Nous fûmes attaqués à la fois en Suisse, en Hollande, en Italie et sur le Rhin. Occuper Naples avec une partie considérable de nos forces pendant que les Austro-Russes nous débordaient de tous côtés sur l'Adige, était une faute d'autant plus impardonnable que Bonaparte l'avait maintes fois signalée comme faite pour perdre irréparablement notre conquête. Plutôt que de la commettre, il n'avait pas hésité à désobéir au Directoire, et c'était avec Schérer pour général en chef qu'on croyait aujourd'hui pouvoir se la permettre impunément! Elle fut expiée par plusieurs défaites tellement désastreuses, que Moreau lui-même ne fut plus en état de les réparer, lorsque Schérer, accablé sous le poids de sa propre incapacité, abandonna son commandement poursuivi par les huées de ses soldats. Tout ce qu'il put faire fut de sauver les restes de l'armée par une de ces retraites incomparables où l'habileté de ses dispositions, la variété de ses ressources, son sang-froid et son inébranlable solidité s'élevaient à la hauteur du génie; mais il ne réussit pas à opérer à temps sa

jonction avec l'armée de Championnet que Macdonald ramenait dans la haute Italie, et qui fut écrasée à la Trebia par Souvarow. Moreau en rallia toutefois les débris et dut se borner à garder la ligne des Apennins. L'Italie était perdue pour nous, et les Italiens étaient restés jusqu'au bout spectateurs passifs et presque indifférents d'une lutte qui ne leur laissait que le choix entre leurs anciens et leurs nouveaux oppresseurs.

Nos armes n'étaiènt pas plus heureuses sur le Rhin, où Jourdan s'était fait battre par l'archiduc et avait été forcé de repasser le fleuve. En Hollande et en Belgique, notre position était tout aussi compromise. Le duc d'York y était débarqué à la tête d'une armée de quarante mille Anglo-Russes, et menaçait nos provinces du Nord. Enfin la guerre civile, rallumée par la chouannerie, avait reparu en Bretagne et en Vendée, et semblait concerter ses efforts avec la guerre étrangère pour précipiter notre ruine. La France était à la veille d'être envahie.

C'est sous l'impression de ces désastres que se firent les élections du mois de mai 1799. L'opinion publique en France était presque unanime à imputer ces malheurs aux fautes du Directoire, et en cela elle ne se trompait point, bien qu'il ne fût ni le seul, ni peut-être le principal coupable. Les élections se ressentirent de ces dispositions de l'esprit public, et les Conseils, domptés et soumis depuis l'épuration de fructidor, virent avec des transports de joie leur opposition muette se transformer tout à coup en une majorité à laquelle le désarroi, la stupeur du gouvernement et l'irritation du sentiment national commu-

niquaient une force irrésistible dans des circonstances aussi critiques. Le Directoire, démoralisé, se sentant atteint personnellement par cette manifestation dont le sens ne pouvait plus être équivoque, n'osa pas recommencer cette fois les cyniques prévarications à l'aide desquelles il avait faussé les élections précédentes, en substituant ses propres créatures aux élus de la nation par son coup d'État du 22 floréal. Encouragés par le cri public qui imputait tous nos revers à l'incapacité des directeurs, les Conseils s'empressèrent de prendre leur revanche des avanies de fructidor.

Leur premier soin fut de faire entrer Sieyès au Directoire en remplacement de Rewbell, dont les pouvoirs venaient d'expirer légalement. De retour depuis peu de son ambassade de Berlin, où il avait montré du tact et de l'habileté, l'abbé Sieyès était notoirement hostile à la politique du gouvernement; on savait qu'il avait un système, visait plus haut qu'à un changement de personnes et pousserait de toutes ses forces à l'établissement d'un nouvel ordre de choses. Quant à Rewbell, il était devenu impopulaire en raison de son amitié pour Schérer et de ses liaisons avec le fameux Rapinat, dont les exactions avaient trop bien justifié le nom. Cette amitié compromettante avait fait soupçonner à tort la probité de Rewbell, qui vécut et mourut pauvre; mais l'instinct public ne s'était pas trompé en lui attribuant la principale influence dans le Directoire depuis le 18 fructidor, et il portait justement la peine de son inintelligente administration. Comme chez tous les hommes dont l'esprit est trop inférieur au caractère, la fermeté, chez

Rewbell, dégénérait en un aveugle entêtement, et l'attachement aux principes en vues étroitement exclusives, plus faites pour une secte que pour un parti politique.

Par la nomination de Sieyès, la brèche était ouverte dans le Directoire. Les Conseils poursuivirent leur succès en destituant Treilhard, dont l'élection avait été entachée par un vice de forme, et ils achevèrent leur victoire en forçant Merlin et Lareveillère à donner leur démission. Barras, épargné parce qu'il était devenu insignifiant et se retrouvait toujours du côté des plus forts, resta seul de l'ancien Directoire; et Gohier, Moulins, Roger-Ducos, hommes sans notoriété, dont la médiocrité ne pouvait alarmer personne, prirent la place des directeurs sortants. Tel fut le résultat de la journée connue sous le nom de 30 prairial, qui fut une réplique au 18 fructidor, et le coup d'État du Corps législatif contre le Directoire.

Le réveil du sentiment national rendit aux mesures défensives l'énergie et l'élan qui étaient nécessaires pour sauver la France. Bernadotte, esprit politique en même temps que militaire distingué, avait été nommé ministre de la guerre; il réorganisa tous les services avec une admirable activité et enflamma de son zèle patriotique les généraux et les soldats. La conscription venait d'être votée et remplit les cadres presque vides de nos armées. Bernadotte passait en revue cette jeunesse et l'électrisait par ses exhortations : « Enfants, leur disait-il, il y a sûrement parmi vous de grands capitaines! » Ces simples paroles suffisaient encore pour faire des héros. Le trésor, épuisé, trouva des ressources nouvelles dans un emprunt forcé qui

avait le tort de consacrer le principe de l'impôt progressif, c'est-à-dire l'arbitraire en matière d'impôts. La chouannerie fut frappée au cœur par la loi des otages, mesure inique qui rendait toute une classe de personnes responsable des excès commis par les chouans. On vit reparaître les sociétés populaires, toujours présentes dans un grand danger national; les débris de la société des jacobins se réunirent au *Manége*, dans la salle où avaient siégé nos grandes assemblées. Enfin nos armées se préparèrent à reprendre l'offensive sur tous les points.

Mais la victoire des Conseils, loin d'apaiser les partis, n'avait fait qu'encourager leurs espérances. La Constitution de l'an III n'avait été à leurs yeux qu'une arme dont ils avaient, chacun à son tour, cherché à s'emparer pour se frapper les uns les autres. Voyant que cette arme leur échappait sans cesse, ils reprochèrent aux imperfections de ce régime le mauvais usage qu'ils en avaient fait, et commencèrent à méditer sa ruine. Les deux principaux défauts de la Constitution de l'an III frappaient tous les esprits clairvoyants; ils avaient été suffisamment mis en lumière, l'un par l'antagonisme permanent des Conseils et du Directoire, l'autre par la conspiration toujours renaissante d'une moitié des directeurs contre l'autre moitié. Ces défauts pouvaient être facilement corrigés par une définition plus exacte des prérogatives parlementaires d'une part, et par l'introduction de l'unité dans le pouvoir exécutif de l'autre; mais chaque faction, ne voulant du pouvoir que pour en faire sa forteresse, trouvait plus commode de procéder en faisant table rase de toutes les institutions existantes. Les

républicains du Manége rêvaient un rétablissement de la dictature jacobine. Ils avaient à leur tête deux généraux, Jourdan et Augereau, l'un républicain austère et convaincu, l'autre le héros turbulent de la démagogie militaire. Sieyès, porté au Directoire par l'opinion modérée après son ambassade de Berlin, à laquelle on attribuait le maintien de la neutralité prussienne, avait toujours en poche ce fameux projet de constitution dont tout le monde parlait et que personne n'avait jamais vu. Il ne pouvait pardonner à la Constitution de l'an III d'avoir supplanté ce chef-d'œuvre incompris, dernier mot de son expérience révolutionnaire. Sa position à la tête du gouvernement qu'il voulait renverser, sa réputation consacrée par une flatterie de Mirabeau et habilement surfaite grâce au mystère même dont il se plaisait à s'entourer, sa supériorité évidente sur ses collègues, sa connaissance des hommes et des partis, lui donnaient de grands avantages comme chef de conspiration et avaient rallié autour de lui, avec les plus ambitieux et les plus habiles, tous ceux qui, étant las des agitations, voulaient un changement de nature à réaliser un ordre de choses plus stable et à assurer leur propre repos. Son ton d'oracle, son esprit sarcastique et dédaigneux, sa célébrité, due à quelques mots fortement frappés qui avaient retenti dans la Révolution comme des axiomes, faisaient illusion sur le vide de ses conceptions politiques ; de même que la simplicité apparente de ses habitudes et la hauteur présumée de son ambition faisaient illusion sur les mobiles qui dominaient ce prêtre cupide. Sieyès n'avait pas eu de peine à subjuguer l'esprit faible et incertain de son

collègue Roger-Ducos; il avait également gagné à ses vues la majorité du conseil des Anciens, composée en grande partie de ces conventionnels de la Plaine qui, comme lui, pendant la tourmente de 93, avaient baissé la tête pour se faire oublier, et pour toute gloire s'étaient contentés de *vivre.* Ses intentions n'ayant pas tardé à être devinées et publiées, toute la classe très-nombreuse dont les intérêts ont avant tout besoin de sécurité et d'ordre avait placé en lui ses espérances, se faisant conspiratrice au nom des idées de conservation. Ces éléments avaient fait de ce groupe le parti le plus fort, sinon le plus entreprenant, et tous ceux qui savaient le mieux voir de quel côté soufflait le vent, ceux qui, soit ambition, soit découragement, soit expérience, n'attendaient plus rien des institutions de l'an III, Talleyrand, Rœderer, Cambacérès, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Cabanis, Sémonville, Benjamin Constant, Daunou lui-même, lui avaient tout naturellement apporté leur adhésion.

Quant à Barras, son nom avait perdu toute signification politique. Ayant trahi tour à tour tous les partis, renié toutes les opinions, il ne représentait plus qu'une chose, l'immoralité; mais telle était la corruption publique et privée, que c'était encore là une force. Entouré d'une cour d'agioteurs et de femmes perdues, usé et méprisé, mais conservant encore une sorte de popularité due à sa facilité d'homme vicieux, il ne s'étudiait plus qu'à sauver sa situation personnelle; il allait des uns aux autres, inquiet, étonné de ne plus faire peur, prodiguant l'intrigue, les artifices, les insinuations, les perfides avances, offrant des gages auxquels personne

ne croyait plus, et flottant, comme l'écume, à la surface des partis. Toujours préoccupé du soin de sa sûreté, il était entré, par l'entremise de Fauche-Borel et de David Monnier, en négociation avec Louis XVIII, avait obtenu de lui une sauvegarde avec de magnifiques promesses; puis, craignant d'être découvert, il avait mis ses collègues au courant de toute l'intrigue, sous prétexte de les éclairer sur les dangers de la République, en réalité pour les tromper plus à son aise et se faire un mérite de toutes ses trahisons en trahissant tout le monde à la fois. Il s'était peu à peu retiré des affaires, ne retenant dans ses mains que la police qu'il gardait comme son égide par l'entremise de Fouché, ministre digne d'un tel maître, et de Réal, son ami et son confident.

La Constitution de l'an III n'avait plus, au sein du Directoire, que deux défenseurs, Gohier, ex-ministre de la justice, âme honnête et inoffensive, jurisconsulte intègre et érudit, mais esprit sans pénétration, complétement étranger à la connaissance des hommes et des affaires, qu'une ironie du sort avait seule pu fourvoyer dans la politique. Avec lui, le général Moulins, républicain ardent, mais homme d'État non moins inexpérimenté que Gohier, officier inconnu aux armées, sans influence sur le soldat. Ce qu'il y a de plus triste dans cette histoire des derniers jours de la République, c'est de voir tant de droiture inutile, et la vertu presque ridicule. Jamais il n'apparut plus clairement combien dans certaines situations les bonnes intentions servent de peu sans une grande âme, car la république française aurait peut-être évité César si elle avait possédé Caton.

Dans le ministère, ces deux directeurs avaient pour principal appui Bernadotte, le ministre de la guerre, homme d'une incontestable capacité politique et militaire, d'un esprit ferme, actif, entreprenant, et dont l'ambition avait depuis longtemps deviné celle de Bonaparte. Mais Bernadotte, qui d'ailleurs fut bientôt écarté des affaires par le défiant Sieyès, ne pouvait guère à lui seul suppléer à l'insuffisance d'un parti dont s'était séparé Daunou lui-même, le principal auteur de la Constitution de l'an III, témoin mélancolique et résigné des efforts qui préparaient la chute de son œuvre.

Pour réaliser ses plans et pour consolider le gouvernement qu'il se proposait d'établir, il fallait à Sieyès un homme d'action, un bras dont il serait l'âme et le moteur. Étant encore ambassadeur en Prusse, il avait songé un instant à confier ce rôle à un prince de la maison de Brunswick, choix qui prouve assez tout ce qu'il y avait de chimérique dans ce singulier esprit. Le nom des Brunswick était indissolublement lié au souvenir d'un manifeste qui les rendait à tout jamais impopulaires en France. Plus tard, il avait, assure-t-on, fait adresser à Bonaparte, sous le couvert du chargé d'affaires de la Prusse à Constantinople, un mémoire pour le presser de revenir en France; mais il n'est nullement établi que ce mémoire soit jamais parvenu à son adresse. Il avait ensuite tenté Bernadotte, qu'il n'avait pas trouvé d'humeur à lui servir d'instrument. Il avait enfin jeté les yeux sur le général Joubert, dont les opinions à la fois fermes et modérées et le noble caractère étaient sympathiques à tous les partis. Mais Joubert n'ayant

pas encore conquis, malgré ses brillants services, une illustration qui le mît hors de pair, on résolut de lui donner le commandement de l'armée d'Italie pour lui fournir une occasion de faire promptement de grandes choses. En même temps, pour faire taire ses hésitations et pour l'attacher par des liens plus étroits à un parti dont les intrigues et les arrière-pensées lui plaisaient si peu qu'il dénonçait de lui-même à Gohier les projets de Sieyès, on le maria à la fille de M. de Sémonville.

En attendant que la renommée de Joubert eût suffisamment grandi pour lui donner droit à une place à la tête du gouvernement, Sieyès résolut de frapper le seul parti dont l'énergie lui parût à craindre. C'était le vieux parti jacobin qui avait relevé la tête depuis le 30 prairial, et qui, par l'agitation qu'entretenaient les clubs, principalement celui du Manége tendait à reprendre son ancienne influence sur le peuple. Un rapprochement, ménagé par Bernadotte, était en voie de s'opérer entre ce parti et les Constitutionnels conduits par les directeurs Gohier et Moulins. Sieyès prévint ce danger par une série de mesures arbitraires dirigées à la fois contre la presse et contre les clubs. Ses deux collègues se trouvèrent ainsi compromis et les Jacobins désarmés. Les principaux journalistes du parti furent déportés à Oléron, en vertu d'un simple arrêté (12 fructidor), et la salle du Manége fut fermée ainsi que les autres lieux de réunion des sociétés populaires. Personne ne s'en émut. Grâce aux épouvantables souvenirs laissés par la Terreur, on pouvait dès lors tout oser contre les lois en menaçant la France du fantôme du terrorisme. Jourdan s'efforça

d'arracher aux Conseils une déclaration constatant « que la patrie était en danger; » mais cette motion, qui avait pour but de substituer une dictature des assemblées au gouvernement du Directoire, fut écartée, et la faction du Manége resta battue et désorganisée.

Le parti de Sieyès allait sans cesse en se fortifiant et en recrutant de nouvelles adhésions. Mais la mort prématurée de Joubert, tué à Novi à la tête de ses soldats le jour même de l'ouverture de la campagne, arrêta court l'entreprise. Sieyès essaya de gagner Moreau; mais il ne put entraîner cet esprit timide et incertain, dont l'honnêteté native sut repousser cette tentation, mais resta toujours inutile faute d'initiative et de décision [1]. En présence de ce refus, Sieyès fut de nouveau contraint d'ajourner ses projets.

Pendant ce temps, nos armées, grâce à l'élan imprimé par Bernadotte aux choses de la guerre, et grâce au génie et à l'intrépidité des chefs, avaient ressaisi la victoire sur tous les points, excepté en Italie, où nous étions réduits à la défensive. Masséna, dans une admirable campagne de quinze jours, qui est connue sous le nom sommaire de bataille de Zurich, avait complétement détruit l'armée austro-russe; et le général Brune, après avoir défait le duc d'York à Berghen et à Castricum, l'avait forcé à capituler. La Hollande se trouvait dégagée comme la Suisse, et si nous avions été moins heureux en Italie, du moins notre frontière des Alpes était intacte, et Championnet en avait fait une barrière impénétrable.

1. « On m'a offert, c'est un fait connu, la dictature en France avant le général Bonaparte; je l'ai refusée. » Déclaration extraite du procès de Moreau.

Quelques jours à peine s'étaient écoulés depuis l'annonce de ces victoires, lorsqu'un messager d'État, envoyé aux Conseils par le Directoire, fut introduit avec une certaine solennité dans la salle où siégeaient les Cinq-Cents. Il se fit un profond silence. Alors le président lut à l'assemblée le bulletin de la victoire d'Aboukir, que le gouvernement venait de recevoir du général Bonaparte. Cette lecture fut accueillie par une triple salve d'applaudissements. Depuis longtemps aucune de ses dépêches n'était parvenue au Directoire. On ne connaissait la situation de notre armée d'Égypte que par des rapports venus de l'étranger, et l'obscurité qu'ils laissaient planer sur le sort de cette aventureuse expédition, loin de diminuer l'intérêt qui s'attachait à nos soldats et à leur chef, avait jeté une inexprimable anxiété dans tous les cœurs. Leurs noms, qui nous revenaient associés aux souvenirs de cette contrée antique et mystérieuse, leur avaient emprunté un reflet de poésie que grandissaient encore l'éloignement, le péril, et cette vague incertitude qui les enveloppait de toutes parts comme la fumée des batailles, et les dérobait aux regards. L'armée d'Égypte ne nous apparaissait plus qu'à travers le double mirage du désert et de l'histoire. L'imagination populaire, où tout se transforme au gré d'une fantaisie qui est loin d'être toujours équitable, s'était déjà emparée de cette grande aventure ; elle en avait fait une légende selon laquelle Bonaparte et l'armée d'Italie avaient été *déportés*[1] en Égypte par un gouvernement jaloux de leur

1. Cette expression se trouve textuellement dans la plupart des adresses qui furent envoyées aux Cinq-Cents, à la suite du 30 prairial. — Voir entre autres le *Moniteur* du 8 juillet 1799.

gloire. Le mot *exil de Bonaparte* était une formule consacrée dans la plupart des motions populaires. On exaltait son désintéressement et son patriotisme. On le plaignait hautement de n'avoir échappé au sort de Hoche que pour se voir condamné à une fin plus funeste encore.

De là l'effet immense que produisit la victoire d'Aboukir, fait d'armes dont l'importance réelle était loin d'égaler le prestige. Les jours suivants, le *Moniteur* publia les rapports de Bonaparte sur des faits plus anciens : la campagne de Syrie, la bataille du mont Thabor, la prétendue destruction de Saint-Jean d'Acre, avec toutes les dissimulations et les brillants artifices de mise en scène qui accompagnaient ces récits. Le Directoire qui, dans le cours de la saison précédente, avait eu à annoncer plus de défaites que de victoires, donna à dessein un grand éclat à cette publication. Le *Moniteur* en était encore aux relations plus circonstanciées de Berthier, le chef d'état-major, sur les mêmes événements, lorsque, le 15 octobre, il annonça une nouvelle auprès de laquelle tout le reste pâlissait: Bonaparte était débarqué à Fréjus; il y avait été accueilli avec transport par les habitants de cette ville, qui l'avaient dispensé de l'observation des lois sanitaires, et il se dirigeait vers Paris, salué par l'enthousiasme des populations.

Le général était en effet de retour en France après une longue et pénible traversée, pendant laquelle il avait échappé aux croisières anglaises avec ce bonheur surprenant, merveilleux, qui ne lui faisait jamais défaut dans les circonstances qui dépendent du seul hasard. Il avait été forcé de relâcher pendant quel-

ques jours en Corse, et là s'était promptement remis au courant de l'état des affaires et de la situation respective des partis. Ses intentions étaient déjà arrêtées le jour où il avait résolu de quitter l'Égypte. Il revenait appartenant plus que jamais à cette pensée secrète qui, depuis deux ans, le suivait côte à côte et l'avait accompagné jusqu'au fond des déserts. Il était décidé à tout faire pour s'emparer du pouvoir. Mais quels auxiliaires choisir au milieu de ce chaos des factions? sur quels éléments s'appuyer? Quelque déchue que fût la République, parviendrait-il, à la faveur de tant de déchirements, à trouver un parti capable de renier les généreuses visées de la Révolution pour s'attacher à la fortune d'un soldat? ou bien lui faudrait-il s'absorber lui-même dans un de ces groupes d'opinions, en servir les intérêts, en épouser les vues, en subir les conditions?

Dans l'état de fractionnement extrême où se trouvaient les partis, son isolement était une force plutôt qu'un désavantage, car il lui donnait vis-à-vis d'eux une apparence de désintéressement et d'impartialité supérieure qui lui promettait des adhésions dans tous les camps. Il était, en effet, très-désintéressé dans les querelles de parti, en ce sens qu'il ne pensait qu'à lui-même. Indépendamment des alliés de toute origine et de toute couleur que lui assurait cette situation, il aurait pour lui tous ceux qui, comme lui, ne poursuivaient qu'un but personnel, et les militaires, dont la grande majorité lui était acquise à l'avance, parce que son élévation était un gage assuré de leur propre influence dans l'État. Pendant son absence, ses frères, Joseph et Lucien, soit qu'ils eussent obéi à

ses instructions, soit qu'ils n'eussent fait que suivre les suggestions de leur intérêt qui était d'accord avec le sien, avaient tenu la conduite la plus propre à lui préparer les voies, Joseph, en ménageant toutes les puissances avec un soin diplomatique, en se rendant agréable aux esprits les plus opposés par l'optimisme toujours souriant de son apparente bonhomie ; Lucien, en se jetant avec ardeur dans la mêlée et en travaillant de toutes ses forces à accroître les divisions et la désorganisation générale. Il avait été élu député aux Cinq-Cents, et il y avait acquis, grâce à son éloquence fougueuse et imagée, à sa remuante activité, au grand nom de son frère, une influence avec laquelle il fallait compter. Joséphine elle-même s'était créé des amitiés qui ne furent pas sans utilité pour l'ambition du général. Par un calcul tout féminin et pour répondre victorieusement aux accusations de ses ennemis, elle s'était intimement liée avec l'honnête Mme Gohier, qui jouissait d'une réputation de vertu proverbiale. Cette précaution n'était pas inutile vis-à-vis d'un époux irrité, que l'écho des médisances publiques avait poursuivi jusqu'en Égypte, et dont l'orgueil et la jalousie avaient cruellement souffert. Joséphine avait ainsi conquis à Bonaparte la confiante bienveillance de Gohier, qui venait d'être nommé président du Directoire.

C'est à ce directeur que le général fit sa première visite en arrivant à Paris. Malgré l'éclat inouï de sa marche triomphale à travers la France, il n'était pas sans une certaine inquiétude au sujet de l'accueil qui lui serait fait pour avoir abandonné son armée sans autorisation ; car le succès final de ses projets dépen-

dait jusqu'à un certain point de la façon dont la partie allait être engagée. « Président, dit-il à Gohier, les nouvelles qui nous sont parvenues en Égypte étaient tellement alarmantes, que je n'ai pas balancé à quitter mon armée pour venir partager vos périls. — Ils étaient grands, général, répondit Gohier, mais nous en sommes glorieusement sortis. Vous arrivez à propos pour célébrer avec nous les triomphes de vos compagnons d'armes. » Le lendemain (17 octobre), le Directoire le reçut en audience solennelle. Le général renouvela ses protestations. Il ajouta, en mettant la main sur la garde de son épée, « qu'il ne la tirerait jamais que *pour la défense de la République et de son gouvernement*[1]. » On lui répondit par des souhaits de bienvenue qui ne dissimulaient qu'imparfaitement les sentiments de défiance et d'inquiétude que son retour inattendu avait fait naître dans l'âme des directeurs.

Loin de partager ces craintes, le public de Paris s'était associé aux impressions de la France entière avec un entraînement qui tenait de l'ivresse, et que ceux qui en ont été les témoins n'ont jamais pu oublier. Lors de son passage à Lyon, le général avait été accueilli par une pièce de circonstance intitulée *le Retour du héros*. C'était le mot du moment. Bonaparte était le sujet de tous les entretiens, l'objet de toutes les espérances. Les journaux ne parlaient plus que de lui et répétaient ses moindres paroles. Il n'y avait plus qu'un homme dans la République, et c'était lui. Son absence avait seule causé tous nos malheurs,

1. *Mémoires* de Gohier.

son retour y mettait un terme. Lui revenu, tous nos maux allaient finir; l'ordre était rétabli à l'intérieur, la victoire enrôlée de nouveau sous nos drapeaux. Ce peuple d'artistes et de soldats, qui joignait à une vive imagination l'ambition effrénée des jeunes démocraties, humilié, dégoûté de la mesquinerie des intrigues et de la médiocrité des hommes qui occupaient la scène depuis deux ans, voulait à tout prix un héros : il s'empara de celui qui se présentait à lui, lui prêta libéralement tous les mérites et toutes les vertus, sans se souvenir un seul instant de la part si considérable que cet homme avait eue dans les fautes que l'on reprochait le plus au Directoire. Et pourtant, si l'on voulait rendre à chacun sa part de responsabilité, qui avait entraîné le Directoire dans le système des conquêtes? qui l'avait poussé, au 18 fructidor, dans la voie funeste des coups d'État? qui avait inauguré les usurpations du pouvoir militaire sur les pouvoirs civils? qui avait pris l'initiative de la création de ces républiques éphémères, première cause de nos revers? qui avait décidé l'éloignement si inopportun de la plus belle de nos armées?

Mais l'expérience sert de peu à un peuple inconsidéré dans ses engouements comme dans ses rigueurs. Au fond, ce qu'il ne pouvait pardonner aux hommes du Directoire, ce n'était pas d'avoir adopté une politique tantôt imprudente, tantôt inique, c'était de n'avoir pas su la faire triompher. Ce qu'il aimait dans Bonaparte, c'était moins le génie que la fortune, c'était l'audace heureuse et une épée jusque-là réputée invincible. Et le mouvement qui poussait la France vers lui entraînait les hommes d'intelligence

aussi bien que la foule. Il eut, dès son arrivée, une sorte de cour composée de tout ce qui marquait dans les différents partis. Très-réservé vis-à-vis du public dont il fuyait les regards pour irriter la curiosité, évitant avec un soin extrême de se montrer à la foule avide de contempler ses traits, n'allant au théâtre que dans une loge grillée, partout invisible et par là même partout présent pour les yeux qui s'obstinaient à le chercher, portant l'habit de l'Institut de préférence à son uniforme, comme pour rendre hommage à la prééminence de l'ordre civil et démentir ainsi les projets qu'on lui prêtait, Bonaparte appelait à lui les hommes connus; il les accueillait avec une affabilité étudiée et les faisait parler; il les pressait de proposer leurs plans, en se montrant tout disposé à les adopter; il essayait sur eux tantôt ses idées réelles, tantôt celles qu'il voulait qu'on lui attribuât. Son petit hôtel de la rue de la Victoire était encombré de ces visiteurs de tout ordre, attirés vers lui par une pensée analogue à celle qui les lui faisait rechercher, le désir de pénétrer ses intentions et ses desseins. On voyait là les amis de Sieyès à côté de ceux de Gohier et de Bernadotte, les hommes du Manége à côté des adhérents de Barras, et avec eux des savants, des lettrés, des artistes et les généraux les plus distingués de l'armée.

Le prévoyant Talleyrand était allé des premiers se joindre à ce cortége du général, et celui-ci, trop habile pour se souvenir de sa petite trahison au sujet de l'ambassade projetée à Constantinople, lui avait fait l'accueil le plus amical. Régnault de Saint-Jean d'Angély, que Bonaparte avait employé et apprécié en

Italie et à Malte; Rœderer, politique plein de finesse et de dextérité, dont l'expérience s'était changée en scepticisme, et qui, selon une expression du temps, avait *serpenté* à travers tous les partis; Réal, homme d'esprit et de plaisir, à qui ses talents d'orateur, d'écrivain, et surtout sa place de commissaire du Directoire auprès de l'administration de la Seine, donnaient une importance peu bruyante, mais utile à ménager; Cabanis, l'ancien ami de Mirabeau, qui devait se repentir un jour d'une coopération dont il ne prévoyait pas toutes les suites; Volney, savant illustre qui essaya vainement plus tard de se dérober aux honneurs forcés du Sénat impérial; enfin l'amiral Bruix, ex-ministre de la marine, esprit des plus déliés, étaient avec Talleyrand les conseillers les plus intimes de Bonaparte, et ceux qui étaient le plus avant dans sa confiance, ce qui n'est pas beaucoup dire; car un tel homme pouvait avoir des familiers, mais non de réels confidents.

Les directeurs, Gohier, Roger-Ducos, et surtout Moulins, qui dirigeait le département de la guerre, étaient ses visiteurs assidus et le consultaient sans cesse, ainsi que Cambacérès, le ministre de la justice, qui avait pour lui ce faible que les légistes ont de tout temps ressenti pour la puissance, et Dubois de Crancé, le successeur de Bernadotte. Quant à Fouché, le ministre favori de Barras, flairant une conspiration avec son subtil odorat d'homme de police, inquiet de voir se former une intrigue où il n'était pas, mais incapable de se prononcer contre un complot qui semblait appelé à un grand et prochain succès, il accablait le général de ses protestations de dévouement, sauf à le

trahir plus tard, si l'événement venait à tourner mal. Les hommes de guerre les plus renommés de la République étaient accourus auprès de Bonaparte, sans distinction d'opinion, les uns parce qu'ils le considéraient comme le représentant le plus élevé de leurs intérêts et de leur gloire, les autres parce qu'il leur importait de pénétrer ses plans pour régler leur propre conduite. Parmi ces derniers se trouvaient des hommes qui lui étaient presque ouvertement hostiles, comme Augereau, Jourdan, Bernadotte; parmi les premiers, les généraux qu'il avait ramenés d'Égypte, Lannes, Marmont, Berthier, Murat, auxquels se joignaient des officiers qui avaient fait leur réputation sous d'autres chefs, tels que Macdonald et Beurnonville.

Bientôt on vit aussi chez lui le plus illustre de tous, celui que l'opinion lui avait un instant donné pour rival, Moreau enfin, alors mécontent, ulcéré contre le Directoire qui ne l'avait tiré d'une longue disgrâce que pour l'exposer à des revers inévitables. Bonaparte le rencontra pour la première fois chez Gohier. Ces deux grands capitaines ne s'étaient jamais vus. Bonaparte alla au-devant de Moreau avec un empressement qui n'aurait pas été aussi vif, on a quelques raisons de le supposer, sans les malheurs qui avaient fait déchoir ce général de sa réputation première. On remarqua qu'avant de s'adresser la parole, ils se considérèrent quelques instants en silence, comme pour compléter par ce rapide examen l'idée qu'ils s'étaient faite l'un de l'autre. Bonaparte parla le premier; il lui exprima dans les termes les plus flatteurs l'impatience qu'il avait de le connaître. Moreau reçut ces

avances avec sa simplicité accoutumée, et ils s'entretinrent ensemble de l'art militaire et de ses chances diverses. Quelques jours après, Bonaparte alla le voir, lui fit présent d'un magnifique damas rapporté d'Orient, et, grâce aux rancunes de Moreau, il put s'emparer de cet esprit indécis, aussi dépaysé dans la politique qu'il était éminent dans la guerre. Mais par un scrupule bien caractéristique, Moreau, tout en se mettant à la disposition de Bonaparte, refusa d'écouter l'exposé de ses plans.

Ainsi le général Bonaparte voyait se grouper d'eux-mêmes autour de lui tous les éléments dont il avait besoin pour s'éclairer et faire son choix. Cependant cette attitude d'observation ne pouvait durer longtemps sans danger pour le succès de l'entreprise; il fallait se préparer à agir. Avant de se lancer dans la tentative nécessairement hasardeuse d'une attaque de vive force contre les institutions existantes, Bonaparte chercha d'abord à s'assurer s'il ne lui serait pas possible de s'introduire dans le gouvernement par des voies légales et régulières. Il éprouvait pour Sieyès une antipathie des plus prononcées. Madame Bonaparte disait à qui voulait l'entendre que ce directeur était « la bête noire » de son mari. Sieyès était en effet par son caractère et par sa position le seul homme qui fût en état de lui imposer des conditions et de mettre obstacle à ses projets. L'aversion du directeur pour le général n'était pas moins vive, car ces deux personnages étaient ennemis par situation. Trop pénétrants pour ne pas se deviner l'un l'autre, ils sentaient bien que le difficile n'était pas de surmonter leurs répugnances, mais de concilier leurs ambi-

tions. Sieyès avait rencontré Bonaparte à un dîner où celui-ci avait affecté de ne pas le regarder une seule fois. « Voyez-vous, s'était écrié le directeur furieux, la conduite de ce petit insolent envers le membre d'une autorité qui aurait dû le faire fusiller! » Bonaparte pensa donc tout d'abord à se faire nommer directeur à sa place. En s'alliant au parti constitutionnel, il ferait casser sous un prétexte ou sous un autre l'élection de Sieyès et pourrait recueillir sa succession. Il s'ouvrit très-nettement de ce projet à Gohier et à Moulins : mais comme il n'avait pas les quarante ans requis par la Constitution pour être nommé directeur, il rencontra en eux une invincible résistance.

Au reste, ni cette proposition ni l'insistance significative avec laquelle il la soutint ne purent les mettre en garde contre les projets du général. La seule précaution que sa démarche leur suggéra fut de lui faire offrir un commandement par le Directoire, dans l'espoir chimérique qu'ils pourraient se débarrasser de cette ambition sans la satisfaire. Ce moyen terme fut adopté malgré l'opposition de Sieyès et surtout de Barras qui s'écria à cette occasion « que le petit caporal avait assez bien fait ses affaires en Italie pour n'avoir pas envie d'y retourner; » faisant allusion aux bénéfices que le général avait prélevés sur l'exploitation des mines d'Hydria. Le propos était revenu aux oreilles de Bonaparte; et le jour où les directeurs lui firent l'offre, il dit en fixant sur Barras un regard de défi « que s'il avait fait ses affaires en Italie, ce n'avait pas été du moins aux dépens de la République. » Il repoussa le commandement qu'on

lui proposait en alléguant son besoin de repos et le délabrement de sa santé.

Après cette tentative manquée, Bonaparte s'adressa aux hommes du Manége, au parti de la dictature républicaine. Bernadotte s'était plus étroitement rapproché de ce parti depuis qûe Sieyès l'avait renvoyé du ministère pour se défaire d'une surveillance trop clairvoyante. Il formait avec Augereau et Jourdan une sorte de triumvirat militaire autour duquel se groupaient les débris mutilés du jacobinisme. Ce parti représentait assez exactement les opinions passées du général Bonaparte ; il convenait à son tempérament despotique qu'irritaient les scrupules constitutionnels ; il avait une redoutable énergie, une rare discipline, des traditions de gouvernement ; il savait agir, organiser, commander ; enfin s'il était en horreur à une portion très-considérable de la nation, il était resté populaire auprès des classes inférieures qu'il avait enrichies des dépouilles de la noblesse, et auprès des soldats qu'il rassurait contre un retour de l'émigration. Mais Joseph s'efforça en vain de séduire et d'entraîner Bernadotte qui était son beau-frère et son ami. Bernadotte resta inflexible, mais plutôt par rivalité d'ambition que par une réelle opposition de principes. Entre la dictature collective que rêvait Bernodotte et la dictature d'un seul que préparait Bonaparte il n'y a guère qu'une question de temps, car la première conduit presque nécessairement à la seconde, qui n'est pas toujours la plus funeste.

Bonaparte essaya d'une nouvelle combinaison. Fouché, de plus en plus inquiet de voir son patron Barras en mauvais termes avec une puissance dont il voyait

chaque jour grandir l'ascendant, avait résolu de ménager un raccommodement entre les deux anciens amis. Bonaparte devait beaucoup à Barras. C'était grâce à lui qu'il avait obtenu son commandement lors du 13 vendémiaire, et plus tard sa nomination de général en chef à l'armée d'Italie. Intimes dès le siége de Toulon, ils s'étaient élevés ensemble, avaient traversé les mêmes épreuves. Sans être précisément crédule en matière de sentiment, Fouché espérait que la solidarité établie entre eux par ces antécédents communs, le souvenir des services rendus, et peut-être aussi le réveil d'une ancienne affection, leur permettraient d'oublier leurs griefs plus récents et de marcher d'accord. Barras consentit à faire le premier pas et engagea Bonaparte à dîner au Luxembourg. Mais l'entrevue n'amena pas le résultat désiré. On y apporta des deux parts au lieu de cordialité une extrême circonspection, l'un et l'autre se tenant sur la défensive pour mieux voir venir son antagoniste. Enfin Barras aborda le sujet auquel on pensait d'autant plus qu'on en parlait moins, mais il y toucha d'une façon oblique et détournée, avec une banalité préméditée, comme pour forcer le général à s'avancer tout en se réservant lui-même : « La République périt, dit-il, rien ne peut plus aller. Il faut faire un grand changement et nommer Hédouville président de la République. Vous, vous irez à l'armée. Quant à moi, je suis malade, dépopularisé, usé. Je ne suis plus bon qu'à la vie privée. » Hédouville était un général obscur, mais non sans mérite, qui montra plus tard les qualités d'un excellent administrateur, alors le protégé de Barras après avoir été celui de Hoche, et

dont le nom n'était mis en avant que pour amorcer l'interlocuteur. Pour toute réponse, Bonaparte, peu soucieux de se livrer à qui ne voulait pas se confier à lui, regarda fixement Barras qui demeura interdit. La conversation en resta là. Quelques instants après, le général sortait de chez son hôte et descendait dans les appartements de Sieyès, pour lui déclarer qu'il ne voulait marcher qu'avec lui.

Les amis communs de Sieyès et de Bonaparte, Talleyrand, Rœderer, Cabanis, frappés de l'avantage que ces deux hommes avaient à s'unir, de la force qu'ils y gagneraient l'un et l'autre, de la facilité qu'ils y trouveraient pour la réalisation de leurs projets, avaient souvent déploré l'éloignement et les défiances qui les séparaient. Ils regrettaient d'autant plus cette mutuelle aversion qu'ils en appréciaient mal la vraie cause. Indifférents au conflit de ces deux ambitions, ils ne songeaient qu'au succès de la commune entreprise, et pourvu que l'un des compétiteurs réussît, leur propre intérêt étant sauf, peu leur importait lequel des deux il faudrait sacrifier. Ils avaient plus d'une fois essayé de dissiper leurs préventions et de leur faire comprendre qu'ils ne pouvaient rien l'un sans l'autre. Mais l'incompatibilité était entre leurs prétentions et non entre leurs personnes. Il y avait d'ailleurs quelques jours à peine que Sieyès parlait de faire fusiller Bonaparte pour avoir enfreint les lois militaires, et que Bonaparte proposait de faire destituer Sieyès comme vendu à la Prusse; de là à une alliance intime la transition n'était pas facile. Quels que fussent le tact et l'habileté des conciliateurs, ils auraient sans doute échoué dans cette tâche, vu l'ambition et l'or-

gueil intraitable de ces deux hommes, si la nécessité n'avait parlé encore plus haut que les conseils. Il devenait urgent d'agir si l'on ne voulait pas être prévenu. Joseph et Cabanis finirent par obtenir à force d'instances le consentement de Sieyès à un rapprochement avec le général. Mais Sieyès ne se rendit qu'à contre-cœur, avec le pressentiment que Bonaparte n'acceptait en lui qu'un coopérateur de circonstance dont il se hâterait de se défaire après la victoire : « Je sais le sort qui m'attend, leur dit-il; après le succès il écartera ses collègues et les rejettera en arrière comme je le fais en ce moment. » Et joignant l'action à la parole, il passa brusquement entre ses deux interlocuteurs en les repoussant derrière lui [1].

Prévision parfaitement juste, car ce consentement entraînait en effet la fin politique de Sieyès. Une fois le coup d'État accompli, il était évident que la part du lion reviendrait à la popularité la plus éclatante ; et celle du général éclipsait tellement celle du directeur, que selon toute probabilité il serait impossible de lui imposer un partage d'autorité d'ailleurs incompatible avec un caractère tel que le sien. Bonaparte avait donc tout intérêt à surmonter ses répugnances pour s'unir à un rival qui se trouverait tôt ou tard à sa merci. Aux avantages de toute nature que lui offrait cette alliance se joignait une particularité qui ne devait pas être d'un moindre prix à ses yeux, c'est qu'il trouvait là une conspiration toute prête, depuis longtemps organisée, disposant d'un personnel considérable et discipliné, de moyens d'action puissants,

1. *Mémoires* du roi Joseph.

ayant un mot d'ordre connu du public, à laquelle enfin il ne manquait qu'un homme d'action pour lui imprimer le mouvement. Il devait d'autant mieux apprécier l'utilité d'une machine si bien montée, que, loin d'avoir repoussé comme il l'a assuré plus tard les avances de tous les partis, il avait échoué successivement auprès de chacun d'eux et se voyait menacé d'un isolement qui l'eût condamné à l'impuissance. Pour tous ces motifs, le général n'hésita plus à faire le premier pas vers Sieyès, et celui-ci, en accueillant ses ouvertures malgré les usurpations qu'il prévoyait, mérita le néant et le mépris où il devait tomber après sa triste victoire. Les choses étaient tellement compromises et avancées à la fois par tous les pourparlers auxquels elles avaient donné lieu, que le soir même où Bonaparte vint s'offrir à Sieyès (30 octobre 1799), il fut convenu qu'à huit ou dix jours de là on frapperait le coup décisif.

Le lendemain, Barras, gourmandé par ses amis Réal et Fouché que Bonaparte avait mis au courant de son entretien avec ce directeur, et s'apercevant qu'il avait été maladroit pour avoir voulu être trop habile, accourut chez le général pour tâcher de l'apaiser et de renouer avec lui. Mais il était trop tard. Bonaparte ne répondit à ses protestations que par des propos aussi peu sérieux que ceux qui lui avaient été tenus la veille, et s'enferma dans une réserve impénétrable.

Déjà il s'occupait des préparatifs et des moyens d'exécution. Par les deux directeurs qui étaient ses complices, il avait le concours d'une partie du gouvernement, et il était tout au moins assuré de son inertie; par Sieyès, il avait en outre la majorité dans le conseil

des Anciens; par son frère Lucien que son retour triomphant avait fait élever à la présidence des Cinq-Cents, il avait des intelligences peu nombreuses mais toutes dévouées au sein de ce conseil; par Réal admis dans le complot malgré son intimité avec Barras, il avait les municipalités et l'administration du département de Paris; par Fouché qui savait le secret sans qu'on le lui eût livré expressément, et qui agissait sous main avec le zèle d'un volontaire de la trahison, mais en se gardant bien de s'engager irrévocablement avant la victoire, il avait la connivence de la police, décidée à ne rien voir et à ne rien entendre de ses menées. Enfin par les fournisseurs, qui étaient l'aristocratie financière du temps, il eut, dit-on, une somme de deux millions pour subvenir aux premières nécessités. Il s'occupa lui-même de la force militaire et n'eut pas de peine à gagner les officiers et les généraux. Il y avait dans la garnison de Paris deux régiments de dragons qui avaient fait partie de l'armée d'Italie et dont les soldats étaient pour la plupart passionnément attachés à sa personne. Un troisième régiment était d'avance acquis à Murat, qui était sorti de ses rangs. On pouvait compter également sur les quarante adjudants de la garde nationale qui avaient été nommés par Bonaparte lui-même après le 13 vendémiaire ainsi que la plupart des officiers de la garde des Conseils et du Directoire. C'étaient là des éléments d'une grande force et tout préparés.

Quant aux généraux, ils étaient déjà pour la plupart dans la conspiration. Moreau n'y était pas entré formellement, mais il n'en était pas moins engagé, et engagé sans savoir où on le mènerait, ce qui était la plus triste

façon d'y prendre part. Lorsque Bonaparte voulut lui expliquer ses plans, Moreau, comme s'il craignait d'en trop apprendre, l'interrompit en lui disant « qu'il n'avait pas besoin d'être mis dans le secret, mais qu'il était comme lui fatigué du joug des avocats et qu'il se mettait lui et ses aides de camp à sa disposition. » Macdonald et Sérurier avaient pris le même engagement. Les généraux que Bonaparte avait ramenés avec lui d'Égypte n'avaient pas besoin d'être enrôlés. Restait Lefebvré, militaire excellent mais tête faible, deux choses qui ne sont nullement incompatibles. Lefebvre commandait la division de Paris, il jurait à tout propos de mourir pour la République et d'exterminer ses ennemis, et Moulins et Gohier comptaient aveuglément sur lui. Bonaparte qui connaissait mieux ces sortes d'hommes ne jugea pas nécessaire de s'ouvrir à Lefebvre ; mais il se réserva de le prendre à l'improviste, et de l'entraîner au dernier moment, sans lui laisser le temps de la réflexion. Une propagande moins explicite, et assez couverte pour pouvoir être au besoin désavouée, fut entreprise auprès des officiers d'un rang moins élevé. Murat eut pour mission d'embaucher les officiers de cavalerie, Lannes entreprit la même propagande auprès des officiers d'infanterie; Marmont se chargea de ceux de l'artillerie, arme dans laquelle il avait commandé avec honneur, et Berthier des officiers supérieurs [1].

En même temps le général Bonaparte n'épargnait rien pour endormir les deux seuls directeurs qui pussent devenir un embarras pour lui. Il eut même

1. *Mémoires* de Marmont.

l'art d'augmenter leur sécurité à mesure que l'instant décisif approchait, en sorte que, lorsqu'on fut à la veille du 18 brumaire, leur confiance en lui ne connaissait plus de bornes. Tout Paris savait déjà ce qui se préparait, on en parlait tout haut dans les réunions, et ils n'avaient pas conçu le moindre soupçon. Si l'on y faisait allusion en leur présence, ils ne répondaient que par un sourire de pitié et en haussant les épaules. Ils se moquaient à outrance de ce pauvre Sieyès qui depuis quelque temps apprenait à monter à cheval. Moulins continuait à venir tous les matins consulter le général, qui se faisait un plaisir de le mettre au courant des choses de la guerre; et celui-ci ne pouvait décidément plus se passer de la société de Gohier. Il l'accablait d'amitiés, de caresses d'autant plus flatteuses qu'il n'en était guère prodigue d'ordinaire; il lui faisait écrire par Joséphine les plus aimables petits billets, s'invitait de lui-même à dîner chez lui; il s'y était engagé sans façon à l'avance pour le jour même où l'on devait frapper le grand coup[1].

Le 15 brumaire (6 novembre 1799) eut lieu à l'église Saint-Sulpice un banquet donné au général par les Conseils pour fêter son retour. Ce banquet, offert spontanément par les Anciens, avait rencontré une très-vive opposition chez les Cinq-Cents en raison des bruits qui couraient au sujet des intentions de Bonaparte, et on avait dû l'organiser par souscription afin d'éviter des débats fâcheux pour la gloire qu'on voulait honorer. Gohier présidait à la fête. Moreau y figurait tout près de son rival, mais il semblait être là pour

1. *Mémoires* de Gohier.

orner son triomphe plutôt que pour le partager. Le repas fut mortellement triste et silencieux. Une sorte d'invincible torpeur semblait planer sur les convives et arrêter tout épanchement. Là se trouvaient réunis, échangeant quelques propos d'une banalité glacée, la plupart des auteurs du complot avec ceux qui devaient en être les victimes, les uns et les autres inquiets, défiants, préoccupés d'un événement dont les suites pouvaient être terribles. Par une précaution à la fois injurieuse et pusillanime qui, pour des regards observateurs, eût à elle seule décelé les secrètes pensées qui l'occupaient, le général Bonaparte s'était fait apporter par son aide de camp Duroc un petit pain et une demi-bouteille de vin[1]. C'est sous l'empire d'une préoccupation semblable qu'en partant de Lyon pour Paris, il avait pris la route du Bourbonnais, sachant qu'il était attendu par celle de Bourgogne. Tout est piége et complot pour celui qui conspire. Il parla peu et toucha à peine aux mets qui lui furent présentés. Au bout d'une demi-heure il se leva, fit lentement le tour des tables avec Berthier, en échangeant quelques mots avec les convives qu'il connaissait, puis il s'échappa par une porte latérale.

Il courut de là chez Sieyès pour convenir avec lui des derniers apprêts. On devait d'abord transporter les Conseils hors de Paris afin de leur ôter tout moyen d'action sur la multitude et dans l'espoir de les intimider plus facilement. Les auteurs de la Constitution de l'an III, en prévision d'un grand péril public et en souvenir des attentats de la populace contre les as-

1. *Mémoires* de Lavalette.

semblées, avaient investi le conseil des Anciens du droit de décréter cette mesure. On décida que les Anciens, dont Sieyès disposait, décréteraient la translation des Conseils à Saint-Cloud. Le motif invoqué à l'appui de la mesure serait la conspiration jacobine que Sieyès dénonçait à grand bruit depuis plusieurs mois; prétexte d'un succès infaillible même de nos jours, grâce aux souvenirs laissés par la Terreur. Par le même décret Bonaparte serait nommé commandant de la division de Paris, de la garde nationale, et de la garde du Corps législatif, ce qui mettrait dans ses mains toutes les forces militaires. Une fois les Conseils réunis à Saint-Cloud, on leur apporterait les démissions de Sieyès et de Roger-Ducos, puis celles Barras, de Gohier et de Moulins, qu'on obtiendrait de gré ou de force. Le Directoire se trouvant ainsi désorganisé, on arracherait aux Conseils l'institution d'un consulat provisoire composé de Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos, qui seraient investis d'une sorte de dictature et chargés de faire une constitution.

Que serait-elle cette constitution dans laquelle devait se résumer toute la portée politique du grand changement qui allait s'accomplir? cette question resta à peu près dans le vague. A part la division du pouvoir entre les trois consuls provisoires, qui se réservaient de régler entre eux les formes essentielles du régime à établir, on ne voit pas qu'il y ait rien eu de statué à cet égard. Ni Sieyès, ni Rœderer qui accepta de lui la difficile mission d'endoctriner le général, et qui avait presque tous les soirs avec Bonaparte des conférences politiques au sujet du futur gouverne-

ment[1], ne songèrent à prendre des garanties contre une ambition si flagrante. Chacun stipula pour ses intérêts ou pour ses convoitises, nul ne pensa à stipuler pour la liberté. Sieyès se contenta d'assurances générales, soit qu'il fût dupe de sa vanité de législateur au point de croire qu'il imposerait son fameux plan au général, soit qu'il jugeât dès lors toutes les précautions inutiles contre un tel coopérateur et qu'il fût résigné à lui tout céder sans résistance. La question constitutionnelle resta donc à l'état de débat théorique. Bonaparte avait tout intérêt à n'aborder ce point délicat qu'après la victoire; il l'éluda facilement en affectant de s'en rapporter là-dessus aux lumières de son savant collègue.

Ces résolutions ayant été adoptées par les chefs du complot, la commission des Anciens, présidée par Cornet, l'un des conjurés, employa toute la nuit du 8 au 9 novembre à rédiger, volets et rideaux fermés pour prévenir toute indiscrétion[2], les pièces nécessaires, afin que le Conseil n'eût plus qu'à les voter. On convoqua les Anciens pour sept heures du matin et les Cinq-Cents pour onze heures, en ayant soin de ne pas adresser de lettres de convocation aux membres dont on redoutait l'indépendance ou l'hostilité. De son côté Bonaparte prenait ses dispositions militaires. Anticipant sur un commandement qu'il n'avait pas encore, et prenant pour prétexte une revue, il fit prévenir les généraux et les officiers supérieurs dont il voulait se servir de se trouver le lendemain 18 bru-

1. Rœderer, *Notice de ma vie pour mes enfants.*

2. Cornet, *Notice sur le 18 brumaire.*

maire (9 novembre 1799), à six heures du matin, à son hôtel de la rue de la Victoire.

Le lendemain matin, à l'heure indiquée, une foule d'officiers de tout grade, en grand uniforme, encombrait les abords de la demeure du général. Parmi eux on distinguait les quarante adjudants de la garde nationale convoqués comme pour l'accomplissement d'un grand devoir civique. Moreau figurait au premier rang dans le cortége, et avec lui Macdonald, Sérurier, Murat, Lannes, Andréossy, Berthier. Lefebvre avait été prévenu à minuit. Il avait rencontré sur son chemin beaucoup de cavalerie et s'étonnant de voir ces troupes en mouvement sans son ordre, il avait interrogé à ce sujet leur commandant, le colonel Sébastiani, qui pour toute explication l'avait renvoyé à Bonaparte. Il était donc assez mal disposé. « Eh bien! Lefebvre, lui dit Bonaparte, vous l'un des soutiens de la République, la laisserez-vous périr entre les mains de ces avocats? tenez, voilà le sabre que je portais aux Pyramides, je vous le donne comme un gage de mon estime et de ma confiance. — Jetons les avocats à la rivière! répondit Lefebvre. »

Bonaparte essaya du même moyen auprès de Bernadotte, que Joseph venait d'amener, et dont l'habit bourgeois semblait une protestation au milieu de tous ces brillants uniformes. Mais Bernadotte était un autre homme que Lefebvre, et ne se laissa entraîner ni par les instances, ni par les intimidations. Le général ne réussit pas même à lui arracher la promesse de rester neutre. Bernadotte voulait bien s'engager à ne rien entreprendre par lui-même contre la conspiration, mais s'il recevait un ordre du gouvernement

il marcherait. Ce fut tout ce qu'on put obtenir de lui. On remarqua l'absence de Jourdan et d'Augereau; ni l'un ni l'autre n'avaient été avertis.

Pendant que les généraux accouraient au rendez-vous que leur avait donné Bonaparte, les Anciens se réunissaient dans la salle de leurs séances. Cornet, l'un des principaux affiliés du complot, sorte de personnage ridicule qui fut connu plus tard sous le nom de comte Cornet, monta à la tribune pour dénoncer en termes lamentables les dangers qui menaçaient les Conseils; il dépeignit les conjurés « n'attendant plus qu'un signal pour lever leurs poignards sur les représentants de la nation, » en s'abstenant toutefois de prononcer un seul nom ou de préciser un seul fait. « Vous pouvez, ajouta-t-il, prévenir encore l'incendie : un instant suffit; mais si vous ne le saisissez pas, la république aura existé, et *son squelette sera entre les mains de vautours*, qui s'en disputeront les membres décharnés[1]. » Un autre comparse, Régnier, lui succéda alors et proposa à l'assemblée les projets de décret qui avaient été élaborés au sein de la commission des inspecteurs. Les Anciens les adoptèrent sans discussion, grâce à l'élimination préliminaire qui avait empêché les membres indépendants d'assister à la séance. Ils votèrent coup sur coup la translation des Conseils à Saint-Cloud, le décret inconstitutionnel qui investissait Bonaparte du commandement de toutes les forces militaires, enfin une proclamation au peuple pour lui recommander de rester calme. Un article du décret invitait le gé-

1. *Moniteur.*

néral à venir prêter serment au sein du Conseil.

Cornet, chargé de porter à Bonaparte les décrets du conseil des Anciens, les lui remit vers dix heures du matin en présence du nombreux cortége qui l'entourait. Le général descendit sur le perron de l'hôtel, les lut à ses compagnons d'armes si près alors de devenir ses sujets, et leur demanda s'il pouvait compter sur eux dans ce danger de la patrie. Ils lui répondirent en brandissant leurs épées. Bonaparte monta à cheval et se mit en marche à la tête de son escorte.

Partout sur son passage il put constater l'exécution des mesures qu'il avait ordonnées. Sur le boulevard il fut salué par un régiment posté là par ses ordres et qui ne connaissait déjà plus d'autre autorité que la sienne. Un autre régiment, désigné par lui, occupait les Tuileries et à chaque instant de nouvelles troupes venaient déboucher soit dans le jardin, soit sur la place Louis XV, pour prendre part à la revue annoncée, manifestation qui avait pour but de frapper les esprits par un grand appareil militaire. Paris était tranquille. La population était étonnée mais nullement inquiète ni émue; les généraux et les soldats étaient la plus grande popularité du moment et on les regardait faire avec confiance. Dès neuf heures du matin on distribuait dans Paris une petite brochure composée sous forme de dialogue par Rœderer, et dans laquelle un *Ancien* discutait avec un *Cinq-Cents* la légalité de la translation des Conseils à Saint-Cloud, et démontrait la nécessité d'une *restauration* de la Constitution. Le public était ainsi informé de la mesure et trompé sur sa portée avant même que le décret eût été promulgué. Aux objections du membre des Cinq-Cents contre

l'ambition supposée de Bonaparte celui des Anciens répondait :

« Un César, un Cromwell!... Mauvais rôles, rôles usés, indignes d'un homme de sens quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien. C'est ainsi que Bonaparte lui-même s'en est expliqué dans plusieurs occasions. Ce serait une pensée sacrilége, disait-il une autre fois, que d'attenter au gouvernement représentatif dans le siècle des lumières et de la liberté. Il n'y aurait qu'un fou qui voulût de gaieté de cœur faire perdre la gageure de la République contre les royautés de l'Europe, après l'avoir soutenue avec quelque gloire et quelque péril. »

Rœderer, continuant sur ce ton par la bouche de l'Ancien, s'effrayait à l'idée que Bonaparte pourrait refuser d'accepter le commandement qui venait de lui être décerné au nom du Corps législatif, et disait que dans ce cas, et dans ce cas seulement, il n'hésiterait pas « à appeler sur lui le poignard de Brutus[1] ! »

Cependant le général était introduit avec son état-major dans la salle du conseil des Anciens, afin de prêter serment à cette constitution qu'il s'agissait de détruire. « Citoyens représentants, dit-il, la République périssait, vous l'avez su, votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre! je les arrêterai aidé du général Lefebvre, du général Berthier et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-hui-

1. *Moniteur* du 19 brumaire.

tième siècle, rien dans le dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel. Nous voulons une république fondée *sur la vraie liberté,* sur la liberté civile, sur la représentation nationale... nous l'aurons, je le jure ; je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes. »

Bonaparte avait juré, mais il n'avait pas prêté le serment légal, le serment de fidélité à la Constitution de l'an III. Garat demanda la parole pour en faire l'observation, mais le président la lui refusa sous prétexte que depuis le décret de translation il ne pouvait plus y avoir de discussion qu'à Saint-Cloud. Cette réponse fut aussi celle que, vers le même moment, c'est-à-dire vers onze heures du matin, le président des Cinq-Cents opposait aux interpellations des membres de cette assemblée qui voulaient qu'on s'expliquât au sujet du décret de translation. C'est ainsi qu'on se servait de la Constitution pour la détruire. Lucien ajourna la séance au lendemain à midi, dans la commune de Saint-Cloud, et les Cinq-Cents se séparèrent en proie à une vive agitation et aux cris répétés de : Vive la Constitution de l'an III!

Un cri bien différent leur répondait du jardin des Tuileries et de la place Louis XV. Bonaparte était remonté à cheval pour passer les troupes en revue, et les soldats accueillaient partout aux cris de : Vive Bonaparte! celui qui était déjà tout pour eux. De là il rentra aux Tuileries et se rendit à la commission des inspecteurs qui était devenue le centre du mouvement, le point de ralliement vers lequel tous accouraient, soit pour prendre le mot d'ordre, soit pour se tenir au courant de ce qui se faisait. Cette sorte de

délégation permanente du pouvoir législatif donnait à la force militaire un complément d'autorité faute duquel elle n'eût peut-être pas agi avec la même décision. Dans la salle de la commission se trouvaient réunis tous les chefs de la conspiration, et l'on y voyait entrer et sortir à chaque instant ceux qui jouaient un rôle actif dans les événements, pêle-mêle avec ceux qui se contentaient encore de les observer. Là était venu Fouché, qui en présence du succès incontesté de la matinée n'hésitait plus à se prononcer. Il commençait à faire du zèle. A tout hasard il avait de lui-même ordonné qu'on fermât les barrières. Bonaparte jugea la précaution inutile et les fit rouvrir. La facilité avec laquelle les choses avaient suivi la marche tracée à l'avance, lui avait donné une assurance extraordinaire et il ne voulait à aucun prix avoir l'air de douter de l'issue de son entreprise. Augereau secrètement hostile, mais alarmé de voir qu'on s'était passé de lui, accourut aussi : « Eh bien ! lui dit-il, tu ne comptes donc plus sur ton petit Augereau ? » Bonaparte lui recommanda de se tenir tranquille ainsi que Jourdan.

Les généraux qui accompagnaient Bonaparte avaient reçu chacun leur poste et leur consigne. Lannes avait le commandement des Tuileries, Marmont celui de l'École militaire ; Sérurier fut envoyé au Point-du-Jour, Macdonald à Versailles, et Murat alla occuper Saint-Cloud. Restait un poste, le plus compromettant et le plus périlleux de tous ; c'était le Luxembourg où était encore le siége du Directoire. Ici il ne s'agissait plus d'occuper une position militaire, mais d'entrer en révolte ouverte contre le gouvernement légal, de s'em-

parer par surprise des hommes qui en faisaient partie et de se faire leur geôlier; mission plus digne d'un homme de police que d'un général, dangereuse si elle échouait, déshonorante si elle était menée à bonne fin. Bonaparte la confia à Moreau qui tomba dans le piége et l'accepta sans objection, soit qu'il n'en comprît pas toute la portée, soit qu'il se crût trop engagé pour reculer. Ce coup de maître délivra définitivement Bonaparte de la seule rivalité qui eût encore pu lui porter ombrage. Comme tous les faibles, une fois le mal consommé, Moreau se repentit, il chercha à se disculper; mais il resta toujours courbé sous le poids de ce souvenir de Brumaire. A dater de ce moment, il fut annulé.

Pendant que ces graves événements s'accomplissaient dans Paris, où étaient la pensée et la main de ce Directoire qu'on s'apprêtait à faire prisonnier dans son propre palais? C'est ce que tout le monde se demandait. Barras était au bain; Sieyès et Roger Ducos étaient avec les conjurés; Gohier et Moulins commençaient à ouvrir les yeux et se consultaient sur ce qu'ils auraient pu, ou dû, ou voulu faire. La veille, vers minuit, Gohier avait reçu une invitation à déjeuner de madame Bonaparte, pour une heure tellement matinale, qu'il n'avait pu s'empêcher d'en concevoir quelques soupçons, bientôt confirmés par un avis de sa femme, qui se rendit seule chez le général. Il ne tarda pas à connaître le décret rendu par les Anciens, courut chez Barras qu'il trouva dans son bain, et qui lui dit de compter sur lui; de là il alla l'attendre avec Moulins, dans la salle des séances du Directoire où il lui donna rendez-vous. Il était à

peine sorti que Talleyrand et Bruix entraient à leur tour chez Barras pour lui arracher sa démission en échange d'une sauvegarde pour sa personne et ses biens. Talleyrand avait dans sa poche la lettre de démission toute rédigée à l'avance, ce qui était de nature à impressionner le directeur en lui prouvant combien on était décidé à l'obtenir de lui. Il la signa, abandonna cyniquement ses collègues et couronna par une lâcheté une longue carrière de trahisons.

Cette lettre était encore l'œuvre de Rœderer à qui Bonaparte en avait confié la rédaction [1]. Elle n'avait de remarquable que le passage où Barras déclarait que tous les périls de la liberté étant surmontés grâce « au retour du guerrier illustre *auquel il avait eu le bonheur d'ouvrir le chemin de la gloire,* » il rentrait avec joie dans les rangs des simples citoyens. C'est la seule fois en effet que Bonaparte ait mentionné les services que lui avait rendus Barras, mais il ne les rappelait que pour achever sa ruine, et exploiter une dernière fois sa recommandation. Il ne songeait pas qu'en évoquant le souvenir du bienfait, il éternisait celui de son ingratitude.

Grâce à cette démission qu'avait déjà précédée celle de Sieyès et de Ducos, le Directoire était désorganisé, car la minorité ne pouvait pas même entrer en délibération. Gohier et Moulins continuaient à attendre innocemment leur collègue. Bientôt une copie de sa lettre de démission vint leur expliquer son absence prolongée. Ils se décidèrent alors à se rendre dans la salle de la commission des inspecteurs, pour

1. Rœderer, *Notice de ma vie pour mes enfants.*

savoir enfin à quoi s'en tenir et ramener s'il se pouvait Sieyès ou Ducos. Bottot, le secrétaire de Barras, y était venu peu de temps auparavant pour observer ce qui se passait et Bonaparte l'avait accueilli par cette sortie célèbre, dans laquelle il prenait à partie le Directoire tout entier : « Qu'avez-vous fait de cette France que j'avais laissée si brillante? j'avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; j'avais laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers; j'avais laissé les millions de l'Italie, j'ai retrouvé des lois spoliatrices et la misère. Que sont devenus cent mille hommes qui ont disparu du sol français? ils sont morts et c'étaient mes compagnons d'armes. Un tel état de choses ne peut durer; avant trois ans *il nous mènerait au despotisme!* »

Le pauvre Bottot, étourdi et stupéfait de cette véhémente apostrophe, s'esquiva au plus vite en se demandant sans doute ce qu'il avait fait pour mériter un tel excès d'honneur; mais ce n'est pas à lui que ce discours s'adressait, et pendant que le général prononçait ce beau morceau de rhétorique, Bottot eût pu voir le poëte Arnault l'écrire en quelque sorte sous sa dictée, pour l'envoyer aux journaux de Paris, car tout était calcul chez cet homme, même la colère. Son accueil fut tout différent pour Gohier et Moulins qu'il espérait encore séduire et ramener. « Je vois avec plaisir, leur dit-il, que vous vous rendez à nos vœux, et à ceux de vos collègues. C'est parce que vous êtes attachés à votre pays que vous allez vous réunir à nous pour sauver la République. » Et comme Gohier revendiquait cet honneur pour le Directoire : « Avec quels moyens? lui demanda Bonaparte, avec ceux que vous donne votre constitution?... Voyez donc comme

elle croule de toutes parts. Cette constitution-là ne peut plus aller! — Qui vous a dit cela? répliqua Gohier, des perfides qui n'ont ni la volonté ni le courage de marcher avec elle. » Alors cet honnête homme lui rappela, avec une simplicité touchante, le danger de porter atteinte à la légalité, les serments du Corps législatif tant de fois renouvelés à la face du monde, les armes de la République partout victorieuses après un instant de défaillance; tableau sans contredit plus vrai que celui que venait de tracer le général avec un si complet oubli de la part qu'il avait eue lui-même dans nos revers, mais qui avait le tort de venir dans un moment où il s'agissait de vaincre et non d'avoir raison. Il y avait une ingénuité puérile à entreprendre de persuader un tel adversaire, lorsque les choses étaient si avancées. Voyant qu'il ne pouvait gagner Gohier par la douceur, Bonaparte essaya d'intimider Moulins en le menaçant de faire fusiller son ami Santerre s'il tentait de faire un mouvement, puis il finit par leur demander leur démission. L'un et l'autre la lui refusèrent avec une invincible obstination, malgré les menaces indirectes qu'on employa pour les faire plier; ils retournèrent au Luxembourg, où ils furent consignés par Moreau, et grâce à leur ferme attitude dans cette journée néfaste, le gouvernement républicain ne succomba pas sans honneur.

La journée s'était terminée sans que la conspiration eût rencontré la moindre difficulté. Tous les pouvoirs publics s'étaient comme évanouis aussitôt qu'on avait porté la main sur eux; il ne restait plus qu'un homme qui semblait déjà le maître de tout. Bonaparte doutait si peu du succès de la journée du lendemain

qu'il repoussa avec dédain une proposition de Sieyès ayant pour objet de faire arrêter pendant la nuit les membres les plus indépendants des deux conseils. Certain de la victoire, il ne voulait pas que quelqu'un autour de lui pût concevoir une inquiétude. Cependant il permit à Fouché de suspendre les douze municipalités de Paris, et de déléguer toute leur autorité à leurs commissaires dont Réal s'était assuré à l'avance. Le ministre de la police, qui connaissait bien cette population fatiguée d'agitations, où commençaient à dominer l'égoïsme et la peur, fit en même temps afficher un avis dans lequel il dénonçait à ses concitoyens de vagues complots et les invitait à se tenir en repos : « Que les faibles se rassurent, ajoutait-il, *ils sont avec les forts!* » La nuit fut d'une tranquillité parfaite. Il y eut sur divers points des conciliabules des partisans du Manége et des députés les plus courageux des Cinq-Cents; mais pris au dépourvu, en nombre insuffisant, sans concert et sans communication entre eux, leurs efforts n'aboutirent qu'à des résolutions contradictoires et sans portée pratique. On s'est souvent étonné de ce que ni dans les jours qui précédèrent le 18 brumaire, ni dans ceux qui le suivirent, il n'ait été rien organisé pour une sérieuse résistance. C'est qu'on ne pouvait plus rien attendre sous ce rapport d'une nation décapitée. Tous les hommes qui avaient marqué en France depuis dix ans par le caractère, le génie ou la vertu, avaient été moissonnés, d'abord par les échafauds et les proscriptions, ensuite par la guerre. De ceux qui avaient survécu aucun n'avait assez de force et d'autorité pour s'opposer à Bonaparte. Ce fut là la principale, mais non la dernière,

expiation du délire terroriste. Une de ces réunions vit toutefois éclore un projet dont les suites eussent pu influer sur les événements. Une douzaine de députés parmi lesquels se trouvait Bernadotte, s'étant donné rendez-vous chez Salicetti, y décidèrent qu'ils devanceraient le lendemain à Saint-Cloud, avec les collègues dont ils étaient sûrs, l'heure fixée pour la convocation, et décerneraient à Bernadotte le commandement de la garde du conseil des Cinq-Cents. Mais Salicetti alla, dès le soir même, les dénoncer à Bonaparte et Fouché prit des mesures qui les empêchèrent de pénétrer jusqu'à Saint-Cloud.

Bonaparte passa une partie de la nuit à combiner le plan de ses opérations du lendemain avec la commission des inspecteurs et les principaux membres des Anciens. Plusieurs des députés commençaient à s'inquiéter pour la conspiration du grand jour des débats législatifs, à contester la nécessité d'une dictature; ils exprimaient le vœu que Bonaparte se contentât d'une place au sein du Directoire renouvelé. Mais le général accueillit fort mal leur proposition : « Il n'y avait plus de Directoire! Ce n'était pas une révolution de sérail que la France attendait d'eux, mais un changement dans la Constitution. Une sorte de dictature momentanée, ou, si ce mot effrayait, une concentration du pouvoir exécutif, tel était le seul expédient efficace et raisonnable. » Les dissidents se résignèrent; on décida qu'on proposerait aux Conseils l'institution d'un consulat, et l'ajournement de la session législative au 1er ventôse, sans prévoir le cas où l'opportunité de ces mesures paraîtrait douteuse ou inadmissible à ceux qui étaient appelés à les voter.

Le lendemain, un peu avant deux heures, les Conseils entrèrent en séance à Saint-Cloud. Depuis le matin la ville était encombrée de soldats et de curieux. Rien n'étant prêt pour l'installation du Corps législatif, il s'en était suivi un retard fâcheux pour les conjurés, car tout leur plan étant échafaudé sur un coup de surprise, c'était lui faire perdre beaucoup de ses chances que de laisser à leurs adversaires le temps de réfléchir et de se concerter. Ils en avaient profité pour s'exciter et pour s'encourager les uns les autres. Les Anciens siégeaient dans une des salles du palais, les Cinq-Cents dans l'orangerie; Bonaparte occupait un des appartements avec son état-major et avec Sieyès, qu'une voiture à six chevaux attendait à la grille en prévision d'un échec.

Aux Cinq-Cents, Gaudin, qui avait reçu le mot d'ordre, ouvrit la séance en appelant l'attention de l'assemblée sur les dangers de la République et sur l'urgence d'y porter remède par de promptes mesures de salut public. Il proposait de nommer une commission qui ferait un rapport sur les moyens les plus propres à sauver la République. On espérait ainsi abréger la discussion et en esquiver les côtés les plus scabreux; mais la proposition de Gaudin tombant au milieu d'une assemblée à bon droit défiante, et irritée des précautions, des menaces, des piéges dont elle se sentait entourée depuis deux jours, y souleva une effroyable tempête. L'immense majorité des Cinq-Cents était sincèrement républicaine et voulait le maintien des institutions existantes. Les cris : a bas la dictature, vive la Constitution! couvrirent toutes les voix, jusqu'à ce que Grandmaison eût pro-

posé de prêter le serment de fidélité à la Constitution de l'an III, ce qui fut adopté avec enthousiasme. Mais cette formalité, devant s'accomplir par la voie de l'appel nominal, demandait plusieurs heures. Elle donna le temps aux auteurs du complot de réparer ce que ce début avait de malencontreux; nouvelle preuve de l'incurable incapacité des assemblées dans les circonstances où il faut agir avec promptitude et décision.

Ces dispositions montraient clairement combien peu on pouvait compter sur les moyens de persuasion. Les meneurs de la conspiration en furent un instant déconcertés : « Te voilà dans une jolie position ! » dit Augereau à Bonaparte, avec une satisfaction ironique qu'il ne se donnait plus la peine de dissimuler. Mais que pouvait Fructidor raillant et reniant Brumaire? Aux Anciens, où les esprits étaient beaucoup moins échauffés, les choses prenaient une tournure qui n'était guère plus rassurante. Les membres qui n'avaient pas reçu de lettres de convocation pour la séance de la veille vinrent dénoncer cette irrégularité; ils insistèrent pour avoir des explications au sujet des prétendus dangers qui avaient motivé la translation des Conseils à Saint-Cloud; mais Fargues, Cornudet et les autres amis de Sieyès réussirent, après une discussion assez vive, à faire suspendre la séance jusqu'à ce qu'on eût reçu une notification officielle de la réunion des Cinq-Cents dans la commune de Saint-Cloud. A trois heures et demie, on lut une lettre du secrétaire général du Directoire annonçant que, *quatre* membres du Directoire ayant donné leur démission, et le cinquième ayant été mis en surveillance par le général Bonaparte, il n'y avait plus de Directoire; sur quoi on

décida le renvoi de cette lettre au conseil des Cinq-Cents afin qu'il présentât une liste de candidats et la séance fut de nouveau suspendue. Cette lettre était un faux, car ni Gohier ni Moulins n'avaient donné leur démission. A quatre heures un grand mouvement se fit dans l'assemblée, les députés regagnèrent leurs places avec précipitation et on annonça le général Bonaparte.

Il était inquiet, troublé, irrité, et tout dans sa personne trahissait cette agitation intérieure. Il avait compté que les choses marcheraient avec la même facilité que la veille, et depuis quelques heures tout allait au rebours de ses prévisions. C'est que son entreprise était de celles qui ne peuvent souffrir la lumière et le contrôle d'un débat contradictoire. On pouvait l'imposer d'une part et la subir de l'autre, mais la discuter, c'était l'anéantir. On s'étonne qu'un esprit aussi perspicace ait cédé à l'illusion de vouloir procéder par un semblant de formes légales et régulières à l'accomplissement d'un acte dont ni les motifs, ni le prétexte, ni le but, ne supportaient un instant d'examen. Toute la conspiration était échafaudée sur l'existence d'un grand complot jacobin ; et ce complot avait si peu de réalité que ceux mêmes qui l'affirmaient le plus résolûment et qui étaient décidés à ne rien refuser au général, se sentaient la bouche fermée aussitôt qu'il fallait en venir à articuler des faits. Il leur manquait même ce degré d'apparence dont on ne peut se passer pour étouffer la vérité, surtout en présence d'une assemblée, car les hommes réunis en corps ont une pudeur qu'ils ne ressentent pas comme individus. Tel est le sentiment qui avait

jusque-là paralysé les partisans de Bonaparte, et lui-même était à la fois surpris et troublé d'en subir à son tour l'influence. Habitué au commandement militaire, à être toujours cru sur parole, à toujours dire : Je veux, il était tout désorienté de se voir obligé de recourir à la persuasion.

Il entra suivi de ses aides de camp, après avoir fait mettre un régiment en bataille dans la cour et annoncé tout haut à ses officiers qu'*il allait en finir*. Mais une fois en présence de l'assemblée, il fut visiblement intimidé, tout en s'impatientant d'une impression si nouvelle pour lui, et ses paroles se ressentirent du désordre extrême où cette lutte intérieure avait jeté son esprit. De l'aveu de tous les témoins de cette scène singulière, le discours que le *Moniteur* plaça depuis dans sa bouche ne donne, malgré son incohérence, aucune idée de la confusion et du décousu de son langage.

Après avoir commencé en disant « que la République était placée sur un volcan, » au lieu de motiver cette allégation si souvent reproduite depuis deux jours, il passa brusquement « aux calomnies dont on l'abreuvait pour prix de ses intentions si pures, si désintéressées. On parlait d'un César, d'un Cromwell; on osait lui attribuer le projet d'établir un gouvernement militaire! S'il avait voulu usurper une telle autorité, il n'aurait pas eu besoin de la demander aux Anciens; il n'aurait eu qu'à céder aux vœux de ses camarades, aux vœux des soldats qui la lui offraient dès son retour d'Italie. » Avertissement destiné à faire comprendre à l'assemblée qu'au besoin il saurait se passer d'elle. Il revint alors aux dangers de la répu-

blique, mais sans alléguer d'autre fait que « l'horrible guerre de la Vendée, et la nouvelle que les chouans venaient de s'emparer de plusieurs places, » ce qui était inexact, et dans tous les cas peu propre à justifier les alarmes qu'il cherchait à créer. Comme il adjurait les Anciens de sauver la liberté et l'égalité, Linglet lui dit : « Et la Constitution? »

« — La Constitution, s'écria Bonaparte, vous l'avez violée au 18 fructidor, vous l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez violée au 30 prairial. La Constitution! elle est invoquée par toutes les factions, et elle a été violée par toutes; elle est méprisée par toutes; elle ne peut être pour nous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne. » Cette critique de la politique des coups d'État était juste, bien qu'il eût participé plus que personne à la plupart de ces violations; aussi ce fut là la seule partie de sa harangue qui fut dite avec éloquence. Mais s'il s'ensuivait qu'on dût introduire quelques réformes dans les institutions de l'an III, il ne s'ensuivait nullement qu'on dût concentrer tous les pouvoirs dans les mains du général Bonaparte, et lorsqu'il en vint à cette conclusion en assurant « qu'il les abdiquerait aussitôt que les *dangers* seraient passés, » tout le monde sentit l'insuffisance de pareilles prémisses pour motiver une telle détermination. On somma de nouveau le général de s'expliquer sur ces dangers. « S'il faut s'expliquer tout à fait, dit-il alors, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti tendant à renverser tous les hommes qui ont des idées libérales. »

Cette dénonciation, qui impliquait dans le même complot deux hommes notoirement séparés, n'attestait que le trouble et l'embarras de son auteur. Elle faisait évidemment fausse route, car que devenait dès lors l'épouvantail de la conspiration jacobine dont on avait fait si grand bruit jusque-là?

Cornudet, qui avait constamment soutenu ce dernier thème avec la commission des inspecteurs, se sentant découvert, insista pour que le général complétât son accusation. Le président lui-même invita Bonaparte à donner de plus grands détails. Mais, au lieu de faire les révélations qu'on lui demandait, il recommença à se plaindre de l'insuffisance de la Constitution pour sauver la patrie, à accuser en termes vagues les factions « d'être venues sonner à sa porte pour lui offrir un pouvoir qu'il ne voulait tenir que du peuple français. » Oubliant enfin tous les ménagements que sa situation lui imposait encore, et emporté par une irritation qu'il ne pouvait plus dominer, il attaqua le conseil des Cinq-Cents avec une violence inconcevable : « Il ne comptait pas, disait-il, sur les Cinq-Cents, où se trouvaient des hommes qui voulaient rétablir les comités révolutionnaires et les échafauds; sur les Cinq-Cents, où les chefs de ce parti venaient de prendre séance; sur les Cinq-Cents, d'où venaient de partir des émissaires chargés d'aller organiser un mouvement à Paris. »

Paroles souverainement imprudentes, maladroites, et d'un homme qui avait perdu la tête. Ainsi l'accusation se déplaçait de nouveau, et après avoir désigné d'abord le vieux fantôme du jacobinisme, puis Barras et Moulins, elle s'attaquait maintenant au pouvoir

législatif lui-même, tant il lui était difficile de prendre un corps, de préciser un fait. Les amis du général étaient au supplice, ses coopérateurs étaient consternés. Il s'adressait à une assemblée bienveillante, aux trois quarts gagnée, et n'avait dit que des choses propres à l'indisposer, et à exciter sa défiance. Il termina son discours par des menaces fort peu déguisées : « Et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même! S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à vous mes braves compagnons d'armes, à vous grenadiers dont j'aperçois les bonnets, à vous braves soldats dont j'aperçois les baïonnettes! Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la fortune, et du dieu de la guerre! »

Telle était la fâcheuse impression produite par ce langage, dont l'emphase et l'inconvenance eussent révolté un auditoire moins complaisant, que le président ne voulut pas que le général en restât sur ces dernières paroles. Il espérait toujours que, retrouvant sa présence d'esprit, Bonaparte fournirait à l'assemblée le prétexte qu'elle attendait pour lui accorder tout ce qu'il demandait. Et le rappelant pour la troisième fois à la question, il lui dit : « Général, le Conseil vient de prendre une délibération, pour vous inviter à dévoiler dans toute son étendue le complot dont la République était menacée. » Bonaparte revint alors à la prétendue proposition de Barras et de Moulins, en ajoutant « que ces deux directeurs ne seraient pas plus coupables qu'un très-grand nombre d'autres Français, s'ils n'avaient fait qu'articuler un fait connu de la France

entière. » Ce fut tout ce qu'on put tirer de lui. Cela dit, il se retira.

Le trait saillant de cette scène mémorable et tant de fois décrite, ne nous semble pas avoir été convenablement mis en lumière jusqu'ici, malgré tout ce qu'il a de frappant et de significatif. Ce caractère qui est flagrant, même dans la relation du *Moniteur*, quelque défigurée qu'elle ait été, c'est l'impuissance radicale, absolue, où s'est trouvé le général Bonaparte de motiver par des raisons non pas fondées, mais quelque peu spécieuses, la révolution qu'il méditait. Mis en présence d'une assemblée de complices, pressé, supplié par elle d'articuler, sinon une preuve, du moins une accusation appuyée sur quelques apparences et propre à faire illusion, il ne sait que divaguer, balbutier, il est incapable de fournir même un de ces exposés de motifs dont les partis avaient été jusque-là si prodigues. Qui démontre mieux que cette révolution manquait tout à la fois et de raison suffisante et de ce caractère de nécessité qu'on s'est plu à lui attribuer? Ses auteurs ne pouvaient rien formuler à l'appui de leurs projets, pas même des prétextes. Ils avaient bien compris qu'un besoin de réforme plus ou moins général ne suffit pas à lui seul pour légitimer une dictature, ils avaient senti que l'urgence du péril peut seule excuser cet abandon des garanties des citoyens, et c'est pourquoi ils avaient d'abord mis en avant l'existence d'un grand danger public; mais le moment venu, ils ne parvinrent pas même à en créer l'apparence, et la vérité sortit seule et par sa seule force du long et laborieux effort qu'ils firent pour tromper l'opinion de leur pays. Cette vérité a été vai-

nement obscurcie par des sophistes plus ingénieux dans leur apologie du despotisme que le despote lui-même. La force des choses réclamait alors une réforme, nullement un pouvoir absolu; et ce n'est qu'en spéculant sur l'une qu'on est parvenu à réaliser l'autre.

Au conseil des Cinq-Cents, une fois la prestation de serment achevée, la discussion avait, par une logique inévitable, suivi la même marche que chez les Anciens, mais avec des allures plus vives et plus pressantes. Là, plus que partout ailleurs, on était impatient de savoir à quoi s'en tenir sur ce grand complot qui avait motivé la translation des Conseils à Saint-Cloud. On décida en conséquence qu'un message serait adressé aux Anciens, pour leur demander les motifs de cette convocation extraordinaire. On lut ensuite la lettre de démission de Barras, démarche qui parut dictée par la contrainte, ce qu'elle était en effet. On agitait la question de savoir s'il convenait de pourvoir sur-le-champ à son remplacement, lorsque la porte s'ouvrit et Bonaparte parut, entouré cette fois de grenadiers avec leurs armes. A cette vue un sentiment d'indignation indicible s'empare de l'assemblée qui est aussitôt debout : « Qu'est-ce que cela? s'écrie-t-on, des sabres ici!... des hommes armés! » Les députés les plus courageux s'élancent de leurs siéges, ils entourent Bonaparte, ils le repoussent, l'accablent d'invectives : « Hors d'ici! hors la loi le dictateur! — Que faites-vous, téméraire? vous violez le sanctuaire des lois! » lui dit Bigonnet. Et Destrem, en s'avançant sur lui : « Est-ce donc pour cela que tu as vaincu? » D'autres le prennent au collet et le secouent

violemment en lui reprochant sa trahison. Venu pour intimider, le général pâlit, il tombe en défaillance dans les bras de ses grenadiers, qui l'entraînent hors de la salle.

On a imprimé alors et depuis que des poignards avaient été levés sur lui. Cette fable a été démentie par tous les témoins dignes de foi[1]. On ne trouve pas un mot de cette imputation dans le compte rendu, d'ailleurs très-circonstancié, du *Moniteur* du 20 brumaire, qui fut cependant rédigé par les adhérents du coup d'État. On ne la mentionna que dans une sorte de post-scriptum. Ce n'est que le lendemain qu'on s'avisa de faire honneur au grenadier Thomas Thomé du coup de poignard destiné au général; expédient imaginé par Lucien, pour rendre odieux ceux qu'on n'avait pu faire faiblir. Si on avait voulu frapper Bonaparte, rien n'eût été plus facile dans une pareille mêlée, d'où il ne sortit qu'avec ses habits déchirés. Mais, de même que ceux qui avaient seuls conspiré la perte de la République avaient été les premiers à dénoncer l'existence d'un complot, ceux qui seuls recoururent à l'emploi des armes furent aussi les premiers à accuser leurs adversaires d'avoir voulu s'en servir.

Lucien descendit du fauteuil présidentiel et y fut

1. « Je n'ai point vu de poignards levés sur lui, » dit le prince Eugène lui-même dans ses *Mémoires*. Parmi les amis de Bonaparte qui admettent le fait comme vrai, aucun ne dit l'avoir vu. Tous les autres témoins oculaires ou historiens du temps, depuis Thibeaudeau jusqu'à Dupont de l'Eure, l'ont nié énergiquement; et, lorsqu'on voulut l'imputer à Arena, il ne se trouva personne pour prouver l'accusation.

remplacé par Chazal. Une foule de propositions s'élevaient de tous les points de l'assemblée sans qu'on parvînt à les mettre aux voix, lorsqu'un membre s'écria : « Il faut avant tout déclarer que Bonaparte n'est point le commandant de votre garde. » Un autre ajouta : « Six mille hommes sont autour de vous, déclarez qu'ils font partie de la garde du Corps législatif! » Lucien, comprenant la portée de ces mesures, prit alors la parole pour défendre son frère, il rappela ses services, supplia l'assemblée de ne pas précipiter son jugement. Mais la tempête un instant apaisée redevint plus violente que jamais, et les cris de hors la loi! retentirent de nouveau. Si cette proposition avait été adoptée sur-le-champ, nul ne peut dire quelles en eussent été les suites. Lucien le sentit, et refusa obstinément de la mettre aux voix. Il protesta avec véhémence, fit étalage de son désespoir fraternel, puis se démit de ses fonctions, et déposa sur la tribune ses insignes de président au milieu d'une agitation inexprimable, pendant laquelle on ne pouvait plus saisir qu'un mot, qu'un cri, le cri terrible de hors la loi! qui avait perdu Robespierre lui-même, et qui avait conservé une grande partie de son ancien prestige. On l'entendit du dehors dans le groupe où se tenait Bonaparte, et tout le monde pâlit. « Puisqu'ils vous mettent hors la loi, dit alors Sieyès, qui seul avait conservé un sang-froid imperturbable dans les critiques péripéties de cette journée, ce sont eux qui y sont[1]! »

Le général, comprenant tout l'avantage que lui

1. Rœderer, *Notice de ma vie.* — Lavalette, *Mémoires.*

procurerait la présence du président au milieu des troupes, envoie un peloton de grenadiers pour dégager son frère qu'on lui amène au bout de quelques instants. Bonaparte était résolu à faire évacuer la salle par la force armée, mais les soldats qu'il s'agissait d'y employer étaient ceux-là mêmes qui avaient servi de garde au Corps législatif; ils semblaient hésitants et on craignait de leur part un reste de scrupule qui eût tout perdu. Lucien, qui leur était connu comme le président de l'assemblée, fut à ce moment le vrai maître du mouvement, et le sauveur de la conspiration. Il monta à cheval, harangua les soldats, leur dépeignit le conseil des Cinq-Cents comme « opprimé par des représentants à stylet, par des brigands que soldait l'Angleterre; » il ne s'agissait que de délivrer l'assemblée de cette minorité d'assassins. Puis prenant une épée, et la tournant contre son frère : « Quant à moi, dit-il, je jure de percer le sein de mon propre frère, si jamais il porte atteinte à la liberté des Français! »

Ce mouvement oratoire excite au plus haut point les soldats, qui lui répondent par le cri de vive Bonaparte! Profitant avec à-propos de leur émotion, Murat les entraîne au pas de charge et aux roulements du tambour. Lorsqu'ils arrivent à la porte de la salle où siégeait l'assemblée, ils s'arrêtent sur le seuil comme saisis d'un respect involontaire. Le colonel qui les commande, invite les représentants à se retirer. Ils restent immobiles, en invoquant l'inviolabilité législative; mais le bruit du tambour couvre leurs protestations. Alors l'officier donne l'ordre aux grenadiers de marcher en avant, en même temps qu'il fait battre la

charge. On entend un dernier cri de *vive la République!* appel désespéré de la liberté agonisante. Quelques instants après la salle était vide et l'attentat consommé.

Dans la soirée, vers neuf heures, Lucien réunit une *trentaine* de membres des Cinq-Cents[1], les uns gagnés, les autres complices : ils prennent le titre de majorité du Conseil, et décrétent que Bonaparte et ses lieutenants ont bien mérité de la patrie. Boulay de la Meurthe, le rapporteur de la loi du 19 fructidor, précédent qui lui donnait des droits à présenter celle du 19 brumaire, prend ensuite la parole pour proposer les mesures concertées par les conjurés : l'institution d'un Consulat provisoire composé de Bonaparte, Sieyès, et Roger Ducos, l'ajournement du Corps législatif au 1er ventôse, la nomination de deux commissions émanées des deux Conseils, et chargées d'aider les consuls dans leur travail de réorganisation, enfin l'exclusion de cinquante-sept représentants qui s'étaient fait remarquer par leur opposition, mesure à laquelle une liste de proscription vint peu de jours après donner son complément. La complaisante assemblée emploie une partie de la nuit à décréter coup sur coup tous les actes qu'on lui demande; elle les vote avec précipitation comme si elle redoutait pour eux la lumière du jour, et à une heure du matin, le décret est porté aux Anciens qui le ratifient. Cela fait, les trois consuls viennent prêter un solennel serment devant ce simulacre d'assemblée composé de leurs créatures. Bonaparte

1. C'est le chiffre indiqué par Cornet lui-même.

jure le premier « fidélité inviolable à la légalité, à la liberté, au système représentatif! » Puis Lucien prend la parole pour féliciter ses collègues de l'œuvre qu'ils viennent d'accomplir; il ne craint pas de comparer ce conciliabule nocturne à la pure et glorieuse aurore de la Révolution! « Représentants du peuple, leur dit-il, la liberté française est née dans le jeu de Paume de Versailles. Depuis l'immortelle scène du jeu de Paume elle s'est traînée jusqu'à vous, en proie tour à tour à l'inconséquence, à la faiblesse, aux maladies convulsives de l'enfance. Elle vient aujourd'hui de prendre la robe virile! A peine venez-vous de l'asseoir sur la confiance et l'amour des Français, et déjà le sourire de la paix et de l'abondance brille sur ses lèvres! Représentants du peuple, entendez le cri sublime de la postérité : « *Si* « *la liberté naquit dans le jeu de Paume de Versailles, elle* « *fut consolidée dans l'orangerie de Saint-Cloud*[1] *!* »

L'histoire a conservé le souvenir de plus d'un solennel mensonge, mais on citerait difficilement une circonstance où la vérité ait été outragée avec plus de cynisme et d'impudeur. Lorsqu'une cause est réduite au milieu même de son triomphe à employer de si audacieuses falsifications pour se faire accepter, on peut dire qu'elle a renié jusqu'à son propre principe, et il n'y a rien à ajouter à l'arrêt qu'elle a ainsi porté sur elle-même.

Le lendemain, Bonaparte publiait une proclamation adressée aux Français. Il y revenait sur les propositions qu'il disait lui avoir été faites par tous les partis

1. *Moniteur.*

et avoir repoussées. Il s'y représentait comme l'instrument docile et dévoué des Anciens, comme l'exécuteur du plan de restauration générale qu'ils avaient conçu. « Il avait cru devoir à ses concitoyens, aux soldats périssant dans nos armées, à la gloire nationale acquise au prix de leur sang, d'accepter le commandement. » Passant ensuite aux récits des événements de Saint-Cloud, il disait : « Je porte mon indignation et ma douleur au conseil des Anciens ; je lui demande d'assurer l'exécution de ses généreux desseins ; je lui représente les maux de la patrie qui les lui ont fait concevoir ; il s'unit à moi par de nouveaux témoignages de sa constante volonté. Je me présente au conseil des Cinq-Cents, seul, *sans armes,* la tête découverte, tel que les Anciens m'avaient reçu et applaudi ; je *venais rappeler à la majorité ses volontés, et l'assurer de son pouvoir.* Les stylets qui menaçaient les députés sont aussitôt levés sur leur libérateur ; *vingt assassins se précipitent sur moi, et cherchent ma poitrine.* Les grenadiers du Corps législatif que j'avais laissés à la porte de la salle accourent et se mettent entre les assassins et moi. L'un de ces braves grenadiers (Thomé) est frappé d'un coup de stylet, dont ses habits sont percés. Ils m'enlèvent... Français, ajoutait-il en finissant, vous reconnaîtrez sans doute à cette conduite le zèle d'un soldat de la liberté et d'un citoyen dévoué de la République ! »

Et le 23 brumaire, on lisait dans le *Moniteur :*

« Thomas Thomé, grenadier du Corps législatif, qui a eu la manche de son habit déchirée en garantissant Bonaparte du coup de stylet qui lui était

destiné, a dîne le 20 et déjeuné le 21 avec lui. *La citoyenne Bonaparte a embrassé Thomas Thomé*, et lui a remis au doigt un diamant de la valeur de 2,000 écus. »

Ce n'était là qu'un trait de plus emprunté à l'histoire des prétoriens. Pendant que ces choses s'accomplissaient, Paris se montra curieux, mais resta neutre; le peuple parut comme étranger aux événements, l'armée applaudit, l'opinion se tut.

Tel fut le début du pouvoir nouveau; et tel était l'homme auquel on venait de sacrifier les libertés publiques.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DU PREMIER VOLUME.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris

